

10 TUN 1 - 10-12-18 Sidi Bouzid (partie 1)

Laboratoiredesfrondeurs.org



Segment horizontal du quadrillage \approx 100 km.





Segment horizontal du quadrillage ≈ 50 km.



Segment horizontal du quadrillage ≈ 50 km.

19/12/2010 - 16:44

Tunisie: Emeutes en province

La police d'une ville de province tunisienne a fait usage de gaz lacrymogène dimanche pour disperser des centaines de jeunes gens qui brisaient des vitrines de magasins et endommageaient des voitures, a-t-on appris auprès de témoins. Les autorités n'ont fait aucun commentaire sur ces incidents dans l'immédiat. Les émeutes sont extrêmement rares dans ce pays d'Afrique du Nord de 10 millions d'habitants, l'un des plus prospère et stable de la région. Selon des témoins, plusieurs centaines de jeunes se sont rassemblés samedi soir dans la ville de Sidi Bouzid, située à 200 km au sud-ouest de Tunis. Ce rassemblement survenait après la tentative d'immolation par le feu d'un jeune homme, Mohamed Bouazizi, qui dénonçait la confiscation par la police des fruits et légumes qu'il vendait, ont rapporté des témoins. *"Les affrontements violents ont pris fin avec l'arrestation de nombreuses personnes"*, a dit à Reuters un témoin qui a requis l'anonymat. *"Il y a eu des bris de vitrines de magasins et des voitures détériorées alors que la police a fait usage de gaz lacrymogène."*

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101219.OBS4983/tunisie-heurts-entre-manifestants-et-forces-de-l-ordre-a-sidi-bouzig.html>

19/12/10 10:40 27

Tunisie : heurts entre manifestants et forces de l'ordre à Sidi Bouzid

Les accrochages se sont déroulés au lendemain de la tentative de suicide d'un commerçant ambulant dont les autorités avaient saisi la marchandise, alors que le taux de chômage s'avère élevé dans cette région.

Des accrochages ont opposé samedi 18 décembre à Sidi Bouzid, à 265km de Tunis, dans le centre de la Tunisie, des forces de l'ordre et des manifestants mécontents qui tentaient de s'introduire au siège du gouvernorat (préfecture), ont rapporté un témoin et un parti d'opposition.

Ces heurts seraient intervenus après une tentative de suicide la veille d'un jeune commerçant ambulant de fruits et légumes auquel les autorités avaient saisi sa marchandise.

En désespoir de cause, le jeune homme, âgé d'une vingtaine d'année a tenté de s'immoler par le feu après s'être aspergé d'essence devant la préfecture. Atteint de brûlures graves, il a été transporté à l'hôpital où il est "entre la vie et la mort", selon un communiqué du Parti démocratique progressiste (PDP/opposition).

Selon un témoin oculaire, après un sit in "pacifique" observé la veille devant la préfecture par quelques dizaines de personnes, la manifestation a pris de l'ampleur samedi l'occasion du souk hebdomadaire, ce qui a engendré des accrochages entre les manifestants et les forces de l'ordre. Aux bombes lacrymogènes utilisées par les forces de l'ordre pour les empêcher d'entrer dans la préfecture, les manifestants répondaient par des jets de pierres sur le bâtiment et les voitures de police.

Un taux élevé de chômage

Selon la même source, les incidents qui se sont étendus à plusieurs zones de la ville, se poursuivaient samedi en fin de journée. Des devantures de magasins ont été endommagées par les manifestants qui ont mis le feu à une voiture, à des pneumatiques et aux poubelles.

Trois agents de l'ordre ont été blessés et transportés à l'hôpital de la ville, tandis que forces de l'ordre procédaient à une vague d'arrestations, selon cette source.

A l'instar du jeune commerçant, diplômé de l'université, et seul soutien de famille, la région de Sidi Bouzid compte un taux élevé de chômage parmi les promus de l'enseignement supérieur, indique-t-on de même source.

(Nouvelobs.com avec AP)

<http://www.20minutes.fr/ledirect/641531/monde-emeute-ville-tunisie-apres-immolation-feu>

Emeute dans une ville de Tunisie après une immolation par le feu

Mis à jour le 19.12.10 à 16h57

La police d'une ville de province tunisienne a fait usage de gaz lacrymogène dimanche pour disperser des centaines de jeunes gens qui brisaient des vitrines de magasins et endommageaient des voitures, a-t-on appris auprès de témoins. Les autorités n'ont fait aucun commentaire sur ces incidents dans l'immédiat. Selon des témoins, plusieurs centaines de jeunes se sont rassemblés samedi soir dans la ville de Sidi Bouzid, située à 200 km au sud-ouest de Tunis.

Ce rassemblement survenait après la tentative d'immolation par le feu d'un jeune homme, Mohamed Bouazizi, qui dénonçait la confiscation par la police des fruits et légumes qu'il vendait, ont rapporté des témoins. Des photos diffusées sur Facebook montrent plusieurs centaines de manifestants devant les quartiers du gouvernement régional, faisant face à la police qui les empêche de s'approcher du bâtiment.

Avec Reuters

<http://english.aljazeera.net/news/africa/2010/12/2010122063745828931.html>

Riots reported in Tunisian city

Images posted on social-network sites show police intervening to halt disturbances ignored by national media.

Last Modified: 20 Dec 2010 08:08 GMT



Riots such as those that occurred in Sidi Bouzid are rare in Tunisia, a prosperous nation with limited civil liberties

Police in a provincial city in Tunisia have used tear gas to disperse hundreds of youths who smashed shop windows and damaged cars, according to witnesses.

There was no immediate comment from officials on Saturday's disturbances, and national media ignored the event.

Youtube video purportedly showing the protest in Sidi Bouzid, southwest of Tunis

Riots are extremely rare for Tunisia, a North African country of about 10 million people.

It is one of the most prosperous and stable in the region, but civil liberties are severely limited.

Witnesses said several hundred youths gathered in the city of Sidi Bouzid, about 200km southwest of the capital Tunis, late on Saturday.

They were angered by an incident where a young man, Mohamed Bouazizi, had set fire to himself in protest after police confiscated the fruit and vegetables he was selling from a street stall, the witnesses said.

"The violent clashes ended with the arrest of scores of people," a witness, who requested anonymity, told the Reuters news agency.

"[There was] breaking of shop windows and smashing of cars, while police fired tear gas."

Witnesses said Saturday's clashes ended with scores of arrests by authorities

Another witness, Mahdi Said Horchani, said rioting had continued into Sunday.

Horchani, who is a relative of the man who set fire to himself, said: "People are angry at the case of Mohamed and the deterioration of unemployment in the region.

"Regional authorities have promised to intervene."

Horchani said Bouazizi was in a critical condition and had been transferred to a hospital in Tunis.

Footage posted on the Facebook social network site and YouTube showed several hundred protesters outside the regional government headquarters, with lines of police blocking them from getting closer to the building.

Witnesses said hundreds of extra security forces had been brought into Sidi Bouzid on Sunday and had established a heavy presence on the streets.

Tunisian activists are some of the most outspoken in the region and there were many messages of support for Bouazizi and the protest posted on Twitter.

"Let's hope that this event in Sidi Bouzid isn't limited to Bouazizi's health ... this is only the beginning!!!" a user going by the pseudonym of @youtor_KHAN wrote.

Others condemned the lack of coverage of the rioting by Tunisian state media.

@C-Moii said she only learned about Saturday's events from an Algerian friend, and that her friends in Tunisia were unaware of what had happened in Sidi Bouzid.

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie/sidi-bouزيد-non-a-un-developpement-a-double-vitesse/id-menu-325.html>

Tunisie/Sidi Bouzid, non à un développement à deux vitesses

Publié le Lundi 20 Décembre 2010 à 17:05

La région de Sidi Bouzid a vécu le week-end dernier quelques remous, au lendemain de la tentative de suicide d'un jeune commerçant ambulant, diplômé de l'université, rapportent les agences de presse internationales.

Rongé par le désespoir, le jeune homme, âgé d'une vingtaine d'années, a tenté de s'immoler par le feu après s'être aspergé d'essence devant le siège du gouvernorat. Atteint de brûlures graves, il a été transporté à l'hôpital où il est "entre la vie et la mort". Un drame qui a mis cette ville du Centre-ouest de la Tunisie, à 265km de Tunis, dans l'émoi, et provoqué la colère de ses habitants, à en croire l'AP et Reuters.

Ce drame social regrettable pose encore une fois la problématique du développement régional en Tunisie, voire du modèle de développement dans son ensemble adopté depuis des décennies dans notre pays, qui a longtemps favorisé la capitale et les villes côtières aux dépens des régions de l'intérieur. Puisque, les efforts qui y sont consentis n'ont pas encore produit des résultats escomptés, et ces régions, notamment celles du Centre-ouest, sont encore dépourvues d'un tissu économique digne de ce nom, et souffrent d'un fort taux de chômage, dépassant de loin le taux national qui est aux alentours de 13.3%.

De nombreuses études menées, pour le compte du gouvernement, montrent le hiatus qui ne cesse de se creuser entre les différentes régions de la Tunisie. La majeure partie des investissements et des projets est concentrée à Tunis et sur le littoral, là où il y a toutes les commodités et l'infrastructure de base, aux dépens des villes de l'intérieur dont les besoins en termes de développement socio-économique restent, grosso modo, insatisfaits.

La décentralisation des universités, en ce sens que la majorité des régions sont d'ores et déjà dotées d'un établissement d'enseignement supérieur, n'a pas été accompagnée par une décentralisation au niveau des capitaux, et des projets.

Le Centre-ouest, dont Sidi Bouzid, qui reste le plus grand pourvoyeur de migrants pour le pays, est en train de se vider de ses jeunes, voire de ses forces vives qui préfèrent mettre le cap sur d'autres régions, du Centre-est notamment, où ils estiment avoir plus de chances de trouver un emploi et de construire un avenir, sans plus jamais revenir. Cette région connaît un solde migratoire négatif de -36.9%, à en croire la dernière enquête de l'INS sur la population et l'habitat. Au cours du quinquennat 2004-2009, 45.2 mille personnes ont quitté le Centre-ouest, contre 8.3 mille qui s'y sont installées.

Eminemment agricole, la région demeure confrontée à un taux de chômage important, et ses jeunes ont toutes les peines du monde à intégrer la vie active. Comment éviter que ces jeunes ne sombrent dans la désespérance. Et bien, il faut impérativement leur mettre le pied à l'étrier, et les doter des attributs d'une vie décente, génératrice d'équilibre et de paix sociale.

Il est temps de revoir en profondeur notre modèle de développement et le découpage administratif du pays, comme le préconisent instamment de nombreux économistes, au vu des disparités régionales qui vont grandissantes. Sidi Bouzid est une région agricole et d'élevage, un atout qui reste à préserver et à développer, selon une stratégie agricole viable à même de contribuer à la sécurité alimentaire de la région, et du pays. Mais, elle ne peut pas continuer à vivre de la seule agriculture. Il faut qu'elle soit dotée d'un tissu économique incluant les secteurs industriel et tertiaire. Il serait ainsi opportun d'y développer des unités d'industrie agro-alimentaires, ou autres usines qui soient adaptées à sa vocation et son positionnement géographique.

On entend toujours dire dans le discours officiel, que des réseaux routiers et autoroutiers seront érigés dans les coins et recoins de la Tunisie, pour désenclaver les régions de l'Intérieur, dont celles du Centre-Ouest, et les arrimer à la locomotive de développement intégral. Sauf que ces régions ont des préoccupations immédiates qui méritent des réponses urgentes. Il ne s'agit pas de planifier des projets à l'horizon de 2030 ou 2050. Les jeunes de Sid Bouzid, et d'autres régions de la Tunisie, ont à cœur de construire leur avenir dès aujourd'hui. Ils souhaitent gagner leur vie, fonder un foyer, avoir un rôle actif dans la société, contribuer et profiter du développement de leur région. Ils en ont assez d'être en quelque sorte des laissés-pour-compte.

Un changement du calendrier et des priorités de développement s'impose. On a bien introduit les plans de développement dits mobiles (ou glissants) pour réadapter le processus de développement aux mutations nationales et internationales. Qu'une partie de ces fonds soit débloquée en faveur de ces régions en mal d'essor. Nos compatriotes de l'Intérieur ne demandent pas la lune, ils ont juste besoin d'avoir des raisons de garder espoir, de rester chez eux, et de vivre en toute tranquillité.

L'Etat doit assumer son entière responsabilité. Il doit doter ces régions des commodités nécessaires et y créer une plateforme propice afin qu'elles puissent polariser les investissements, et être un vivier de production et de création de richesses. C'est seulement ainsi que le secteur privé daignera tourner son regard vers l'arrière-pays pour y lancer des projets et créer des emplois.

La Tunisie est un petit pays d'à peine 164 mille km², et d'un peu plus de dix millions d'habitants. Tout Tunisien est en droit d'aspirer à une vie digne, et d'exiger un partage équitable des fruits de la croissance.

H.J.

http://www.emarrakech.info/Tunisie-violences-a-Sidi-Bouزيد-le-pouvoir-regrette-un-incident-isole_a51446.html

Tunisie:/violences à Sidi Bouزيد: le pouvoir regrette "un incident isolé"

AFP le 21 Décembre 2010

Tunis - Les autorités tunisiennes ont affirmé lundi que les heurts qui ont opposé la police à des manifestants à Sidi Bouزيد (265 km au sud de Tunis) ne sont qu'un "incident isolé" et dénoncé son exploitation à des fins politiques "malsaines".



Ces accrochages ont eu lieu samedi entre des forces de sécurité et des habitants en colère pour avoir été empêchés de rencontrer le gouverneur (préfet) de Sidi Bouزيد, après la tentative de suicide d'un jeune vendeur ambulant auquel les agents municipaux avaient saisi sa marchandise de fruits et légumes, avait annoncé la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH).

Les forces de sécurité ont procédé à des arrestations et utilisé des lacrymogènes pour disperser la foule observant un sit-in de protestation devant de la préfecture et scandant des slogans pour réclamer le droit de travailler, en soutien au jeune commerçant.

Dans une première réaction lundi soir, les autorités ont affirmé que ce vendeur ambulant "exerçait son activité commerciale dans un lieu non autorisé" et avait "refusé de se conformer aux règlements" et de changer d'endroit.

"Lorsque les agents municipaux ont tenu à appliquer la loi, le vendeur s'est obstiné dans son refus et a tenté de se suicider en s'immolant par le feu", ont expliqué les autorités dans un communiqué publié par l'agence gouvernementale TAP.

Mohamed Bouazizi, âgé de 26 ans, diplômé de l'université et seul soutien de sa famille, a voulu récupérer sa marchandise saisie, mais il a été "agressé" par un agent de la municipalité,

selon un témoin. Désespéré et empêché de déposer une plainte à la préfecture, il a tenté de s'immoler par le feu.

"Autant nous regrettons ce douloureux incident, autant nous nous indignons des tentatives de certaines parties d'instrumentaliser cet incident isolé, de le dévier de son véritable contexte et l'exploiter à des desseins politiques malsains", ont ajouté les autorités.

Outre la LTDH, le Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale) a évoqué l'incident en saluant dans un communiqué le mouvement de protestation à Sidi Bouzid, et appelé à la libération des personnes arrêtées et au retrait des forces de sécurité qui encerclent la ville.

Selon une source syndicale locale, les manifestations de protestation se sont poursuivies lundi dans plusieurs quartiers de Sidi Bouzid et d'autres se sont déclenchées spontanément dans la localité proche de Meknes, alors que Mohamed Bouazizi était transféré au centre médical des grands brûlés à Ben Arous, près de Tunis.

Les médias locaux n'ont pas évoqué ces incidents, seule la télévision satellitaire Al-Jazira a diffusé dimanche et lundi des images de manifestations jetant des pierres aux forces de sécurité et d'attroupement devant la préfecture.

<http://www.liberation.fr/monde/01012309259-face-au-gachis-social-la-tunisie-ose-s-insurger>

21/12/2010 à 00h00 (mise à jour à 08h33)

Face au gâchis social, la Tunisie ose s'insurger

A Sidi Bouzid, dans le centre du pays, la frustration des «diplômés chômeurs» a explosé en manifestations violentes.

Par **CHRISTOPHE AYAD**



Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali le 16 novembre 2009. (© AFP Alberto Pizzoli)

Une nouvelle fois, la Tunisie a été secouée, ce week-end, par une émeute sociale, qui a pris un tour violent. Ces «jacqueries» à répétition sont, tout à la fois, le symptôme d'un profond malaise social dans un pays cité en exemple pour sa croissance économique et son modèle de développement, mais aussi celui d'une violence croissante envers les symboles du pouvoir.

Cette fois-ci, c'est Sidi Bouzid qui s'est enflammé. Tout a commencé, dans cette petite commune située à 265 km au sud de Tunis, par un banal contrôle dans la rue. Mohamed Bouazizi, un jeune marchand de rues âgé de 26 ans, se voit confisquer ses effets par la police municipale pour commerce illégal. Bouazizi est un «diplômé chômeur», l'incarnation d'un gâchis. Celui de toute une génération incitée à poursuivre des études supérieures mais qui ne trouve pas d'emploi sur le marché du travail et à qui les portes de l'émigration sont fermées.

Ne reste donc que la débrouille : chauffeur de taxi, plombier, petit trafiquant, marchand ambulancier... Furieux de ne pas pouvoir récupérer ses fruits et légumes, Mohamed Bouazizi s'est rendu à la municipalité, où il a été renvoyé sans ménagement. A la préfecture, on a refusé d'enregistrer sa plainte. Désespéré, le jeune homme a alors tenté de s'immoler par le feu devant cette dernière. Grièvement brûlé, il a été transporté à l'hôpital de Sfax puis dans un service spécialisé à Tunis.

Sit-in. Dès la nouvelle connue, plusieurs dizaines de commerçants et de jeunes se sont rassemblés vendredi pour un sit-in pacifique devant la préfecture, siège du gouverneur local auquel ils ont demandé une entrevue. Le lendemain, jour de souk hebdomadaire, la protestation a pris de l'ampleur. La police a brutalement dispersé la manifestation spontanée à coup de gaz lacrymogènes et de matraques. Les affrontements ont duré jusque tard dans la nuit et ont repris dimanche, redoublant de violence. Les manifestants, qui s'en sont pris au siège du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, au pouvoir) ont jeté des pierres sur la police, blessant trois agents, et mis le feu à des pneus et des poubelles, ainsi qu'à une voiture garée devant la préfecture.

Pour empêcher toute contagion, Sidi Bouzid a été entouré d'un cordon policier et de nombreux agents en civils et en tenue quadrillaient la ville. Plusieurs dizaines de manifestants, surtout des jeunes qui n'ont visiblement pas peur de la police, auraient été arrêtés (cinq ont été relâchés hier), tandis que les manifestations spontanées se poursuivaient.

Comme à son habitude, la presse officielle n'a pas relaté ces incidents. Le journaliste Zouheir Makhoulouf, correspondant du site assailonline.net, s'est fait voler sa caméra et a été tabassé en bas de chez lui, à Tunis, par des agents en civils, alors qu'il comptait se rendre sur place. Makhoulouf, par ailleurs militant d'opposition, avait été arrêté et harcelé par les autorités il y a un an pour avoir réalisé clandestinement un documentaire sur l'envers du décor tunisien chez les sous-traitants de l'industrie textile, durement frappée par la crise.

Tout comme le journaliste Fahem Boukadous, condamné à quatre ans de prison ferme cette année pour avoir témoigné de l'agitation sociale dans le bassin minier de Gafsa, début 2008. A l'époque, les habitants de cette région défavorisée avaient violemment protesté contre l'embauche de fils de caciques locaux et de syndicalistes acquis au pouvoir par la mine d'Etat. A Tunis, la capitale, ce mouvement social a eu un écho dans la formation d'un mouvement de «diplômés chômeurs», rapidement réprimé.

Service militaire. Au mois de février à Skhira, dans le golfe de Gabès, même scénario qu'à Gafsa : des chômeurs demandant à être embauchés avaient «tout cassé», soutenus par la

population locale. Une dizaine de jeunes hommes ont été condamnés à de la prison, d'autres envoyés au service militaire. En août, le village de Ben Gardane avait explosé pendant une semaine pour obtenir la réouverture du poste frontalier avec la Libye, source de trafics et de commerce. Désormais, le pouvoir tunisien, qui a laminé les structures syndicales et les partis d'opposition, ne peut compter sur personne pour canaliser cette rage sociale.

<http://www.romandie.com/infos/news2/101222223238.uu2r3x7l.asp>

Tunisie : suicide d'un jeune à Sidi Bouzid, le pouvoir enquête sur un "décès"

TUNIS - Un jeune Tunisien s'est suicidé mercredi soir par électrocution à Sidi Bouzid, une ville du centre-ouest tunisien en proie à des protestations sur fond de chômage depuis le 19 décembre, ont annoncé des sources syndicale et politique concordantes.

Sans confirmer la thèse du suicide, le gouvernement a annoncé un "décès sur place" du jeune homme et une information judiciaire sur les circonstances de l'incident.

"Selon les données disponibles, le jeune a été électrocuté après avoir été au contact de câbles électriques d'une puissance de 30.000 volts, lorsqu'il est monté en haut du pylône", a écrit l'agence gouvernementale TAP.

Le communiqué gouvernemental ne précise pas la raison pour laquelle le jeune homme est monté sur un pylône.

Houcine Neji, 24 ans, a escaladé un poteau électrique en criant qu'il ne voulait "plus de misère, plus de chômage", avant de s'électrocuter au contact de câbles de haute tension, a dit Ali Zari, un dirigeant syndicaliste.

L'homme est tombé inerte devant une foule ahurie, qui le suppliait de renoncer à son acte désespéré, a raconté Attia Athmouni, un opposant chargé d'un comité d'appui aux habitants de Sidi Bouzid (265 km de Tunis).

La tentative de suicide a eu lieu dans un climat de tension devant les locaux de la municipalité, selon ces deux témoins joints par l'AFP au téléphone à Sidi Bouzid, ville à vocation agricole et au taux de chômage élevé.

Vendredi dernier dans cette même ville, un autre jeune a tenté de mettre fin à ses jours pour protester contre la confiscation par les autorités municipales des fruits et légumes qu'il voulait vendre.

Mohamed Bouazizi, 26 ans, diplômé de l'université, vendeur ambulant et seul soutien de sa famille, avait tenté en vain de récupérer la marchandise.

Désespéré et empêché de plaider son cas devant le préfet, il s'est aspergé d'essence pour s'immoler par le feu, selon la Ligue des droits de l'Homme et des témoins.

Grièvement blessé, il a été transféré dans un centre médical soignant les grands brûlés, près de Tunis, et sa famille était sans nouvelles de lui mercredi.

Ce premier incident a provoqué des protestations qui ont dégénéré samedi dernier en affrontements entre la police et des habitants en colère : ceux-ci ont mis le feu à des pneumatiques et scandé des slogans pour réclamer le droit de travailler, en soutien au jeune commerçant.

Mercredi, des sources sur place ont indiqué que la tension avait diminué à Sidi Bouzid après la libération de plusieurs manifestants appréhendés pendant le week-end.

Le pouvoir avait affirmé que ces heurts n'étaient qu'un "incident isolé" et dénoncé son exploitation à des fins politiques "malsaines" par l'opposition.

(©AFP / 22 décembre 2010 23h32)

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101223165602/tunisie-tunis-jeunesse-tunisienne-fidhdeux-faits-divers-tragiques-entraiment-des-troubles-sociaux-a-sidi-bouzid.html>

Deux faits divers tragiques entraînent des troubles sociaux à Sidi Bouzid

23/12/2010 à 17h:03 Par La rédaction web de Jeune Afrique



Un manifestant exprime sa colère devant la sous-préfecture de Sidi Bouzid. © Capture d'écran

La région de la ville tunisienne de Sidi Bouzid (centre du pays) connaît des troubles sociaux depuis vendredi dernier. Deux tentatives de suicide en public, ayant fait un mort et un blessé grave, ont déclenché la colère des habitants.

La petite ville de Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie, est en proie à des troubles sociaux d'une ampleur inhabituelle depuis près d'une semaine. Ceux-ci ont débuté vendredi 17 décembre après la tentative de s'immoler par le feu avec un bidon d'essence d'un homme, devant la sous-préfecture.

Mohamed Bouazizi, un jeune diplômé de 26 ans, venait de se voir confisquer les fruits et légumes dont il faisait le commerce, faute d'autre emploi. D'après l'Agence France presse, il s'agissait de la seule source de subsistance de sa famille. Selon les autorités tunisiennes, qui réagiront plus tard, le jeune homme exerçait « dans un lieu non autorisé » et refusait « de se conformer au règlement ».

Dans un état critique

Celui-ci aurait commis ce geste désespéré après s'être vu interdire de rencontrer le préfet pour se plaindre, d'après l'AFP. Il a ensuite été transporté au service des grands brûlés dans un hôpital de la région de Tunis dans un état critique.

Rapidement, relate le quotidien français Libération, des dizaines de jeunes et de commerçants, choqués, se réunissent pour protester. Pendant le week-end, les rassemblements se poursuivent et dégénèrent : des agents des forces de l'ordre sont blessés, les manifestants sont dispersés avec des gaz lacrymogènes, et plusieurs d'entre eux sont interpellés. Trois d'entre eux étaient encore en détention jeudi à la mi-journée d'après la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

Le Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale) s'appuie alors sur ces événements pour dénoncer « l'injustice sociale » et le « fort mécontentement de la population ». En réponse, les autorités protestent contre « une instrumentalisation à des desseins politiques de ces troubles » dans un communiqué transmis à l'agence Associated Press. Selon elles, il ne s'agit que d'un incident isolé.

Mais mercredi, un nouvel incident, mortel cette fois, se produit à Sidi Bouzid. Ce jour-là Houcine Neji, un autre jeune homme de 24 ans, commence à escalader un poteau électrique de la ville. Selon le syndicaliste Ali Zari, il a crié qu'il ne voulait « plus de misère, plus de chômage » devant une foule qui le suppliait de redescendre. C'est alors qu'il s'est électrocuté avec les câbles de 30 000 volts, tombant inerte, au pied du poteau.

Le décès du jeune homme a été confirmé par les autorités tunisiennes qui n'ont pas employé le mot suicide dans leur communiqué.

Les troubles s'étendent

Alors que la situation semblait se calmer, ce deuxième incident tragique aurait remis le feu aux poudres. D'après le syndicaliste Mohamed Ben Fadhel, les troubles se seraient étendus aux localités voisines de Mekkassy et surtout Menzel Bouzayane, où « les affrontements les plus violents » se seraient produits.

« Des centaines de manifestants ont complètement brûlé le siège de la délégation (sous-préfecture) avant de se diriger vers le poste de la garde nationale qu'ils ont assiégé », a-t-il déclaré à Associated Press.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/12/23/97001-20101223FILWWW00456-tunisie-emeutes-la-fidh-inquiete.php>

Tunisie : émeutes, la FIDH inquiète

AFP

23/12/2010 | Mise à jour : 12:33 Réactions (19)

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) exprime "sa vive inquiétude face à la situation en Tunisie après les émeutes" survenues dans la région de Sidi Bouzid (sud) à la suite de la tentative de suicide d'un jeune Tunisien, dans un communiqué.

Selon la FIDH, les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont commencé samedi à Sidi Bouzid (265 km au sud de Tunis), "se sont propagés aux villes alentour" et ont "perduré jusqu'au mardi matin".

"Plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés. A ce jour, trois personnes sont toujours détenues par les forces de police tunisiennes", dit l'ONG qui demande "la libération des derniers détenus" et "une enquête impartiale".

Tout a commencé le vendredi 17 décembre quand Mohammed Bouazizi, 26 ans, vendeur ambulant de fruits et légumes, s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, n'ayant pas les autorisations nécessaires. "Devant l'impossibilité de récupérer son bien, il a décidé de s'immoler par le feu devant la préfecture. Gravement blessé, il a rapidement été évacué vers un hôpital de Tunis", dit la FIDH.

"A la suite de cet incident, des habitants de Sidi Bouzid ont organisé, le jour même, un sit-in pacifique devant la préfecture. Ce rassemblement s'est poursuivi le samedi 18, regroupant toujours plus de personnes. Des heurts ont alors éclaté entre les manifestants et la police, et plusieurs personnes auraient été blessées des deux côtés", poursuit l'organisation.

Selon un témoin, les manifestants scandaient des slogans pour réclamer le droit de travailler en soutien au jeune commerçant diplômé de l'université et seul soutien de sa famille.

Les autorités tunisiennes ont affirmé lundi que ces heurts ne représentaient qu'un "incident isolé", et dénoncé leur exploitation à des fins politiques "malsaines".

La Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'Homme (LTDH) avait demandé dimanche une "enquête sérieuse". Saluant le mouvement de protestation, le Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale) a appelé à la libération des personnes arrêtées.

"Ces événements font écho aux mouvements de protestation sociale qui avaient eu lieu dans le bassin minier de Gafsa (sud-ouest) en 2008, à suite desquels plusieurs dizaines de personnes avaient été condamnées", conclut la FIDH.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/12/24/97001-20101224FILWWW00455-tunisieemeutes-1-mort-et-10-blesses.php>

Tunisie/émeutes: 1 mort et 10 blessés

AFP

24/12/2010 | Mise à jour : 17:58 Réagir

De violents affrontements ont opposé des manifestants et la police dans le centre-ouest de la Tunisie et ont fait un tué et dix blessés, a affirmé à l'AFP un responsable syndical.

Selon M. Mohamed Fadhel, du syndicat de l'enseignement secondaire, les victimes ont été atteintes par des balles à Menzel Bouzayane, une localité à 60 km de Sidi Bouzid, en proie à des troubles sociaux depuis plusieurs jours.

M. Fadhel a précisé que le manifestant décédé, Mohamed Ammari, 18 ans, a été touché à la poitrine.

Plus de deux milles habitants de Menzel Bouzayane ont participé à cette manifestation, décrite comme "très violente" par M. Fadhel.

Selon lui, ils ont mis le feu à trois voitures de police, à des bureaux du Parti démocratique progressiste (RCD, au pouvoir), à un train de marchandises et à un poste de la garde nationale. Selon M. Fadhel, des renforts de police dépêchés de Sidi Bouzid, ont encerclé la ville de Menzel Bouzayane interdisant toute entrée et toute sortie.

Aucune indication sur les incidents de Menzel Bouzayane n'était immédiatement disponible de source officielle.

La région de Sidi Bouzid est en proie à des troubles sociaux depuis le 19 décembre à la suite d'une tentative de suicide d'un jeune Tunisien de 26 ans, diplômé de l'université.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101224.REU7815/incidents-a-bouziane-la-police-tunisienne-tire-un-mort.html>

24/12/10 22:39

Incidents à Bouziane, la police tunisienne tire, un mort

TUNIS (Reuters) - Un civil a été tué et plusieurs personnes ont été blessées vendredi en Tunisie lorsque la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants lors d'incidents dans une ville de province, ont rapporté un porte-parole du ministère de l'Intérieur et des sources syndicales.

Le porte-parole a déclaré que la police avait été contrainte d'ouvrir le feu en état de légitime défense après avoir en vain tiré en l'air pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Les émeutiers se sont retranchés dans un commissariat de police et ont incendié le bâtiment et des voitures de police à l'aide de cocktails molotov, a dit le porte-parole cité par l'agence tunisienne TAP.

Il a ajouté qu'un manifestant avait été tué et deux autres blessés, dans préciser la cause des affrontements.

"De nombreux membres de la garde (nationale) ont subi des brûlures, deux d'entre eux sont dans le coma", a-t-il dit.

Mohamed Fadel, dirigeant du syndicat de l'Enseignement secondaire, a donné le nom du défunt. "Mohamed Ammari a été tué d'une balle à la poitrine lorsque la police a ouvert le feu, et de nombreux autres manifestants ont été blessés", a-t-il dit.

"La police a maintenant pris le contrôle de la situation (...) Il y a un quasi couvre-feu dans la ville", a-t-il déclaré par téléphone depuis Bouziane.

Des incidents violents avaient éclaté la semaine dernière à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre le fait qu'il était sans emploi.

Le mouvement de protestation s'était étendu à plusieurs localités voisines.

Le gouvernement tunisien a accusé lundi ses opposants de manipuler les incidents du week-end dernier à Sidi Bouzid pour discréditer les autorités.

Deux témoins ont dit à Reuters qu'une émeute avait repris lundi soir à Sidi Bouzid, opposant des centaines de jeunes à la police qui avait utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

Les émeutes sont extrêmement rares en Tunisie où le gouvernement du président Zine al Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, coopère étroitement avec les gouvernements occidentaux pour combattre les activistes d'al Qaïda.

Tarek Amara; Nicole Dupont pour le service français

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5id1633GuFWgqku8MX6ISOTpMRgUg?docId=CNG.75540d230f28871ee45f7160aefa7e9e.711>

Tunisie: un mort et des blessés dans des affrontements à Menzel Bouzayane

De Kaouther LARBI (AFP) – 24/12/2010

TUNIS — De violents affrontements ont opposé vendredi des manifestants et la police dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest tunisien) faisant un tué et des blessés, a-t-on appris de sources officielle et syndicale.

Le ministère de l'Intérieur a fait état d'un mort et deux blessés parmi les "assaillants" et de plusieurs blessés parmi les agents de sécurité, dont deux sont dans le coma.

Selon une source syndicale contactée par l'AFP, les affrontements qui se sont produits à Menzel Bouzayane, une localité à 60 km de Sidi Bouzid, en proie à des troubles sociaux depuis plusieurs jours, ont fait un mort et dix blessés. Mohamed Fadhel, syndicaliste de l'enseignement secondaire a affirmé que le manifestant décédé, Mohamed Ammari, 18 ans, a été touché à la poitrine.

Plus de deux milles habitants de Menzel Bouzayane (280 km au sud de Tunis) ont participé à cette manifestation, décrite comme "très violente" par M. Fadhel.

Dans un communiqué diffusé par l'agence gouvernementale TAP, le ministère de l'Intérieur affirme que "des groupes d'individus ont incendié la locomotive d'un train et mis le feu à trois véhicules de la garde nationale, avant d'attaquer le poste de la garde nationale de la ville".

Après avoir essayé de les dissuader, des agents de la garde nationale ont été amenés "à recourir aux armes dans le cadre de la légitime défense", selon la même source.

M. Fadhel a indiqué que des renforts de police dépêchés de Sidi Bouzid, ont encerclé la ville de Menzel Bouzayane en interdisant les accès ajoutant que les forces de l'ordre ont procédé à une vague d'arrestation.

La région de Sidi Bouzid est en proie à des troubles sociaux à la suite d'une tentative de suicide d'un Tunisien de 26 ans, diplômé de l'université.

Le 17 décembre, Mohammed Bouazizi, vendeur ambulancier de fruits et légumes, s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, n'ayant pas les autorisations nécessaires.

Désespéré, le jeune homme s'était aspergé d'essence pour s'immoler par le feu. Grièvement brûlé, il a été transféré dans un centre médical près de Tunis.

Ce premier incident a provoqué des protestations qui ont dégénéré en affrontements entre la police et des habitants.

Le pouvoir avait affirmé que ces heurts n'étaient qu'un "incident isolé" et dénoncé leur exploitation à des fins politiques "malsaines" par l'opposition.

Le 22 décembre, un jeune Tunisien de Sidi Bouzid, s'était électrocuté au contact de câbles de haute tension après avoir escaladé un poteau électrique en criant qu'il ne voulait "plus de misère, plus de chômage", selon Ali Zari, un dirigeant syndicaliste.

Le ministre de Développement, Mohamed Nouri Jouini s'est déplacé jeudi à Sidi Bouzid, pour annoncer des mesures présidentielles pour la création d'emplois et le lancement de projets d'un montant de 15 millions de dinars (1 dinar= 0,52 euro).

Lors d'une conférence de presse, le Parti démocratique progressiste (opposition légale) a appelé vendredi à mettre fin à la campagne d'arrestation et à l'ouverture d'un dialogue avec les composantes de la société civile et les jeunes chômeurs.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101224.REU7815/incidents-a-bouziene-la-police-tunisienne-tire-un-mort.html>

24/12/10 22:39 46 réactions

Incidents à Bouziane, la police tunisienne tire, un mort

TUNIS (Reuters) - Un civil a été tué et plusieurs personnes ont été blessées vendredi en Tunisie lorsque la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants lors d'incidents dans une ville de province, ont rapporté un porte-parole du ministère de l'Intérieur et des sources syndicales.

Le porte-parole a déclaré que la police avait été contrainte d'ouvrir le feu en état de légitime défense après avoir en vain tiré en l'air pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Les émeutiers se sont retranchés dans un commissariat de police et ont incendié le bâtiment et des voitures de police à l'aide de cocktails molotov, a dit le porte-parole cité par l'agence tunisienne TAP.

Il a ajouté qu'un manifestant avait été tué et deux autres blessés, dans préciser la cause des affrontements.

"De nombreux membres de la garde (nationale) ont subi des brûlures, deux d'entre eux sont dans le coma", a-t-il dit.

Mohamed Fadel, dirigeant du syndicat de l'Enseignement secondaire, a donné le nom du défunt. "Mohamed Ammari a été tué d'une balle à la poitrine lorsque la police a ouvert le feu, et de nombreux autres manifestants ont été blessés", a-t-il dit.

"La police a maintenant pris le contrôle de la situation (...) Il y a un quasi couvre-feu dans la ville", a-t-il déclaré par téléphone depuis Bouziane.

Des incidents violents avaient éclaté la semaine dernière à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre le fait qu'il était sans emploi.

Le mouvement de protestation s'était étendu à plusieurs localités voisines.

Le gouvernement tunisien a accusé lundi ses opposants de manipuler les incidents du week-end dernier à Sidi Bouzid pour discréditer les autorités.

Deux témoins ont dit à Reuters qu'une émeute avait repris lundi soir à Sidi Bouzid, opposant des centaines de jeunes à la police qui avait utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

Les émeutes sont extrêmement rares en Tunisie où le gouvernement du président Zine al Abdine Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, coopère étroitement avec les gouvernements occidentaux pour combattre les activistes d'al Qaïda.

Tarek Amara; Nicole Dupont pour le service français

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101224.FAP2851/tunisie-violents-affrontements-entre-policiers-et-manifestants-dans-la-region-de-sidi-bouzid.html>

24/12/10 18:22 15 réactions

Tunisie: violents affrontements entre policiers et manifestants dans la région de Sidi Bouzid

TUNIS (AP) — De violents affrontements ont éclaté vendredi entre des policiers et des manifestants à Menzel Bouzayane, dans la région de Sidi Bouzi (centre-ouest de la Tunisie), théâtre de troubles sociaux depuis huit jours sur fond de chômage et de précarité des conditions de vie, a-t-on appris auprès d'un syndicaliste.

Joint au téléphone par l'Associated Press, Mohamed Fadhel, membre du syndicat de l'enseignement secondaire, a affirmé que les affrontements avaient fait un mort et une dizaine de blessés.

Les manifestants ont mis le feu à trois voitures de police qui ont explosé ainsi qu'à un train de marchandises, au local du parti au pouvoir et un poste de la garde nationale dont les agents se sont réfugiés dans une mosquée proche, a déclaré le syndicaliste.

D'après lui, environ 2.000 manifestants ont été impliqués dans ces accrochages qui se poursuivaient dans l'après-midi.

En fin d'après-midi, des renforts de sécurité ont été dépêchés de Sidi Bouzid à bord de quatre autobus, encerclant la ville et en fermant les accès. Des manifestations de moindre ampleur se déroulaient parallèlement à Meknassy, une autre ville de la région. Les forces de l'ordre ont aussitôt mené une vague d'arrestations après avoir procédé à des perquisitions dans des maisons et pourchassé les manifestants.

Sollicitées par l'AP, les autorités n'ont pas commenté ces informations dans l'immédiat.

Les troubles ont débuté vendredi dernier lorsqu'un jeune homme a tenté de se suicider en s'immolant par le feu après s'être aspergé d'essence devant la préfecture. Vendeur ambulant de fruits et légumes et seul soutien de famille, Mohamed Bouazizi, un diplômé de l'université âgé de 26 ans, a voulu mettre fin à ses jours après la saisie de sa marchandise par des agents municipaux.

Mercredi dernier, un autre jeune chômeur, Houcine Néji, s'est suicidé par électrocution en escaladant un pylône de haute tension.

La tension persistait malgré le déplacement à Sidi Bouzid jeudi du ministre du développement et de la coopération internationale, Nouri Jouini, qui a annoncé des mesures présidentielles pour la création d'emplois et le lancement de projets d'un montant de 15 millions de dinars (environ 7,8 millions d'euros). AP

xbb/cov/cr/ir

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5id1633GuFWgqku8MX6ISOTpMRgUg?docId=CNG.75540d230f28871ee45f7160aefa7e9e.711>

Tunisie: un mort et des blessés dans des affrontements à Menzel Bouzayane

De Kaouther LARBI (AFP) – 24 déc. 2010

TUNIS — De violents affrontements ont opposé vendredi des manifestants et la police dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest tunisien) faisant un tué et des blessés, a-t-on appris de sources officielle et syndicale.

Le ministère de l'Intérieur a fait état d'un mort et deux blessés parmi les "assaillants" et de plusieurs blessés parmi les agents de sécurité, dont deux sont dans le coma.

Selon une source syndicale contactée par l'AFP, les affrontements qui se sont produits à Menzel Bouzayane, une localité à 60 km de Sidi Bouzid, en proie à des troubles sociaux depuis plusieurs jours, ont fait un mort et dix blessés. Mohamed Fadhel, syndicaliste de l'enseignement secondaire a affirmé que le manifestant décédé, Mohamed Ammari, 18 ans, a été touché à la poitrine.

Plus de deux milles habitants de Menzel Bouzayane (280 km au sud de Tunis) ont participé à cette manifestation, décrite comme "très violente" par M. Fadhel.

Dans un communiqué diffusé par l'agence gouvernementale TAP, le ministère de l'Intérieur affirme que "des groupes d'individus ont incendié la locomotive d'un train et mis le feu à trois véhicules de la garde nationale, avant d'attaquer le poste de la garde nationale de la ville".

Après avoir essayé de les dissuader, des agents de la garde nationale ont été amenés "à recourir aux armes dans le cadre de la légitime défense", selon la même source.

M. Fadhel a indiqué que des renforts de police dépêchés de Sidi Bouzid, ont encerclé la ville de Menzel Bouzayane en interdisant les accès ajoutant que les forces de l'ordre ont procédé à une vague d'arrestation.

La région de Sidi Bouzid est en proie à des troubles sociaux à la suite d'une tentative de suicide d'un Tunisien de 26 ans, diplômé de l'université.

Le 17 décembre, Mohammed Bouazizi, vendeur ambulancier de fruits et légumes, s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, n'ayant pas les autorisations nécessaires.

Désespéré, le jeune homme s'était aspergé d'essence pour s'immoler par le feu. Grièvement brûlé, il a été transféré dans un centre médical près de Tunis.

Ce premier incident a provoqué des protestations qui ont dégénéré en affrontements entre la police et des habitants.

Le pouvoir avait affirmé que ces heurts n'étaient qu'un "incident isolé" et dénoncé leur exploitation à des fins politiques "malsaines" par l'opposition.

Le 22 décembre, un jeune Tunisien de Sidi Bouzid, s'était électrocuté au contact de câbles de haute tension après avoir escaladé un poteau électrique en criant qu'il ne voulait "plus de misère, plus de chômage", selon Ali Zari, un dirigeant syndicaliste.

Le ministre de Développement, Mohamed Nouri Jouini s'est déplacé jeudi à Sidi Bouzid, pour annoncer des mesures présidentielles pour la création d'emplois et le lancement de projets d'un montant de 15 millions de dinars (1 dinar= 0,52 euro).

Lors d'une conférence de presse, le Parti démocratique progressiste (opposition légale) a appelé vendredi à mettre fin à la campagne d'arrestation et à l'ouverture d'un dialogue avec les composantes de la société civile et les jeunes chômeurs.

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2010/12/24/010-tunisie-affrontements-meurtriers.shtml>

Protestation

Affrontements entre policiers et manifestants en Tunisie

Mise à jour le vendredi 24 décembre 2010 à 16 h 57



Photo: AFP/Facebook/STR

Une capture d'écran d'une page Facebook montre des manifestants dans la région de Sidi Bouzid, en Tunisie.

Une personne a été tuée et plusieurs autres blessées, vendredi, lorsque la police a fait feu pour disperser des manifestants à Menzel Bouzayane, dans le centre de la Tunisie, selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur, et un syndicaliste.

D'après le ministère, la police a été contrainte de tirer pour se défendre après avoir fait entendre en vain des coups de semonce pour faire fuir les émeutiers.

Un membre du syndicat de l'enseignement secondaire a indiqué que les manifestants ont incendié des voitures de police, un train de marchandises, le local du parti au pouvoir et un poste de la garde nationale. Il a évalué les protestataires au nombre de 2000.

Pour contenir les affrontements, des renforts ont encerclé la ville et en ont fermé les accès. Après avoir mené des perquisitions et poursuivi les manifestants, les forces de l'ordre ont effectué plusieurs arrestations.

La région de Sidi Bouzid est le théâtre d'un mouvement de protestation depuis vendredi dernier. Un jeune homme avait alors voulu se suicider en s'immolant par le feu devant la préfecture.

Avant d'intenter à sa vie, Mohamed Bouazizi, un universitaire de 26 ans, vendait des fruits et légumes pour subvenir aux besoins de sa famille jusqu'au jour où sa marchandise a été saisie par les agents municipaux.

Mercredi dernier, un autre jeune chômeur, Houcine Néji, s'est volontairement électrocuté en escaladant un pylône de haute tension.

Jeudi, le ministre du Développement et de la Coopération internationale, Nouri Jouini, s'était déplacé à Sidi Bouzid et avait annoncé des mesures pour favoriser la création d'emplois et le lancement de projets. Sa visite n'a pas suffi pour mettre fin aux tensions générées par le chômage et les conditions de vie précaires.

Radio-Canada.ca avec Associated Press et Reuters

<http://dna-algerie.com/international/992-vent-de-revolte-dans-le-sud-de-la-tunisie-l-pas-de-misere-plus-de-chomage-r.html>

Vent de révolte dans le sud de la Tunisie : « Pas de misère, plus de chômage... »

Samedi, 25 Décembre 2010, 14:59 | Sabrina Boubekour et agences



Les manifestations de colère se poursuivent samedi 25 décembre à Sidi Bouzid pour le 6eme jour consécutif. Des affrontements ont également éclaté entre les habitants de Mekkassi et les forces de l'ordre. Un civil a été tué et plusieurs personnes ont été blessées vendredi 24 décembre lorsque la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants dans cette ville située à 265 kms au sud de Tunis.

Une voiture de police a été incendiée et plusieurs manifestants ont été interpellés. Des jets de pierres et des cocktails Molotov ont ciblé les locaux du parti au pouvoir et ceux de la commune et de la délégation. Les forces anti-émeute ont répliqué en intensifiant l'utilisation des bombes lacrymogènes. Des sources ont confirmé qu'à la Délégation de Menzel Bouziane, les manifestants ont mis le feu au siège de la délégation, puis ont assiégé le commissariat.

A Kasserine, 15 avocats ont organisé un sit-in de protestation qui s'est transformé en marche vers le siège de l'Union régionale du travail, pour exprimer leur solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid. Le service de communication de l'Union générale du travail de Sidi Bouzid a déclaré que des négociations ont eu lieu, le 21 décembre, entre le gouverneur et deux membres de l'UGTT, Mohammed Saàd et Mouldi Jendoubi, qui se sont rendus à Sidi Bouzid le 20 décembre.

Elles se sont soldées par un accord concluant à la libération de tous les manifestants, au nombre de 34, à l'exception de 3 pour des raisons sécuritaires. Les syndicalistes ont rendu visite à Mohammed Al Bouazizi, qui a tenté de se suicider, et qui reste hospitalisé au centre des brûlures graves à Ben Arous. Ils ont confirmé que ce dernier est en vie, contrairement aux informations relayées par les medias faisant état de sa mort.

Des militants du parti au pouvoir agressent des manifestants sous l'œil des forces anti émeutes

Par ailleurs des sources ont signalé que l'ampleur des manifestations a diminué à Sidi Bouzid, et qu'une cinquantaine de militants du parti au pouvoir ont agressé des manifestants sous l'œil complice des forces anti émeutes. Par contre, d'après d'autres sources, les manifestations ont atteint la ville de Djelma qui se trouve à 26 kilomètres de chef-lieu du governorat de Sidi Bouzid.

Tout a commencé le 17 décembre quand Mohamed Bouazizi, 26 ans, vendeur ambulant, diplômé de l'université et seul soutien de famille, s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, n'ayant pas les autorisations nécessaires. En désespoir de cause, le jeune homme a tenté de s'immoler devant la préfecture pour protester contre la saisie de sa marchandise. Grièvement brûlé, il a été transféré dans un centre médical près de Tunis. Cet incident a mis le feu aux poudres puisque des protestations des habitants de la ville ont dégénéré en affrontements avec la police.

Selon la version officielle, des agents de la garde nationale, après avoir vainement tenté de dissuader les manifestants, ont été amenés « à recourir aux armes dans le cadre de la légitime défense ». Des renforts de police dépêchés de Sidi Bouzid ont encerclé la ville de Menzel Bouziane en interdisant les accès, selon des sources syndicales, citées par AFP. Les forces de l'ordre ont procédé à une vague d'arrestation, ajoute la même source. Les autorités tunisiennes, ont qualifié lundi dernier les troubles d'« incident isolé » non sans avoir dénoncé leur « exploitation malsaine » par l'opposition.

« Pas de misère, plus de chômage »

Mercredi, un jeune homme de 24 ans, aurait escaladé un pylône électrique, à Sidi Bouzid, avant de s'électrocuter en touchant les câbles. Il criait qu'il ne voulait « pas de misère, plus de chômage », rapportait vendredi AFP, citant Ali Zari, un dirigeant syndicaliste. La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) qui exprimait mercredi « sa vive inquiétude » réclamait « la libération des derniers détenus » et « une enquête impartiale ».

En déplacement jeudi à Sidi Bouzid, Mohamed Nouri Jouini, le ministre de Développement, annonçait des mesures spéciales : création d'emplois et le lancement de projets d'un montant de 15 millions de dinars (environ 7,8 millions d'euros). Une trentaine de personnes ont manifesté à Paris contre « la dictature en Tunisie », à l'appel d'organisations basées en France, dont l'Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF) ou Solidarité tunisienne. Pour sa part, le Parti démocratique progressiste tunisien, formation d'opposition légale, a exigé vendredi des autorités pour qu'elles mettent fin à la campagne d'arrestation et à l'ouverture d'un dialogue avec les composantes de la société civile et les jeunes chômeurs.

Une quasi-mafia au pouvoir depuis 23 ans

Au pouvoir depuis 23 ans, Zine Al Abdine Ben Ali règne avec une main de fer en Tunisie. Pour preuve, les troubles sociaux sont rares dans un pays. Au delà de la gestion ultra répressive de toute forme de contestation sociale, syndicale ou politique, la famille Ben Ali verse dans la corruption à large échelle. Le clan Ben Ali, est décrit, selon un câble de l'ambassade daté du 23 juin 2008, comme une «quasi-maffia». En ligne de mire : l'épouse du président qui se voit accorder gratuitement par l'Etat un terrain, un gendre qui récupère « un immense manoir tape-à-l'œil » construit sur un terrain exproprié par l'Etat, officiellement pour les besoins de l'Agence de l'eau, un autre gendre qui acquiert 17 % de la Banque du Sud à la veille de sa privatisation, et qui revendra ses actions « avec un confortable bénéfice » à un consortium bancaire hispano-marocain...

<http://www.abc.es/agencias/noticia.asp?noticia=636442>

Dos militares de la guardia nacional muertos en disturbios en Túnez

(TÚNEZ) POLITICA,CONFLICTO | > AREA: Disturbios y conflictos
25-12-2010 / 22:00 h

Túnez, 25 dic (EFE).- Dos militares de la guardia nacional murieron hoy en la revuelta que desde hace más de una semana está teniendo lugar en el pueblo de Bouzayane, 280 kilómetros al sur de la capital tunecina, informaron a Efe fuentes locales.

Las dos víctimas se encontraban en coma, después de haber sido heridos ayer en el ataque a su cuartel por un grupo de manifestantes.

Con estos dos fallecidos se eleva a cuatro el número de víctimas de los violentos enfrentamientos entre manifestantes y fuerzas de seguridad que comenzaron el pasado 17 de diciembre en la región de Sidi Bouzid.

Los disturbios habían comenzado después de que un joven de 26 años, identificado como Mohamed Bouazizi, se inmolará en señal de protesta contra lo que él consideraba abusos administrativos.

Bouazizi, quien se encontraba en situación de paro, sufrió quemaduras graves y su acción desencadenó una protesta popular.

Además de los dos miembros de al guardia nacional, un joven de 24 años murió al intentar escalar un poste eléctrico.

A lo largo de esta semana, incidentes violentos han ocurrido en El Guep, Meknassi y Bouzayane, todos ellos situados en la región de Sidi Bouzid.

Centenares de jóvenes manifestantes arrojaron cócteles molotov a los vehículos policiales.

Según las últimas informaciones procedentes de la región, todos los accesos por carretera a la zona han sido bloqueados por fuerzas militares. EFE

http://www.tsa-algerie.com/divers/emeutes-a-sidi-bouzid-manifestation-a-tunis-pour-denoncer-le-chomage-et-la-mal-vie_13456.html

La fronde sociale gagne du terrain en Tunisie

Emeutes à Sidi Bouzid, manifestation à Tunis pour dénoncer le chômage et la mal-vie

samia amine

Des militants de droits de l'homme, des syndicalistes et des étudiants se sont rassemblés, samedi 25 décembre, à la place Mohamed Ali à Tunis en solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid, une région du centre-ouest de la Tunisie. Cette dernière a été le théâtre, vendredi, d'affrontements entre des habitants et les forces de l'ordre. Des affrontements qui ont fait au moins un mort et des dizaines de blessés, d'après un bilan officiel. Mais, selon Amel Bejaoui, militante des droits de l'homme, contactée par TSA, ce bilan pourrait être plus lourd.

A Tunis, la manifestation, menée par des syndicalistes en solidarité avec les habitants et les victimes de Sidi Bouzid, s'est déroulée dans le calme. « Aujourd'hui à Tunis tout s'est bien passé, il semble que le mot d'ordre des autorités consistait à ne pas envenimer les choses davantage », explique Amel Bejaoui. Et d'ajouter : « la police a seulement tenté de limiter le grossissement des rangs des manifestants en bloquant les différents accès des pourtours de la Place Mohamed Ali, devant l'Union syndicale UGTT ».

A l'origine de ces émeutes, les premières de cette ampleur en Tunisie depuis de nombreuses années, un grand malaise social et économique dans la région de Sidi Bouzid. Le suicide d'un jeune homme de 26 ans, Mohammed Bouazizi, le 17 décembre, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Vendeur ambulant de fruits et légumes, ce jeune Tunisien s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, car n'ayant pas les autorisations nécessaires. Le jeune homme s'asperge alors d'essence pour s'immoler par le feu. Cet incident avait déclenché un vif émoi parmi la population.

Le régime tunisien avait alors qualifié ces heurts d'"incident isolé" tout en dénonçant leur exploitation par l'opposition. Quelques jours plus tard, le 22 décembre, un jeune homme s'électrocute contre des câbles à haute tension après avoir escaladé un poteau électrique en fulminant « Plus de misère, plus de chômage », selon le dirigeant syndicaliste Ali Zari. Vendredi, 24 décembre, le pouvoir tunisien réagit par la répression. La police ouvre le feu contre les manifestants. Depuis, plusieurs arrestations ont eu lieu. Une autre manifestation a été programmée par l'Union régionale du travail, le dimanche 26 décembre à partir de 10 heures à Nabeul, une ville au nord de la Tunisie.

<http://nawaat.org/portail/2010/12/31/tunisie-revue-de-presse-des-evenements-de-sidi-bouzid/>

Tunisie : affrontements à Sidi Bouzid

Dimanche 26 décembre 2010

De nouveaux affrontements violents ont eu lieu dans la nuit dans la région de Sidi Bouzid, dans le centre-ouest de la Tunisie, faisant un blessé par balle et des dégâts matériels importants, a-t-on appris dimanche de sources syndicales. Des centaines de Tunisiens ont participé à une manifestation dans la ville de Souk Jedid, à 15 km au sud de Sidi Bouzid, en proie à des troubles sociaux depuis plus d'une semaine sur fond de chômage, a indiqué à l'AFP Mongi Rnimi, syndicaliste et témoin oculaire.

Des hommes de la garde nationale ont procédé à des tirs de sommation pour disperser les manifestants qui ont encerclé le poste de la garde et mis le feu à la sous-préfecture de cette ville de plus de 19.000 habitants, a-t-il ajouté. Un des gardes nationaux a été touché par erreur à la cuisse par balles, a affirmé M. Rnimi.

Parallèlement, des affrontements violents ont opposé environ 2.000 manifestants à la police durant plus de six heures, de 20H30 à 02H00 heures (19H30 à 01H00 GMT) dans la ville de Regueb à 37 km au sud-est de Sidi Bouzid, provoquant des dégâts matériels importants, a déclaré à l'AFP le syndicaliste Kamel Abidi.

AFP

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Djamel_Bouatta.261210.htm

La Tunisie renoue avec les émeutes

Le système Ben Ali en question
Djamel Bouatta



Dimanche 26 décembre 2010

Le climat de violence qui s'est installée en Tunisie serait-il l'expression d'un ras-le-bol vis-à-vis d'une gouvernance (gestion patrimoniale) dont WikiLeaks a livré quelques pans sulfureux ?

Un mort et des dizaines de blessés dans des affrontements à Menzel Bouzayane, dans la région de Sidi Bouzid, dans le centre-ouest de la Tunisie. De violents affrontements ont opposé vendredi plus de 2 000 manifestants et la police dans le centre-ouest de la Tunisie et fait un tué et dix blessés, et la situation reste tendue.

Version officielle dans ce pays tenu jusqu'ici d'une main de fer : des groupes d'individus ont incendié la locomotive d'un train et mis le feu à trois véhicules de la garde nationale, avant d'attaquer le poste de la garde nationale de la ville. Après avoir essayé de les dissuader, des agents de la garde nationale ont été amenés "à recourir aux armes dans le cadre de la légitime défense", selon le ministère de l'Intérieur. Un classique dans les pays autoritaires. Version de manifestants : des renforts de police dépêchés de Sidi Bouzid ont encerclé la ville de Menzel Bouzayane en interdisant les accès pour que les forces de l'ordre procèdent à une vague d'arrestations, la localité étant en proie depuis une semaine à des troubles sociaux à la suite d'une tentative de suicide d'un Tunisien de 26 ans, diplômé de l'université. La protesta s'est propagée à des villes voisines, et la région n'est qu'à 200 km de la capitale. Les faits. Tout a commencé vendredi 17 décembre quand Mohammed Bouazizi, vendeur ambulant de fruits et légumes, faute d'un travail en conformité avec ses diplômes universitaires, se fait confisquer sa marchandise par la police municipale, n'ayant pas les autorisations nécessaires. Devant l'impossibilité de récupérer son bien, une charrette à deux bras et son chargement, il a décidé de s'immoler par le feu devant la préfecture en criant qu'il ne voulait "plus de misère, plus de chômage". Gravement brûlé, il a été évacué vers un hôpital de Tunis, c'était le seul soutien de sa famille. Détonateur. Il en fallait pas plus pour allumer le feu au sein d'une population frappée par le chômage. À la suite de cet incident, des habitants de Sidi Bouzid ont organisé, le jour même, un sit-in pacifique devant la préfecture. Ce rassemblement s'est poursuivi le lendemain, regroupant toujours plus de personnes. Des heurts ont alors éclaté entre les manifestants et la police, et plusieurs personnes auraient été blessées des deux côtés.

Les manifestants ont scandé des slogans pour réclamer le droit de travailler. Plusieurs manifestants sont raflés par la police. Le cycle manifestations-répressions s'est alors installé dans la région et risquait de déborder plus loin encore. La veille, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme avait demandé une enquête sérieuse. Saluant le mouvement de protestation, le Parti démocratique progressiste a appelé à la libération des personnes arrêtées. Lors d'une conférence de presse, ce parti de l'opposition légale a appelé vendredi à l'ouverture d'un dialogue avec les composantes de la société civile et les jeunes chômeurs. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) exprime "sa vive inquiétude face à la situation en Tunisie après les émeutes". Selon l'Ong, plusieurs dizaines de manifestants sont encore incarcérés.

La FIDH demande leur libération et une enquête impartiale. L'explication de régimes autocrates. L'affaire ébruitée, les autorités tunisiennes ont affirmé que ces heurts ne représentaient qu'un "incident isolé", et dénoncé leur exploitation à des fins politiques "malsaines" ! Le ministre du Développement, Mohamed Nouri Jouini, s'est alors déplacé jeudi à Sidi Bouzid, pour annoncer des mesures présidentielles pour la création d'emplois et le lancement de projets d'un montant de 7 millions d'euros. Ces événements font écho aux mouvements de protestation sociale qui avaient eu lieu dans le bassin minier de Gafsa (Sud-Ouest) en 2008, à la suite desquels plusieurs dizaines de personnes avaient été condamnées, ou encore à la manifestation insolite de Gafsa avec des familles entières de Tunisiens qui s'étaient massées devant le poste-frontière algérien, drapeau de ce pays en tête !

Copyright © 1998-2010 Tous droits réservés LIBERTE.
Publié le 26 décembre 2010 avec l'aimable autorisation de Liberté.

<http://www.lematindz.net/news/3570-un-mort-et-plusieurs-blesses-dans-des-emeutes-en-tunisie.html>

Un mort et plusieurs blessés dans des émeutes en Tunisie

le 25 Décembre, 2010 | 5914 lecture(s) |



Les manifestations de colère se poursuivent à Sidi Bouzid pour le 6eme jour consécutif. Des affrontements ont également éclaté entre les habitants de Mekkassi et les forces de l'ordre.

Une voiture de police a été incendiée et plusieurs manifestants ont été interpellés. Des jets de pierres et des cocktails Molotov ont ciblé les locaux du parti au pouvoir et ceux de

la commune et de la délégation.

Les forces anti-émeute ont répliqué en intensifiant l'utilisation des bombes lacrymogènes. Des sources ont confirmé qu'à la Délégation de Menzel Bouziane, les manifestants ont mis le feu au siège de la délégation, puis ont assiégé le commissariat. A Kasserine, 15 avocats ont organisé un sit-in de protestation qui s'est transformé en marche vers le siège de l'Union régionale du travail, pour exprimer leur solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid. Le service de communication de l'Union générale du travail de Sidi Bouzid a déclaré que des négociations ont eu lieu, le 21 décembre, entre le gouverneur et deux membres de l'UGTT, Mohammed Saàd et Mouldi Jendoubi, qui se sont rendus à Sidi Bouzid le 20 décembre.

Elles se sont soldées par un accord concluant à la libération de tous les manifestants, au nombre de 34, à l'exception de 3 pour des raisons sécuritaires.

Les syndicalistes ont rendu visite à Mohammed Al Bouazizi, qui a tenté de se suicider, et qui reste hospitalisé au centre des brûlures graves à Ben Arous.

Ils ont confirmé que ce dernier est en vie, contrairement aux informations relayées par les medias faisant état de sa mort.

Par ailleurs des sources ont signalé que l'ampleur des manifestations a diminué à Sidi Bouzid, et qu'une cinquantaine de militants du parti au pouvoir ont agressé des manifestants sous l'œil complice des forces anti émeutes.

Par contre, d'après d'autres sources, les manifestations ont atteint la ville de Djelma qui se trouve à 26 kilomètres de chef-lieu du gouvernorat de Sidi Bouzid.

Agression d'un journaliste en direct pendant une émission de Radio Kalima

Reporters sans frontières et l'Observatoire pour la Liberté de la Presse, d'édition et de création (OLPEC), son organisation partenaire en Tunisie, dénoncent l'agression, le 24 décembre 2010 à dix neuf heures, du correspondant de Radio Kalima, Moez El-Bey, alors invité d'une émission que Radio Kalima diffuse en partenariat avec Radio Galère à Marseille (88.4FM).

Le journaliste y intervenait en direct depuis son domicile de Sfax pour commenter les événements survenus dans le gouvernorat de Sidi Bouzid (260 km au sud de Tunis) qui viennent de connaître de nouveaux développements avec le décès d'un manifestant de Menzel Bouzayane.

Quelques minutes après le début de l'émission, les auditeurs ont pu entendre des coups frappés à la porte du domicile du journaliste. Des cris, puis plus rien, la ligne ayant été coupée. Des habitants du quartier ont agressé Moez El-Bey, sous le regard complaisant d'agents de police, présents sur le palier. D'après les informations recueillies par Reporters sans frontières et l'OLPEC, les policiers auraient dit aux voisins que le journaliste s'était introduit chez eux en leur absence. Le journaliste a porté plainte pour effraction de domicile le 25 décembre.

Tout a commencé le 17 décembre quand Mohamed Bouazizi, 26 ans, vendeur ambulant, s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, n'ayant pas les autorisations nécessaires.

En désespoir de cause, le jeune homme a tenté de s'immoler devant la préfecture pour protester contre la saisie de sa marchandise. Grièvement brûlé, il a été transféré dans un centre médical près de Tunis. Cet incident a mis le feu aux poudres puisque des protestations des habitants de la ville ont dégénéré en affrontements avec la police.

Selon la version officielle, des agents de la garde nationale, après avoir vainement tenté de dissuader les manifestants, ont été amenés « à recourir aux armes dans le cadre de la légitime défense ».

Des renforts de police dépêchés de Sidi Bouzid, ont encerclé la ville de Menzel Bouziane en interdisant les accès, selon des sources syndicales, citées par AFP. Les forces de l'ordre ont procédé à une vague d'arrestation, ajoute la même source.

Les autorités tunisiennes, ont qualifié lundi les troubles d'«incident isolé» non sans avoir dénoncé leur «exploitation malsaine» par l'opposition.

Dix jours consécutifs d'affrontements à Sidi Bouzid

La colère des Tunisiens se propage

Zineb Benzita

S'acheminant vers leur dixième jour, les émeutes et les manifestations se poursuivaient, lundi 27 décembre, en Tunisie. Des syndicats affiliés à l'Union générale tunisienne du travail ont appelé à des marches à travers tout le pays, avec comme slogan « halte à la hogra », a indiqué à TSA, Rabah Kheraifi, avocat et membre du bureau politique du Parti démocrate progressiste.

La vague de protestation qui a éclaté il y a dix jours après la mort d'un jeune homme à Sidi Bouzid a gagné d'autres régions du pays, y compris la capitale Tunis. Cette dernière a été, samedi 25 décembre, le théâtre d'une manifestation visant à dénoncer le chômage et la dégradation des conditions de vie de la population. Dimanche, en signe de solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid, ce sont des jeunes de Ben Guerdane, près de la frontière libyenne, qui sont sortis dans la rue pour crier leur colère et dénoncer le chômage. Après avoir tenté d'empêcher la manifestation, les forces de l'ordre ont fini par l'autoriser, sans doute par crainte de violences.

A Sidi Bouzid, les hostilités ont repris dimanche, acheminant les affrontements vers leur dixième jour. Au moins un élément des forces de l'ordre a été blessé par balle. A Regab, située à 37 km au sud de Sidi Bouzid, de violents affrontements ont opposé environ 2000 manifestants aux forces de l'ordre. Des édifices publics ont été incendiés.

A l'origine de ces émeutes, les premières de cette ampleur en Tunisie depuis de nombreuses années, un grand malaise social et économique. Le suicide d'un jeune homme de 26 ans, Mohammed Bouazizi, le 17 décembre, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Vendeur ambulant de fruits et légumes, ce jeune Tunisien s'est fait confisquer sa marchandise par la police municipale, car n'ayant pas les autorisations nécessaires. Le jeune homme s'asperge alors d'essence pour s'immoler par le feu. Cet incident avait déclenché un vif émoi parmi la population.

Selon M. Kheraifi, cette situation est le résultat de la pauvreté, de l'exclusion et d'un partage illégal des richesses. La croissance profite, d'après lui, aux villes du littoral du Nord. Les autres régions du pays sont en proie à une extrême pauvreté. Il estime que le gouvernement traite la question des manifestations qui secouent le pays comme un dossier purement sécuritaire au lieu de tenter de dialoguer. Mais, a-t-il noté, pour la première fois, le pouvoir a utilisé les médias pour s'adresser à la population en colère. Les responsables tunisiens se sont notamment exprimés sur la chaîne Al Jazeera. Une première dans l'histoire du pays.

<http://www.euroinvestor.fr/news/story.aspx?id=11506686>

27/12/2010 18:07:53



La police disperse un millier de jeunes protestataires à Tunis

TUNIS, 27 décembre (Reuters) - La police a dispersé à coups de matraque, lundi à Tunis, un millier de jeunes chômeurs diplômés qui réclamaient notamment des emplois et un coup d'arrêt à ce qu'ils dénoncent comme la corruption ambiante.

Les policiers ont empêché les protestataires d'atteindre l'avenue Habib Bourguiba, artère principale d'une capitale où les tentatives de manifestation sont habituellement vite étouffées dans l'oeuf par des forces de sécurité vigilantes.

Les heurts de Tunis ont fait, selon le témoignage d'un correspondant de Reuters, au moins une douzaine de blessés légers et provoqué quelques malaises parmi les jeunes, descendus dans la rue à l'appel de militants syndicalistes indépendants.

Vendredi, un diplômé sans emploi avait été tué d'une balle à la poitrine et plusieurs autres personnes avaient été blessées lorsque la police avait ouvert le feu pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Des émeutes avaient déjà éclaté dimanche et lundi derniers à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre son état de chômeur. Les affrontements, qui opposaient des centaines de jeunes à la police, s'étaient étendus à d'autres villes du centre comme Sousse, Sfax et Meknassi.

http://www.jeuneafrique.com/Articleimp_ARTJAWEB20101227102729_sidi-bouzid-la-liste-des-suicides-s-allonge-les-violences-continuent.html

Sidi Bouzid : la liste des suicidés s'allonge, les violences continuent

27/12/2010 à 10h:40 Par Jeune Afrique



Manifestants dans les rues de Sidi Bouzid, la semaine dernière. © D.R.

Troisième suicide en dix jours dans la région de Sidi Bouzid. Comme les autres, la victime est un jeune Tunisien diplômé et en proie à des difficultés sociales. Un drame qui n'est pas de nature à ramener le calme à Sidi Bouzid, en proie à des violences sociales depuis une semaine.

La troisième victime de la série de suicides qui frappe la région de Sidi Bouzid (centre de la Tunisie) s'appelle Lofti Guadri. Il avait 34 ans et s'est jeté dans un puits de la zone de Gdéra, à cinq kilomètres de la ville.

Comme les deux autres jeunes, dont l'un a réussi sa tentative de suicide, il éprouvait des difficultés à s'insérer socialement dans une région touchée par un fort chômage - à Sidi Bouzid il dépasse les 30 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur (contre 13 % en moyenne dans l'ensemble de la Tunisie).

Mais les motifs de son geste sont moins clairs que ceux des deux précédents, qui avaient tenté de se donner la mort en public. Selon le syndicaliste Mongi Rnimi, c'est sa situation sociale difficile, après cinq ans passés au chômage, qui l'a poussé à se suicider.

« Problèmes psychologiques »

En revanche, pour Belgacem Guadri, un proche de la famille, « la victime souffrait de problèmes psychologiques, la raison pour laquelle il avait interrompu ses études depuis quelques années ». Lofti Guadri devait commencer à travailler début janvier, a-t-il précisé.

Le 17 décembre, un Tunisien de 26 ans s'était immolé par le feu avec de l'essence devant la préfecture, après que sa marchandise de fruits et légumes (qu'il vendait illégalement selon les autorités) a été confisquée par la police. Il avait été transféré dans le service grand brûlé d'un hôpital de la région de Tunis dans un état critique.

Le 22 décembre, un autre jeune Tunisien s'était mortellement électrocuté en escaladant un poteau électrique devant la foule, et en criant qu'il ne supportait plus la « misère » et le « chômage », d'après le dirigeant syndicaliste Ali Zari.

Violentes manifestations

Ces deux gestes avaient déclenché de violentes manifestations de protestation à Sidi Bouzid, faisant un mort lors d'affrontements avec la police vendredi.

Selon des syndicalistes, d'autres cortèges de soutien aux habitants de Sidi Bouzid se sont rassemblés dans plusieurs villes de la Tunisie (Menzel Bouzayane, Regueb, Souk Jedid, Ben Guerdane, Kairouan, Mednine, Sfax et Bizerte) pendant le week-end.

Dans la région de Sidi Bouzid, de nouveaux affrontements violents ont même eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, faisant un blessé par balle et des dégâts matériels importants, a-t-on appris de sources syndicales. Selon Mongi Rnimi, syndicaliste et témoin oculaire, des centaines de Tunisiens ont participé à une manifestation dans la ville de Souk Jedid, à 15 km au sud de Sidi Bouzid. Des hommes de la garde nationale ont procédé à des tirs de sommation pour disperser les manifestants qui ont encerclé le poste de la garde et mis le feu à la sous-préfecture de cette ville de plus de 19 000 habitants, a-t-il ajouté. Un des gardes nationaux a été touché par erreur à la cuisse par balles, a affirmé M. Rnimi.

Parallèlement, durant la même nuit, des affrontements violents ont opposé environ 2 000 manifestants à la police durant plus de six heures, de 20H30 à 02H00 heures (19H30 à 01H00 GMT) dans la ville de Regueb à 37 km au sud-est de Sidi Bouzid, provoquant des dégâts matériels importants, a affirmé le syndicaliste Kamel Abidi. (avec AFP)

Tunisie: flambée de mécontentement contre le chômage des jeunes

(AFP) – 27 déc. 2010

TUNIS — Le chômage, la cherté de la vie et le sentiment d'être laissés pour compte dans des régions défavorisées sont à l'origine d'une récente flambée de mécontentement dans le centre-ouest de la Tunisie où des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre, expliquent des responsables.

"Le taux de chômage élevé des diplômés universitaires, la hausse des prix des matières premières et le recours au secteur agricole seulement sont à l'origine des troubles", a estimé le président de la section régionale de la Ligue des droits de l'Homme, Raouf Nsiri.

La région de Sidi Bouzid à 265 km au sud de Tunis est en proie à des troubles sociaux depuis le 19 décembre, à la suite de la tentative de suicide d'un jeune diplômé de l'université, vendeur sans permis de fruits et légumes qui s'était fait confisquer sa marchandise par la police municipale. Désespéré, le jeune homme s'était aspergé d'essence pour s'immoler par feu. Il a survécu mais se trouve dans un état critique.

Cinq jours plus tard un autre jeune a mis fin à sa vie en s'électrocutant au contact de câbles électriques.

"Le chômage est la conséquence immédiate avec tout ce qui peut s'en suivre", a expliqué Touhami Héni, responsable régional de l'Union générale des travailleurs tunisiens (Uggt, centrale syndicale).

Le chômage des jeunes diplômés de l'université constitue un fléau en Tunisie contre lequel le gouvernement a été mis en garde par les institutions internationales dont le Fonds monétaire international.

Son taux atteindrait le double du taux de chômage global, estimé officiellement à 14%.

"La défaillance du modèle de développement, qui a provoqué une inégalité entre les régions, a débouché sur le fait que 90% de projets sont localisés dans les régions côtières et 10% dans les régions intérieures", affirme l'opposant Rachid Khéchana.

Selon lui, cette "disparité s'est accentuée avec l'arrivée sur le marché de travail de plusieurs milliers de diplômés originaires de ces régions enclavées".

La population de Sidi Bouzid vit essentiellement d'élevage de bétail et du commerce informel. Cette région est limitrophe de Gafsa, une zone minière qui a connu en 2008 des protestations similaires contre le chômage et la cherté de la vie.

Des affrontements avaient également eu lieu en août dernier, à Ben Guerdane (sud), à cause de restrictions apportées par la Libye au commerce informel vital pour les habitants de cette région.

Face à la vague de manifestations dans la région de Sidi Bouzid, le gouvernement a d'abord dénoncé une manipulation à des fins politiques "malsaines" avant de prendre des mesures urgentes en faveur de la région.

Ces mesures annoncées par le ministre du Développement, Mohamed Nouri Jouini, portent sur la création d'emplois et des projets pour un montant de 15 millions de dinars (7,86 millions d'euros).

Les manifestations se sont néanmoins poursuivies alors que des rassemblements de solidarité étaient organisés dans plusieurs villes de Tunisie et à Paris.

"Le travail est un droit légitime pour toute personne mais sa revendication ne se fait pas par la violence", a souligné M. Jouini.

Dans le même sens, le parti social libéral (PSL, proche du gouvernement) a dénoncé le recours à la violence, préconisant le dialogue pour faire avancer les revendications sociales.

Le ministère de l'Intérieur a fait état d'un mort, de deux policiers grièvement blessés et d'importants dégâts matériels lors des différentes échauffourées dans la région.

Les autorités ont cependant contesté que la mort d'un troisième jeune retrouvé dimanche dans un puits soit un suicide.

"Tout Tunisien a le droit d'aspirer à une vie digne et d'exiger un partage équitable des fruits de la croissance", écrivait le site Global Net, sous le titre "non au développement à deux vitesses".

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5h3nzoP-JJKrb0yBrnqaDsj5I8_QA?docId=CNG.c1568b0c86a067cbb1a726f5ab5883f4.8e1

Tunisie : Manifestation de soutien à Tunis aux habitants de Sidi Bouzid

(AFP) – 27 déc. 2010

TUNIS — Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés à Tunis pour exprimer leur soutien aux mouvements de protestation dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest), a constaté une journaliste de l'AFP.

A l'initiative de plusieurs syndicats dont ceux de l'enseignement secondaire, de la poste et des caisses de sécurité et de la santé, les manifestants se sont rassemblés devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (Uggt, centrale syndicale) au centre de la ville.

Un important dispositif de police était déployé dans le secteur de la place Mohamed Ali, et les manifestants ont renoncé à défiler et sont restés trois heures devant les locaux de la centrale syndicale. Ils ont scandé des slogans réclamant "le droit de travailler", un "développement équitable entre les régions" et la "libération des prisonniers de Sidi Bouzid".

Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs autres villes à l'appel de l'Uggt, selon des images diffusées par la chaîne satellitaire Al-Jazira.

A Sidi Bouzid (265 km au sud de Tunis), des avocats ont organisé une action de soutien en se tenant debout devant le palais de justice en robes noires, portant des panneaux exprimant leur soutien aux habitants de cette région.

La région de Sidi Bouzid est en proie à des troubles depuis la tentative de suicide d'un jeune homme, le 19 décembre. Diplômé de l'université, marchand de fruits et légumes, il s'était fait confisquer sa marchandise par la police faute de permis. Désespéré, il s'est aspergé d'essence pour s'immoler, mais il a survécu et se trouve dans un état critique.

Cinq jours plus tard, un autre jeune a mis fin à sa vie en s'électrocutant au contact de câbles électriques.

Le 25 décembre, de violents affrontements ont opposé des manifestants et la police dans la région de Sidi Bouzid faisant un tué et des blessés.

Par ailleurs, un jeune homme s'est tué dimanche en tombant dans un puit dans cette même région. Les causes de sa chute restent incertaines, et les autorités ont contesté qu'il puisse s'agir d'un suicide.

Les manifestations de protestation et de soutien aux habitants ont eu lieu le week-end dans plusieurs régions de la Tunisie (Menzel Bouzayane, Regueb, Souk Jedid, Ben Guerdane, Kairouan, Medenine, Sfax et Bizerte).

<http://nawaat.org/portail/2010/12/27/la-police-disperse-violament-un-millier-de-jeunes-protestataires-a-tunis/>

La police disperse violament un millier de jeunes protestataires à Tunis

Nawaat.org | Dec 27, 2010 |



TUNIS, 27 décembre (Reuters) – La police a dispersé à coups de matraque, lundi à Tunis, un millier de jeunes chômeurs diplômés qui réclamaient notamment des emplois et un coup d'arrêt à ce qu'ils dénoncent comme la corruption ambiante.

Les policiers ont empêché les protestataires d'atteindre l'avenue Habib Bourguiba, artère principale d'une capitale où les tentatives de manifestation sont habituellement vite étouffées dans l'oeuf par des forces de sécurité vigilantes.

Les heurts de Tunis ont fait, selon le témoignage d'un correspondant de Reuters, au moins une douzaine de blessés légers et provoqué quelques malaises parmi les jeunes, descendus dans la rue à l'appel de militants syndicalistes indépendants.

Vendredi, un diplômé sans emploi avait été tué d'une balle à la poitrine et plusieurs autres personnes avaient été blessées lorsque la police avait ouvert le feu pour disperser des dizaines de manifestants à Bouziane, à 240 km au sud de Tunis.

Des émeutes avaient déjà éclaté dimanche et lundi derniers à Sidi Bouzid après le suicide d'un homme protestant contre son état de chômeur. Les affrontements, qui opposaient des centaines de jeunes à la police, s'étaient étendus à d'autres villes du centre comme Sousse, Sfax

http://www.jeuneafrique.com/Articleimp_ARTJAWEB20101228103048_sidi-bouzid-trouve-des-soutiens-jusqu-a-tunis.html

Sidi Bouzid trouve des soutiens jusqu'à Tunis

28/12/2010 à 11h:10 Par Jeune Afrique

Des Tunisiens manifestent leur soutien aux habitants de Sidi Bouzid, le 27 décembre à Tunis.

Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés à Tunis mardi en soutien aux habitants de la région de Sidi Bouzid (centre-ouest de la Tunisie), qui connaît des troubles sociaux depuis plus d'une semaine. D'autres rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes.

La contestation prend de l'ampleur en Tunisie. Lundi, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés dans le centre de Tunis en soutien à la population de la région de Sidi Bouzid, endeuillée après les suicides d'au moins deux jeunes diplômés qui éprouvaient des difficultés à s'insérer socialement.

Plusieurs syndicats, dont ceux de l'enseignement secondaire, de la poste et des caisses de sécurité de la santé avaient lancé un appel à manifester. Les manifestants se sont rassemblés devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), dans le centre de la ville.

Plusieurs villes mobilisées

Face à un imposant dispositif de police, dans le secteur de la place Mohamed Ali, ils ont renoncé à défiler mais sont restés quelque trois heures sur place, scandant des slogans sur « le droit de travailler », le « développement équitable entre les régions » et la « libération des prisonniers de Sidi Bouzid ».

D'après la télévision panarabe Al-Jariza, l'appel de l'UGTT à manifester a été suivi dans d'autres villes tunisiennes. À Sidi Bouzid, face au palais de Justice, des avocats en robe noire ont brandi des panneaux exprimant leur soutien aux habitants de la région.

Le 19 décembre, un premier jeune homme s'était immolé par le feu avec de l'essence devant la préfecture, après s'être fait confisquer la marchandise qu'il vendait illégalement, d'après les

autorités. Il aurait survécu, mais se trouverait dans un état critique. Cinq jours plus tard, un autre jeune s'est mortellement électrocuté en public, en grimant au sommet d'un poteau électrique dans la ville Sidi Bouzid. Des affrontements entre des manifestants et la police, faisant un mort, s'en sont suivis.

Dimanche, un troisième homme diplômé mais sans travail, a été retrouvé mort dans un puits de la région. Les autorités contestent qu'il s'agisse d'un suicide. (avec AFP)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101228.OBS5375/en-tunisie-la-flambee-de-violence-se-poursuit-a-sidi-bouzid.html>

28/12/10 12:11

En Tunisie, la flambée de violence se poursuit à Sidi Bouzid

La région, située à 265 km au sud de Tunis, est le théâtre de heurts entre manifestants et force de l'ordre depuis la tentative de suicide d'un jeune diplômé le 17 décembre.



Les forces de sécurité tunisiennes affrontent des manifestants à Tunis, où un rassemblement de solidarité a été organisé. (AFP)

Le **chômage**, la cherté de la vie et le sentiment d'être laissés pour compte dans des régions défavorisées sont à l'origine d'une récente flambée de mécontentement dans le centre-ouest de la **Tunisie**, où des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre, estimant des responsables. De nouveaux heurts ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche dans la région de **Sidi Bouzid**, faisant un blessé par balle et des dégâts matériels importants, a-t-on appris dimanche 26 décembre de sources syndicales.

Des centaines de Tunisiens ont participé à une **manifestation** dans la ville de Souk Jedid, à 15 km au sud de Sidi Bouzid, a indiqué Mongi Rnimi, syndicaliste et témoin oculaire. Des hommes de la garde nationale ont procédé à des tirs de sommation pour disperser les manifestants qui ont encerclé le poste de la garde et mis le feu à la sous-préfecture de cette ville de plus de 19.000 habitants, a-t-il ajouté. Un des gardes nationaux a été touché par erreur à la cuisse par balles, a également affirmé Mongi Rnimi.

Parallèlement, des affrontements violents ont opposé environ 2.000 manifestants à la police durant plus de six heures, de 20h30 à 2 heures dans la ville de Regueb à 37 km au sud-est de Sidi Bouzid, provoquant des dégâts matériels importants, a déclaré le syndicaliste Kamel Abidi. Des jeunes réclamant le **droit au travail** ont mis le feu à une banque, à un tribunal et ont détruit un café appartenant à un membre du parti au pouvoir, le Rassemblement

constitutionnel démocratique (RCD), a précisé la même source. Aucune information sur ces incidents n'était disponible de source officielle.

Usage d'armes contre les manifestants

Face à la vague de manifestations dans la région de Sidi Bouzid, le gouvernement a d'abord dénoncé une manipulation à des fins politiques "malsaines" avant de prendre des **mesures** urgentes en faveur de la région. Ces mesures annoncées par le ministre du Développement, Mohamed Nouri Jouini, portent sur la création d'emplois et des projets pour un montant de 15 millions de dinars (7,86 millions d'euros).

Les manifestations se sont néanmoins poursuivies alors que des rassemblements de solidarité étaient organisés dans plusieurs villes de Tunisie et à Paris. "Le travail est un droit légitime pour toute personne mais sa revendication ne se fait pas par la violence", a souligné Mohamed Nouri Jouini.

Dans le même sens, le parti social libéral (PSL, proche du gouvernement) a dénoncé le recours à la **violence**, préconisant le dialogue pour faire avancer les revendications sociales. D'autres partis d'opposition légale sans siège au Parlement avaient critiqué ce weekend l'usage des armes contre les manifestants. Le ministère de l'Intérieur l'a justifié de son côté par "la légitime défense".

Elevage de bétail et commerce informel

"Le taux de chômage élevé des diplômés universitaires, la hausse des prix des matières premières et le recours au secteur agricole seulement sont à l'origine des troubles", a estimé le président de la section régionale de la Ligue des droits de l'Homme, Raouf Nsiri. La région de Sidi Bouzid, à 265 km au sud de Tunis, est en proie à des troubles sociaux depuis le 19 décembre, à la suite de la **tentative de suicide** d'un jeune diplômé de l'université, vendeur sans permis de fruits et légumes qui s'était fait confisquer sa marchandise par la police municipale. Désespéré, le jeune homme s'était aspergé d'essence pour s'immoler par feu. Il a survécu mais se trouve dans un état critique. Cinq jours plus tard un autre jeune a mis fin à sa vie en s'électrocutant au contact de câbles électriques.

"Le chômage est la conséquence immédiate avec tout ce qui peut s'en suivre", a expliqué Touhami Héni, responsable régional de l'Union générale des travailleurs tunisiens (Uggt, centrale syndicale). Le chômage des jeunes diplômés de l'université constitue un **fléau** en Tunisie contre lequel le gouvernement a été mis en garde par les institutions internationales dont le Fonds monétaire international. Son taux atteindrait le double du taux de chômage global, estimé officiellement à 14%.

"La défaillance du modèle de développement, qui a provoqué une **inégalité** entre les régions, a débouché sur le fait que 90% de projets sont localisés dans les régions côtières et 10% dans les régions intérieures", affirme l'opposant Rachid Khéchana. Selon lui, cette "disparité s'est accentuée avec l'arrivée sur le marché de travail de plusieurs milliers de diplômés originaires de ces régions enclavées".

La population de Sidi Bouzid vit essentiellement d'élevage de bétail et du commerce informel. Cette région est limitrophe de Gafsa, une zone minière qui a connu en 2008 des protestations similaires contre le chômage et la cherté de la vie.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://www.tekiano.com/net/web-2-0/2-7-3043/tunisie-l-actualite-brulante-sur-facebook-et-twitter.html>

Tunisie : L'actualité brûlante sur Facebook et Twitter

+1000% : C'est le chiffre qu'avance l'outil Google Insight For Search concernant l'ensemble des recherches relatives au mot clé Sidi Bouzid. Le web est alimenté quotidiennement par les portables munis de caméras de nos internautes, qui s'improvisent journalistes reporters d'images.

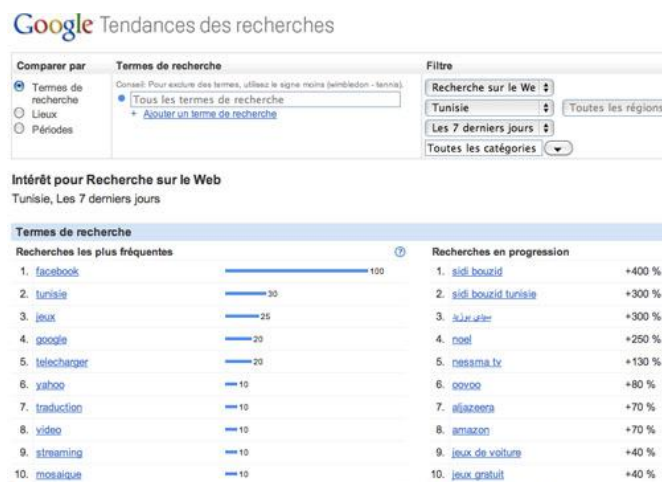
29/12/2010

A quelques jours du jour de l'an et en pleines vacances scolaires et universitaires, à quoi se sont intéressés les Tunisiens sur le web ? Sur le top 5 des mots les plus recherchés sur le moteur de recherche Google, beaucoup de nos concitoyens ont tapé Noel et Nessma TV. Ces deux mots clés ont observé un bond de 250 et 130% respectivement chacun. Ceci prouve donc l'intérêt qu'accordent les Tunisiens aux festivités de fin d'année et au divertissement audiovisuel.

Mais ses allures de peuple "décontracté" cachent le plus vif intérêt pour l'actualité nationale. Surtout si elle concerne certaines régions du sud-ouest de la Tunisie.

Les internautes focalisés sur Sidi Bouzid

+1000% : C'est le chiffre qu'avance l'outil Google Insight For Search concernant l'ensemble des recherches relatives au mot clé Sidi Bouzid, un gouvernorat au centre du pays. Sur les 7 derniers jours, et au moment de la rédaction de cet article, le moteur de recherche Google a enregistré une progression de +400% pour le mot clé "sidi bouzid", +300% pour "sidi bouzid tunisie" et +300% pour le terme سيدي بوزيد (l'écriture arabe de Sidi Bouzid).



Et quand facebook s'en mêle...

L'intérêt des Tunisiens pour ce qui se passe à l'intérieur du pays est donc très manifeste sur Google. Serais-ce, peut-être, à cause de nos medias sur le Web ? Les dépêches officielles de notre agence Tunis Afrique Presse (TAP) sont ainsi quasi-systématiquement reprises.

D'autres proposeront un traitement maison, comme le portail du FAI Globanet qui a mis en ligne plusieurs articles sur le sujet.



Le journal TunisHebdo dans son édition du lundi 27 décembre 2010, s'est également penché sur l'actualité de Sidi Bouzid, plus particulièrement sur le nouveau rôle des réseaux sociaux en général et de Facebook en particulier. Le site de Mark Zuckerberg voit son impact accru, surtout quand il est utilisé en tant que plateforme d'échanges vidéos. Alimenté quotidiennement par les portables munis désormais de caméras de nos internautes, qui s'improvisent journalistes reporters d'images. A tel point que des médias étrangers qui disposent pourtant de moyens autrement plus importants en viennent à les rediffuser à leurs tours. Ainsi, c'est un véritable déluge de vidéos et de flash news qui ont inondé les sites Web 2.0 comme Facebook, Twitter, Justin.tv, etc.

A ce niveau, les médias de masse ont également mis leur grain de sel. Ainsi, le 27 décembre dernier, la radio Express FM a fait porter la voix des Tn-Tweeples (utilisateurs de twitter) sur les ondes hertziennes dans sa rubrique HashTag.

Ainsi, l'animatrice Emna Ben Jemaa a évoqué les réactions des internautes à propos de l'actualité nationale brûlante: «Le mot qui a été le plus relayé sur la twittosphère est le hashtag #sidibouzid. Il a été utilisé plus 2395 fois» souligne-t-elle.

W.N

http://www.lepost.fr/article/2010/12/29/2354262_la-jeunesse-tunisienne-mourra-t-elle-de-desespoir.html

La jeunesse tunisienne mourra-t-elle de désespoir ?

29/12/2010 à 14h57 - mis à jour le 30/12/2010 à 16h44 | 8828 vues |



Sidi Bouzid, en Tunisie, le 24 décembre 2010 | Max PPP

Suicide de trois jeunes, manifestations et émeutes réprimées, arrestation de deux avocats après un sit-in à Tunis, journalistes empêchés d'informer : que se passe-t-il en Tunisie ?

Tout a commencé le 18 décembre 2010, à Sidi Bouzid, en Tunisie. Mohamed Bouazizi, jeune diplômé de l'université vendeur de fruits et légumes (faute de mieux) tente de se suicider. Pourquoi ? Il travaille sans permis, et la police lui a confisqué sa marchandise, le privant de sa source de revenu. Désespéré, il s'immole par le feu. C'est cette tentative qui fait office de déclic : 5 jours après, un autre jeune se suicide en s'électrocutant. Un troisième s'est donné la mort le 27 décembre.

Cette fois, ce deuxième suicide provoque une vague de manifestations dans la ville de Sidi Bouzid, en Tunisie, violemment réprimées. Plusieurs jeunes gens ont été blessés.

D'autre part, les journalistes sont muselés, et ne peuvent couvrir les événements, comme on peut le lire là ou là.

Mardi 28 décembre, une manifestation d'avocats a été organisée devant le palais de justice de Tunis. Ceux-ci demandaient à ce que lumière soit faite sur les incidents relatifs aux mouvements sociaux des dernières semaines, au cours desquels plusieurs personnes ont trouvé la mort.

A la suite de cette manifestation, Me Abderraouf Ayadi a été brutalisé et enlevé devant son domicile, après avoir été amené à sortir de chez lui en lui faisant croire qu'un accident de voiture avait eu lieu. Un autre avocat, Me Chokri Belaïd a été arrêté dans la rue par des individus en civil alors qu'il rentrait chez lui. On n'a plus de nouvelles d'eux.

Le Président Ben Ali est apparu dans une allocution télévisée et a appelé "à faire respecter la loi", puis à "renforcer le dialogue avec la société civile". Ensuite, il s'en est pris à "une minorité d'extrémistes et d'instigateurs mercenaires à la violence et au désordre", dont les agissements "inacceptables" "nuisent au pays et en donnent une fausse image". "La loi sera appliquée en toute fermeté à leur égard". Cette minorité, ce sont les opposants et syndicalistes intervenus sur des chaînes de télévision étrangères, en particulier Al-Jazira, qu'il a accusés de "diffuser des allégations mensongères" et de "dramatisation et de diffamation médiatique hostile à la Tunisie".

Il n'y a donc pas de problème en Tunisie : seuls des individus louches aux motivations partiales tentent de le faire croire.

En réalité, que se passe-t-il en Tunisie ?

La jeunesse tunisienne est éduquée et formée ; mais une fois formée, les débouchés sont difficiles : la priorité est mise systématiquement sur le développement des infrastructures touristiques, et même celles-ci ne misent, avec une terrible absence d'imagination, que sur l'exploitation de la zone littorale ; il est absolument inenvisageable de faire entendre politiquement une voie qui suggérerait par exemple, de mieux exploiter le formidable potentiel archéologique ou environnemental de la Tunisie.

Les personnes au pouvoir depuis des années se cramponnent frénétiquement à leurs postes et tuent dans l'oeuf toute perspective autre que celles qui sont déjà ressassées depuis des années; un véritable plafond de verre bloque les plus jeunes et surtout ceux qui ne font pas partie des

grandes familles et de leurs réseaux ; encore ceux-ci doivent-ils, pour maintenir en état la force de leur réseau, faire allégeance (au moins un minimum) au pouvoir central.

En dehors de cette attitude, point de salut : les plus indépendants des chefs d'entreprise ont le choix entre la soumission totale ou bien la résignation discrète ; à cette condition, ils peuvent s'enrichir et vivre fort correctement. Et quand on sait avec quelle esprit bienveillant et amical sont accueillis les immigrants à l'extérieur de leur frontières par l'état qui se situe en face, de l'autre côté de la mer..., on comprend que nombre d'entre eux préfèrent rester chez eux, même s'il faut courber amèrement le front devant l'oligarchie qui dirige le pays.

Et pour les plus pauvres ? C'est un véritable parcours du combattant, où seuls réussissent les plus agressifs et volontaires ou, à l'inverse les plus rusés et flagorneurs : une sorte de rêve d'ultra libéralisme matiné de socialisme cubain. Malheur aux simples, aux rêveurs, aux honnêtes qui auraient le malheur de croire en les valeurs qu'on leur a appris.

Pour comble de malheur, la crise économique de 2008 a encore fragilisé le pays. Les usines ont fermé, licencié, parfois rouvert sous d'autres noms pour pouvoir employer des jeunes en contrats de formation (une soixantaine d'euros par mois) en lieu des places de mirobolants salaires payés aux employés (200 euros) : il n'y a pas de petits profits.

Il n'y a pas d'issue : on ne peut même pas crier, même pas hurler, puisqu'en Tunisie tout va bien. En Tunisie, les manifestations prévues se dissolvent toujours avant d'avoir commencé. Ne pas faire peur aux investisseurs et aux touristes. Et ne pas laisser croire aux Etats européens que le pays pourrait glisser sur la pente de cet islamisme qui terrifie. Alors, on ment, on cache, on voile la réalité. En Tunisie tout va bien.

Sans perspective, sans espoir, dans un pays que la corruption et les bandes mines peu à peu, face à un Etat schizophrène qui nie la réalité, que reste-t-il au peuple ? L'espoir semble lointain. La lutte elle-même paraît sans issue : les trois jeunes qui se sont suicidé n'ont pas sombré dans l'action violente ou le radicalisme, ils ne s'en sont pas pris à l'Etat : ils s'en sont pris à eux mêmes. Autour d'eux, les obstacles sont si immenses que leur désespoir est sans solution.

Pour comprendre comment on peut se mettre à mourir de l'intérieur au point de vouloir se suicider face à un avenir totalement clos, dans une société qui n'est qu'une ombre ou une caricature, il faut relire ce texte de Moncef Marzuki.

Ces mouvements sociaux seront-ils étouffés comme à l'habitude ? Peut-être pas, car ils semblent refléter un plus grand désespoir, en raison de la crise économique actuelle. Il est difficile de faire taire des désespérés qui n'ont plus rien à perdre.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hITJlpVS6TwrWyfZG3erYunAN3Lw?docId=CNG.1edc73c3013a3dd4e800789443407111.311>

Tunisie: départ du ministre de la Communication après des troubles sociaux

(AFP) – 29 déc. 2010

TUNIS — Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a effectué un remaniement ministériel marqué par le remplacement du ministre de la Communication Oussama Romdhani, après des troubles sociaux dans la région de Sidi Bouzid, a annoncé mercredi le Premier ministre Mohamed Ghannouchi.

Cet aménagement du gouvernement se produit dans la foulée des troubles sociaux qui ont secoué la Tunisie ces derniers jours à la suite d'une tentative de suicide d'un jeune vendeur ambulancier de légumes et de fruits dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest).

M. Romdhani a été remplacé par Samir Laabidi, ministre de la Jeunesse et du Sport dont le poste a été confié à Abdelhamid Slama. On ignorait mercredi si M. Romdhani allait être appelé à d'autres fonctions dans le gouvernement.

Dans le cadre de ce remaniement, Kamel Omrane a été nommé ministre des Affaires religieuses, en remplacement de Boubaker El Akhzouri.

Slimane Ourak a été nommé ministre du Commerce et de l'Artisanat en remplacement de Ridha Ben Mosbah et Abdelwaheb Jmal a été nommé Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires européennes.

M. Omrane était jusque là le directeur de la radio religieuse privée Zeitouna, propriété du Sakher El Materi, gendre du président Ben Ali. Son prédécesseur a été l'objet de critique au Parlement concernant une organisation défaillante du dernier pèlerinage à la Mecque pour les Tunisiens.

Le départ de M. Romdhani qui a dirigé depuis 1995 le secteur de la communication en tant que PDG de l'Agence tunisienne de la communication extérieure (Atce), est le fait le plus saillant de ce remaniement.

Un peu plus tôt dans la journée, le Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale) avait appelé à la démission des ministres de l'Intérieur et de la Communication, les jugeant responsables de la dégradation de la situation à la suite des troubles sociaux de Sidi Bouzid.

"Le PDP appelle à la démission des ministres de l'Intérieur et de la Communication qui incarnent la politique de répression, de violence et du blocage médiatique et qui assument la responsabilité de l'échec dans le traitement des protestations légitimes et dans la dégradation de la situation", a déploré à la presse Ahmed Nejib Chebbi, fondateur historique de ce parti.

"Préoccupé" par les événements de Sidi Bouzid, le président Zine El Abidine Ben Ali avait exprimé mardi soir dans un discours adressé au peuple tunisien sa compréhension de "la difficulté générée par la situation de chômage et son impact psychologique sur celui qui la subit".

Néanmoins, il s'en est vivement pris "à certaines chaînes de télévision étrangères qui diffusent des allégations mensongères sans vérification et se fondent sur la dramatisation, la fomentation et la diffamation médiatique hostile à la Tunisie".

Le président Ben Ali a souligné "l'impératif de respecter la liberté d'opinion et d'expression et le souci de les consacrer dans la législation et la pratique, et nous respectons toute position dès lors qu'elle est exprimée dans le cadre de la Loi et des règles et éthique du dialogue".

Protestations

Après les manifestations, remaniement ministériel en Tunisie

Mise à jour le mercredi 29 décembre 2010 à 14 h 38



Photo: AFP/Présidence tunisienne

Le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali visite Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulancier qui s'est immolé par le feu (28 décembre 2010).

Le président tunisien, Zine El-Abidine Ben Ali, qui dirige le pays depuis 23 ans, a nommé mercredi de nouveaux ministres au sein de son gouvernement.

C'est la deuxième fois cette année que le président tunisien procède à un remaniement de son gouvernement. En janvier dernier, il avait nommé de nouveaux ministres des Finances, de la Défense et des Affaires étrangères.

Ce remaniement partiel, qui ne touche pas les principaux ministères, survient après les violentes manifestations de jeunes chômeurs, la semaine dernière.

Plus tôt mercredi, le Parti démocratique progressiste (l'opposition légale) avait demandé la démission des ministres de l'Intérieur et de la Communication, les jugeant responsables de la dégradation de la situation à la suite des troubles sociaux de Sidi Bouzid.

Samir Laabidi, ministre de la Jeunesse et du Sport, remplacera Oussama Romdhani au ministère des Communications. Abdelhamid Salama prendra sa place.

Kamel Omrane a été nommé ministre des Affaires religieuses, en remplacement de Boubaker El Akhzouri, et Slimane Ourak, ministre du Commerce et de l'Artisanat en remplacement de Ridha Ben Mosbah.

Abdelwaheb Jmal occupera le poste de Secrétaire d'État du ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires européennes.

Le président Ben Ali « regrette » les troubles



Photo: AFP/Fethi Belaid

Le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali

Le président tunisien a déclaré, mardi, regretter les émeutes qui ont secoué la région de Sidi Bouzid, au centre-ouest du pays. Il a ajouté que ces manifestations violentes étaient inacceptables et nuisaient à l'emploi et au tourisme.

Il a dénoncé « l'ampleur exagérée qu'ont pris ces événements à cause de leur instrumentalisation politique par certaines parties, qui ne veulent pas le bien de leur patrie et recourent à certaines chaînes de télévision étrangères qui diffusent des allégations mensongères sans vérification et se fondent sur la dramatisation [...] et la diffamation médiatique hostile à la Tunisie ».

Dans un discours diffusé par la chaîne nationale TV7, le président Ben Ali a aussi affirmé avoir suivi « avec inquiétude et préoccupation les événements survenus ces derniers jours à Sidi Bouzid [...] Le point de départ de ces événements est un cas social dont nous comprenons les circonstances et les facteurs psychologiques, et dont les conséquences sont regrettables. »

Zine El-Abidine Ben Ali s'est par ailleurs rendu mardi au chevet de Mohamed Bouazizi, le vendeur ambulant qui a tenté de s'enlever la vie en s'immolant par le feu, à Sidi Bouzid, devant la préfecture. Les policiers avaient saisi sa marchandise parce qu'il n'avait pas les autorisations nécessaires.

La Libye accueille les chômeurs tunisiens

Par ailleurs, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a annoncé mardi qu'il ouvrirait plus largement les portes de son pays aux chômeurs tunisiens.

« Le chef de la révolution [Kadhafi] a donné ordre mardi au Comité général du peuple [le gouvernement] de prendre des mesures immédiates d'abolition des taxes et des obstacles administratifs et financiers à l'entrée » des Tunisiens en Libye, selon l'agence de presse officielle Jana.

L'agence a ajouté que « la décision concerne l'entrée des Tunisiens pour des raisons de tourisme, de travail ou n'importe quelle autre raison tant qu'ils sont traités de la même façon que les Libyens ».

Des analystes estiment que de tels accords sur les migrations de main-d'oeuvre entre la Tunisie et les pays voisins pourraient contribuer à résoudre la crise.

Une note diplomatique divulguée par WikiLeaks révèle que la famille du président Ben Ali et celle de son épouse, Leïla Trabelsi (qui préside l'Organisation de la femme arabe), ont accaparé les richesses du pays depuis 1987. Les diplomates américains qualifient le système tunisien de « voyoucratie », dont les histoires de corruption familiale peuvent être comparées, selon eux, à une « quasi-mafia ».

<http://www.rue89.com/2010/12/29/en-tunisie-on-ira-tres-loin-pour-defendre-nos-droits-182692>

Manifs en Tunisie : « On ira très loin pour défendre nos droits »

Par Marie Kostrz | Rue89 | 29/12/2010 | 14H25

Parti de la région de Sidi Bouzid contre le chômage, le mouvement des étudiants gagne Tunis pour exprimer un ras-le-bol plus large.

La région de Sidi Bouzid, ici en rouge sur une carte de Tunisie (Wikimedia Commons).

Mohamed Bouazizi s'est immolé, Houcine Neji s'est jeté sur un pylône électrique et Lotsi Guadri a plongé dans un puits. En l'espace de dix jours, ces trois jeunes Tunisiens ont tenté de se donner la mort, épuisés par leur difficulté à vivre dans un pays où les débouchés professionnels se font rares.

Depuis le 17 décembre, les Tunisiens sont nombreux à descendre dans la rue pour manifester leur désarroi face au chômage qui les touche de plein fouet. Engagé par les jeunes diplômés de la région centrale de Sidi Bouzid, le mouvement a gagné Tunis le 25 décembre, où la répression policière s'est également intensifiée. (Voir une vidéo publiée sur Facebook, et datée du 27 décembre)

Joint par téléphone mardi, un militant du mouvement d'opposition Byrsa, présent à Tunis, a affirmé que des personnes ont été arrêtées dans différents quartiers de la capitale. Des commerces ont été saccagés. A Sidi Bouzid, un civil a été tué par balle le 24 décembre après que la police a ouvert le feu.

Les manifestations sont très tendues, comme ici à Feriana, ville située près de l'Algérie. (Voir la vidéo)

« Les étudiants n'ont aucun débouché professionnel »

Professeur de civilisation américaine et sociologue à l'université de Caen, Taoufik Djebali n'est pas surpris par la mobilisation croissante de la population. Cet enseignant tunisien, qui retourne chaque année dans son pays en tant que professeur invité, estime :

« C'était complètement prévisible. Les étudiants ont conscience qu'ils n'ont aucun débouché professionnel en Tunisie.

A chaque fois que je rentre en France, je reçois une multitude de demandes d'inscription de troisième cycle. »

En Tunisie, être diplômé n'est pas synonyme d'ascension sociale. Selon une étude réalisée par Carnegie Moyen Orient, les jeunes diplômés sont plus affectés par le chômage que la moyenne des Tunisiens : alors qu'il concerne 13,3% de la population, 21,1% des jeunes ayant obtenu une qualification sont sans emploi. Une situation que Taoufik Djebali s'explique facilement :

« Avant l'arrivée au pouvoir de Zine el-Abidine Ben Ali en 1987, le nombre de diplômés était très limité. Le Président a réformé le système universitaire : il est maintenant très facile d'obtenir un diplôme. »

Selon lui, la démocratisation n'est pas une mauvaise idée, mais rien n'a été fait pour garantir à ces étudiants un emploi à la fin de leurs études. Résultat : alors que la Tunisie est saluée pour son développement économique, les jeunes sont très touchés par le chômage.

Pour Meziane – le prénom a été modifié –, étudiant à l'université Manouba de Tunis, ce malaise n'est pas nouveau :

« Déjà en 2009, il est souvent arrivé que des étudiants protestent dans la faculté contre le manque de perspectives professionnelles. »

« Plus de liberté d'expression, moins de corruption »

Selim Ben Hassen a créé le « mouvement citoyen » Byrsa il y a un an. Ses membres participent aux manifestations. Pour lui, la tension n'est pas prête de redescendre :

« Les étudiants sont encore en vacances, mais lundi ils reprennent les cours. Je pense que les universités peuvent se soulever. [Le gouvernement a annoncé mercredi en milieu de journée que la rentrée estudiantine est reportée] »

Selon le chef de ce mouvement, les manifestations révèlent un malaise beaucoup plus profond. Jour après jour, les slogans scandés par les manifestants évoluent :

« Depuis vendredi, ils ont pris une teneur politique : ils demandent plus de liberté d'expression, moins de corruption, alors qu'avant il s'agissait juste de dénoncer le haut taux de chômage. »

D'autres bannières appellent le Président à ne pas se représenter en 2014, alors qu'il en a l'intention.

Interrogé par Rue89, Yanis – le prénom a été modifié –, étudiant à la faculté de droit de Tunis, confirme :

« Je manifeste parce qu'il y a une injustice : on n'a pas de quoi manger pendant que d'autres ont une vie de luxe. Ces gens-là [au pouvoir] nous obligent à nous taire et mettent en prison ceux qui veulent contester leur pouvoir.

Quand Ben Ali est venu en 1987, il a dit qu'il voulait mettre fin à la présidence à vie... Ça fait vingt-trois ans qu'il est là et il veut continuer.

Cette fois, on ne se taira pas. On ira très loin pour défendre nos droits. »

Depuis sa première victoire en 1987, Ben Ali a modifié la Constitution à plusieurs reprises, de manière à se maintenir à la tête du pays.

En 1998, il a fait passer un amendement autorisant les candidats à effectuer un troisième mandat. En 2002, un autre leur permet de briguer un mandat jusqu'à l'âge de 75 ans. Le Président prépare déjà sa réélection pour 2014.

« Les richesses du pays, monopolisées par la famille de Ben Ali »

Jour après jour, la composition des cortèges se diversifie. Taoufik Djebali informe que des avocats ont manifesté à Tunis et à Sidi Bouzid pour soutenir les chômeurs.

Premier problème selon le professeur : les fortes disparités économiques entre les différentes régions du pays, qui auraient pu être évitées :

« Depuis l'indépendance, les régions littorales ont reçu beaucoup plus d'investissements que celles de l'intérieur du pays.

Pour développer le tourisme, mais également car les deux présidents tunisiens, Bourguiba et Ben Ali, viennent de Monastir et de Sousse, en bord de mer. Ces régions ont été largement plus aidées que les autres. »

Selim Ben Hassen est plus direct :

« Les richesses du pays sont monopolisées par la famille du Président. Si vous souhaitez ouvrir la moindre petite boutique, il faut arroser d'argent le pouvoir pour qu'il vous laisse tranquille. Les Tunisiens en ont ras-le-bol. »

Le gendre de Ben Ali, Sakhr Materi, cristallise les frustrations des Tunisiens : propriétaire de la banque islamique Zitouna et de plusieurs concessions automobiles, il a également racheté le groupe de presse Dar Essabah, qui publie les deux principaux journaux du pays. En 2010, il a aussi acquis 25% du capital de l'opérateur téléphonique Tunisiana. Bientôt « le chaos » faute d'encadrement ?

Mais selon Taoufik Djebali, ces manifestations ne menacent pas le régime, installé au pouvoir depuis trop longtemps pour faire des concessions.

Le Président est sorti de son silence le 28 décembre pour s'exprimer publiquement à ce sujet, entourant ses déclarations d'une grande mise en scène, se rendant au chevet du jeune supplicié de Sidi Bouzid et recevant la mère de ce dernier.

Si Ben Ali assure que tout sera fait pour juguler le chômage, il n'est pas indulgent pour autant avec les manifestants. Il promet que « la loi sera appliquée durement » contre cette « minorité d'extrémistes et d'agitateurs à la solde d'autrui et contre les intérêts de leur pays [ayant] recours à la violence et aux troubles dans la rue comme moyen d'expression. »

Mercredi, le premier ministre Mohamed Ghannouchi a annoncé un remaniement ministériel : le ministre des communications Oussama Romdhani a été remplacé par Samir Abidi, l'ancien ministre de la jeunesse et des sports.

Taoufik Djebali redoute le durcissement de la mobilisation :

« Cela risque d'être le chaos car le mouvement n'est encadré par personne vu qu'il n'existe aucune véritable opposition politique en Tunisie. »

Le professeur a peur que cette contestation, qui arrive en plein vide politique, ne soit récupérée par les fondamentalistes. Al Jazeera a en effet diffusé le 28 décembre la réaction de Rached El Ghannouchi, chef historique du mouvement islamiste tunisien réfugié à Londres.

<http://www.rue89.com/2010/12/30/tunisie-le-gouverneur-de-sidi-bouzi-limoge-182984>

Tunisie : le gouverneur de Sidi Bouzi limogé

30/12/2010 | 16H59

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a annoncé le 30 décembre le remerciement du gouverneur de Sidi Bouzid, région du centre du pays.

Le 17 décembre, les manifestations contre le chômage puis contre le gouvernement sont parties de Sidi Bouzid, après le suicide d'un vendeur de légumes.

Déjà, le gouvernement a été remanié le 29 décembre : trois ministres ont été remplacés.

http://www.ifex.org/tunisia/2010/12/30/news_blackout/fr/

30 décembre 2010

Alerte

Black-out organisé de l'information sur Sidi Bouzid

Détails de l'incident

Censure

Al-Maouqif, Journal

(RSF/IFEX) - Les autorités imposent un black-out total sur Sidi Bouzid, dans le centre-ouest de la Tunisie, qui connaît de graves troubles sociaux depuis le 17 décembre 2010, empêchant l'accès de la ville aux journalistes étrangers et tunisiens, n'hésitant pas à recourir à l'usage de la violence.

En signe de protestation, une vingtaine de journalistes indépendants ont organisé, le 27 décembre 2010, un sit-in (autorisé) devant le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), rue des États-Unis, à Tunis, pour dénoncer les interdictions imposées par les autorités à la couverture des événements récemment de Sidi Bouzid, et revendiquer le droit à l'information.

Reporters sans frontières apporte sous soutien plein et entier aux journalistes tunisiens qui tentent de braver la censure et appelle les autorités à lever les restrictions à l'information. Bloquer de cette manière l'accès à l'information est archaïque. Elle a déjà circulé sur Internet et les médias étrangers ont commencé à s'en saisir.

Le même jour, plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), à 13 heures, à Tunis pour exiger que le développement économique de la région devienne une priorité nationale. Des policiers ont encerclé les manifestants pour les empêcher de se rendre dans le centre de la capitale. Le correspondant du journal "Al-Quds Al-Arabi", Lotfi Hidouri, qui couvrait le rassemblement, a été refoulé.

En outre, le dernier numéro de l'hebdomadaire "Al-Maouqif", organe de presse du Parti démocratique progressiste (PDP), a fait l'objet d'une censure déguisée. L'édition n°572, datée du 24 décembre 2010, qui revenait largement sur l'agitation sociale de ces derniers jours dans le pays, a en effet été retirée des kiosques alors que, d'après un communiqué de presse du journal, la Société tunisienne de presse affirmait avoir remis tous les exemplaires aux revendeurs le 25 décembre. C'est la troisième fois en l'espace d'un an que le journal est victime d'une telle censure.

<http://www.el-annabi.com/internationale/1041-vague-d-arrestations-en-tunisie.html>

A LA SUITE DE VIOLENTES MANIFESTATIONS A SIDI BOUZI

Vague d'arrestations en Tunisie

30 décembre 2010



Au moment même où le Président Zine El Abidine Ben Ali appelait, mardi soir, la population tunisienne au calme, une série d'arrestations était opérée dans les rangs des avocats qui se sont solidarisés avec les habitants de la région de Sidi Bouzid, dans le centre-ouest du pays, en proie à des troubles sociaux depuis plus d'une dizaine de jours.

D'après nos sources les policiers tunisiens ont investis hier « Dar El Mouhami » à Tunis où l'avocat Mohamed Moumni est en grève de la faim en signe de protestation contre les violences policières. De même qu'on apprend, des mêmes sources, qu'un militant des droits de l'homme et syndicaliste dénommé Attia El Atmouni, un enseignant âgé de 60 ans a été arrêté, hier, à Sidi Bouzid par les forces de l'ordre. Tout a commencé, rappellet-on lorsque un jeune universitaire, vendeur à la sauvette de fruits et légumes a voulu s'immoler dans cette localité déshéritée.

Ce geste désespéré a vite constitué un déclic pour une grande partie de la jeunesse tunisienne. Plus qu'un fait divers, cette tentative de suicide s'est alors transformée en une contestation qui semble aujourd'hui se généraliser et s'inscrire dans la durée. Loin d'apaiser la tension, la montée au créneau de Zine El Abidine Ben Ali (dont c'était la première sortie à ce sujet) va probablement, d'après de nombreux observateurs sur place, jeter encore de l'huile sur le feu. Et pour cause ! Le Chef de l'Etat tunisien s'est montré, à cette occasion, intraitable en s'en prenant violemment à "une minorité d'extrémistes et d'instigateurs dont les agissements "inacceptables" "nuisent au pays et en donnent une fausse image".

Comme à son accoutumée, le régime tunisien brandira, une fois encore, la menace : "la loi sera appliquée en toute fermeté" averti Ben Ali. S'agissant de la médiatisation de ces événements sur plusieurs chaînes de télévision étrangères notamment sur Al-Jazira, le président Tunisien évoquera vaguement des « allégations mensongères », de la "dramatisation et de la difamation hostile à la Tunisie". Quant au Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) qui avait dénoncé au début des émeutes le "blocage médiatique" par le pouvoir, celui s'est fendu d'un communiqué où il accuse Al-Jazira de recourir à "l'amplification et la déformation des faits dans leur couverture des événements sociaux légitimes et pacifiques". Pour nombre d'observateurs, cette volte face du SNJT témoigne de la reprise en main de cette organisation par le pouvoir tunisien.

Source : Le Quotidien d'Oran

Une première dans la Tunisie de Ben Ali : La chaîne Nessma TV brise le blocus médiatique sur les émeutes de Sidi Bouzid

Vendredi, 31 Décembre 2010, 13:54 | Djamilia Kouidri avec agences



Pour la première fois depuis le déclenchement des troubles à Sidi Bouzid, (centre-ouest de la Tunisie), une chaîne tunisienne privée, Nessma TV, a brisé le verrouillage médiatique en diffusant dans la soirée du jeudi 30 décembre une émission spéciale sur ce mouvement de protestation sociale qui s'est propagé à la plupart des régions du pays, faisant deux morts et un blessé grave et engendrant de nombreuses arrestations.

Cette initiative, sans précédent dans les annales des médias tunisiens, dans le traitement des dossiers sensibles de l'actualité nationale, intervient au lendemain de la prise en main du secteur de l'information par un nouveau ministre, Samir Laâbidi. Ouvert et inhabituel pour le téléspectateur tunisien, le débat a réuni une brochette de journalistes connus pour leur franc-parler et l'avocate et militante des droits humains, Bochra Belhaj Hamida, qui faisait sa première apparition sur une chaîne de télévision tunisienne.

L'émission, qui a duré près d'une heure et demie, était illustrée de reportages sur le terrain, où la parole a été donnée, « sans censure », aux habitants de Sidi Bouzid. Ces derniers ont fait part ouvertement de leurs revendications et des problèmes dont souffre cette région frappée par un taux de chômage élevé et le manque d'infrastructures et de commodités, à la différence des zones côtières.

Corruption, népotisme, responsables défaillants qui « ne pensent qu'à leurs fauteuils », impunité et absence de contrôle des crédits alloués par l'Etat : tout a été passé au crible, sans détours, par les citoyens interviewés, jeunes et moins jeunes, hommes et femmes. Un témoignage émouvant a été apporté par la sœur de Mohamed Bouazizi, ce jeune vendeur ambulant de fruits et légumes qui s'est immolé par le feu.

Un acte de désespoir après la saisie de sa marchandise par des agents municipaux avait été le déclencheur des troubles. « Malgré le réconfort moral et le soutien matériel que nous a apporté le président (Zine El Abidine Ben Ali) en nous recevant, mon frère, gravement brûlé, vivra handicapé et ne pourra plus travailler pour subvenir à nos besoins », a-t-elle déclaré.

Sur le plateau, deux jeunes journalistes ont considéré comme un non-sens le verrouillage médiatique à l'ère de l'Internet. « Aux premiers jours des troubles, rien ne filtrait sur les journaux et les médias audiovisuels. C'était le black out total, alors que les chaînes de télévision étrangères en faisaient état en puisant leur matière sur la toile », a noté Rym Saïdi.

L'émission de Nessma TV, dont le propriétaire est l'homme d'affaires Nabil Karoui et dont le capital est détenu en partie par le producteur de cinéma Tarik Ben Ammar, constitue « un

véritable tournant, pourvu que ça dure », a commenté Mounir Souissi, correspondant de l'agence de presse allemande DPA.

La région de Sidi Bouzid à 265 km au sud de Tunis est en proie à des troubles sociaux depuis le 19 décembre, à la suite de la tentative de suicide de Mohamed Bouazizi . Cinq jours plus tard un autre jeune a mis fin à sa vie en s'électrocutant au contact de câbles électriques. Le chômage, la cherté de la vie et le sentiment d'être laissés pour compte dans des régions défavorisées sont à l'origine d'une récente flambée de mécontentement dans le centre-ouest de la Tunisie où des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre, expliquent des responsables.

« Le taux de chômage élevé des diplômés universitaires, la hausse des prix des matières premières et le recours au secteur agricole seulement sont à l'origine des troubles », a estimé le président de la section régionale de la Ligue des droits de l'Homme, Raouf Nsiri. (Image : capture d'écran de Nessma TV)

<http://www.wsws.org/francais/News/2011/jan2011/tuni-j04.shtml>

Tunisie: La police ouvre le feu tandis que les manifestations se propagent

Par Ann Talbot

4 janvier 2011 (Article original paru le 30 décembre 2010)

Des manifestants revendiquant des emplois se sont affrontés aux forces de sécurité alors que les manifestations se propagent à l'ensemble de la Tunisie. Une éruption sociale d'une telle ampleur est littéralement sans précédent dans ce pays d'Afrique du Nord hautement réprimé et étroitement contrôlé.

Mohamed Amari, 18 ans, a été tué par balle quand la police a ouvert le feu sur des manifestants à Sidi Bouzid, une ville située à quelques 200 kilomètres au Sud de la capitale, Tunis. Les protestations avaient débuté le 17 décembre lorsque la police avait confisqué la marchandise de Mohamed Bouazizi, 26 ans, en l'accusant de commerce illégal sans permis. Il s'immola par le feu pour protester contre ce traitement.

Bouazizi a survécu à son calvaire et été transféré au service des grands brûlés à Tunis. Mais un autre jeune homme s'est suicidé depuis en s'électrocutant au contact d'un câble de haute tension. Avant de mourir il a crié, « Non à la misère ! Non au chômage ! »

Le désespoir de ces jeunes gens reflète le haut niveau de chômage en Tunisie. Officiellement, le taux de chômage est de 14 pour cent mais le niveau réel est bien plus élevé.

Plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont diplômés de l'université et la moitié de la population a moins de 25 ans. Cette situation a contraint de nombreux jeunes gens à travailler dans le secteur informel où ils tentent de gagner leur vie au moyen du commerce ambulancier. Un grand nombre de ceux condamnés à travailler à leur compte sont dans la misère.

Des manifestations ont été signalées à Sfax, Kairouan, Sousse, Médenine et Ben Guerdane. Les forces de sécurité ont attaqué les manifestants à Sfax.

Des protestations organisées par les syndicats ont eu lieu à Médenine, lors desquelles les manifestants ont scandé, « Nous voulons du travail » et « Honte au gouvernement ». A Kairouan, la police a affronté les manifestants et on ne connaît pas le nombre de personnes blessées. On n'a pas non plus connaissance du nombre de personnes interpellées.

On ne trouve pas beaucoup de reportages des manifestations parce que les journalistes sont exclus des villes où se déroulent les protestations. Le gouvernement a empêché les journaux d'opposition Tareeq-al Jadid et Al Mawqif de paraître parce qu'ils avaient couvert les protestations.

La plupart des couvertures ont été faites par des médias sociaux tels Twitter, Facebook et YouTube. Le militant local Ali Bouazizi a décrit les protestations continues à Sidi Bouzid. Il a dit au Financial Times par téléphone, « Il y a eu des émeutes jusqu'à mardi à l'aube. Il y a maintenant une forte présence policière dans la ville. Ils se trouvent dans toutes les artères principales et les bâtiments gouvernementaux. Les journées sont normalement calmes mais les gens sortent le soir et c'est là que les affrontements commencent. »

Les protestations se sont étendues à la capitale. Mardi, les avocats ont manifesté à Tunis pour exprimer leur solidarité avec les manifestants. Un syndicat de lycéens a organisé une manifestation devant le ministère de l'Education. Des forces de sécurité ont bloqué un rassemblement de la Confédération tunisienne du Travail dans la ville de Gafsa.

Ces expressions de solidarité reflètent un vaste sentiment de sympathie vis-à-vis du sort des jeunes chômeurs et du mécontentement croissant à l'égard du gouvernement du président Zine al-Abidine Ben Ali. Le président a dénoncé dans une émission télévisée les protestations comme étant « inacceptables ». « La loi sera appliquée en toute fermeté à l'égard d'une minorité d'extrémistes et de mercenaires qui ont recours à la violence et au désordre, » a-t-il averti.

Ben Ali a succédé au président Habib Bourguiba en 1987. Bourguiba était à la tête de la Tunisie depuis que cette colonie française avait acquis son indépendance en 1956. Durant les 23 dernières années, Ben Ali a réprimé impitoyablement toute forme de dissidence. Un message du gouvernement américain publié par WikiLeaks décrit la Tunisie comme un « Etat policier », bien que Washington soutienne le régime.

La Tunisie est officiellement une démocratie multipartite, mais Ben Ali remporte de façon constante des majorités écrasantes. Lors des dernières élections de 2009, il avait remporté 89,62 pour cent des votes. Deux des trois candidats rivaux étaient ses partisans, et tout affichage électoral avait été interdit au troisième.

Human Rights Watch (HRW) avait dit que les élections s'étaient déroulées dans « une atmosphère de répression. » Le Comité pour la protection des journalistes avait dit que 97 pour cent de la couverture médiatique était consacrée à Ben Ali. Le syndicat tunisien des journalistes était réprimé et le journaliste Taoufik Ben Brik était condamné à neuf d'emprisonnement après la publication d'articles dans la presse française. La journaliste du Monde, Florence Beaugé fut refoulée de Tunisie.

Les protestations ont éclaté parce que la situation économique s'est détériorée en Tunisie suite au déclin du commerce avec l'Europe, le principal partenaire commercial du pays et source du tourisme. La Tunisie dépend fortement du tourisme et de l'agriculture. Il y a maintenant une

forte compétition avec d'autres pays du Maghreb ainsi qu'avec l'Égypte et Israël pour le marché touristique et la demande en baisse d'Européens à court de liquidités.

Mais les problèmes économiques auxquels la Tunisie est confrontée ne sont pas d'un caractère passager. Ils reflètent les efforts de longue date entrepris pour réorienter l'économie vers le marché mondial sous la pression des principales puissances impérialistes. Un programme d'ajustement structurel est mis en place en vertu duquel les prix des denrées de base se sont plus subventionnés. Des entreprises d'Etat ont été privatisées et des emplois supprimés.

Le gouvernement s'est empressé de promettre un développement dans les régions les plus gravement touchées et des mesures pour accroître l'emploi. Les responsables locaux de Sidi Bouzid ont été licenciés et le gouvernement national a été remanié.

Néanmoins, les tensions sociales ont atteint un degré insoutenable. Ecrivain pour le quotidien Al-Charq al Awsat sis à Londres, le chroniqueur Abdul Rahman Al-Rached, a mis en garde que les protestations signalaient une perte de crédibilité politique.

Il a rapporté: « Les manifestations en Tunisie ne veulent cesser; elles se sont répandues aux villes et ont même atteint la capitale du pays, dans un défi évident pour l'Etat. Devrions-nous nous inquiéter au sujet de la Tunisie ? Ou n'est-ce juste qu'une autre crise concernant le prix du pain qui sera réglé par certaines promesses et le recours à la force militaire ? A mon avis, le problème de la Tunisie est plus politique qu'économique et va au-delà de la colère des masses de chômeurs. C'est le problème du manque de confiance dans le gouvernement et de la perte de la crédibilité [gouvernementale]. »

Al-Rached a poursuivi en signalant que la Tunisie est l'un des régimes arabes les plus prospères en termes de revenu par habitant et où le niveau d'éducation de la population est le plus élevé. En précisant qu'il a un taux de croissance plus élevé que celui de l'Algérie voisine, qui dispose de réserves de pétrole et de gaz, il a posé la question, « Si les citoyens de Tunis sont mécontents, que peut-on dire des citoyens des autres nations arabes qui endurent une situation et une réalité encore pire ? »

<http://nawaat.org/portail/2010/12/31/les-raisins-de-la-colere-tunisienne/> et Meknassi

Les raisins de la colère tunisienne

Nawaat.org | Dec 31, 2010 | 10 comments

La tentative d'immolation par le feu de Mohammed Bouaziz, jeune diplômé sans emploi, le 17 décembre à Sidi Bouzid a provoqué une vague de contestation. Depuis lors, ce mouvement s'est étendu au reste de la Tunisie, constate El Watan.



Les forces de l'ordre face aux manifestants à Sidi Bouzid, 27 décembre 2010.

Chômage endémique, injustice sociale, pouvoir d'achat érodé, répression... les Tunisiens n'en peuvent plus et le font savoir de la manière la plus forte. Le centre de Tunis, la capitale, a été investi le 27 décembre 2010 par des centaines de manifestants qui ont bravé la menace policière. Un rassemblement a été tenu devant le siège de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), sur la place Mohamed Ali, avant que les manifestants ne soient violemment dispersés par les forces de l'ordre. Ce vent de contestation qui souffle sur la Tunisie, pays gouverné d'une main de fer depuis 23 ans, est la première du genre de par son ampleur. Longtemps étouffés par le régime policier de Ben Ali – au pouvoir depuis près d'un quart de siècle (1987)- plusieurs Tunisiens ont pris leur courage à deux mains et sont sortis dans la rue pour éructer leur colère d'être des laissés-pour-compte dans un pays présenté comme le plus stable du Maghreb.

A l'origine de cette révolte qui se propage à travers plusieurs régions, la violente répression des émeutes de Sidi Bouzid, à 265 km du centre-ouest tunisien, qui ont éclaté après la tentative de suicide d'un jeune diplômé de l'université, vendeur sans permis de fruits et légumes, qui s'était fait confisquer sa marchandise par la police municipale. Désespéré, le jeune homme s'était aspergé d'essence pour s'immoler par le feu. Il a survécu mais se trouve dans un état critique. Cinq jours plus tard, un autre jeune a mis fin à ses jours en s'électrocutant au contact de câbles électriques. Après ce triste épisode, toute la population de Sidi Bouzid s'est soulevée pour dénoncer une situation socioéconomique intenable. En signe de soutien aux émeutiers de Sidi Bouzid, plusieurs manifestations ont été organisées, ces trois derniers jours, dans différentes régions et villes tunisiennes, notamment à Bizerte, Sfax, Sousse et Nabeul.

“Les manifestants dénoncent les inégalités interrégions et le chômage galopant touchant essentiellement les jeunes diplômés de l'intérieur du pays”, a fait savoir Jalal Zoghalmi, militant tunisien des droits de l'homme, contacté par nos soins. Selon lui, les régions de l'intérieur et du sud tunisien souffrent depuis des années de chômage et de misère sociale due à un désinvestissement de l'Etat. Les manifestants sont, à ses yeux, “les oubliés du développement économique tunisien, concentré au niveau des grandes villes du Nord”. Jalal Zoghalmi estime que cette contestation d'ordre social et économique est loin de s'estomper.

“Les manifestations ont commencé le 17 décembre à Sidi Bouzid. Elles se sont propagées à travers plusieurs villes du pays en seulement quelques jours. Je pense que cette grogne sociale est partie pour durer, tant que le gouvernement continue de faire mine d’ignorer les revendications des manifestants”, estime-t-il. “De nombreuses études réalisées ces dernières années montrent le hiatus qui ne cesse de se creuser entre les différentes régions de la Tunisie”, a-t-il relevé.

Selon lui, beaucoup d’investissements et de projets ont été réalisés sur le littoral aux dépens des villes de l’intérieur. “Le chômage est la conséquence immédiate, avec tout ce qui peut s’ensuivre”, a expliqué Touhami Heni, responsable régional de l’UGTT. Il touche surtout les jeunes diplômés de l’université. Gagnés par le désespoir ambiant, plusieurs de ces jeunes s’adonnent à des activités informelles, comme vendre des fruits et légumes dans la rue. Officiellement, le chômage est de 14 %. Mais réellement, comme le soulignent des opposants tunisiens, il avoisine les 30 %. “La défaillance du modèle de développement, qui a provoqué une inégalité entre les régions, a débouché sur le fait que 90% de projets sont localisés dans les régions côtières et 10% restants dans les régions de l’intérieur”, a indiqué l’opposant Rachid Khechana, repris par l’AFP. Selon lui, cette disparité s’est accentuée avec l’arrivée sur le marché du travail de plusieurs milliers de diplômés originaires de ces régions enclavées.

La population de Sidi Bouzid vit essentiellement d’élevage de bétail et de commerce informel, a encore précisé cet opposant. Cette région est limitrophe de Gafsa, une zone minière qui a connu, en 2008, des protestations similaires contre le chômage et la cherté de la vie. Cette vague de manifestations est qualifiée par le gouvernement tunisien de “pure manipulation à des fins politiques”. Cela, tout en prenant en “urgence” des mesures en faveur de la région de Sidi Bouzid, reconnaissant ainsi l’existence de besoins encore insatisfaits.

El watan via Courrier International

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110104.OBS5653/tunisie-une-manifestation-tourne-a-l-affrontement-a-thala.html>

04/01/11 12:43

Tunisie : une manifestation tourne à l'affrontement à Thala

La marche pacifique a dégénéré lorsque la police à tiré des bombes lacrymogènes. D'autres jeunes ont pu manifester sans problème à Sidi Bouzid.



Contrairement à la marche de Thala, les lycéens ont pu manifester sans problème dans la ville de Sidi Bouzid à 265 km de Tunis, en proie à des troubles sociaux depuis le 17 décembre. (c) Afp

Manifestants et agents des forces de l'ordre se sont affrontés lundi 3 janvier à Thala à 250 km au centre-ouest de Tunis.

Environ 250 manifestants, dont une majorité de lycéens, ont participé en fin d'après-midi à une marche pacifique pour exprimer leur soutien aux mouvements de protestation contre le chômage et la coût de la vie dans la région de Sidi Bouzid (centre-ouest), a indiqué une source syndicale qui a requis l'anonymat.

Cette marche pacifique a dégénéré lorsque la police a essayé de contenir les manifestants en tirant des bombes lacrymogènes dont l'une est tombée dans une mosquée, a raconté ce témoin oculaire

Furieux, les manifestants ont mis le feu à des pneumatiques et au local du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), selon la même source.

Aucune information sur ces incidents n'était immédiatement disponible de source officielle.

Par ailleurs, des lycéens ont pu manifester sans problème dans la ville de Sidi Bouzid à 265 km de Tunis, en proie à des **troubles** sociaux depuis le 17 décembre, à la suite d'une tentative de suicide d'un jeune vendeur ambulancier de fruits et de légumes.

Ces manifestations de lycéens coïncidaient avec la reprise des cours après les vacances de fin d'année.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://nawaat.org/portail/2011/01/06/le-reveil-tunisien/>

Le réveil tunisien

Nawaat.org | Jan 06, 2011 | 0 comments



Cinq mille personnes ont assisté aux funérailles, le 5 janvier, du jeune tunisien qui s'était immolé par le feu le 17 décembre à Sidi Bouzid. L'effervescence persiste en Tunisie, notamment dans le centre-ouest (nous reviendrons sur cette situation dans notre édition de février). A l'appel du conseil de l'ordre, les avocats ont fait grève le 6 janvier pour protester contre les mauvais traitements dont ils sont l'objet de la part de la police. Ce mécontentement traduit les nombreux échecs du régime et met en lumière les défis auxquels il est confronté.

Le malaise social qui s'exprime ouvertement en Tunisie est indissociable de la crise économique. 2009 a marqué une rupture profonde : la croissance a réduit ses ambitions de

moitié, les exportations industrielles ont fortement reculé, les touristes européens sont restés chez eux, les investisseurs étrangers également. La mauvaise récolte de 2010 n'a rien arrangé. Résultat, l'emploi a souffert : la croissance n'absorbe plus, bon an mal an, que la moitié d'une classe d'âge, contre près des deux tiers avant la crise.

Réélu il y a un an à l'issue d'un pseudo-scrutin présidentiel sans risque ni enjeu, le président Zine el-Abidine Ben Ali — au pouvoir depuis 1987 — doit faire face à quatre défis majeurs. Une dégradation rapide de la situation priverait à terme le régime de son principal produit d'appel vis-à-vis de l'étranger : la stabilité politique et sociale.

LA POLITIQUE.

L'exécutif écrase le régime, le président étouffe le modeste jeu des institutions pourtant prévu par la Constitution, le Parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement, et la justice est aux ordres. Les quelques mesures prises en 2010 l'ont été pour la galerie comme, par exemple, les 20 % de sièges réservés à l'opposition, quel que soit son score, dans les conseils municipaux. L'ouverture s'impose d'urgence. Elle pourrait commencer au Parlement et au sein du parti. Les députés, même mal élus, plus au contact de la population et de la province que les hommes du président, doivent retrouver une influence dans la détermination des politiques publiques, avant que se tiennent rapidement des élections plus « propres » et sans exclusive.

Cela passe aussi par une réforme du parti dominant, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), héritier du Néo-Destour du père de l'indépendance Habib Bourguiba. Actuellement, le président de la République, qui est aussi président du parti, en nomme tous les responsables, du bureau politique aux secrétaires généraux, fédéraux ou de sections. Le rétablissement de l'élection comme mode de désignation de ses dirigeants lui redonnerait vie et offrirait un premier débouché au mécontentement.

L'INFORMATION.

Internet, Facebook et les télévisions satellitaires arabes ont mis à mal le contrôle de l'information en place depuis une vingtaine d'années. Le blocage médiatique n'a servi à rien, sinon à exaspérer l'opinion. Le ministre de l'information — que l'on pourrait plutôt définir comme ministre de la propagande — M. Oussama Romdhani, à la tête du secteur depuis 1996, l'a payé de son poste.

Depuis un an, le pouvoir, percevant quelque peu l'usure d'une façon de faire totalement obsolète, a pris quelques initiatives étriquées. Ayant fait racheter par son gendre le groupe de presse privé Dar Assabah, en ayant confié la direction à un professionnel reconnu, M. Ben Ali a toléré quelques audaces et un ton nouveau. Avec, bien sûr, une ligne rouge à ne pas franchir, la mise en cause, même légère, du pouvoir. Le 7 juin 2010, le président a ordonné des « rencontres périodiques » télévisées où des ministres dialogueraient avec les « parties concernées ». On promettait des « débats francs et ouverts ». Mais sans journalistes. Depuis la rentrée, quelques ministres s'y sont collés. L'opinion n'a pas vu la différence avec les habituelles émissions de propagande. Il faut à l'évidence changer de cap, libérer la presse et enlever le couvercle. La population, urbaine à 60 % et mieux instruite, le revendique avec force.

LES INÉGALITÉS.

Ce n'est pas un hasard si les dernières manifestations sont parties du gouvernorat de Sidi Bouzid, une région de l'intérieur enclavée et rurale. Le développement économique de ces vingt dernières années a profité d'abord aux zones côtières où se concentrent le tourisme, l'immobilier et les industries. La politique volontariste mise en place à partir des années 2000 n'a pas corrigé le mouvement, même si les efforts récents ont commencé ici ou là à porter leurs fruits, comme par exemple à Kairouan. L'intérieur, plus pauvre dans l'ensemble, continue à se sentir victime d'une discrimination sur le plan de l'emploi en faveur du Sahel et de la capitale, Tunis, dont sont issues les élites dans leur majorité.

A l'inégalité régionale s'ajoute l'inégalité sociale. Les 10 % les plus riches de la population perçoivent le tiers des revenus, les 30 % les plus pauvres doivent se contenter de moins de 10 % du PIB...

La fiscalité aggrave ces disparités au lieu de la corriger. Consommateurs et salariés supportent l'essentiel de l'impôt. Commerçants et entreprises y échappent largement. Le candidat Ben Ali avait promis dans son programme électoral de s'attaquer à l'un des abus criants de la fiscalité : l'impôt forfaitaire empêche d'imposer 350 000 contribuables qui contrôlent pourtant le tiers du PIB du pays. La loi de finances 2011, qui vient d'être adoptée, a oublié les promesses du candidat.

LA « FAMILLE ».

M. Ben Ali est à la tête d'une famille envahissante, qui contrôle une bonne partie des conglomérats industrialo-financiers du pays. Ses filles ont épousé quatre des plus riches héritiers du pays. Sa deuxième épouse, Leïla, symbolise aux yeux de l'opinion la rapacité de la famille. Elle a fait fermer par le fisc une école privée, implantée de longue date, qui faisait de l'ombre à celle qu'elle voulait ouvrir. Son frère, Belhacen Trabelsi, marié à la fille du patron des patrons tunisiens, a pris le contrôle d'une banque privée grâce à l'intervention en sa faveur du gouverneur de la Banque centrale — qui a laissé sa réputation dans l'affaire.

Faire disparaître Mme Ben Ali de la une des journaux, où chaque jour elle parade, ne suffira pas à faire disparaître la suspicion. Le retrait de la « famille » des affaires et de la politique est un préalable. Son hostilité à toute concession politique ou sociale, la mauvaise santé du Président, âgé de 75 ans, font craindre qu'elle ne cherche à s'imposer dans la succession qui s'annonce.

Jean-Pierre Séréni
Le Monde Diplomatique

<http://www.leparisien.fr/international/tunisie-agitation-continue-greves-et-arrestations-de-cybernautes-07-01-2011-1217109.php>

Tunisie: agitation continue, grèves et arrestations de cybernautes

07.01.2011, 08h25 | Mise à jour : 09h54

Alors que l'Algérie voisine vit de violentes émeutes, la Tunisie est également touchée par d'importants troubles sociaux: manifestations de rue, grève des avocats, tentatives de suicide et arrestations d'internautes, l'agitation sociale qui dure depuis trois semaines s'est poursuivie, jeudi, malgré des mesures d'apaisement du gouvernement.

A Sidi Bouzid, à 265 km au sud de Tunis, là où a commencé la vague de protestation, la plupart des lycées et collèges étaient en grève dans cette ville endeuillée au lendemain de l'enterrement de Mohamed Bouaziz, a indiqué Ali Zari, responsable syndical local. Mohamed Bouazizi, 26 ans, s'était immolé le 17 décembre pour protester contre la saisie de son étal de primeurs par des agents municipaux. Il est devenu depuis le symbole d'une révolte contre la précarité sociale et le chômage, notamment celui des jeunes diplômés.

Le mouvement qui s'est étendu depuis à d'autres régions enclavées du centre et du sud ouest, a gagné jeudi des localités du littoral-est plus nanti. A Jbeniana, près de Sfax (300 km au sud-est de Tunis), la police a dispersé une manifestation de lycéens et d'autres plus violentes à Tala (ouest) où des arrestations musclées avaient été signalées dès mercredi soir.

Un nouveau suicide, le 3e depuis le début des troubles, a eu lieu à Chebba, sur le littoral-est, où Mohamed Slimane, 52 ans, un ouvrier du bâtiment, père de deux diplômés de l'université sans emploi, a été retrouvé pendu. L'homme était malade et aurait désespéré de recevoir une aide pour se soigner et nourrir sa famille. A Regueb, près de Sfax, un jeune a menacé de se donner la mort par électrocution pour dénoncer la corruption et l'inégalité face à l'emploi et un autre s'est immolé à Metlaoui, un zone minière ayant connu des troubles en 2008.

Des avocats en grève, des internautes arrêtés

Des milliers d'avocats ont observé une grève pour dénoncer la répression le 31 décembre d'une manifestation de solidarité avec les habitants de Sidi Bouzid, selon le bâtonnier Abderrazak Kilani. Le barreau avait dénoncé «un usage sans précédent» de la force et affirmé le devoir de «défendre la liberté d'expression» et «le droit des habitants de Sidi Bouzid et d'autres régions démunies à l'emploi, à la dignité». La grève a été cependant dénoncée comme un acte «politique» contre le régime par des avocats du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali).

Par ailleurs, un rappeur et deux blogueurs ont été arrêtés jeudi, au lendemain de cyber-attaques de groupes d'internautes solidaires du mouvement de protestation sociale. Celle d'un troisième n'a pu être confirmée. Ces attaques répondaient à un mot d'ordre lancé par les «Anonymes» (Anonymous) qui se présentent comme un groupe d'internautes attachés à la liberté d'expression. Slim Amamou et El Aziz Amami, cybernautes très actifs contre la censure ont été également arrêtés jeudi, selon le journaliste opposant Sofiene Chourabi.

Le président Ben Ali avait accusé l'opposition d'instrumentaliser la révolte à des fins «malsaines» avant de retoucher son gouvernement et de débloquer 116,6 millions d'euros pour l'emploi, en plus de 7,8 millions d'euros pour la création de projets à Sidi Bouzid.

<http://www.rue89.com/2011/01/08/emeutes-en-tunisie-la-police-a-pris-dassaut-la-faculte-184517>

Temoignage

Emeutes en Tunisie : « La police a pris d'assaut la faculté »

Par Marie Kostrz | Rue89 | 08/01/2011 | 15H11

Depuis le 7 janvier, date de la rentrée universitaire tunisienne, les étudiants sont nombreux à manifester contre le pouvoir en place. Beaucoup sont également touchés par la répression du régime de Ben Ali. Un étudiant de l'université de Sousse, à 150 kilomètres de Tunis, raconte.

Après la reprise des cours début janvier, les étudiants et les lycéens tunisiens ont pris part à la révolte qui agite le pays depuis plusieurs semaines.

Craignant la visibilité des manifestations de rue, le régime tunisien fait encercler les établissements universitaires et secondaires par les forces anti-émeutes. Il interdit toute manifestation dans les lieux publics et tout rassemblement dans les rues.

Course-poursuite dans les locaux de l'université

« L'université de Sousse et en particulier la faculté des lettres et sciences humaines a subi vendredi l'assaut des forces de l'ordre tunisiennes.

Les étudiants s'étaient réunis en assemblée générale après la session d'examen du matin. Ils ont voulu occuper les locaux afin de protester contre l'arrestation par la police de deux étudiants de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Ils ont été empêchés de sortir de la faculté pour aller manifester dans la rue.

Les brigades anti-émeutes se sont postées aux différents lieux de sortie. Le mot d'ordre, venu d'en haut, était : "Ils peuvent tout casser dedans, mais qu'ils ne sortent pas." Face à cette situation, les étudiants ont tenté de forcer les barrages de police, ce qui a donné lieu à des heurts violents.

Suite à ces altercations, la police a répliqué en prenant d'assaut la faculté, pourchassant les étudiants dans l'enceinte des bâtiments. Elle a poursuivi les étudiants dans les salles d'examen, dans les bureaux et même dans l'infirmerie.

Plusieurs étudiants blessés et intoxiqués

Des dizaines de bombes lacrymogènes ont été lancées contre les étudiants. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été blessés, sans compter les multiples intoxications. Les enseignants qui tentaient de s'interposer ont été matraqués et agressés, au point que l'un d'eux a perdu connaissance durant plus d'une vingtaine de minutes sans qu'aucun secours ne puisse l'atteindre.

Le doyen, qui cherchait à calmer la situation, a reçu son lot d'insultes et d'agressions de la part de la police.

L'indignation est à son comble, et un mot d'ordre de grève nationale a été lancée dans l'enseignement supérieur. Le régime de Ben Ali tente par tous les moyens d'intimider et d'étouffer une population dont la jeunesse, en particulier, s'est enfin débarrassée de la peur et de la soumission. »

Les violences en Tunisie font de nouvelles victimes

Par TF1 News, le 08 janvier 2011 à 10h12, mis à jour le 08 janvier 2011 à 10:14

Les heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont fait quatre blessés vendredi dans la ville de Rgeb, tous touchés par des tirs. Depuis le début des troubles, on compte quatre morts, dont deux tués par des policiers.

La Tunisie connaît depuis la fin décembre une rare agitation sociale, les jeunes dénonçant la pénurie d'emplois. Quatre civils sont morts depuis le début de la vague de manifestations : deux ont été tués par des policiers lors d'une émeute et deux se sont suicidés. Le président Zine al Abidine Ben Ali a déclaré que ces manifestations violentes étaient inacceptables et le gouvernement les a imputés à une minorité d'extrémistes. Mais les troubles s'aggravent et s'étendent. Les derniers affrontements qui ont opposé, vendredi, la police tunisienne et les manifestants dans la ville de Rgeb, à 210 km à l'ouest de Tunis, ont fait quatre blessés.

Tous ont été hospitalisés pour des blessures par armes à feu. Un agent hospitalier a évoqué des victimes *"blessées par des tirs de fusils de chasse. Elles sont atteintes au visage, à la poitrine et aux mains"*. Trois des quatre blessés ont été transférés à Sfax, a-t-il ajouté.

Les remontrances de Washington

Pendant que se poursuivent ces troubles, la police tunisienne a arrêté un rappeur et un blogueur critiques du pouvoir sans donner de raisons. La police a ainsi arrêté jeudi à Sfax le rappeur Hamada Ben-Amor, connu sous le pseudonyme d'*El General*, a dit son frère. Le rappeur de 22 ans avait mis en ligne fin décembre une chanson intitulée *"Président, ton peuple est mort"*. Par ailleurs, le blogueur Aziz Amami, qui faisait ces dernières semaines la publicité des émeutes, a également été arrêté. Son blog et sa page sur le réseau Facebook étaient inaccessibles vendredi.

A Washington, l'ambassadeur de **Tunisie** a été convoqué jeudi au département d'Etat et les autorités américaines lui ont fait part de leur préoccupation face à l'agitation en **Tunisie**, a déclaré vendredi un responsable américain. *"Nous avons appelé le gouvernement tunisien à assurer le respect des libertés civiles, notamment le droit de rassemblement pacifique"*, a dit ce responsable qui a requis l'anonymat. *"Nous avons également soulevé la question de ce qui paraît être une ingérence du gouvernement tunisien dans internet, notamment Facebook."*

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/tunisie-8-morts-9-blesses-a-thala-et-kasserine-selon-un-bilan-officiel-09-01-2011-1219667.php>

Tunisie: 8 morts, 9 blessés à Thala et Kasserine, selon un bilan officiel

09.01.2011, 15h05

Huit personnes sont mortes et neuf ont été blessées pendant les affrontements survenus au cours du week-end à Thala et Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, a annoncé dimanche le ministère tunisien de l'Intérieur.

A Kasserine (290 Km de Tunis), les affrontements se sont soldés par trois morts et six blessés parmi des "assaillants", a précisé le ministère dans un communiqué publié par l'agence tunisienne TAP.

Plusieurs membres des forces de l'ordre ont été blessés dans cette même ville, dont deux se trouvaient dans "un état critique", a-t-il précisé.

A Thala, trois personnes ont succombé à leurs blessures, ce qui porte à cinq le nombre de morts dans cette localité, selon le nouveau bilan du ministère, qui fait également état de trois blessés dans cette ville.

Le gouvernement confirmait ainsi pour la première fois des affrontements à Kasserine. Un premier communiqué avait fait état de deux morts et huit blessés dans la seule localité de Thala.

Selon le gouvernement, les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes, après sommation, dans un acte de "légitime défense", lorsque des individus les ont attaqués avec des engins incendiaires, de bâtons et de pierres.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110109.OBS5935/le-gouvernement-tunisien-reconnait-la-mort-de-huit-manifestants.html>

09/01/11 17:00

Le gouvernement tunisien reconnaît la mort de huit manifestants

Cinq personnes sont décédées dans les violents affrontements survenus samedi à Tala, et trois autres ont été tuées à Kasserine. Le gouvernement parle de "légitime défense".



Une manifestation à Tunis, samedi (AFP)

Dans un communiqué publié dimanche 9 janvier, le gouvernement tunisien a déclaré que **huit personnes sont mortes** et neuf autres ont été blessés dans des affrontements avec la police, au cours des dernières 24 heures.

Les **affrontements** survenus samedi soir à Tala (centre-ouest de la Tunisie) "ont entraîné le décès de deux personnes parmi les assaillants et la blessure de huit autres", avait indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur dans un premier bilan. Dans ce nouveau communiqué, le gouvernement indique que **trois autres** personnes ont succombé à leurs blessures.

Trois autres encore ont été tuées et six personnes blessés à **Kasserine**, une ville proche de Thala, indique par ailleurs le gouvernement. Plusieurs membres des forces de l'ordre ont été

blessés dans cette même ville, dont deux se trouvaient dans "un état critique", a-t-il été précisé.

Selon le gouvernement, les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes, après sommation, dans un acte de "**légitime défense**", lorsque des individus les ont attaqués avec des engins incendiaires, de bâtons et de pierres.

La Tunisie connaît depuis la fin décembre une rare agitation sociale, les jeunes dénonçant la pénurie d'emplois. Le président Zine al Abidine Ben Ali a déclaré que les manifestations violentes étaient inacceptables et le gouvernement les a imputées à une minorité d'extrémistes.

(Nouvelobs.com avec Reuters et AFP)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110109.OBS5921/quatre-morts-lors-de-nouveaux-affrontements-en-tunisie.html>

09/01/11 12:23

Quatre morts lors de nouveaux affrontements en Tunisie

Six autres personnes été grièvement blessées par balles. La centrale syndicale unique affiche "son soutien" aux revendications "légitimes".



Quatre personnes au moins ont été tuées et six autres grièvement blessées samedi soir par balles lors de nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre (AFP)

Quatre personnes au moins ont été tuées et six autres grièvement **blessées par balles**, samedi 8 janvier, lors de nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en Tunisie, avec une révolte sans précédent contre le chômage.

A Tunis, lors d'un rassemblement public samedi, la centrale syndicale unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), a proclamé son appui aux **revendications "légitimes"** du mouvement. Les victimes ont été tuées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des manifestants dans le centre de Tala, une localité proche de Kasserine, dans le centre-ouest du pays, a indiqué Belgacem Sayhi, un instituteur syndicaliste.

Parmi les blessés, six personnes ont été très grièvement atteintes par balles et transférés dans un hôpital de Kasserine, chef-lieu de la région. Selon Des affrontements sanglants ont été également signalés dans la nuit de samedi à dimanche. Un enfant de 12 ans aurait été **tué d'une balle à la tête** dans la cité Ennour, a affirmé un témoin ayant requis l'anonymat.

Les autorités sollicitées n'ont ni confirmé ni infirmé ces affrontements, encore moins leur bilan. S'il se confirmait, ce bilan porterait à **au moins six morts** le nombre de tués par balles depuis que Mohamed Bouazizi, 26 ans, s'est immolé par le feu le 17 décembre à Sidi Bouzid (265 km au sud de Tunis) pour protester contre la saisie de son étal de primeurs. Il est devenu depuis le symbole d'une révolte contre la précarité sociale et le chômage, notamment celui des jeunes diplômés.

L'UGTT "soutient les revendications légitimes"

A Tunis, devant quelques centaines de personnes strictement encadrées par des centaines de policiers en civil et des unités anti-émeutes, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Abid Brigui, a proclamé son appui aux revendications "légitimes". "Nous soutenons **les revendications de la population** de Sidi Bouzid et des régions intérieures", a-t-il déclaré à la foule depuis les locaux de la centrale, sur la place Mohamed Ali. "Il est contre nature de condamner ce mouvement, il n'est pas normal d'y répondre par des balles", a-t-il lancé sous les applaudissements, appelant plutôt au "dialogue avec les jeunes".

La foule a observé une minute de silence à "la **mémoire des martyrs**" du mouvement social, entre hymne national et chansons engagées diffusés par haut-parleurs. La veille, Tala a été le théâtre d'affrontements violents durant lesquels les manifestants ont saccagé des biens et mis le feu à une banque et à des bâtiments officiels, selon un dirigeant syndical local.

Vendredi 7 janvier, cinq manifestants et un agent de sécurité ont été blessés lors d'un affrontement violent à Saïda, une localité proche de Sidi Bouzid. Ce qui devait être une marche pacifique de lycéens, rejoints en cours de route par des habitants du village, a dégénéré en affrontements avec les forces de sécurité, qui ont fait usage de lacrymogènes, puis de leurs armes à feu, selon des témoins.

Traditionnel allié de la Tunisie, les Etats-Unis de sont dit "**préoccupés**" par les troubles et ont convoqué l'ambassadeur de ce pays à Washington, Mohamed Salah Tekaya, pour demander le respect des libertés individuelles, notamment en matière d'accès à l'Internet.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110109.OBS5945/tunisie-au-moins-20-personnes-tuees-par-balles-a-kasserine-et-thala.html>

09/01/11 15:27

Tunisie : au moins 20 personnes tuées par balles à Kasserine et Thala

"On a tiré sur les cortèges funèbres", rapporte un dirigeant de l'opposition qui appelle Ben Ali à "faire cesser le feu immédiatement".



Une manifestation à Tunis (AFP)

Un dirigeant de l'opposition a fait état, dimanche 9 janvier, d'**au moins 20 personnes tuées** par balles à Thala et Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, et a appelé le président Zine El Abidine Ben Ali à "faire cesser le feu".

"Les informations qui nous proviennent de Kasserine et Thala font état d'au moins vingt morts tombés sous les balles depuis samedi dans des affrontements qui se poursuivaient ce matin même", a déclaré Ahmed Nejib Chebbi, chef historique du Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale). "On a **tiré sur les cortèges funèbres**", a-t-il affirmé, expliquant tenir ses informations des relais de son parti dans les deux villes.

Affirmant vouloir attirer l'attention du chef de l'Etat sur "la gravité de la situation", Ahmed Nejib Chebbi l'a appelé à "**faire cesser le feu immédiatement**". "J'adresse un appel urgent au président de la République pour lui demander de faire cesser le feu immédiatement afin d'épargner la vie des citoyens innocents et de respecter leur droit à manifester", a-t-il déclaré.

Le gouvernement plaide la "légitime défense

"Selon des témoignages concordants, au moins quatre personnes ont été tuées dimanche et plusieurs blessées par balles à Kasserine, à 290 km au sud de Tunis. Ces sources avaient affirmé que le bilan devrait s'alourdir dans les heures à venir en raison d'un "**grand nombre de blessés graves**".

Sur les quatre tués dans des affrontements avec la police, trois ont été tués par balles et identifiés. Il s'agit de Raouf Bouzid, Mohamed Amine Mbarki et Rabah Nasri, a indiqué Sadok Mahmoudi, membre du bureau exécutif du syndicat régional de Kasserine. Ce syndicaliste a fait état d'un quatrième tué sans précision d'identité.

Samedi soir, des affrontements à Thala, localité situé à 50 km de Kasserine, avaient fait au moins **quatre morts** et six blessés graves, selon des sources syndicales. Le gouvernement a reconnu la mort de deux personnes samedi à Thala affirmant que la police avait été attaquée par des individus avant d'ouvrir le feu dans un acte de "légitime défense".

Interrogé sur les troubles en Tunisie, le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand, a jugé "**tout à fait exagéré**" l'opinion exprimée par certains observateurs selon laquelle le pays serait une "dictature univoque". "En Tunisie, la condition des femmes est tout à fait remarquable. Il y a une opposition politique mais qui ne s'exprime pas comme elle pourrait s'exprimer en Europe. Mais dire que la Tunisie est une **dictature** univoque, comme on le fait si souvent, me semble tout à fait exagéré", a-t-il dit.

(Nouvelobs.com)

<http://www.reveiltunisien.org/spip.php?article3299>

TF1

Les violences en Tunisie font de nouvelles victimes

par Rédaction de reveiltunisien.org

9 janvier 2011

Par TF1 News, le 08 janvier 2011 à 10h12, mis à jour le 08 janvier 2011 à 10:14

Les heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont fait quatre blessés vendredi dans la ville de Rgeb, tous touchés par des tirs. Depuis le début des troubles, on compte quatre morts, dont deux tués par des policiers.

La Tunisie connaît depuis la fin décembre une rare agitation sociale, les jeunes dénonçant la pénurie d'emplois. Quatre civils sont morts depuis le début de la vague de manifestations : deux ont été tués par des policiers lors d'une émeute et deux se sont suicidés. Le président Zine al Abidine Ben Ali a déclaré que ces manifestations violentes étaient inacceptables et le gouvernement les a imputés à une minorité d'extrémistes. Mais les troubles s'aggravent et s'étendent. Les derniers affrontements qui ont opposé, vendredi, la police tunisienne et les manifestants dans la ville de Rgeb, à 210 km à l'ouest de Tunis, ont fait quatre blessés. Ils ont été hospitalisés pour des blessures par armes à feu. Un agent hospitalier a évoqué des victimes "blessées par des tirs de fusils de chasse. Elles sont atteintes au visage, à la poitrine et aux mains". Trois des quatre blessés ont été transférés à Sfax, a-t-il ajouté.

Les remontrances de Washington

Pendant que se poursuivent ces troubles, la police tunisienne a arrêté un rappeur et un blogueur critiques du pouvoir sans donner de raisons. La police a ainsi arrêté jeudi à Sfax le rappeur Hamada Ben-Amor, connu sous le pseudonyme d'El General, a dit son frère. Le rappeur de 22 ans avait mis en ligne fin décembre une chanson intitulée "Président, ton peuple est mort". Par ailleurs, le blogueur Aziz Amami, qui faisait ces dernières semaines la publicité des émeutes, a également été arrêté. Son blog et sa page sur le réseau Facebook étaient inaccessibles vendredi.

A Washington, l'ambassadeur de Tunisie a été convoqué jeudi au département d'Etat et les autorités américaines lui ont fait part de leur préoccupation face à l'agitation en Tunisie, a déclaré vendredi un responsable américain. "Nous avons appelé le gouvernement tunisien à assurer le respect des libertés civiles, notamment le droit de rassemblement pacifique", a dit ce responsable qui a requis l'anonymat. "Nous avons également soulevé la question de ce qui

paraît être une ingérence du gouvernement tunisien dans internet, notamment Facebook." Par TF1 News le 08 janvier 2011 à 10:12

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110109.FAP3378/tunisie-deux-a-cinq-morts-dans-les-affrontements-a-thala.html>

09/01/11 15:02

Tunisie: deux à cinq morts dans les affrontements à Thala

TUNIS (AP) — De violents affrontements entre manifestants et forces de sécurité tunisiennes ont fait au moins deux morts et huit blessés parmi les protestataires samedi soir à Thala, dans l'ouest du pays, selon un bilan communiqué dimanche par le ministère tunisien de l'Intérieur. Un syndicaliste a de son côté fait état d'au moins cinq personnes tuées par balles dans la commune, tandis que des violences étaient rapportées de sources syndicales dans deux autres villes, Kasserine et Regueb.

Le ministère de l'Intérieur ajoute dans un communiqué que les heurts à Thala, ville située à 240km à l'ouest de Tunis, dans la région de Kasserine frontalière de l'Algérie, ont également fait de nombreux blessés dans les rangs des forces de l'ordre, dont trois qui se trouvent dans un état grave. Les heurts ont fait deux morts et huit blessés parmi ce qu'il considère comme des "assaillants", selon le ministère.

Un syndicaliste enseignant sur place a déclaré pour sa part à l'Associated Press que cinq personnes avaient été tuées par balles dans les accrochages.

Selon Belgacem Saïhi, les victimes se nommaient Marouane Jomni, 20 ans, Mohamed Omri, 17 ans, Ahmed Boulâbi, 30 ans, et Nouri Boulâbi, 30 ans. D'après lui, ce dernier a été mortellement atteint lorsqu'il transportait avec d'autres personnes le corps inerte de son proche. La cinquième victime est un jeune de 17 ans, Ghassan Chéniti, qui a succombé à ses blessures à l'hôpital régional de Kasserine.

Des unités de l'armée se sont déployées dans la nuit et ont pris position autour des bâtiments publics et des banques, selon la même source syndicale.

Un communiqué du ministère de l'Intérieur diffusé par l'agence gouvernementale TAP attribue les "actes de violence et de troubles" à "des groupes d'individus qui ont attaqué à l'aide de cocktails molotov et de pierres, une station d'essence, le siège local de l'administration de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire et un poste de police".

"Ils se sont dirigés par la suite au siège de la délégation (sous-préfecture) qui était sous la protection des forces de ordre, procédant à son encerclement et l'ont attaqué au moyen de bouteilles incendiaires, de pierres et de bâtons", relate le communiqué des autorités.

Après de "vains" tirs de sommation, les forces de l'ordre ont été "contraintes d'utiliser les armes, en position de légitime défense", ajoute la même source.

Un responsable gouvernemental qui a requis l'anonymat a avancé lors d'un entretien avec l'AP, qu'il s'agit de "groupes de semeurs de troubles qui agissent dans la nuit pour s'attaquer à

des bâtiments publics". Déplorant ces "incidents regrettables", il a justifié la réaction des forces de l'ordre pour "protéger les personnes et les biens".

Les accrochages ont repris dimanche à Thala, la police usant de bombes lacrymogènes pour disperser la foule, selon le syndicaliste qui a dit avoir entendu des coups de feu et des sirènes d'ambulances.

A Kasserine, chef-lieu de la région, on signalait de source syndicale au moins trois morts par balles et de nombreux blessés grièvement atteints dans la commune lors d'affrontements dans la nuit de samedi à dimanche entre forces de l'ordre et manifestants. Ces derniers auraient attaqué des bâtiments publics et des locaux du parti au pouvoir et mis le feu à des voitures et à des pneumatiques dans plusieurs quartiers.

Selon le syndicaliste Amor Mhamdi, les accrochages se poursuivaient dimanche matin dans cette ville proche de la frontière algérienne où l'armée a aussi été déployée.

Des affrontements violents ont également eu lieu dimanche dans la localité de Regueb, située à environ 40km de Sidi Bouzid d'où sont partis les troubles sociaux la mi-décembre sur fond de chômage et de précarité des conditions de vie, selon un syndicaliste.

La police a ouvert le feu sur les manifestants, tuant trois personnes, Raouf Kaddoussi, 32 ans, Mohamed Jaballi, 23 ans, et une fille Manel Bent Brahim Layouni, âgée d'une vingtaine d'années, la première femme victime des troubles depuis le déclenchement du mouvement de protestation sociale en Tunisie, a rapporté le syndicaliste Kamel Laâbidi, joint au téléphone par l'Associated Press. Ce bilan a été confirmé par un témoin oculaire, Khéreddine Zini, un chômeur ayant un diplôme de maîtrise présent sur les lieux. Tous deux ont recensé plus de 10 blessés graves transférés dans des hôpitaux de régions limitrophes.

"Une grande foule est descendue dans les rues, hommes et femmes jeunes et vieux. Des commerces ont été incendiés, des motos et des pneumatiques sont en feu", a décrit le syndicaliste qui suivait sur place les événements. AP

xbb/st/sb/cr

<http://lci.tf1.fr/impression/74/80/0,,6217480-e0NIQUIORV9JRCBJQkxfSUQgUIVCX0IEIFVOV19JRH0gezI3MTYwOTcgMTMwNjE4IDM1NjIwMzMgMX0=.00.html>

Tunis et les "martyrs" du mouvement social

Par TF1 News le 09 janvier 2011 à 09:42

Alors que les derniers affrontements ont fait au moins quatre morts, la centrale syndicale unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens, a affiché son soutien aux revendications "légitimes" du mouvement de protestation.

Quatre personnes au moins ont été abattues et six autres grièvement blessées samedi soir par balles lors de nouveaux affrontements entre manifestants et forces de l'ordre en Tunisie, confrontée à une révolte sans précédent contre le chômage. Les victimes ont été tuées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur des manifestants dans le centre de Tala, une localité proche de Kasserine, dans le centre-ouest du pays, a indiqué Belgacem Sayhi, un instituteur

syndicaliste. Durant les affrontements, Marwane Jomni, 20 ans, Ahmed Boulaabi, 30 ans, Mohamed Omri, 17 ans et Nouri Boulaabi, 30 ans, ont été tués et plusieurs autres personnes ont été blessées, selon divers habitants. Parmi les blessés, six ont été très grièvement atteints et transférés dans un hôpital de Kasserine, chef-lieu de la région, où des affrontements sanglants ont été également signalés dans la nuit de samedi à dimanche. Un enfant de 12 ans aurait été tué d'une balle à la tête dans la cité Ennour, a affirmé un témoin ayant requis l'anonymat.

Dans un premier temps, les autorités tunisiennes n'ont ni confirmé ni infirmé ces affrontements, encore moins leur bilan. C'est seulement dimanche en fin de matinée que le ministère tunisien de l'Intérieur a évoqué deux morts et huit blessés dans ces violences. A ce bilan, il faut ajouter deux autres morts, également tués par balles, depuis le début du mouvement de protestation, lancé avec le suicide de Mohamed Bouazizi, 26 ans, qui s'était immolé par le feu le 17 décembre à Sidi Bouzid pour protester contre la saisie de son étal de primeurs. Il est devenu depuis le symbole d'une révolte contre la précarité sociale et le chômage, notamment celui des jeunes diplômés.

Nouvelles tentatives de suicide

A Tunis, lors d'un rassemblement public samedi, la centrale syndicale unique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), a proclamé son appui aux revendications "légitimes" du mouvement. "*Nous soutenons les revendications de la population de Sidi Bouzid et des régions intérieures*", a lancé le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Abid Brigui, devant quelques centaines de personnes strictement encadrées par des centaines de policiers en civil et des unités anti-émeutes. "*Il est contre nature de condamner ce mouvement, il n'est pas normal d'y répondre par des balles*", a-t-il ajouté sous les applaudissements, appelant plutôt au "*dialogue avec les jeunes*". La foule a observé une minute de silence à "*la mémoire des martyrs*" du mouvement social, entre hymne national et chansons engagées diffusés par haut-parleurs.

La veille, Tala avait été le théâtre d'affrontements violents durant lesquels les manifestants ont saccagé des biens et mis le feu à une banque et à des bâtiments officiels, selon un dirigeant syndical local. Selon ce témoin joint par téléphone, l'armée s'est déployée samedi pour la première fois depuis le début des troubles, autour des bâtiments officiels. A Saïda, une localité proche de Sidi Bouzid, cinq manifestants et un agent de sécurité avaient pour leur part été blessés. Ce qui devait être une marche pacifique de lycéens, rejoints en cours de route par des habitants du village, avait dégénéré en affrontements avec les forces de sécurité, qui avaient fait usage de lacrymogènes, puis de leurs armes à feu, selon des témoins.

De nouvelles tentatives de suicide ont par ailleurs été signalées samedi par des témoins à Kasserine et à Sidi Bouzid, dont celle d'un père de quatre enfants, Moncef Abdouli, 52 ans, qui a tenté de mettre fin à ses jours en s'immolant par le feu près du marché, en plein centre-ville. A Kasserine, un jeune chômeur, Hilmi Khadraoui, s'est aspergé de pétrole près du lycée, tandis qu'un homme de 35 ans avait tenté de se suicider après une manifestation, selon un journal privé local.

Par TF1 News le 09 janvier 2011 à 09:42

Tunisie: 20 morts à Kasserine, selon l'opposition

(AFP) – 09 janvier 2011

TUNIS — Au moins quatre Tunisiens ont été tués et plusieurs blessés par balles dans des affrontements continus dimanche à Kasserine, dans le centre-ouest du pays, selon des témoignages concordants, alors que l'opposition fait état de vingt personnes tuées.

Au moins 20 personnes ont été tuées par balles dans des affrontements avec la police samedi et dimanche à Thala et Kasserine (centre-ouest de la Tunisie), a précisé à l'AFP Ahmed Nejib Chebbi, un dirigeant de l'opposition qui a appelé le président à faire cesser le feu.

Ces sources ont affirmé que le bilan devrait s'alourdir dans les heures à venir en raison d'un "grand nombre de blessés graves".

Sur les quatre tués dans des affrontements avec la police, trois ont été tués par balles et identifiés. Il s'agit de Raouf Bouzid, Mohamed Amine Mbarki et Rabah Nasri, a indiqué Sadok Mahmoudi, membre du bureau exécutif du syndicat régional de Kasserine. Ce syndicaliste a fait état d'un quatrième tué sans précision d'identité.

Ce bilan qui n'a pu être confirmé de source gouvernementale, a été corroboré par un autre témoin, parlant à l'AFP par téléphone du centre de Kasserine où l'on pouvait entendre les tirs.

Samedi soir, des affrontements à Thala, localité située à 50 km de Kasserine, avaient fait au moins quatre morts et six blessés graves, selon des sources syndicales.

Le ministère de l'Intérieur a donné un bilan de deux tués et huit blessés par balles parmi la population de Thala.

Le chômage, en particulier celui très élevé des jeunes diplômés, est à l'origine de l'agitation que connaît la Tunisie depuis la mi-décembre. Les troubles ont été déclenchés par le suicide d'un vendeur sans permis qui s'était fait confisquer sa marchandise de fruits et légumes à Sidi Bouzid (265 km au sud de Tunis) et qui s'est immolé par le feu le 17 décembre.

http://www.elwatan.com/actualite/tunisie-un-autre-citoyen-s-immole-par-le-feu-et-quatre-personnes-assassinees-par-les-forces-de-securite-09-01-2011-106475_109.php

Tunisie : un autre citoyen s'immole par le feu et quatre personnes assassinées par les forces de sécurité

le 09.01.11 | 12h26 Réagissez



© France24.com

Quatre personnes au moins ont été tuées et...

La mobilisation et la protestation en Tunisie ne faiblissent pas. A Thala, dans le centre-ouest de la Tunisie, des affrontements très violents ont opposé samedi soir des jeunes manifestants aux forces de l'ordre. Pour l'heure, un bilan officiel fait état de deux morts et de huit blessés. Toutefois, le bilan établi par l'AFP auprès de la population locale fait état de quatre morts et six blessés.

La tension est à son comble au pays de Ben Ali. La jeunesse, les syndicats autonomes, les avocats et les étudiants continuent à braver la répression en multipliant les marches et les manifestations hostiles au régime en place.

Les affrontements deviennent donc inévitables et les victimes sont déplorées à chaque foi. A Tala, au sud-est de la Tunisie, "quatre personnes au moins ont été tuées et six autres grièvement blessées samedi soir par balles dans des affrontements entre manifestants et forces de sécurité", apprend ainsi l'AFP qui s'appuie sur des "sources concordantes".

Ces sources ont révélé que les forces de l'ordre tunisiennes n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur des manifestants dans le centre de Thala, une localité proche de Kasserine et transformée en quelques jours en un théâtre d'affrontements violents durant lesquels les manifestants ont saccagé des biens et mis le feu vendredi à une banque et à des bâtiments officiels, rapporte encore l'AFP.

L'agence de presse française précise également que des témoins joints par téléphone lui ont confirmés que "l'armée s'est déployée samedi pour la première fois depuis le début des troubles et a pris place autour des bâtiments et établissements institutionnels".

D'autre part, des affrontements sanglants ont été en outre signalés dans la nuit de samedi à dimanche dans la ville de Kasserine, où un enfant de 12 ans aurait été tué d'une balle à la tête dans la cité Ennour, a indiqué encore un témoin à l'AFP.

A signaler que Samedi, un nouveau marchand ambulant s'est immolé par le feu à Sidi Bouzid. Âgé de 50 ans, Moncef Ben K., marié et père de famille, s'est aspergé d'essence alors que se tenait le marché de la ville. Son geste de désespoir a encore renforcé les tunisiens dans leur détermination à poursuivre leur contestation contre le chômage et la précarité.

Une contestation qui commence, visiblement, à faire vaciller la dictature de Ben Ali.

Tunisie : "Nous marchons vers l'inconnu"

Le Monde pour Le Monde.fr | 09.01.11 | 17h02 • Mis à jour le 09.01.11 | 17h43



Les affrontements du week-end ont fait au moins quatorze morts. Le bilan pourrait s'alourdir.AFP/STR

Les troubles s'amplifient en Tunisie, où le gouvernement a reconnu dans un communiqué, dimanche 9 janvier, la mort de huit civils tués par balles lors d'affrontements avec la police, cinq dans la ville de Thala et trois autres dans la ville de Kessarine.

L'opposition, qui s'est réunie en urgence à Tunis, avance pour sa part le chiffre de 20 morts. "Nous marchons vers l'inconnu", déclare au *Monde* l'ancien candidat à l'élection présidentielle Ahmed Brahim, premier secrétaire d'Ettadjudid, un parti post-communiste qui compte deux députés au parlement. "Il faut que le pouvoir se ressaisisse et retire les forces des villes qu'elles encerclent".

Ces "affrontements se poursuivaient ce matin même [dimanche]", a précisé Ahmed Nejib Chebbi, chef du Parti démocratique progressiste (PDP), sans représentant parlementaire. Plusieurs témoignages ont affirmé que l'armée avait pris position autour de plusieurs bâtiments administratifs et bancaires, notamment à Thala, dans l'ouest du pays, près de Kasserine.



Un manifestant blessé après des affrontements avec la police, dimanche près de Sidi Bouzid.AFP/STR

Pour l'heure, *Le Monde* a pu recueillir l'identité de onze personnes tuées par balles à Thala et Kasserine. Mais le bilan pourrait s'alourdir. *"J'ai pu visiter l'hôpital de Kasserine, j'ai vu beaucoup de blessés, et aussi des morts, mais je suis incapable de donner le nombre"*, déclare Chabari Mezi, un instituteur syndicaliste, bouleversé, joint par téléphone dimanche après-midi.

Quatre autres personnes ont aussi été tuées à Regueb. Il s'agit, selon des témoignages sur place, d'une femme de 26 ans, Manel Bouallagui, et de trois hommes : Raouf Kaboussi, 33 ans, Mohamed Jabbeli, 22 ans, et Nizar Slimi.

Un peu plus tôt dans la matinée, le gouvernement tunisien avait fini par sortir de son silence en annonçant la mort de deux civils tués par balles. *"La police a ouvert le feu en état de légitime défense après avoir procédé à des tirs de sommation pour empêcher des manifestants de s'en prendre à des bâtiments gouvernementaux"*, a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué cité par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP). Les autorités tunisiennes évoquent aussi huit blessés parmi les forces de sécurité, dont trois graves.

La Tunisie connaît depuis le 17 décembre une vague de révolte à travers tout le pays, après le suicide d'un jeune vendeur ambulant qui s'était immolé par le feu à Sidi Bouzid, au coeur de la Tunisie. Depuis, des manifestations ont lieu tous les jours dans plusieurs villes et au moins cinq autres personnes se sont suicidées, souvent par immolation par le feu. Isabelle Mandraud

<http://www.rue89.com/2011/01/09/tunisie-climat-de-terreur-a-kasserine-et-thala-184701>

Tunisie : climat de terreur à Kasserine et Thala

Par Jean Sébastien Mora | Journaliste | 09/01/2011 | 18H48

Une escalade de la répression policière est en cours en Tunisie. Depuis samedi soir, les forces de l'ordre tirent sur les manifestants qui s'étaient rassemblés à Thala et Kasserine, villes voisines, dans le centre-ouest du pays, environ à 300 km de Tunis.

Chômage élevé, précarité, investissement de l'Etat réduit au strict minimum... le contexte de ces deux villes est très proche de celui de Sidi Bouzid, où est née la contestation qui secoue actuellement le pays.

Tout a débuté samedi soir à Thala, où un cortège de manifestants s'est formé spontanément samedi vers 20 heures. « Très rapidement la police a tiré par balle dans la foule », rapporte Sadock Mahmoudi, syndicaliste et enseignant dans le secondaire à Kasserine joint par téléphone.

Puis, dès dimanche matin, les forces de l'ordre tunisiennes ont ouvert le feu sur les manifestations qui se formaient à Kasserine : « Les hôpitaux sont remplis de blessés, on dénombre une trentaine de morts. Nombreux sont âgés entre 12 et 16 ans », regrette, très ému, Mahmoudi.

Une situation de chaos à Kasserine

La plupart des témoignages provenant de Kasserine évoquent une situation de chaos. La police serait allée jusqu'à tirer sur des personnes portant secours aux blessés ou dans le

cortège de funérailles. La situation semble incontrôlable car les tensions s'accroissent à chaque nouvelle victime. (*Voir la vidéo*)

L'armée aurait pris position autour de plusieurs bâtiments administratifs pour les protéger d'éventuelles représailles des manifestants. Commentaire, au téléphone, de Raphy S., également enseignant et présent au cœur des événements à Kasserine :

« Le gouvernement démontre qu'il est incapable de mettre en place des solutions adéquates à la crise que traverse le pays. Il n'est pas prêt à faire marche arrière. Au contraire il y a une volonté de terroriser les Tunisiens. »

Si les informations sur la situation sont incomplètes, toute la Tunisie semble désormais au courant des affrontements de Kessarine et de Thala, en dépit du contrôle sur les médias. Figure du mouvement des avocats à Tunis, Me Aouini Naceur fait état d'au moins une vingtaine de morts dans les deux villes après que la police a, selon ses sources, tiré délibérément sur les manifestants.

Cinq morts selon le pouvoir, vingt selon d'autres sources

De son côté, en envoyant un communiqué à l'agence tunisienne TAP, le ministère de l'Intérieur tunisien s'est vu contraint de reconnaître pour la première fois que les manifestations se sont soldées par deux morts à Kessarine et à trois à Thala.

Le gouvernement considère que les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes, après sommation, dans un acte de « légitime défense ». Un point de vue que dénonce Raphy S, qui parle d'un « usage de la force prémédité », visant des manifestations pour la plupart pacifiques.

Actuellement en pleine réunion de crise, les enseignants appellent la communauté internationale à faire pression sur le gouvernement du président Zine El Abidine Ben Ali pour que cesse cette « répression sanglante ».

Kerouan, Thala, Menzel Bouzaïene, Sfax, Mekkassy, Kasserine.. la liste des noms des villes touchées par la protestation sociale s'allonge. Sans que l'on sache trop encore où celle ci va conduire, comme le souligne Sadock Mahmoudi :

« Je ne sais pas où nous allons, nos revendications sont légitimes, mais nous risquons d'être laminés par la répression. »

<http://www.lejdd.fr/International/Maghreb/Actualite/Emeutes-en-Tunisie-reportage-a-Sidi-Bouزيد-253089/>

Maghreb | 9 Janvier 2011

A Sidi Bouzid, au coeur de la révolte

C'est dans cette ville de 40.000 habitants qu'ont débuté les émeutes qui secouent le pays. Rencontre avec les proches de Mohamed Bouazizi, qui s'est immolé par le feu le 17 décembre



Paru dans leJDD

A Sidi Bouzid, la révolte continue. (Maxppp)

C'est donc d'ici. De cette terre désolée au centre du pays qu'est partie la révolte. Une terre de paysans qui suinte le chômage et la frustration. Sidi Bouzid, 40.000 habitants. Son nom sera dorénavant indissociable de celui de Mohamed Bouazizi. Le 17 décembre, le vendeur ambulant s'est immolé pour protester contre les violences policières qui l'empêchaient de travailler et faire vivre sa famille. Il est mort mardi, à 26 ans. Depuis son geste suicidaire, des dizaines de rassemblements ont eu lieu dans tout le pays. Menzel Bouzaïene, Sfax, Mekkassy, Kerouan, Thala, Kasserine... Sbitla hier. La liste des noms des villes touchées par la protestation sociale s'allongent comme autant de tentatives de défier un pouvoir autoritaire détenu par un président omnipotent depuis vingt-quatre ans. Zine el-Abidine Ben Ali s'est exprimé deux fois, il a limogé des gouverneurs de région. L'épidémie de manifestations se poursuit. Hier, à Sidi Bouzid, un autre homme, marié et père de famille, s'est immolé par le feu. Emmené en ambulance, son état était jugé grave hier soir.

A Nour El Gharbi, quartier populaire de Sidi Bouzid, la petite pièce où se repose la mère de Mohamed Bouazizi s'est remplie en un clin d'oeil. Mannoubia, sa mère, raconte comment son fils aîné, qui avait étudié jusqu'au bac, a travaillé pendant des années avec son oncle agriculteur. Jusqu'au jour où cet oncle s'est fait confisquer sa terre pour une obscure raison. Mohamed s'est mis à vendre des légumes sur le marché. Combien de fois a-t-il supporté les bousculades des agents municipaux pour lui enlever son étal? Combien de fois a-t-il été insulté, giflé? Le 17 décembre, une policière lui a craché dessus. C'était trop. Mohamed a voulu se plaindre au gouverneur. Le responsable de l'Etat l'a envoyé au diable. Alors, le jeune homme s'est aspergé de térébenthine.

60% de jeunes sans emploi

"Les choses ne seront plus comme avant", prédit Khélil Ezzaouia, membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et du parti d'opposition le Forum démocratique. Comme l'ensemble de la population, le chirurgien orthopédique de l'hôpital Charles-Nicolle de Tunis suit au jour le jour les manifestations spontanées de jeunes chômeurs: "*Le pouvoir est discrédité. Le développement social et régional qu'il avait promis n'est qu'un mensonge.*" En échange d'absence de libertés politiques, le régime avait promis la croissance pour tous. Mais le modèle tunisien basé sur l'ascenseur social s'écroule. Le chômage touche 15% de la population et un diplômé sur trois. Sans parler des inégalités de développement, les richesses

économiques se concentrant sur le littoral et les grandes villes. Pas étonnant que la révolte des laissés-pour-compte soit partie de l'intérieur du pays.

A Sidi Bouzid, pas d'industrie, pas d'hôtel touristique. On évoque 48% de chômage et 60% de jeunes sans emploi. Sur les routes, les voitures sautent sur le goudron défoncé. Des gamins vendent des bidons d'essence achetés en contrebande en Algérie. Poussés par le vent, tels des fanions de misère, des milliers de sacs en plastique s'accrochent aux figuiers de barbarie. "C'est le néant ici", affirme Atia Athmouni. Professeur de philosophie, membre du bureau politique du parti d'opposition légale, le PDP (Parti démocratique populaire), l'homme est aujourd'hui porte-parole du tout nouveau comité de soutien de Sidi Bouzid. Il a été arrêté quatre jours fin décembre. Accusé d'avoir organisé la révolte, il attend un hypothétique jugement. Jeudi, de nouvelles manifestations dans sa ville ont mal tourné. "Ce sont des marches pacifiques, raconte Atia Athmouni. Mais au lieu de calmer le jeu, les policiers attisent les violences." Ailleurs, deux manifestants ont été tués par la police. Des informations non confirmées font aussi état d'une dizaine de tentatives de suicide dans le pays.

"La mort de Mohamed Bouazizi a révélé le malaise social et économique des jeunes diplômés, précise un diplomate européen. C'est un élément déclencheur, mais la portée de ce mouvement est politique. Les gens ne supportent plus la chape de plomb." Journalistes muselés, partis politiques et syndicats progressivement étouffés, Internet censuré...

Beaucoup n'ont plus rien à perdre

Dans la capitale flotte comme un air de soulagement, teinté de crainte. Heureux que "cela bouge enfin", le chirurgien Khélil Ezzaouia reconnaît qu'il est difficile de protester à Tunis: "Dans les grandes villes, la peur de la répression reste très forte." Pourtant, ici, à Sidi Bouzid, ceux qui osent dénoncer la corruption et la mauvaise gestion des affaires sont aussi sous pression. Téléphone sur écoute, filature dès qu'une réunion se profile, menaces à peine voilées aux membres de la famille... Mais on aime à rappeler que les premiers opposants au colonialisme sont nés sur cette terre. Aujourd'hui, beaucoup n'ont plus rien à perdre.

Le président Ben Ali a proposé de donner 20.000 dinars (10.000 euros) à la famille de Mohamed Bouazizi. Certains de ses frères et soeurs sont diplômés. Tous au chômage. Comme Leila, bac plus 3. Lorsque le président Ben Ali l'a reçue avec sa mère au palais de Carthage, il lui a promis un emploi dans la capitale. Leila a rendez-vous demain à 10 heures avec le gouverneur de la région. Elle ose espérer mais sa mère n'y croit pas.

<http://www.lematindz.net/news/3598-massacres-plus-de-50-morts-a-kasserine-thala-feriana-reguebmeknassi.html>

URGENT : Ben Ali massacre son peuple : plus de 50 morts à Kasserine, Thala, Feriana, Regueb, Meknassi



le 09 Janvier, 2011 | 1406 lecture(s) |

De violents affrontements se sont poursuivis entre la nuit de samedi et ce dimanche matin ayant entraîné plus de 50 morts dans les villes de Thala (16), Kasserine (22), Meknassi (2),

Feriana (1) et Reguab (8). Les forces spéciales et des milices parallèles (escadrons de la mort) ont utilisé des balles réelles pour venir à bout des manifestations qui ont duré jusqu'à l'aube de la matinée d'aujourd'hui. Des témoins sur place ont qualifié ce qui s'est passé de « massacre des civils. ». Les forces spéciales ont tiré sur les cortèges funèbres et empêché les cérémonies d'ensevelissements.

Kalima a appris que la police a tiré à balles réelles sur le cortège funèbre d'un manifestant tué par balles, obligeant à l'abandon du cercueil de ce dernier sur la route menant au cimetière. Des sources ont déclaré que le nombre de morts définitif n'a pas pu être déterminé. Néanmoins vingt deux personnes auraient été tuées par les forces de l'ordre durant les affrontements d'hier à **Kasserine**. A la cité Ennour dans la ville de kasserine, cinq manifestants ont été tués. Il s'agit de Raouf Bouzidi, Salah al Fridhi, Mounir Mbarki, Mohammed Lassoudi et Abdelkader Boulaabi. Dans la cité Ezouhour, trois personnes sont mortes. L'identité de seulement l'un d'entre eux a été révélée, il s'agit de Salah El Boughanmi.

16 personnes au moins ont été tuées et plusieurs autres grièvement blessées par balles dans des affrontements entre manifestants et forces de sécurité à **Thala**. Il s'agit de Marwan Jomli, Ahmed Boulaabi, , Nouri Boulaabi, Marwane Mbarek , Nouri Boulaabi, Marawne Anemri, Ghassane Ben Taib Cheniti, Mohamed Omri, et un vielliard âgé de 90 ans, de nom de Bechir El Mbarki asphyxié par les gaz lacrymogènes.

Les mêmes sources ont fait état de trois cadavres jetés dans l'oued proche de l'hôpital régional de Kasserine.

Dans la ville de **Feriana**, des sources ont fait état d'un bilan provisoire de plusieurs blessés et de la mort d'un jeune de 13 ans dont l'identité n'a pas été encore révélée ; une vingtaine de personnes grièvement blessées ont été transférés vers l'hôpital Habib Bourguiba de Sfax et vers celui de Kasserine.

Dans la ville de **Meknassi**, les affrontements qui se sont poursuivis ont fait deux morts, Chihab Alibi et Youcef Fitouri, et sept blessées graves ont été transférés vers l'hôpital de Gafsa.

A Reguab (au centre,90 km de Sfax), des affrontements ont fait plus de 8 morts et 7 blessés graves dans la nuit du samedi à dimanche.

Par ailleurs, le consulat de Tunisie à Pantin, a connu, le dimanche 9 janvier, un explosif qui a causé des dégâts légers sur le portail. Suite à cet incident, l'ambassadeur de Tunisie, Raouf Najjar, a déclaré que l'ambassade était victime d'un attentat terroriste qui serait dû à l'amplification des événements de protestation sociale qui secouent le pays.

Radio Kalima

http://www.elwatan.com/international/le-bilan-s-alourdit-a-23-morts-10-01-2011-106577_112.php

Violences en Tunisie

Le bilan s'alourdit à 23 morts

le 10.01.11 | 03h00



La Tunisie s'enlise. La violence qui s'est emparée du pays, depuis le 17 décembre 2010, a franchi un cap très dangereux. Pour la première fois, l'armée est intervenue pour mater la révolte sociale et politique. La police a tiré sur les populations civiles à balles réelles.

Au moins 23 personnes ont été tuées par les forces de sécurité dans les villes de Regab, El Kasrine et Thala, dans la région du Sid, ouest du pays, qui ont connu des affrontements, hier et avant-hier, a déclaré, à El Watan, la secrétaire générale du Parti démocrate progressiste (opposition), Maya Jribi. Pour sa part, le gouvernement a parlé de la mort de huit personnes, dans un communiqué officiel.

«C'est un massacre collectif qu'a commis le pouvoir de Ben Ali contre le peuple, toutes les forces de sécurité sont mobilisées pour commettre des crimes contre des civils», a indiqué Mme Jribi.

Elle a décrit une situation explosive qui prévaut dans le pays. «Pour la première fois, on voit l'intervention de l'armée pour réprimer les manifestants et imposer un couvre-feu dans les villes qui connaissent encore des manifestations. Les affrontements sont d'une violence rare. La situation est extrêmement difficile, le gouvernorat de Sidi Bouzid est sous le contrôle de l'armée, on a l'impression que nous sommes dans un état de guerre. La terreur règne dans le pays.» Et d'ajouter : «On tire à bout portant sur des civils, pire, les forces spéciales ont tiré sur les cortèges funèbres et ont empêché les cérémonies d'enterrement.»

La dirigeante de l'opposition, Maya Jribi, a lancé un appel urgent au président Ben Ali «afin d'arrêter rapidement ce bain de sang et de retirer toutes les forces de sécurité des villes». Pour elle, l'escalade de la violence «était prévisible, parce que les populations ne sont pas rentrées chez elles et ont continué à réclamer plus de liberté et de justice. Des revendications auxquelles le pouvoir de Ben Ali refuse de répondre».

Le bilan risque de s'alourdir Selon la journaliste et militante au sein du Conseil national tunisien pour les libertés (CNLT), Sihem Bensedrine, dans une déclaration faite à El Watan, un bilan très lourd est à déplorer. «Nous avons recensé 50 morts tombés sous les balles assassines du pouvoir dans différentes villes du pays : 16 à Thala, 22 à Kasserine, 2 à Mknassi, 1 Feriana et 8 à Reguab.» «C'est un climat de terreur dans le pays, pour la première fois, on voit des escadrons de la mort à la poursuite des civils dans des 4X4 et qui tirent à bout portant. On a retrouvé des cadavres dans des oueds.» Mme Bensedrine a parlé «d'un massacre caractérisé, orchestré par le président Ben Ali et son ministre de l'Intérieur et exécuté par les forces régulières et les forces parallèles».

Elle tient pour responsable de ce «grave dérapage, le président Ben Ali et son ministre de l'Intérieur». Sihem Bensedrine a appelé la communauté internationale et les Nations unies «à

agir rapidement pour sauver le peuple tunisien de la cruauté du pouvoir». Le Conseil national tunisien pour les libertés a exigé la traduction du ministre de l'Intérieur devant un tribunal international pour «crime contre des civils».

S. Bensedrine a dénoncé le soutien de la France au régime de Carthage. «Le régime de Ben Ali aurait eu l'aval de la France pour commettre ce massacre.» Jusqu'à hier soir, la situation demeurait explosive dans tout l'ouest du pays et la gravité des événements risque fort bien d'installer la Tunisie dans une spirale de violence qui dépasserait tout entendement. Par ailleurs, «l'aveuglement du pouvoir et son incapacité à opérer des réformes politiques pousseraient le pays vers une situation explosive aux conséquences incontrôlables», a estimé Ahmed Nejib Chebbi, responsable des relations extérieures au sein du Parti démocrate progressiste. La Tunisie est régentée d'une main de fer depuis 23 ans par Zine El Abidine Ben Ali (74 ans). L'opposition, les syndicats et les organisations des droits de l'homme dénoncent un pouvoir gangrené par la corruption, où les quelques familles s'emparent de l'essentiel des richesses du pays.

Pour de nombreux observateurs, la Tunisie est installée dans une situation politique nouvelle. Le bras de fer engagé depuis presque un mois, entre pouvoir et peuple, risque de coûter cher, mais c'est le moment où jamais pour imposer un changement démocratique dans ce pays longtemps présenté comme un modèle de réussite économique dans la région. «Une réussite dont profite seulement la caste au pouvoir, le peuple, lui, fait partie des oubliés de la République. Aujourd'hui, il en a marre et il le fait savoir», conclut Ahmed Nejib Chebbi, figure historique de l'opposition tunisienne.

Hacen Ouali

http://www.e-torpedo.net/article.php3?id_article=3399&titre=Violences-en-Tunisie-le-bilan-s

8 morts selon la police, au moins 50 morts selon les médias (noms des victimes à l'appui)

La France déplore, Bruxelles appelle à la retenue...

Par Hacen Ouali

La Tunisie s'enlise. La violence qui s'est emparée du pays, depuis le 17 décembre 2010, a franchi un cap très dangereux. Pour la première fois, l'armée est intervenue pour mater la révolte sociale et politique. La police a tiré sur les populations civiles à balles réelles.

Au moins 23 personnes ont été tuées par les forces de sécurité dans les villes de Regab, El Kasrine et Thala, dans la région du Sud ouest du pays, qui ont connu des affrontements, hier et avant-hier, a déclaré, à El Watan, la secrétaire générale du Parti démocrate progressiste (opposition), Maya Jribi. Pour sa part, le gouvernement a parlé de la mort de huit personnes, dans un communiqué officiel.

« C'est un massacre collectif qu'a commis le pouvoir de Ben Ali contre le peuple, toutes les forces de sécurité sont mobilisées pour commettre des crimes contre des civils », a indiqué Mme Jribi.

Elle a décrit une situation explosive qui prévaut dans le pays.

« Pour la première fois, on voit l'intervention de l'armée pour réprimer les manifestants et imposer un couvre-feu dans les villes qui connaissent encore des manifestations. Les affrontements sont d'une violence rare. La situation est extrêmement difficile, le gouvernorat de Sidi Bouzid est sous le contrôle de l'armée, on a l'impression que nous sommes dans un état de guerre. La terreur règne dans le pays. » Et d'ajouter : « On tire à bout portant sur des civils, pire, les forces spéciales ont tiré sur les cortèges funèbres et ont empêché les cérémonies d'enterrement. »

La dirigeante de l'opposition, Maya Jribi, a lancé un appel urgent au président Ben Ali « afin d'arrêter rapidement ce bain de sang et de retirer toutes les forces de sécurité des villes ». Pour elle, l'escalade de la violence « était prévisible, parce que les populations ne sont pas rentrées chez elles et ont continué à réclamer plus de liberté et de justice. Des revendications auxquelles le pouvoir de Ben Ali refuse de répondre ».

Le bilan risque de s'alourdir Selon la journaliste et militante au sein du Conseil national tunisien pour les libertés (CNLT), Sihem Bensedrine, dans une déclaration faite à El Watan, un bilan très lourd est à déplorer. « Nous avons recensé 50 morts tombés sous les balles assassines du pouvoir dans différentes villes du pays : 16 à Thala, 22 à Kasserine, 2 à Mknassi, 1 Feriana et 8 à Reguab. » « C'est un climat de terreur dans le pays, pour la première fois, on voit des escadrons de la mort à la poursuite des civils dans des 4X4 et qui tirent à bout portant. On a retrouvé des cadavres dans des oueds. » Mme Bensedrine a parlé « d'un massacre caractérisé, orchestré par le président Ben Ali et son ministre de l'Intérieur, et exécuté par les forces régulières et des forces parallèles ».

Elle tient pour responsable de ce « grave dérapage, le président Ben Ali et son ministre de l'Intérieur ».

Sihem Bensedrine a appelé la communauté internationale et les Nations unies « à agir rapidement pour sauver le peuple tunisien de la cruauté du pouvoir ». Le Conseil national tunisien pour les libertés a exigé la traduction du ministre de l'Intérieur devant un tribunal international pour « crime contre des civils ».

S. Bensedrine a dénoncé le soutien de la France au régime de Carthage. « Le régime de Ben Ali aurait eu l'aval de la France pour commettre ce massacre. » Jusqu'à hier soir, la situation demeurait explosive dans tout l'ouest du pays et la gravité des événements risque fort bien d'installer la Tunisie dans une spirale de violence qui dépasserait tout entendement.

Par ailleurs, « l'aveuglement du pouvoir et son incapacité à opérer des réformes politiques pousseraient le pays vers une situation explosive aux conséquences incontrôlables », a estimé Ahmed Nejib Chebbi, responsable des relations extérieures au sein du Parti démocrate progressiste.

La Tunisie est régentée d'une main de fer depuis 23 ans par Zine El Abidine Ben Ali (74 ans). L'opposition, les syndicats et les organisations des droits de l'homme dénoncent un pouvoir gangrené par la corruption, où les quelques familles s'emparent de l'essentiel des richesses du pays.

Pour de nombreux observateurs, la Tunisie est installée dans une situation politique nouvelle.

Le bras de fer engagé depuis presque un mois, entre pouvoir et peuple, risque de coûter cher, mais c'est le moment où jamais pour imposer un changement démocratique dans ce pays longtemps présenté comme un modèle de réussite économique dans la région. « Une réussite dont profite seulement la caste au pouvoir, le peuple, lui, fait partie des oubliés de la République. Aujourd'hui, il en a marre et il le fait savoir », conclut Ahmed Nejib Chebbi, figure historique de l'opposition tunisienne.

Hacen Ouali

Source : elwatan.com

Le 10 janvier 2011

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hXOxZ4AjB1z4sGH4GodCLbDRBq7w?docId=CNG.b1c5a3f94104496d6ffbdedd37f0f820.541>

Tunisie: Ben Ali s'engage pour des milliers d'emplois, les manifestations continuent

De Hamida BEN SALAH (AFP) – Il y a 1 jour

TUNIS — Le président Zine El Abidine Ben Ali s'est engagé lundi à créer plus d'emplois d'ici 2012 pour juguler le chômage, à l'origine d'une crise sans précédent en Tunisie et dénoncé "des actes terroristes" à propos des affrontements meurtriers survenus la veille dans le centre-ouest.

"Nous avons décidé de multiplier les capacités d'emploi et la création de sources de revenus (...) dans tous les secteurs durant les années 2011 et 2012", a-t-il dit dans un discours télévisé, annonçant 300.000 emplois en plus de 50.000 autres promis par le patronat pour les régions.

"Cet effort permettra de résorber, avant la fin de 2012, oui, avant la fin 2012, je m'y engage, tous les diplômés du supérieur dont la durée de chômage aura dépassé les deux ans", a-t-il promis.

Ceci, permettra "l'embauche du plus grand nombre de chômeurs, autres que les diplômés du supérieur et parmi les sans-emploi de toutes les catégories et de toutes les régions", a-t-il assuré.

Le président Ben Ali a dans le même temps dénoncé des "actes terroristes impardonnables perpétrés par des voyous cagoulés" dans le centre-ouest du pays, théâtre d'émeutes.

Trois localités de cette région --Kasserine, Thala et Regueb-- étaient en proie à des violences lundi, signe de la poursuite des émeutes parties à la mi-décembre de Sidi Bouzid (265 km de Tunis), après le suicide d'un vendeur ambulant sans permis, qui s'était fait saisir sa marchandise. Grèves, manifestations et tentatives de suicide se sont multipliés depuis.

Ces émeutes ont fait samedi et dimanche 14 morts selon le gouvernement, et plus de 20 selon des sources de l'opposition. Amnesty international avance un bilan plus lourd et fait état de 23 personnes "tuées par les forces de sécurité" lors des affrontements survenus samedi et dimanche en Tunisie.

Autre signe de persistance des troubles, la fermeture "jusqu'à nouvel ordre" des écoles et universités dans tous le pays, alors que des manifestations ont eu lieu lundi, notamment dans le centre Tunis et sur le campus d'Al Manar, près de la capitale, où des sources universitaires ont fait état d'un étudiant blessé et huit interpellés.

Des milliers de jeunes Tunisiens se sont mobilisés sur Facebook, appelant à des manifestations en masse, le drapeau national entaché de sang apparaissant à la place de leurs photos sur les comptes du réseau social.

Lundi, à Kairouan (centre) des manifestations parties de l'université de Rakkada (10 km) ont dégénéré en affrontements avec les forces de l'ordre dans le centre ville et d'autres étaient signalés dans des localités de cette région également en proie au chômage, ont indiqué des témoins.

Le président tunisien a par ailleurs attribué les troubles à des "éléments hostiles à la solde de l'étranger" et "certaines parties qui veulent porter atteinte aux intérêts du pays, ou manipuler notre jeunesse", a-t-il dit, appelant les Tunisiens "à protéger leurs progénitures contre les malfaiteurs".

"Ces parties, qui incitent à la violence et à sortir dans la rue, en propageant des slogans creux de désespoir et en fabriquant, de toute pièce, des informations fallacieuses et erronées, ont exploité, de manière malhonnête, un incident que nous regrettons tous", a-t-il affirmé, en référence au vendeur suicidaire de Sidi Bouzid.

Il a stigmatisé des "éléments hostiles à la solde de l'étranger, qui ont vendu leur âme à l'extrémisme et au terrorisme, manipulés depuis l'extérieur du pays par des parties qui ne veulent pas le bien d'un pays déterminé à persévérer et à travailler", a-t-il lancé, exprimant ses "regrets pour les décès et les dégâts" et sa "compassion à l'adresse des familles" endeuillées.

Le département d'Etat a reconnu lundi soir que l'ambassadeur des Etats-Unis à Tunis a été convoqué par le gouvernement tunisien lundi, après les commentaires de Washington sur la crise sociale.

A la question de savoir si "une conversation" entre l'ambassadeur Gordon Gray et le gouvernement avait été le fruit d'une "convocation", le porte-parole Philip Crowley a répondu qu'il s'agissait d'une "caractérisation juste".

Principal partenaire et bailleur de fonds de la Tunisie, l'Union européenne --après les Etats-Unis-- a haussé le ton lundi à l'égard de Tunis, conditionnant les négociations sur des relations renforcées avec ce pays à un meilleur respect des droits de l'Homme.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110110161619/pauvrete-tunisie-manifestation-tunisa-kasserine-thala-et-regueb-la-revolte-continue-de-gronder.html>

À Kasserine, Thala et Regueb, la révolte continue de gronder

10/01/2011 à 16h:27 Par Jeune Afrique | MAJ à 17h30



Les révoltes contre la misère et le régime de Ben Ali ont fait au moins quatorze morts en Tunisie © AFP / Fethi Belaid

Les violences qui secouent la Tunisie depuis la mi-décembre continuent dans plusieurs villes du Centre-ouest. Le bilan provisoire de la plus grande révolte de l'ère Ben Ali est d'au moins 14 morts selon le gouvernement, et de plus de 20 selon des sources de l'opposition.

Dans le centre-ouest de la Tunisie, les affrontements ont repris de plus belle, lundi 10 janvier, après plus de trois semaines d'émeutes déclenchées par le suicide d'un vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, qui s'était immolé par le feu le 17 décembre dernier à Sidi Bouzid. Les villes de Kasserine, Thala et Regueb continuent d'être la proie de violences, alors que des unités de la police anti-émeute ont été déployées dans le centre de Tunis, où sont attendues de nouvelles manifestations de jeunes qui protestent contre la misère et le chômage.

À Kasserine (290 km au sud-ouest de Tunis), un homme atteint de plusieurs balles, Abdelbasset Kasmi, est mort lundi matin. Selon Sadok Mahmoudi, membre du bureau exécutif de l'Union régionale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale), Kasmi avait été admis à l'hôpital dimanche.

Grand nombre de blessés

Mahmoudi indique aussi qu'un « grand nombre » de personnes blessées se trouvent en réanimation à l'hôpital de Kasserine, qui a été placé sous contrôle de l'armée. Selon des sources médicales et syndicales, l'établissement manque de sang pour traiter les blessés.

Devant le bâtiment du syndicat régional de Kasserine, les manifestations se poursuivent. Plusieurs personnes se sont retranchées dans les locaux du syndicat pour fuir des tirs massifs de gaz lacrymogènes, indique Mahmoudi, qui ajoute que des ambulances sillonnent la ville à la recherche de nouveaux blessés.

Selon des sources syndicales la police a tiré des balles en caoutchouc à Thala, ville endeuillée près de Kasserine, tandis qu'à Regueb, la police a dispersé les habitants qui manifestaient à l'occasion de la mise en terre des morts du week-end. Dans cette ville, selon des témoins, les douilles jonchaient le sol.

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a quant à lui dénoncé dans un discours télévisé, lundi, des « actes terroristes impardonnables perpétrés par des voyous cagoulés » dans le centre-ouest du pays, et promis la création de 300 000 emplois d'ici 2012 .

La France s'exprime enfin

Thala et Kasserine sont les villes les plus touchées par la répression des émeutes du week-end en Tunisie. On y compte quatorze morts, selon le gouvernement, et au moins 20 selon l'opposition.

À noter que la France, qui observait jusque-là un silence embarrassé alors que les États-Unis avaient appelé les autorités tunisiennes à respecter « les libertés individuelles », s'est enfin exprimée sur les révoltes qui agitent le pays depuis la mi-décembre. « Nous déplorons les violences, qui ont fait des victimes, et appelons à l'apaisement », a déclaré lundi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero. « La coopération entre la France et la Tunisie, qui est fortement orientée sur l'emploi, le restera [...] Aujourd'hui, l'urgence en Tunisie est à l'apaisement », a-t-il insisté. (Avec AFP)

<http://mediarabe.info/spip.php?breve2714>

Tunisie : reprise des émeutes dans le centre-ouest. Une nouvelle victime aurait été tuée par la police

lundi 10 janvier 2011 - 14h38

MAI

La télévision « Al Arabiya » cite à l'instant l'agence AFP selon laquelle les affrontements ont repris dans le centre-ouest de la Tunisie, où un manifestant aurait été tué par des tirs provenant de policiers. Les violences se déroulent à présent à Kasserine, Regueb et Tala, selon les mêmes sources.

Les informations en provenance de Tunisie sont contradictoires, notamment en ce qui concerne le nombre des victimes de la répression. Le pouvoir a reconnu 14 morts, alors que les opposants à Ben Ali évoquent 27 morts durant le week-end passé. D'autres sources parlent également de 50 morts. Des opposants historiques au régime tunisien, réfugiés à l'étranger, affirment de leur côté que les autorités ont limogé le chef d'état-major de l'armée, pour avoir refusé de tirer sur les manifestants. Il aurait été remplacé par un autre général « aux ordres ». Ce qui inquiète les observateurs quant à la suite des événements et leur radicalisation.

http://www.elwatan.com/international/le-regime-de-ben-ali-dos-au-mur-11-01-2011-106681_112.php

Alors que les violences ont repris dans le centre-ouest du pays

Le régime de Ben Ali dos au mur

le 11.01.11 | 03h00 5 réactions

La révolte sans précédent que connaît la Tunisie depuis la mi-décembre contre le chômage et le régime policier instauré depuis près de 24 ans par le président Benali a dégénéré le week-end dernier en émeutes sanglantes, faisant quatorze morts à Thala et Kasserine selon le gouvernement, et au moins 23 selon l'opposition.

Après une accalmie de quelques heures, celle-ci s'est poursuivie hier pour la troisième semaine consécutive dans plusieurs localités du pays. Alors qu'un homme blessé dimanche par balles a succombé lors de son hospitalisation, les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont repris, en effet, dans les villes de Kasserine, Thala et Regueb, situées

dans le centre-ouest de la Tunisie. A Kasserine (290 km au sud-ouest de Tunis), un homme atteint de plusieurs balles et admis à l'hôpital dimanche, Abdelbasset Kasmi, a succombé à ses blessures hier matin, selon Sadok Mahmoudi, membre du bureau exécutif de l'Union régionale des travailleurs tunisiens (UGTT).

La même source a également fait état d'«un grand nombre» de personnes blessées qui se trouvaient en réanimation à l'hôpital de Kasserine, placé sous contrôle de l'armée. D'après des médecins, l'établissement manque de sang pour traiter les blessés. Sadok Mahmoudi a indiqué par ailleurs que les manifestations s'étaient poursuivies à la mi-journée dans le centre de Kasserine, devant le bâtiment du syndicat régional.

A Regueb, la police est intervenue pour disperser les habitants qui manifestaient à l'occasion de la mise en terre des morts du week-end. Dans cette localité, totalement paralysée en ce jour de marché hebdomadaire, l'armée a tenté de s'interposer entre les forces de sécurité et les manifestants, selon

Slimane Roussi, un enseignant défenseur des droits de l'Homme. Le mécontentement populaire ne semble pas près de s'arrêter. Au contraire, il peut à tout moment s'étendre à l'ensemble de la Tunisie.

A Tunis, la capitale du pays où des manifestations sont prévues aujourd'hui, des unités de la police antiémeute ont commencé d'ailleurs à se déployer dans le centre-ville pour renforcer le dispositif sécuritaire dans la capitale. Toujours au chapitre des droits de l'homme, nous avons appris hier que la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) a réclamé la suspension des négociations sur un «statut avancé» de partenariat entre l'Union européenne (UE) et la Tunisie, en raison des violences lors des manifestations dans ce pays. La Tunisie et l'Union européenne, déjà liées par un accord d'association, ont lancé en mai 2010 des négociations en vue d'un renforcement de leurs relations, dans la perspective d'un «statut avancé» qui serait accordé par l'UE. «Il est urgent de demander à l'Union européenne de suspendre les négociations pour le statut avancé en cours», a estimé la présidente de la FIDH, Souhayr Belhassen.

«Il faut que ces négociations sur le statut avancé soient suspendues, en attendant d'intégrer tout ce que nous demandons depuis des années (...) et que soient respectés le développement de la démocratie et les droits de l'Homme», a ajouté Mme Belhassen. Mais il est peu probable que l'appel de la FIDH soit entendu dans la mesure où le régime de Benali bénéficie de la protection de certains poids lourds de l'UE. Le président tunisien, signale-t-on, devait prononcer hier une allocution télévisée, sa deuxième intervention à la télévision depuis le début des troubles à la mi-décembre, rapporte le journal Assabah. Dans sa première allocution, le chef de l'Etat avait jugé les manifestations violentes inacceptables, estimant qu'elles portaient atteinte aux intérêts de la nation. De son côté, le gouvernement tunisien a réitéré la «légitimité» du mouvement social en Tunisie, mais fustigé des médias accusés d'«exagérer ou de déformer les faits». A rappeler que la Tunisie est un pays où la presse est muselée et où l'opposition politique ne dispose d'aucune marge de manœuvre.

Zine Cherfaoui et agences

http://www.walf.sn/international/suite.php?rub=6&id_art=70151

Tunisie : Les morts vont-ils réveiller le pouvoir ?

Les émeutes ont repris, ce lundi, dans plusieurs villes de Tunisie. Ce week-end, entre 14 et 35 personnes sont mortes, lors des manifestations contre le chômage et la précarité. L'opposition et les syndicats appellent le gouvernement à réagir. Celui-ci a dévoilé son plan de création d'infrastructures et d'emplois. Le patronat annonce de son côté le recrutement de plusieurs milliers de jeunes diplômés des universités.

Week-end sanglant en Tunisie. Plusieurs personnes ont trouvé la mort samedi et dimanche dans ce pays en proie depuis trois semaines à une révolte sociale inédite, lors d'affrontement avec la police. Dimanche, le gouvernement tunisien a fait état de 14 tués par balles et neuf blessés, lors des accrochages entre manifestants et forces de police, à Thala et Kasserine, dans le centre-ouest du pays, où des affrontements ont aussi eu lieu ce lundi.

Le bilan donné par les autorités, hier, est contesté par des opposants et des syndicalistes, qui l'estiment en deçà de la réalité. Pour Ahmed Nejib Chebbi, opposant et chef historique du Parti démocratique progressiste, il y a eu au moins 20 tués par balles. 'Les informations qui nous proviennent de Kasserine et Thala font état d'au moins de vingt morts tombés sous les balles depuis samedi' a-t-il déclaré à l'Afp, expliquant qu'il tenait ses informations des relais de son parti dans les deux villes. Il a appelé le président Zine El Abidine Ben Ali à ordonner 'un cessez-le-feu immédiat'. De leur côté, des syndicalistes interrogés par l'Afp ont fait état, sous couvert d'anonymat, d'au moins 35 morts, entre Thala et Kasserine et Regueb. Proche de Sidi Bouzid (265km de Tunis), lieu de départ de la contestation sociale, cette dernière localité a été atteinte dimanche par les troubles, après qu'un officier de police eût confisqué les papiers et le téléphone portable d'un chauffeur de camion. Quatre personnes y ont été tuées, et deux autres grièvement blessées.

Le gouvernement annonce des mesures en faveur de l'emploi

Le mouvement de contestation a commencé le 17 décembre, après le suicide d'un vendeur ambulant sans permis, qui s'était immolé par le feu, après que la police eût saisi son chargement de fruits et légumes. Un geste désespéré qui a servi de déclencheur à la grogne populaire dans un pays où des milliers de jeunes, diplômés du supérieur pour certains, connaissent le chômage et la précarité sociale. L'extension du mouvement dans plusieurs villes suscite de l'inquiète dans les rangs de la majorité au pouvoir. Dimanche, l'Union démocratique unioniste, un parti d'opposition, réputé proche du pouvoir et qui dispose de huit sièges au Parlement, a appelé à une action 'urgente' du président Zine El Abidine Ben Ali, exigeant l'arrêt immédiat des tirs à balles réelles contre les civils. Le parti a suggéré la prise de mesures pour 'assainir le climat', notamment la création d'un fonds de chômage pour les diplômés de l'université.

'Le message a été reçu. Nous allons examiner ce qui doit être examiné, nous allons corriger ce qui doit être corrigé, mais la violence est une ligne rouge', a déclaré dimanche, lors du journal télévisé de la chaîne qatari Al Jazeera Samir Labidi, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. Samedi, le patronat tunisien avait déjà annoncé une grande campagne d'embauche de jeunes diplômés des universités, pendant que le gouvernement présentait les projets lancés à Sidi Bouzid au début de l'agitation sociale. 'Cette campagne vise à engager 50 mille diplômés des universités durant les quatre à huit semaines à venir', a indiqué Hédi Djilani, président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica).

De son côté, le gouvernement a rendu public un document intitulé 'mesures concrètes', qui explicite les projets devant générer des emplois dans les zones en proie à l'agitation. Il s'agit notamment du renforcement des réseaux routiers et de télécommunications, de la création d'un complexe industriel et technologique, de la mise en place d'un fonds de développement d'un montant de cinq millions de dinars et d'un programme de formation pour les diplômés du supérieur. Les petits métiers, l'agriculture, l'artisanat recevront également des financements de plusieurs millions de dinars.

(Afrik.com)

http://www.lepoint.fr/fil-info-reuters/les-emeutes-se-poursuivent-en-tunisie-le-bilan-s-alourdit-11-01-2011-129064_240.php

Reuters - Publié le 11/01/2011 à 16:33

Les émeutes se poursuivent en Tunisie, le bilan s'alourdit

par Tarek Amara

TUNIS (Reuters) - Le bilan des émeutes en Tunisie continue de s'alourdir au lendemain de l'allocution du président Zine el Abidine Ben Ali, qui n'a pas empêché la contestation de perdurer dans certaines villes de province.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé la mort lundi de quatre nouveaux émeutiers à Kasserine, dans le centre-ouest du pays, portant le bilan officiel des troubles à 20 morts, auxquels il faut ajouter deux suicides.

Ce bilan est de 23 morts selon Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) fait état de 35 morts depuis le début du mouvement, le 18 décembre à Sidi Bouzid.

Des manifestants à Kasserine ont attaqué des postes de police avec des barres de fer et des cocktails Molotov et les policiers ont répliqué, a dit le ministère de l'Intérieur, sans préciser la nature de la réponse policière. Huit agents ont été blessés ou brûlés selon les autorités.

D'après plusieurs témoins dans les villes défavorisées d'El Kef et de Gafsa, le discours télévisé de Ben Ali, qui a promis de créer 300.000 emplois en deux ans, a été suivi de manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogènes par la police anti-émeutes.

De violentes manifestations se sont également produites lundi dans la ville côtière de Bizerte, pour la première fois depuis le début de l'agitation sociale fin décembre.

Le déploiement de l'armée a semblé porter ses fruits à Thala, Seliana, Regueb et Mekkassi, où aucune émeute nouvelle n'a été rapportée.

DES HÔPITAUX "DÉBORDENT" DE BLESSÉS

"Le bilan n'évolue pas, Dieu merci, de façon dramatique mais d'après les images que nous voyons, ce qui se passe à Kasserine, Regueb et Thala est absolument terrible", a dit à Reuters Souhayr Belhassen, présidente tunisienne de la FIDH.

"On ne connaît pas le nombre des blessés, en tous cas les hôpitaux de Sfax et de Kairouan débordent, on les envoie maintenant sur Tunis", a-t-elle ajouté.

Plusieurs arrestations ont eu lieu dans le milieu des blogueurs et des opposants politiques, a-t-elle dit.

Les violences ont été qualifiées par le président Ben Ali d'"acte terroriste (...) dirigé par des éléments étrangers".

Pour endiguer la contestation étudiante, le gouvernement a ordonné la fermeture de toutes les écoles et universités du pays à partir de mardi et jusqu'à nouvel ordre.

Le gouvernement tunisien est confronté à une mobilisation persistante, et sans équivalent en 23 ans de pouvoir du président Ben Ali, qui se double d'une pression diplomatique nouvelle depuis l'annonce du lourd bilan humain du week-end.

La vie a paru reprendre son cours normal à Tunis, où, fait rare, des étudiants ont manifesté lundi.

Une centaine de journalistes leur ont succédé ce mardi, réunis au syndicat des journalistes tunisiens aux cris de "Liberté pour la presse tunisienne".

Le rassemblement d'une presse d'ordinaire complaisante envers le pouvoir avait de quoi surprendre. Les journalistes affirment être contraints par le gouvernement sur la manière de rapporter les événements.

"Nous ne devons plus être les porte-parole de la propagande gouvernementale. Nous devons reprendre notre liberté", a dit Naji Baghouli, ancien président du syndicat des journalistes.

PRESSION DIPLOMATIQUE

Après le discours télévisé de Ben Ali lundi soir, le second depuis le début de la crise, les Tunisiens ont commencé à se présenter au compte-gouttes dans les agences d'emploi.

"Le discours du président nous a donné un nouvel espoir", dit Hamdi, qui attend devant une agence de Sidi Bouzid, la ville où les manifestations ont commencé.

"J'ai un master d'économie et je suis au chômage depuis quatre ans. J'espère avoir de la chance et trouver un travail bientôt", ajoute-t-il.

Le président Ben Ali a annoncé une création globale de 300.000 emplois d'ici la fin 2012, dont 50.000 dans le secteur privé en échange de réduction d'impôts et de cotisations sociales pour les employeurs pendant dix ans.

Le gouvernement a également contesté lundi les accusations de restriction des libertés publiques, qui ne viennent plus des seules ONG.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a dit son inquiétude devant l'escalade de la violence et appelé à la retenue.

L'Union européenne a également appelé lundi "au respect des libertés fondamentales", tandis que Paris, partenaire historique de Tunis, déplorait pour la première fois les violences et le bilan humain des affrontements du week-end.

Mardi, la ministre française des Affaires étrangères a répondu à une question de l'opposition à ce sujet lors de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

Michèle Alliot-Marie a souligné, à propos de ce qu'elle a présenté comme "des mouvements sociaux", qu'"on ne peut que déplorer qu'il puisse y avoir des violences qui concernent des peuples amis".

Avec Service France à Paris, Clément Guillou pour le service français, édité par Gilles Trequesser

<http://www.europe1.fr/International/Tunisie-4-morts-lundi-a-Kasserine-officiel-368245/>

Tunisie : 4 morts lundi à Kasserine (officiel)

Par **Europe1.fr**

Publié le 11 janvier 2011 à 14h36 Mis à jour le 11 janvier 2011 à 15h10

Quatre civils ont été tués lundi dans des affrontements avec la police à Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, a annoncé mardi le ministère tunisien de l'Intérieur. Cela porterait donc à 18 le nombre de morts en Tunisie depuis trois jours, selon le bilan officiel du gouvernement. De leur côté les associations des Droits de l'homme ont livré des chiffres plus élevés: la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a comptabilisé 35 victimes dans tout le pays et une source syndicale a estimé qu'il y a eu au moins 50 morts depuis samedi dans la seule ville de Kasserine.

<http://www.letempsdz.com/content/view/51326/1/>

11-01-2011

Tunisie

Plus de 50 morts dans de violents affrontements



La situation est chaotique en Tunisie et le bilan des sanglants affrontements entre la population et les forces antiémeutes ne cesse de s'alourdir. Jusqu'à hier

après-midi, 50 morts ont été déplorés depuis l'éclatement de la révolte dans ce pays. Ce bilan est de loin inférieur à celui du gouvernement tunisien.

Le nombre de blessés, non communiqué, semble être très important, estime la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH). Ce bilan humain de la révolte sociale a tragiquement augmenté après les manifestations du week-end. Les émeutes se sont alors déplacées à des villes côtières, Bizerte et Sousse, au cœur de la Tunisie touristique, explique la présidente de la FIHD, Souhayr Belhassen.

Trois localités du centre-ouest de la Tunisie – Kasserine, Thala et Regueb – étaient également en proie aux violences lundi et Amnesty International rapporte que dans ces trois villes, les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les manifestants, «dans le cadre d'une répression de plus en plus violente contre ceux qui expriment leur colère face aux conditions de vie, au chômage et à la corruption».

A Kasserine (290 km au sud de Tunis) «c'est le chaos après une nuit de violences, de tirs de snipers, pillages et vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés», témoigne Sadok Mahmoudi, membre de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale) aux agences de presse.

Les autorités tunisiennes ont reconnu le recours à la force par leurs services d'ordre «pour empêcher les émeutiers d'atteindre certains édifices publics».

Néanmoins, selon le personnel médical de l'hôpital régional de Kasserine où ont été transportés les corps, le nombre de morts est beaucoup plus important que les quatre officiellement reconnus. Le personnel a dû débrayer durant une heure pour protester contre le nombre élevé de victimes et la gravité des blessures, a ajouté ce fonctionnaire, décrivant des «cadavres éventrés, à la cervelle éclatée».

Ainsi et au vu de la protestation qui continue d'ébranler les villes de Tunisie, le discours du président Zine el Abidine Ben Ali ne semble n'avoir aucun effet sur les populations. Le président Ben Ali a promis la création de 300 000 emplois en deux ans pour calmer l'agitation de la jeunesse et avait qualifié les émeutes d'«acte terroriste dirigé par des éléments étrangers».

Dans les villes d'El Kef, dans le Nord-Ouest, et de Gafsa, plus au sud, le discours a été par contre suivi de manifestations, dispersées à coups de gaz lacrymogènes, selon plusieurs témoins.

Alors que de violentes manifestations se sont également produites lundi dans la ville côtière de Bizerte, pour la première fois depuis le début de l'agitation sociale fin décembre.

Fermeture des écoles et des universités

Dans l'espoir d'endiguer la contestation étudiante, le gouvernement a ordonné la fermeture de toutes les écoles et universités du pays à partir de mardi et jusqu'à nouvel ordre. Les autorités tunisiennes ont décidé lundi la suspension des cours dans tous les établissements éducatifs et universitaires à partir de mardi et jusqu'à nouvel ordre, à la suite des troubles qui secouent le pays depuis trois semaines. Dans un communiqué conjoint diffusé par l'agence de presse

tunisienne TAP, les ministères de l'Education et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont également annoncé le report des examens restants du cycle supérieur. Les deux ministères ont justifié cette décision par les «troubles survenus dans un certain nombre d'établissements éducatifs et universitaires, et les investigations qui sont en cours en vue de délimiter les responsabilités des auteurs de ces troubles et de ceux qui ont poussé les élèves innocents à des actes de désordre, de violence et d'anarchie dans les rues de certaines localités».

Artistes et opposants interdits de manifester

Des débuts de manifestations d'artistes et d'opposants dans le centre-ville de Tunis contre la répression des mouvements de contestation sociale ont été réprimés hier par la police. «Le rassemblement des artistes devait dénoncer la violence et l'usage excessif des armes dans le pays», a indiqué Fadhel Jaibi, homme de théâtre.

«Nous voulions exprimer pacifiquement notre colère et notre indignation», a-t-il dit, alors que la police le bousculait sur l'avenue centrale Habib Bourguiba. Parmi les protestataires, les comédiennes Raja Amari et Sana Daoud ont été agressées par les forces de l'ordre en uniforme et en civil, présents en grand nombre.

«Honte à vous !», a crié Sana Daoud, en direction des policiers, alors que l'autre actrice était jetée à terre. «Ils nous étouffent, c'est notre droit de manifester», a lancé Jalila Baccar, comédienne et réalisatrice. Le président de la Ligue des droits de l'homme (LTDH) a dénoncé «un comportement insensé, criminel», indiquant que l'un des dirigeants de la ligue, Abdelatif Biri, a été «sauvagement agressé» dans le centre de Tunis.

Une autre manifestation prévue à l'appel de l'opposition a été également étouffée par la police dans la capitale, a indiqué l'avocate Radia Nasaroui.

«Nous voulons dire au régime d'arrêter de tuer les gens», a déclaré cette opposante, faisant état de brutalités contre des avocats venus manifester, selon elle. La tension était perceptible dans Tunis alors que des appels à manifester massivement sont relayés sur le réseau social sur la toile. Plusieurs images de violences et de morts dans l'hôpital de Kasserine, dans le centre, y ont été partagées par les jeunes Tunisiens.

ParMohamed Zemmouri

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gtUb4H3oOpwh1qemRGwig6fy5HZw?docId=CNG.e2462d4df7712ee43f9c00073e835749.10f1>

Tunisie: entre 21 et 50 morts, des affrontements en banlieue de Tunis

(AFP) – Il y a 13 heures

TUNIS — Des affrontements ont éclaté mardi soir pour la première fois dans une banlieue de Tunis alors que les troubles sociaux qui secouent la Tunisie depuis près d'un mois ont fait entre 21 morts, selon les autorités, et plus de 50 tués, selon un syndicaliste.

"Nos chiffres disent 21 décès", a déclaré mardi lors d'un point de presse, le ministre tunisien de la Communication Samir Laabidi. "Ceux qui ont parlé de 40 ou 50 morts doivent produire

une liste nominative", a-t-il lancé, faisant état de dégâts matériels "considérables" sans fournir d'évaluation chiffrée.

Le précédent bilan officiel, communiqué mardi à la mi-journée, faisait état de 18 morts.

La présidente de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, avait assuré qu'au moins 35 personnes avaient trouvé la mort dans les émeutes. "Le chiffre de 35 morts s'appuie sur une liste nominative", avait-elle déclaré.

Un peu plus tôt dans la journée, Sadok Mahmoudi, membre de la branche régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), avait évoqué une situation de "chaos" à Kasserine, principale ville du centre, et un bilan de plus de 50 morts les trois derniers jours.

"Le nombre de tués a dépassé les cinquante, a dit le syndicaliste, citant un bilan recueilli auprès du personnel médical de l'hôpital régional de Kasserine où ont été transportés et comptabilisés les corps depuis différents lieux de la région.

"C'est le chaos à Kasserine après une nuit de violences, de tirs de snipers, pillages et vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés", a affirmé ce syndicaliste.

Cette version des faits a été corroborée par d'autres témoins interrogés par l'AFP, paraissant indiquer que l'intervention télévisée lundi du président Zine El Abidine Ben Ali n'avait pas réussi à désamorcer les plus graves protestations sociales en 23 ans de régime.

Un fonctionnaire local ayant requis l'anonymat a fait état de tirs de snipers postés sur les toits et de tirs des forces de police sur des cortèges funèbres dans cette ville à 290 km au sud de la capitale, Tunis.

Le personnel médical de l'hôpital de Kasserine a débrayé durant une heure en signe de protestation, a ajouté ce fonctionnaire, décrivant des "cadavres éventrés, à la cervelle éclatée".

Mais pour le gouvernement tunisien, Kasserine a été "le théâtre d'actes de violence et de destructions perpétrés par des groupes qui ont attaqué deux postes de police, à coup de bouteilles incendiaires, de bâtons et de barres de fer". Dans le même temps, les violences ont pour la première fois depuis le début de la révolte sociale gagné la banlieue de la capitale.

Des affrontements ont opposé dans la cité Ettadhamoun, à 15 km du centre de Tunis, des manifestants et des forces de l'ordre, ont indiqué à l'AFP des habitants.

"Nous n'avons pas peur", ont crié des groupes de jeunes manifestants qui ont brûlé un autobus et saccagé des commerces et une banque, a déclaré à l'AFP un témoin.

Une femme a indiqué en outre que les manifestants à visage découverts ont barré la route qui conduit à Bizerte (nord) à hauteur de la cité populaire. La police a tiré des gaz lacrymogènes et des tirs de balles en caoutchouc ont été entendus par cette femme.

Ces heurts, qui ont commencé après 18H00 locales et se sont poursuivis pendant deux heures, seraient les plus graves dans la banlieue de Tunis, où des manifestations ont été étouffées mardi.

Le mouvement de révolte sociale a débuté le 17 décembre après l'immolation par le feu d'un jeune marchand de rue de Sidi Bouzid, dans le centre-ouest, à 265 km de Tunis, qui protestait contre la saisie de sa marchandise par la police.

Washington a de nouveau fait part mardi de sa préoccupation à propos d'informations selon lesquelles les forces de sécurité tunisiennes feraient un "usage excessif de la force" et Londres a appelé Tunis à résoudre la situation "pacifiquement".

Et des partis d'opposition ont exprimé leur déception mardi après le discours du président tunisien, jugé "en deçà des attentes", un parti radical appelant même à la démission du gouvernement.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/11/97001-20110111FILWWW00719-heurts-dans-un-faubourg-de-tunis.php>

Heurts dans un faubourg de Tunis

Avec Reuters

11/01/2011 | Mise à jour : 20:41 Réagir

De nouveaux heurts ont éclaté aujourd'hui entre des habitants du faubourg ouvrier d'Ettadamen, dans la banlieue de Tunis, et les forces de l'ordre, ont rapporté plusieurs témoins.

Selon ces derniers, joints au téléphone par Reuters, des groupes de manifestants ont saccagé des magasins et mis le feu à une banque. Les policiers se sont lancés à leur poursuite à l'aide de matraques.

C'est la première fois que des violences graves sont signalés dans la capitale tunisienne depuis le début des émeutes à la mi-décembre.

<http://www.leparisien.fr/international/tunisie-les-emeutes-gagnent-la-capitale-11-01-2011-1222523.php>

Tunisie : les émeutes gagnent la capitale

11.01.2011, 10h43 | Mise à jour : 22h14

La révolte sociale qui touche le centre-ouest de la Tunisie est en train de gagner la capitale. violemment réprimé dans plusieurs villes du centre-ouest du pays depuis trois jours, cet embrasement a déjà fait 21 morts, selon le gouvernement, alors que des sources syndicales avancent le chiffre de 50 décès dans la seule ville de Kasserine.

A 15 km du centre de Tunis, dans la cité Ettadhamoun, des affrontements ont éclaté mardi soir entre des manifestants et des forces de l'ordre, ont indiqué à l'AFP des habitants. Des groupes de jeunes ont brûlé un autobus et saccagé des commerces et une banque, en criant : «Nous n'avons pas peur !» raconte un témoin oculaire. Une femme a indiqué que les manifestants à visage découverts ont barré la route qui conduit à Bizerte (nord) à hauteur de la cité populaire.

Des tirs échangés à Tunis

La police a tiré des gaz lacrymogènes et des tirs ont été entendus par cette femme, qui ne pouvait déterminer s'il s'agissait de balles réelles. Une information corroborée par un journaliste de Reuters et plusieurs témoins, qui auraient vu les forces de l'ordre tirer en l'air dans un faubourg de Tunis en guise d'avertissement pour tenter de «disperser» des foules qui s'attaquaient à des édifices publics. «Nous pouvons voir des policiers tirer en l'air pour disperser les gens», a raconté un habitant du quartier observant les affrontements du toit d'un bâtiment voisin.

Ces heurts, qui ont commencé après 18 heures locales et se sont poursuivis pendant deux heures, seraient les plus graves dans la banlieue de Tunis, où des manifestations ont été étouffées mardi.

Une manifestation d'artistes réprimée à Tunis

Dans le centre de la capitale, la police avait déjà réprimé plus tôt dans la journée réprimé des débuts de manifestations d'artistes et d'opposants. Parmi les protestataires, les comédiennes Raja Amari et Sana Daoud ont été frappées par des policiers en uniforme et en civil, présents en grand nombre.

Pendant le week-end, des manifestations se sont produites dans les localités de Regueb, Thala et Kasserine. Dans cette dernière ville, la gouvernement a annoncé ce mardi 4 tués par balles parmi les manifestants, qualifiés d'«assaillants» par les autorités, et 8 blessés dans les rangs de la police lors d'affrontements survenus lundi à Kasserine, à 290 km au sud de Tunis. Un bilan largement contesté par Sadok Mahmoudi, membre de l'union régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale). Pour le syndicaliste, qui cite un bilan recueilli auprès du personnel médical de l'hôpital régional de cette ville, «le nombre de tués a dépassé les 50».

Scènes d'horreur à Kasserine

Un fonctionnaire local ayant requis l'anonymat décrit «une situation de chaos» dans cette ville, confirmant des tirs de snipers postés sur les toits et des forces de police tirant sur des cortèges funèbres. Le personnel médical de l'hôpital de Kasserine a débrayé durant une heure pour protester contre le nombre élevé de victimes et la gravité des blessures, a ajouté ce fonctionnaire, décrivant des «cadavres éventrés, à la cervelle éclatée». Un homme de 75 ans et son épouse ont été tués dans le quartier Ezzouhour alors qu'ils allaient enterrer leur enfant mardi, selon ce témoignage.

Un nouveau bilan officiel porte donc à 21 morts le nombre total de tués par balles dans les émeutes sanglantes ayant lieu depuis samedi dans le centre-ouest. Mais selon la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme, on déplorerait au moins 35 morts. «Ce chiffre s'appuie sur une liste nominative», assure Souhayr Belhassen, la présidente de la FIDH. «Le nombre total des victimes est plus important. Ça tourne autour de la cinquantaine, mais c'est une évaluation», a-t-elle précisé.

Un cinquième suicide en marge des émeutes

Cette révolte sociale a débuté le 17 décembre après l'immolation par le feu d'un jeune Tunisien de 26 ans. Quatre autres suicides se sont produits depuis, le dernier lundi soir dans la région de Sidi Bouzid. Allaa Hidouri, 23 ans, diplômé de l'université et sans emploi, a grimpé

sur un pylône électrique pour se donner la mort en s'accrochant aux câbles à haute tension. Originaire du village d'El Omrane, il avait été blessé par balle dans les sanglants affrontements du 24 décembre à Menzel Bouazaine.

«La France déplore les violences»

La France est sortie de son silence mardi par la voix de François Baroin. «La France évidemment déplore les violences qui ont eu lieu en Tunisie qui ont fait des victimes», a déclaré le porte-parole du gouvernement sur Europe 1. «Nous appelons évidemment à l'apaisement parce que seul le dialogue permettra de surmonter les problèmes économiques et sociaux», a-t-il ajouté.

<http://www.rue89.com/2011/01/08/emeutes-en-tunisie-la-police-a-pris-dassaut-la-faculte-184517>

Emeutes en Tunisie : « La police a pris d'assaut la faculté »

Par Marie Kostrz | Rue89 | 08/01/2011 | 15H11

Depuis le 7 janvier, date de la rentrée universitaire tunisienne, les étudiants sont nombreux à manifester contre le pouvoir en place. Beaucoup sont également touchés par la répression du régime de Ben Ali. Un étudiant de l'université de Sousse, à 150 kilomètres de Tunis, raconte.

Après la reprise des cours début janvier, les étudiants et les lycéens tunisiens ont pris part à la révolte qui agite le pays depuis plusieurs semaines.

Craignant la visibilité des manifestations de rue, le régime tunisien fait encercler les établissements universitaires et secondaires par les forces anti-émeutes. Il interdit toute manifestation dans les lieux publics et tout rassemblement dans les rues.

Course-poursuite dans les locaux de l'université

« L'université de Sousse et en particulier la faculté des lettres et sciences humaines a subi vendredi l'assaut des forces de l'ordre tunisiennes.

Les étudiants s'étaient réunis en assemblée générale après la session d'examen du matin. Ils ont voulu occuper les locaux afin de protester contre l'arrestation par la police de deux étudiants de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Ils ont été empêchés de sortir de la faculté pour aller manifester dans la rue.

Les brigades anti-émeutes se sont postées aux différents lieux de sortie. Le mot d'ordre, venu d'en haut, était : «Ils peuvent tout casser dedans, mais qu'ils ne sortent pas.» Face à cette situation, les étudiants ont tenté de forcer les barrages de police, ce qui a donné lieu à des heurts violents.

Suite à ces altercations, la police a répliqué en prenant d'assaut la faculté, pourchassant les étudiants dans l'enceinte des bâtiments. Elle a poursuivi les étudiants dans les salles d'examen, dans les bureaux et même dans l'infirmierie.

Plusieurs étudiants blessés et intoxiqués

Des dizaines de bombes lacrymogènes ont été lancées contre les étudiants. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été blessés, sans compter les multiples intoxications. Les enseignants qui tentaient de s'interposer ont été matraqués et agressés, au point que l'un d'eux a perdu connaissance durant plus d'une vingtaine de minutes sans qu'aucun secours ne puisse l'atteindre.

Le doyen, qui cherchait à calmer la situation, a reçu son lot d'insultes et d'agressions de la part de la police.

L'indignation est à son comble, et un mot d'ordre de grève nationale a été lancée dans l'enseignement supérieur. Le régime de Ben Ali tente par tous les moyens d'intimider et d'étouffer une population dont la jeunesse, en particulier, s'est enfin débarrassée de la peur et de la soumission. »

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/10/97001-20110110FILWWW00615-les-ecoles-fermees-en-tunisie.php>

Les écoles fermées en Tunisie

AFP

10/01/2011 | Mise à jour : 19:07 Réactions (3)

Le gouvernement tunisien a annoncé aujourd'hui la fermeture "jusqu'à nouvel ordre" des écoles et universités dans tout le pays, en proie à des troubles sur fond de chômage depuis la mi-décembre.

"A la suite des troubles survenus dans certains établissements, il a été décidé de suspendre les cours jusqu'à nouvel ordre à partir de mardi", ont annoncé conjointement les ministères de l'Education et de l'Enseignement supérieur.

"En attendant l'aboutissement des enquêtes ouvertes pour déterminer les responsabilités des actes de vandalisme commis, les examens actuellement en cours dans les universités seront suspendus et reportés à une date ultérieure", a-t-on précisé de même source.

Cette décision a été prise alors qu'une manifestation de jeunes lycéens et étudiants était dispersée par les unités anti-émeutes dans le centre de Tunis, a-t-on constaté aujourd'hui. Des milliers de jeunes se sont mobilisés sur Facebook, appelant à des manifestations en masse, le drapeau national entaché de sang remplaçant leurs photos sur les comptes du réseau social.

<http://dna-algerie.com/international/1094-tunisie-la-police-tire-sur-les-manifestants-a-thala-et-kasserine-20-personnes-tuees.html>

Massacre en Tunisie : La police tire sur la foule, 20 personnes tuées à Thala et Kasserine

Dimanche, 09 Janvier 2011, 14:56 | Mehdi Benslimane

Au moins 20 personnes ont été tuées par balles dans des affrontements avec la police samedi et dimanche à Thala et Kasserine (centre-ouest de la Tunisie), a indiqué à l'AFP Ahmed Nejib Chebbi, un dirigeant de l'opposition qui a appelé le président à faire cesser le feu. Le gouvernement admet la mort de huit manifestants. La Tunisie, dirigée depuis 23 ans par le président Ben Ali est secouée par une vague de contestation sociale depuis la fin du mois de décembre dernier.

Au moins 20 personnes ont été tuées par balles dans des affrontements avec la police samedi et dimanche à Thala et Kasserine (centre-ouest de la Tunisie), a précisé à l'AFP Ahmed Nejib Chebbi, un dirigeant de l'opposition qui a appelé le président à faire cesser le feu. Ces sources ont affirmé que le bilan devrait s'alourdir dans les heures à venir en raison d'un « grand nombre de blessés graves ».

Sur les quatre tués dans des affrontements avec la police, trois ont été tués par balles et identifiés. Il s'agit de Raouf Bouzid, Mohamed Amine Mbarki et Rabah Nasri, a indiqué Sadok Mahmoudi, membre du bureau exécutif du syndicat régional de Kasserine. Ce syndicaliste a fait état d'un quatrième tué sans précision d'identité.

L'opposition parle de massacre

Des sources syndicales affirment par ailleurs qu'il y a eu hier au moins vingt morts. Quatre au quartier Alnour dans la ville de Alkasrayne : Raouf Albouzidi, salah Alfouraydi, Mounir Almebarki et Mohamed Alaswadi. Trois dans le quartier de Ezzouhour (toujours dans la même ville). Un seul a été identifié jusqu'à maintenant, il s'agit de Salah Alboughanmi.



Dans la ville de Tala, centre-ouest de la Tunisie des sources indiquent qu'il y a au moins douze mort dont voici les noms de neuf parmi eux : Merouane Djamali, Ahmed Boulâbi, Fouzi Boulâbi, Fouzi Boulâbi, Merouane Moubarak, Mohamed Alamri, Merouane Alnamri et Ghassan Bentayeb Acheniti et un vieux de 90 ans, Cheikh Bachir Almebarki, mort asphyxié. Les forces de sécurité auraient jeté trois corps dans une des rivières de la ville.

Le gouvernement reconnaît la mort de huit personnes

Le gouvernement tunisien a déclaré, dans un communiqué publié dimanche 9 janvier, que huit personnes étaient mortes au total dans des affrontements avec la police au cours des dernières 24 heures.

Les affrontements survenus samedi soir à Tala (centre-ouest de la Tunisie) « ont entraîné le décès de deux personnes parmi les assaillants et la blessure de huit autres », avait indiqué le ministère tunisien de l'Intérieur dans un premier bilan.

Dans le communiqué, le gouvernement indique que trois autres personnes, blessées dans les troubles à Thala, sont décédées de leurs blessures. Trois autres encore ont été tuées à

Kasserine, une ville proche de Thala, indique par ailleurs le gouvernement.



Un pays dirigé d'une main de fer par Ben Ali, sa famille et sa belle-famille

Samedi soir, des affrontements à Thala, localité situé à 50 km de Kasserine, avaient fait au moins quatre morts et six blessés graves, selon des sources syndicales. Le ministère de l'Intérieur a donné un bilan de deux tués et huit blessés par balles parmi la population de Thala.

Le chômage, en particulier celui très élevé des jeunes diplômés, est à l'origine de l'agitation que connaît la Tunisie depuis la mi-décembre. Les troubles ont été déclenchés par le suicide d'un vendeur sans permis qui s'était fait confisquer sa marchandise de fruits et légumes à Sidi Bouzid (265 km au sud de Tunis) et qui s'est immolé par le feu. (Photos des manifestants tunisiens tués par balles)

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jCm1EMsrBmbZ1DDVoA-pchderUeg?docId=CNG.10339c87f7670d2b8653a9aa6d145825.101>

Tunisie: couvre-feu à Tunis, 3 morts en province, ministre limogé

(AFP) – AFP - 11 janv. 2011

TUNIS — Des manifestants et les forces de l'ordre se sont violemment affrontés mercredi pour la première fois dans le centre de Tunis et trois civils ont été tués en province, lors d'un mouvement de contestation du régime qui a déjà fait des dizaines de morts depuis un mois en Tunisie.

Un couvre-feu nocturne dans la capitale et sa banlieue est d'ailleurs en vigueur depuis mercredi soir à la suite de troubles dans "certains quartiers" de la capitale, où l'armée est déployée.

Le gouvernement du président Zine El Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, a pourtant tenté de calmer le jeu, avec le limogeage du ministre de l'Intérieur et la libération de toutes les personnes arrêtées, à "l'exception de ceux qui sont impliqués dans des actes de vandalisme".

Mais mercredi en début d'après-midi, la police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser la foule dans la capitale, a constaté une journaliste de l'AFP.

Des centaines de jeunes criant des slogans contre le régime sur la place de la porte de France ont essayé d'avancer vers l'avenue Habib Bourguiba, et les forces de sécurité leur ont barré la route en tirant des grenades lacrymogènes.

Aucun bilan de ces affrontements, les plus graves à se produire dans Tunis depuis le début des émeutes en Tunisie au mois de décembre, n'était immédiatement disponible.

Des passants pris de panique, les yeux larmoyants ont été repoussés par la police dans les ruelles. Les souks se sont vidés et les commerces, y compris une grande surface, ont baissé leurs rideaux.

"Fermez, fermez, ils ont tout cassé", criaient des passants à l'adresse des vendeurs ambulants à l'entrée des souks.

L'armée avait été déployée pour la première fois dans Tunis et une banlieue populaire, au lendemain des premiers affrontements mardi soir aux abords de la capitale en près d'un mois de crise.

Ces violences qui ont fait en un mois entre 21 morts (bilan officiel) et plus de 50 tués (source syndicale) se sont également poursuivies mercredi à l'intérieur du pays.

Deux civils ont été tués par des tirs de la police à Douz (sud), lors d'une manifestation ayant dégénéré, a indiqué un témoin à l'AFP. C'est la première fois depuis le début des émeutes que cette ville de 30.000 habitants, située à 550 km au sud de Tunis, connaît de telles violences.

A Thala (centre-ouest), un manifestant a été tué par balle et deux ont été blessés par les forces de sécurité mercredi soir, selon un syndicaliste.

A Sfax, métropole économique à 300 km au sud de Tunis, cinq manifestants ont été blessés par des tirs de la police dans cette ville, où une "grève générale" était observée, selon une source syndicale.

Sur le plan politique, le limogeage du ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem a été annoncé par le Premier ministre Mohamed Ghannouchi au cours d'une conférence de presse. Il est remplacé par un universitaire, ancien membre de gouvernement, Ahmed Friaâ.

Le Premier ministre a également annoncé la formation d'une commission d'enquête sur la corruption, un fléau que dénoncent opposition et ONG.

Mais le limogeage du ministre de l'Intérieur a très vite été jugé "insuffisant" par une formation de l'opposition, le Parti démocratique progressiste (PDP) qui a renouvelé son appel à des "réformes profondes" et à un gouvernement de salut national.

Le chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit), Hamma Hammami, a par ailleurs été interpellé mercredi à son domicile, près de Tunis, a annoncé à l'AFP son épouse Radia Nasraoui. Il s'agit du premier dirigeant politique à être interpellé depuis le début des émeutes.

Les violences en Tunisie suscitaient toujours mercredi de vives inquiétudes au sein de la communauté internationale.

La Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Navi Pillay, a appelé le gouvernement tunisien à mener des enquêtes "indépendantes crédibles", à la suite des informations sur un "usage excessif" de la force par les services de sécurité.

La porte-parole de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a de son côté condamné l'usage "disproportionné" de la force par la police en Tunisie.

Les Etats-Unis et le Canada ont appelé à la retenue. Le porte-parole du Parti socialiste (PS) français, Benoît Hamon, a estimé mercredi que le président tunisien Ben Ali était "acculé".

Le maire (socialiste) de Paris, Bertrand Delanoë, né à Tunis, a rejeté toute idée de complaisance envers le régime en Tunisie, se disant être "au côté du peuple tunisien".

Et entre 700 et 1.000 personnes, selon la police et les organisateurs, ont défilé mercredi à Marseille (sud de la France), aux cris de "Ben Ali assassin", en solidarité au mouvement de contestation du régime en Tunisie.

http://www.elwatan.com/actualite/tunisie-un-cinquieme-suicide-dans-la-region-de-sidi-bouزيد-11-01-2011-106752_109.php

Tunisie : un cinquième suicide dans la région de Sidi Bouzid

le 11.01.11 | 15h16



© actu.orange.fr

Situation chaotique à Kasserine où plus de 50 morts ont...

En proie à une révolte des plus violentes contre le chômage et les injustices sociales, la région de Sidi Bouzid, dans le centre-ouest tunisien, vient de déplorer son cinquième suicide depuis le 17 décembre dernier.

Lundi soir, Allaa Hidouri, 23 ans, diplômé de l'université et sans emploi, a grimpé sur un pylône électrique pour se donner la mort en s'accrochant aux câbles à haute tension, a révélé mardi l'AFP qui cite comme témoin oculaire un enseignant syndicaliste, Mohamed Fadhel, de la région de Sidi Bouzid.

Originaire du village d'El Omrane, près de Sidi Bouzid, Allaa Hidouri "avait été blessé par balle à la jambe dans les affrontements qui ont fait un tué et plusieurs blessés le 24 décembre à Menzel Bouazaine", rapporte encore l'AFP.

Par ailleurs, à Kasserine, chef-lieu du centre-ouest de la Tunisie, des émeutes ont fait plus de 50 tués ces trois derniers jours, a indiqué mardi l'AFP qui cite comme source un responsable syndical.

"C'est le chaos à Kasserine après une nuit de violences, de tirs de snipers, pillages et vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés", a confié à l'AFP Sadok Mahmoudi, membre de l'union régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

De son côté, le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, Mokhter Trifi, a confirmé également à l'agence française cette version de faits survenus la nuit dernière à Kasserine. "Une opération de commandos téléguidée a été organisée la nuit dernière pour piller et faire accrédiéter la thèse du complot avancée par le régime", a-t-il rapporté.

Pour Mokhter Trifi, ces actes "visent à faire accrédiéter la version des autorités qui ont "attribué les émeutes du week-end à des pilleurs parmi la population", a-t-il déclaré à l'AFP.

Il est à souligner enfin que le personnel médical de l'hôpital de Kasserine a débrayé mardi durant une heure "pour protester contre le nombre élevé de victimes et la gravité des blessures", rapporte à l'AFP un fonctionnaire local qui décrit lui-aussi "une situation de chaos où les cadavres éventrés, à la cervelle éclatée" atterrissent en grand nombre dans la morgue de l'hôpital.

Abderrahmane Semmar

<http://www.mediarabe.info/spip.php?breve2732>

Tunisie : une banque incendiée à Tunis pendant les "violents combats" entre émeutiers et policiers

mardi 11 janvier 2011 - 20h36

Selon des sources tunisiennes, non encore vérifiées, des émeutiers se sont pris ce soir aux commerces du quartier Al-Tadamoun (Solidarité), à Tunis. Ils ont saccagé plusieurs boutiques et incendié une agence bancaire. De violents accrochages ont alors opposé les manifestants aux forces de l'ordre.

http://www.tsa-algerie.com/diplomatie/paris-propose-a-alger-et-tunis-son-savoir-faire-dans-la-gestion-des-manifestations_13717.html

Michèle Alliot-Marie refuse de condamner les violences contre les civils

Paris propose à Alger et Tunis son « savoir faire » dans la gestion des manifestations

Sonia Lyes

La France propose officiellement à la Tunisie et à l'Algérie « son savoir-faire » dans la gestion des questions sécuritaires lors des manifestations publiques. Critiquée à l'Assemblée nationale française par les députés de l'opposition sur la retenue française au sujet de la situation en Tunisie, la ministre française des Affaires étrangères, Mme Alliot Marie, a

indiqué ce mardi 11 janvier que le gouvernement français « *ne peut que déplorer qu'il puisse y avoir des violences qui concernent ces peuples amis* », selon des propos rapportés par l'AFP, ajoutant que « *la priorité doit aller à l'apaisement après des affrontements qui ont fait des morts* ».

« *Notre premier message doit être celui de l'amitié entre les peuples français et tunisien, et on ne doit pas s'ériger en donneurs de leçons face à une situation complexe* », a-t-elle dit à propos de la Tunisie tout en invitant les dirigeants à « *mieux prendre en compte les attentes* » des populations. La diplomate française a expliqué le mécontentement social et politique par « *énormément d'attentes de la part des jeunes* », « *particulièrement de jeunes formés, de pouvoir accéder au marché du travail* ». « *Le président Nicolas Sarkozy entend dans le cadre du G8 et du G20 répondre aux préoccupations et aux besoins qui sont ceux de la Tunisie et de l'Algérie en la matière* », a-t-elle affirmé.

Et pour mieux gérer les questions sécuritaires au cours des manifestations publiques, Mme Alliot Marie a proposé le « *savoir-faire* » de son pays en la matière. « *Le savoir-faire, reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité, permet de régler des situations sécuritaires de ce type. C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité* », a-t-elle dit.

Depuis le début des émeutes, c'est la première fois qu'un officiel français de haut rang s'exprime sur les violences survenues en Tunisie et en Algérie. Mais à l'unanimité les observateurs ont relevé la retenue de Paris, sans doute en raison des intérêts qu'elle entretient avec ces deux pays, ses deux anciennes colonies.

11/01/2011 à 17:47

http://www.tsa-algerie.com/divers/les-emeutes-se-poursuivent-en-tunisie-35-morts_13723.html

Au lendemain d'une nouvelle allocution de Ben Ali

Les émeutes se poursuivent en Tunisie : 35 morts

Samia Amine

Le dernier discours du chef d'Etat, Zine El Abidine Ben Ali, prononcé lundi 10 janvier, ne semble pas pouvoir apaiser les esprits en Tunisie. Les affrontements se sont poursuivis, mardi 11 janvier, dans certaines régions du pays. Le bilan des violences s'est alourdi à au moins 35 morts selon des défenseurs des droits de l'homme. « *Le chiffre de 35 morts s'appuie sur une liste nominative* », a affirmé, ce mardi, la présidente de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, citée par l'AFP. Celle-ci a ajouté que le nombre des victimes devrait « *être plus important* ». Le ministère de l'Intérieur, qui a annoncé, lundi 10 janvier, la mort de quatre nouveaux émeutiers, fait état d'une vingtaine de morts à Kasserine, une ville du centre-ouest du pays, depuis le début des affrontements.

A Gafsa, et à El Kef, des villes de l'ouest, des gens qui sont sortis manifester, juste après l'allocution télévisée du président annonçant quelques 300 000 emplois d'ici à 2012, ont été dispersés par les forces antiémeutes. A Bizerte, on enregistre également de violentes

manifestations. A Thala, Seliana, Regueb et Meknassi, où l'armée s'est déployée il y a quelques jours à peine, la situation semble se calmer.

Dans une énième tentative pour contenir l'un des plus grands mouvements de contestation dans le pays depuis 2008, le gouvernement tunisien a ordonné, lundi soir, la fermeture de tous les établissements scolaires ainsi que celle des universités et ce jusqu'à nouvel ordre.

Survenu à la mi-décembre à Sidi Bouzid, au sud-ouest de la capitale, avec la tentative de suicide d'un jeune vendeur ambulancier, le mouvement de contestation tunisien a trouvé écho partout en Tunisie. De Tunis à Médenine, de Sfax à Gafsa et Tozeur, des Tunisiens se sont levés pour soutenir leurs concitoyens mais aussi et surtout pour protester contre les très fortes inégalités sociales dans le pays. Les organisations syndicales, des associations de droits de l'homme ont tous été au rendez-vous en organisant des sit-in et des rassemblements. Le gouvernement tunisien qui qualifie ces derniers événements d'actes terroristes, semble faire actuellement la sourde oreille aux nombreux appels de la communauté internationale. Dénigré et décrié depuis des années en Tunisie, le régime de Ben Ali est aujourd'hui complètement discrédité aux yeux du monde entier.

11/01/2011 à 19:29

<http://www.lematin.ch/actu/monde/chaos-kasserine-371982>

«C'est le chaos à Kasserine»



Image © Keystone

Les rues portent les traces des affrontements entre la police et des bandes de jeunes

La ville est en proie à des violences qui auraient fait une cinquantaine de morts. Et les émeutes gagnent la capitale

le 11 janvier 2011, 22h50

LeMatin.ch & les agences

Les émeutes se poursuivent en Tunisie malgré les promesses du président Zine el Abidine Ben Ali de créer 300 000 emplois. Hier, la situation était particulièrement chaotique à Kasserine, dans le centre-ouest du pays, après une nuit de violences policières qui porterait le nombre de tués à plus de 50, selon les syndicats.

«C'est le chaos à Kasserine après une nuit de violences, de tirs de snipers, pillages et vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés», a témoigné hier Sadok Mahmoudi, membre de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale).

Opération «téléguidée»

«Une opération de commandos téléguidée a été organisée la nuit dernière pour piller et faire accréditer la thèse du complot avancée par le régime», a assuré le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, Me Mokhter Trifi. «Des bandes encagoulées ont semé le chaos sous les yeux des forces régulières qui se sont ensuite retirées à l'extérieur de la ville», a-t-il ajouté. Selon lui, ces actes «visent à faire accréditer la version des autorités qui ont attribué les émeutes du week-end à des pilleurs parmi la population».

Un fonctionnaire local ayant requis l'anonymat a aussi décrit «une situation de chaos» dans cette ville à 290 km au sud de Tunis, confirmant des tirs de snipers postés sur les toits et des forces de police tirant sur des cortèges funèbres.

Heurts près de Tunis

Au dire du Ministère de l'intérieur, des manifestants ont attaqué des postes de police de la ville avec des barres de fer et des cocktails Molotov et les policiers, dont huit ont été blessés, ont répliqué. «Le nombre de tués a dépassé les cinquante» ces trois derniers jours, a indiqué M. Mahmoudi. Un chiffre démenti hier soir par le Ministère de la communication qui a fait état de 21 morts.

D'après plusieurs témoins, dans les villes défavorisées d'El Kef (nord-ouest) et de Gafsa (sud), le discours télévisé de Ben Ali, qui a promis de créer 300 000 emplois en deux ans, a été suivi de manifestations dispersées à coups de gaz lacrymogènes par la police anti-émeutes. De violentes manifestations se sont également produites lundi dans la ville côtière de Bizerte, pour la première fois depuis le début de l'agitation sociale fin décembre.

Le mouvement de contestation s'est par ailleurs approché de Tunis hier soir, de violents affrontements mettant aux prises manifestants et forces de l'ordre dans la cité Ettadhamoun, à 15 km du centre de la capitale. Des groupes de jeunes ont brûlé un autobus et saccagé des commerces et une banque, en criant «nous n'avons pas peur», a rapporté un témoin oculaire.

Sans précédent

Le gouvernement tunisien est confronté à une mobilisation persistante, et sans équivalent en 23 ans de pouvoir du président Ben Ali, qui se double d'une pression diplomatique nouvelle depuis l'annonce de plusieurs morts ce week-end.

Dans un discours télévisé lundi soir, Ben Ali a annoncé une création globale de 300 000 emplois d'ici à la fin 2012, dont 50 000 dans le secteur privé en échange de réduction d'impôts et de cotisations sociales pour les employeurs pendant dix ans.

<http://www.afrik.com/article21708.html>

La colère gagne Tunis

La capitale tunisienne connaît ses premières émeutes

mardi 11 janvier 2011 / par Franck Salin



Les promesses formulées lundi par le président Zine el Abidine Ben Ali n'ont eu aucun effet sur les jeunes tunisiens en colère. Mardi, les émeutes se sont poursuivies dans plusieurs villes du pays, et ont même atteint Tunis, la capitale. Le soulèvement populaire aurait déjà fait 21 morts ces trois derniers jours, selon gouvernement, et une cinquantaine de source syndicale.

Maintenant Tunis. Mardi soir, de violents affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre dans la cité populaire d'Ettadhamoun, située à 15 km à peine du centre de la capitale tunisienne. Des groupes de jeunes manifestants ont brûlé un autobus et saccagé des commerces, une banque, et la route qui conduit à Bizerte a été barrée à hauteur de la cité populaire, selon des habitants du quartier. Ils ont été dispersés par la police qui a fait usage de gaz lacrymogènes. Selon une femme interrogée par l'AFP, des coups de feu ont été tirés, mais elle n'a pas pu déterminer s'il s'agissait de balles réelles. Un journaliste de Reuters et plusieurs témoins ont vu les forces de l'ordre tirer en l'air dans un faubourg de Tunis en guise d'avertissement pour tenter de « disperser » la foule qui s'attaquait à des édifices publics.

Plus tôt dans la journée, d'autres manifestations, moins violentes, avaient été réprimées par la police. Parmi elles, celles d'artistes et d'opposants dont les comédiennes Raja Amari et Sana Daoud qui, selon l'AFP, ont été frappées par des policiers en uniforme et en civil. Ces manifestations, la presse nationale n'a pas eu l'autorisation de les couvrir. Une centaine de journalistes tunisiens avait d'ailleurs appelé mardi à protester pour « libérer la presse ». Mais ils n'ont pas pu mettre à exécution leur projet. « Nous avons été empêchés par la police de sortir dans une manifestation pacifique pour apporter notre soutien à nos compatriotes en proie à la répression », a déclaré à l'Associated Press Néji Bghouri, le président déchu du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT). Cantonnés dans les locaux du SNJT à Tunis, ils y ont improvisé un sit-in au cours duquel ils ont scandé des slogans revendiquant la liberté de la presse, la libération des personnes arrêtées et plaidé pour l'ouverture d'une « enquête indépendante pour déterminer les responsabilités des violences ».

Bain de sang à Kasserine

Les forces de l'ordre avaient été massivement déployées mardi dans plusieurs villes du centre-ouest, particulièrement remuantes ces derniers jours. Une démonstration de force qui semble avoir porté ses fruits à Thala, Seliana, Kasserine, Regueb et Meknassi, où aucune émeute nouvelle n'a été rapportée dans l'après-midi. Dans la nuit de lundi à mardi, après le discours présidentiel, des violences avaient éclaté dans ces localités, ainsi qu'à Gafsa, mais elles ont été réprimées par la police.

Mardi matin, Sadok Mahmoudi, membre de la branche régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), a évoqué, interrogé par l'AFP, une situation de « chaos » à

Kasserine, principale ville du centre, et un bilan de plus de 50 morts les trois derniers jours où les forces de l'ordre auraient même employé des snipers. Débordé et choqué, le personnel médical de l'hôpital de la ville a même débrayé durant une heure en signe de protestation, face au nombre de « cadavres éventrés, à la cervelle éclatée » et de blessés, selon un fonctionnaire local ayant requis l'anonymat.

Des manifestants à Kasserine ont attaqué des postes de police avec des barres de fer et des cocktails Molotov et les policiers ont répliqué, a confirmé le ministère de l'Intérieur, qui n'a pas précisé la nature de cette réplique. Mardi soir, lors d'un point de presse, Samir Laabidi, ministre de la Communication, a annoncé que le bilan gouvernemental des émeutes de ces trois derniers jours est de 21 morts.

La Tunisie est toujours sur des charbons ardents alors que lundi soir, dans un discours télévisé, le président Zine el Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, qualifiant les violences d' « actes terroristes (...) dirigés par des éléments étrangers », a promis de favoriser la création de 300 000 emplois en deux ans. Des propos restés sans effet sur la jeunesse en colère, qui depuis le 17 décembre dénonce la pauvreté et le chômage de masse.

Depuis mardi, sur ordre du gouvernement, les établissements scolaires et universitaires sont fermés dans tout le pays « jusqu'à nouvel ordre ».

<http://www.letempsdz.com//content/view/51420/78/>

12-01-2011 Alors que la violence gagne la capitale
L'armée déployée dans les rues de Tunis

Les violentes manifestations qui ont éclaté dans différentes villes tunisiennes ont touché mardi soir, pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation, la banlieue de la capitale Tunis.

Les affrontements ont fait 23 victimes civiles, selon le pouvoir, et plus de 50 morts, selon l'opposition, cités par les agences de presse. Des jeunes ont lancé des pierres sur la police avant de saccager des magasins et de mettre le feu à une banque, rapportent les mêmes sources,

qui précisent que la foule avait barré les axes routiers à l'aide de pneus, incendié un autobus et deux voitures et mis le feu à un local de l'administration locale. Les policiers ont effectué des tirs de sommation en l'air et également fait usage de grenades lacrymogènes pour tenter de faire refluer les gens de l'intérieur du bâtiment administratif. « Nous n'avons pas peur, nous n'avons peur que de Dieu », scandait la foule, dont le gros s'est par la suite dispersé alors que les forces de l'ordre les pourchassaient dans les ruelles avoisinantes.

La veille, des débuts de manifestations d'artistes et d'opposants dans le centre de Tunis contre la répression des troubles sociaux ont été réprimés par la police.

Parmi les protestataires, les comédiennes Raja Amari et Sana Daoud ont été frappées par des policiers en uniforme et en civil. Après ces affrontements près de Tunis, des unités de l'armée se sont déployées hier dans la capitale et dans sa banlieue ouest. C'est la première fois depuis le début des émeutes qui secouent le pays que des renforts de l'armée sont sollicités. Des

soldats en armes, camions, jeeps et blindés se sont postés à des carrefours du centre de Tunis et à l'entrée de la cité Ettadhamoun.

Ils montent notamment la garde devant le siège de la délégation (sous-préfecture), attaqué la veille, mais aussi sur la place reliant les avenues de France et Habib Bourguiba, face à la grande cathédrale de la capitale. Ce déploiement intervient alors que l'opposition fait état du limogeage du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Rachid Ammar.

Il aurait été remplacé par le chef des renseignements militaires Ahmed Chbir. Néanmoins cette information n'a pas été confirmée de source officielle.

Sur le plan diplomatique, les Etats-Unis ont appelé le gouvernement tunisien à œuvrer à une «solution pacifique» pour faire cesser les troubles sociaux qui secouent le pays. «Nous sommes inquiets quant aux troubles et à l'instabilité» qui touche la Tunisie, a déclaré Hillary Clinton à une chaîne de télévision. «Nous ne prenons pas partie, mais nous espérons qu'il y aura une solution pacifique», a-t-elle dit.

Pour sa part, la France «déploie» ces violences et refuse de «s'ériger en donneur de leçons». La ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, a indiqué mardi qu'«on ne peut que déplorer les violences» survenues en Tunisie dans des manifestations, proposant le savoir-faire français à la police tunisienne pour «régler les situations sécuritaires». «Plutôt que de lancer des anathèmes, je crois que notre devoir est de faire une analyse sereine et objective de la situation», a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, la police suisse a fait état de l'attaque par des jets d'engins incendiaires de l'ambassade de Tunisie à Berne, dans la nuit de mardi à mercredi. Ces jets n'ont pas fait de dégâts importants, selon la même source. A Paris, plus de 200 personnes se sont rassemblées mardi soir devant l'ambassade de Tunisie pour exprimer leur «solidarité» avec le mouvement social en Tunisie et dénoncer le régime.

«Il faut que le bain de sang cesse», ont-ils revendiqué. Face à l'ampleur des heurts et à la pression internationale, le président tunisien a procédé hier au limogeage de son ministre de l'Intérieur, Rafik Belhaj Kacem, et son remplacement par Ahmed Friaa, un ingénieur et ancien ministre.

Le président Ben Ali a également ordonné la création d'une commission d'enquête «sur des faits de corruption présumée et pour évaluer les erreurs de certains responsables publics» et a demandé la libération de toutes les personnes détenues depuis le début des troubles, le 16 décembre dans la ville de Sidi Bouzid.

M. Z.

<http://dna-algerie.com/international/1125-la-tunisie-embrasee-larmee-deployee-la-police-fait-de-nouvelles-victimes-et-lonu-appelle-a-des-enquetes-independantes.html>

La Tunisie embrasée : L'armée déployée, couvre-feu à Tunis, la police fait de nouvelles victimes

Mercredi, 12 Janvier 2011, 17:32 | DNA



Des manifestants et les forces de l'ordre se sont affrontés dans le centre de Tunis mercredi en début d'après-midi et la police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser la foule, a constaté une journaliste de l'AFP. Deux personnes ont été tuées mercredi à Douz, dans le sud de la Tunisie. Le couvre-feu est décrété à Tunis où l'armée a été déployée.

Des centaines de jeunes criant des slogans contre le régime de Ben Ali sur la place de la porte de France ont essayé d'avancer vers l'avenue Habib Bourguiba, et les forces de sécurité leur ont barré la route en tirant des grenades lacrymogènes.

Aucun bilan de ces affrontements, les plus graves à se produire dans Tunis depuis le début des émeutes en Tunisie au mois de décembre, n'était disponible dans l'après-midi, alors que les violences ont cessé.

Des passants pris de panique, les yeux larmoyants ont été repoussés par la police dans les ruelles. Les souks se sont vidés et les commerces, y compris une grande surface, ont baissé leurs rideaux. « Fermez, fermez, ils ont tous cassé », criaient des passants à l'adresse des vendeurs ambulants à l'entrée des souks.

L'universitaire Hatem Bettaher tué par balles dans la tête

Deux civils ont été tués par des tirs de la police à Douz, dans le sud de la Tunisie, lors d'une manifestation ayant dégénéré. C'est la première fois depuis le début des émeutes il y a un mois en Tunisie que cette ville de 30.000 habitants, située à 550 km au sud de Tunis, connaît de telles violences, a affirmé ce témoin.

« Les victimes sont Hatem Bettaher, un enseignant universitaire et Riad Ben Oun, un électricien », a précisé ce témoin qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat, ajoutant qu'« entre quatre et cinq autres habitants ont été blessés, dont certains grièvement ». Hatem Bettaher, maître de conférence à l'université de Gabes, aurait été assassiné par un tireur d'élite de la police tunisienne, pendant des manifestations à Douz.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a décrété mercredi un couvre-feu nocturne dans la capitale et sa banlieue à la suite de troubles dans « certains quartiers », dans un communiqué officiel. L'armée a été déployée autour de Tunis.

L'ONU appelle à des enquêtes

La Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Navi Pillay, a appelé mercredi 12 janvier le gouvernement tunisien à mener des enquêtes « indépendantes crédibles », à la suite des informations sur un « usage excessif » de la force par les services de sécurité.

« Des informations suggèrent que la majorité des manifestations ont été pacifiques et que les forces de sécurité ont réagi avec une force excessive contraire aux standards internationaux », explique Mme Pillay dans un communiqué. « Il est impératif que le gouvernement lance une

enquête transparente, crédible et indépendante sur les violences et les meurtres », a-t-elle ajouté.

L'universitaire Hatem Bettahar tué par balles mercredi 12 janvier

http://www.elwatan.com/evenement/le-vrai-visage-du-regime-ben-ali-12-01-2011-106823_115.php

Le vrai visage du régime Ben Ali

le 12.01.11 | 03h00



La situation en Tunisie tourne au carnage. En raison du black-out imposé par la police politique tunisienne, il existe très peu d'images relatant l'effroyable drame quotidien vécu par la jeunesse de ce pays.

Alors que le régime de Ben Ali tente de désamorcer la contestation sociale qui dure depuis trois semaines en maniant la carotte et le bâton, le bilan de la répression policière s'est encore alourdi, hier, à au moins 35 morts identifiés. «Le chiffre de 35 morts s'appuie sur une liste nominative. Mais le nombre total des victimes est plus important. Il tourne autour de la cinquantaine mais c'est n'est là qu'une évaluation», a indiqué la présidente de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen. L'estimation faite par la présidente de la FIDH rejoint en tous points celle établie le même jour par Sadok Mahmoudi, membre de l'UGTT, le syndicat tunisien des travailleurs.

Dans une déclaration à l'AFP, M. Belhassen a fait savoir que la situation qui prévaut dans la localité de Kasserine, épice de la constatation contre le chômage et la faim, est «chaotique» et a parlé également de 50 morts. «C'est le chaos à Kasserine après une nuit de violences, de tirs de snipers, de pillages et de vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés. Le nombre de tués a dépassé les cinquante», a-t-il indiqué, citant un bilan recueilli auprès du personnel médical de l'hôpital régional de Kasserine où ont été transportés les corps. Il faut savoir que le personnel médical de l'hôpital de Kasserine a débrayé durant une heure pour protester contre le nombre élevé de victimes et la gravité des blessures, a relaté un fonctionnaire, décrivant des «cadavres éventrés, à la cervelle éclatée».

Hier encore, Allaâ Hidouri, un jeune Tunisien de 23 ans, diplômé de l'université et sans emploi, s'est suicidé par électrocution dans un village de la région de Sidi Bouzid, en proie aussi à une révolte contre le chômage. Il s'agit du cinquième suicide depuis le 17 décembre, date à laquelle Mohamed Bouaziz, 26 ans, un vendeur ambulant sans permis s'est immolé par le feu pour protester contre la saisie de sa marchandise, déclenchant des émeutes sans précédent en Tunisie. La question des chômeurs diplômés est, dans ce pays, une question ancienne et massive. Mais contrairement à l'Algérie et au Maroc où les manifestations sur ce sujet sont anciennes, en Tunisie la contestation n'est pas possible. De ce point de vue, de nombreux spécialistes pensent que le voile s'est déchiré sur la réalité socioéconomique, en particulier à l'intérieur des terres, à l'écart des régions côtières qui concentrent l'essentiel de l'activité. Pour eux, ces manifestations prouvent que «le miracle économique tunisien était une image de communicants». Aujourd'hui, il est clair que les morts, les victimes de la répression portent atteinte à cette image. La légitimité des dirigeants tunisiens n'a jamais été aussi durement mise à mal.

Des artistes et des figures de l'opposition sauvagement agressés à Tunis

La police a également réprimé, hier à Tunis, une manifestation d'artistes et d'opposants organisée pour dénoncer la répression de la contestation sociale. «Le rassemblement (des artistes) devait se tenir à midi pour dénoncer la violence et l'usage excessif des armes dans le centre du pays. Nous voulions exprimer pacifiquement notre colère et notre indignation», a indiqué à l'AFP Fadhel Jaibi, homme de théâtre. Parmi les protestataires, les comédiennes Raja Amari et Sana Daoud ont été frappées par des policiers en uniforme et en civil, présents en grand nombre.

Le président de la Ligue des droits de l'homme (LTDH) a dénoncé «un comportement insensé, criminel», indiquant que l'un des dirigeants de la Ligue, Abdelatif Biri, a été «sauvagement agressé» dans le centre de Tunis. La presse privée a aussi fait état de manifestations dans plusieurs villes du centre, du sud-ouest et du nord.

Plutôt que d'appeler à l'apaisement et d'aller dans le sens des revendications de la population, le président Zine El Abidine Ben Ali a tenu, lundi, des propos qui ont eu pour effet d'attiser la colère de la jeunesse tunisienne. Dans un discours prononcé à la nation, il a jugé que les personnes impliquées dans les affrontements meurtriers de ces derniers jours avec les forces de l'ordre étaient coupables d'un «acte terroriste». «Les événements étaient violents, parfois sanglants, ont provoqué la mort de civils et blessé plusieurs membres des forces de l'ordre. Ils (les événements) furent l'œuvre de bandes masquées qui ont attaqué la nuit des édifices publics et même des civils à leurs domiciles lors d'un acte terroriste qu'on ne saurait taire», a-t-il dit lors d'un discours diffusé par la télévision publique. Ce discours, qui annonce une répression encore plus féroce, a été précédé par week-end sanglant où plusieurs jeunes ont été tués pour ainsi dire à bout portant.

L'Appel au secours de la classe politique

Devant l'aggravation de la situation, le chef du mouvement Ettajdid (Le Renouveau), une formation de l'opposition légale, Ahmed Brahm, a appelé à l'«arrêt immédiat du bain de sang» à Kasserine. «Deux jours après le carnage des 8 et 9 janvier qui a fait 25 morts à Kasserine, Thala et Regueb, nous assistons en ce moment à une nouvelle exacerbation de l'escalade meurtrière», a déclaré M. Brahm à l'Associated Press.

Ahmed Brahm a par ailleurs condamné hier «avec la plus grande vigueur» la «répression aveugle» qu'ont subie les populations de Kasserine de retour du cimetière après avoir enterré les morts du week-end. Mettant «les autorités devant leurs responsabilités», il a adressé «un

appel au président de la République pour que cesse tout de suite l'utilisation des balles réelles contre la population désarmée et que soient tirées les leçons de l'échec total de la politique suivie jusqu'ici». «Sauvons notre pays tant qu'il est temps», a-t-il lancé.

Préoccupées par la tournure sanglante des manifestations contre le chômage en Tunisie, une centaine de personnes ont manifesté, dimanche, devant le consulat de Tunisie à Montréal. Ils exigent que le gouvernement Harper fasse pression sur le régime de Zine El Abidine Ben Ali pour qu'un dialogue soit établi avec les représentants de la société civile. «Nous demandons au gouvernement canadien de condamner les agissements et la violence que la machine répressive tunisienne a mise en marche contre son peuple», a déclaré Haroun Bouazzi, du Collectif de soutien aux luttes sociales du peuple tunisien, en marge de la contestation. «Ottawa doit rappeler au président Ben Ali ses obligations par rapport aux conventions internationales qui ont été cosignées avec le Canada, notamment la convention de Genève sur les droits de l'homme», a-t-il ajouté.

Zine Cherfaoui

http://www.elwatan.com/actualite/tunisie-des-manifestants-affrontent-les-forces-de-l-ordre-a-tunis-12-01-2011-106904_109.php

Tunisie : des manifestants affrontent les forces de l'ordre à Tunis

le 12.01.11 | 15h33



© D.R

Des manifestants et les forces de l'ordre se sont affrontés...

Les affrontements entre des manifestants et les forces de l'ordre ont repris mercredi après-midi à Tunis, rapporte l'AFP dont les journalistes présents sur place ont constaté que la police tunisienne "a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser la foule".

Tout a commencé lorsque "des centaines de jeunes criant des slogans contre le régime sur la place de la porte de France ont essayé d'avancer vers l'avenue Habib Bourguiba", souligne l'AFP. Cette soudaine manifestation n'a pas été du goût des forces de sécurité tunisiennes qui "leur ont barré la route en tirant des grenades lacrymogènes".

Il s'en est suivi ensuite des affrontements violents qui ont semé la panique parmi toute la population de la capitale tunisienne. Celle-ci, jusque là épargnée par les protestations

populaires de l'arrière-pays tunisien vient d'être secouée à son tour par cette vague de colère de la jeunesse contre le chômage, la mal-vie et les injustices sociales.

Quadrillée par un impressionnant dispositif policier et militaire, le centre de pouvoir du régime de Ben Ali n'a pu ainsi se prémunir contre le ras-le-bol des tunisiens.

Si pour l'heure, aucun bilan de ces affrontements n'a été révélé, de nombreux témoins oculaires ont rapporté tout de même que les troubles ont fait vider les rues de Tunis. Les commerces et les Souks sont été également obligés à baisser les rideaux.

Des passants ont fait état de quelques pillages et d'autres signalent une répression terrible orchestrée par la police tunisienne qui n'aurait pas hésité à tabasser brutalement des manifestants réfugiés dans les diverses ruelles de la ville.

Abderrahmane Semmar

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-ben-ali-limoge-le-ministre-de-linterieur/id-menu-325.html>

Tunisie, Ben Ali limoge le ministre de l'Intérieur

Publié le Mercredi 12 Janvier 2011 à 12:24

Ben Ali recevant Ahmed Friaâ, photo d'archivesLe Président de la République vient de limoger Rafik haj Kacem, et a nommé Ahmed Friaâ, ministre de l'Intérieur et du développement local. Le chef de l'Etat a ordonné la libération de toutes les personnes arrêtées durant les émeutes sociales, à l'exception de ceux dont l'implication dans les actes de violence graves, de dégradation préméditée et d'incendie des biens, a été prouvée par les informations judiciaires. Il a décidé de former une commission d'enquête concernant les éventuels dépassements commis, durant ces incidents, de constituer une deuxième commission d'enquête, chargée d'examiner le problème de la corruption et des erreurs commises par certains responsables.

Il a appelé la chambre des députés et à la chambre des conseillers à tenir, respectivement, jeudi, une session extraordinaire, pour un dialogue ouvert sur les décisions, mesures et plans pratiques annoncés, et a exhorté les deux chambres à consacrer l'attachement de tous au dialogue et à la liberté d'expression pacifique et à associer l'ensemble des parties nationales au traitement des questions du pays, et à rejeter la violence et la surenchère, sous leurs diverses formes.

Depuis le début des événements, il s'agit là des premières décisions concrètes qui sont en mesure de baisser un tant soit peu la tension. Reste qu'il ne faut pas oublier les morts innocents qui sont tombés dans les différentes régions de Tunisie, une commission d'enquête doit –être constituée pour établir toute la vérité et déterminer les responsabilités, comme le demandent toutes les composantes de la société civile et des partis d'opposition.

L'UGTT avait condamné vivement hier (mardi 11 janvier), lors de la réunion de sa commission administrative extraordinaire tenue à Gammarth, les tirs à balles réelles contre les manifestants, et la mort de citoyens innocents dans différentes régions, notamment à Tala, Kasserine et Regueb ; a dénoncé l'intrusion de l'Union régionale de travail de Kasserine et la destruction des biens et des documents. La centrale syndicale a appelé à constituer une

commission d'enquête pour juger tous ceux qui ont tiré à balles réelles sur les manifestants dans les régions concernées. Elle a appelé au retrait immédiat des renforts de l'armée des villes et des rues, ainsi que de la police des régions intérieures. La commission administrative a décidé de reporter son conseil national prévu les 10, 11 et 12 février 2011 à une date ultérieure.

Un char déployé à la Nogra, à quelques encablures d'Ettadhamen Les violences ont, pour la première fois, depuis le début du soulèvement social, gagné mardi la banlieue de la capitale. Dans la cité Ettadhamen, à 15 km du centre de Tunis, des affrontements ont ainsi opposé pendant deux heures dans la soirée des manifestants et des forces de l'ordre. Ces heurts ont dégénéré, et de jeunes manifestants ont brûlé un bus articulé et saccagé une agence bancaire et des commerces, selon des témoins oculaires. La police a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser la manifestation. Nous n'avons pas à l'heure actuelle de confirmation sur la survenue d'éventuelles victimes.

L'armée tunisienne s'est déployée mercredi à Tunis. Des renforts militaires, soldats en armes, camions, jeeps et blindés, ont fait leur apparition à Tunis. Ces renforts étaient postés à des carrefours du centre de Tunis et à l'entrée de la cité Ettadhamen. La situation paraît calme ce matin à Tunis, sous une pluie intermittente.

Gnet & agences

<http://mediarabe.info/spip.php?breve2749>

Tunisie : dix morts à Douz, Gabès et Kebili, et des blessés à Sfax

mercredi 12 janvier 2011 - 16h03

MAI

Selon la télévision « Al Arabiya », les affrontements se poursuivent entre les émeutiers et les forces de l'ordre à Douz, Kebili et Gabès, et se sont répandus vers Sfax. A Douz, quatre personnes ont été tuées, alors que six autres ont trouvé la mort à Kebili et Gabès, et de nombreux blessés sont enregistrés à Sfax.

<http://www.rfi.fr/afrique/20110112-tunisie-violences-s-etendent-capitale>

Tunisie/Conflit social -

Article publié le : mercredi 12 janvier 2011 - Dernière modification le : mercredi 12 janvier 2011

Tunisie : les violences se rapprochent de la capitale



Des pneus brûlent dans une rue de Rgeb où a eu lieu la procession funéraire des personnes tuées lors des affrontements avec la police, le 10 janvier 2011.

REUTERS/Stringer

Par RFI

En Tunisie, le bilan officiel des émeutes continue de s'alourdir : 21 morts selon les autorités, une cinquantaine selon un syndicaliste, Sadok Mahmoud. Mais ce qui est sûr, c'est que 24 heures après le discours du président Ben Ali la situation ne semble pas s'apaiser. Les affrontements s'étendent et ont atteint pour la première fois une banlieue de Tunis, la capitale.

C'est à la tombée de la nuit que les heurts ont commencé. Selon des témoins joints par l'AFP des groupes de jeunes auraient brûlé un bus et se seraient attaqué à des commerces, ainsi qu'à une banque. La police, elle, a utilisé des gaz lacrymogènes et des tirs de semonce.

Ettadamoun, située à 15 km de Tunis, est une banlieue populaire. C'est la première fois que des accrochages violents ont lieu si près de la capitale. Tunis jusqu'ici avait été relativement épargnée par les émeutes. Mais il est vrai que le 11 janvier toute la journée l'ambiance était électrique. Le centre-ville était quadrillé par la police, notamment après, un appel à manifester lancé sur internet.

Tout l'après-midi, la police a donc systématiquement dispersé et empêché tout regroupement : celui d'artistes notamment qui ont voulu se rassembler devant le théâtre national, ou le sit-in du syndicat des journalistes. Une centaine d'entre eux voulaient protester contre la violence des forces de l'ordre, ils se sont retrouvés encerclés par la police toute la journée.

Mais malgré ce bouclage du centre-ville, les heurts dans la banlieue de Tunis, montrent une fois encore que la contestation n'est pas terminée. Et que la répression et les promesses du président Ben Ali n'ont pas suffi à faire taire, pour le moment, la colère des Tunisiens. Est-ce la raison pour laquelle le porte-parole a donné une conférence de presse mardi soir ? Sur un ton moins agressif que le président Ben Ali, celui-ci a promis que les manifestations pacifiques étaient toujours autorisées.

Réactions modérées à l'étranger

Les Etats-Unis s'inquiètent d'un usage excessif de la force en Tunisie : déclaration d'un porte-parole du département d'Etat. L'Union européenne est sortie mardi de son silence. La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a appelé « à la retenue dans le recours à la force et au respect des libertés fondamentales » et a réclamé « la libération immédiate des bloggeurs, journalistes, avocats et autres personnes détenues ». En Grande-Bretagne, on appelle à résoudre la situation pacifiquement.

Et fait marquant, depuis le début de la crise, la France, -l'ancienne puissance coloniale-, a réagi très modérément. Réaction qui s'explique par les liens entre les deux pays, mais que dénoncent les associations de défense des droits de l'homme. La responsable de la diplomatie française a déclaré que la France ne peut que déplorer les violences « notre premier message doit être celui de l'amitié » entre les peuples français et tunisien a affirmé Michèle Alliot-Marie.

De son côté, le ministre français de l'Agriculture a estimé mardi, à propos de la situation en Tunisie, qu'« avant de juger un gouvernement étranger » mieux valait « bien connaître la

situation ». Bruno le Maire a défendu le président tunisien, estimant que Zine el Abbedine Ben Ali est « *souvent mal jugé* », et qu'il avait « *fait beaucoup de choses* ». Malgré l'aggravation du bilan des émeutes, le gouvernement français maintient une ligne, disons, de modération et appelle à l'apaisement.

http://www.elwatan.com/actualite/tunisie-l-armee-se-deploie-a-tunis-pour-affronter-la-revolte-sociale-12-01-2011-106889_109.php

Tunisie : l'armée se déploie à Tunis pour affronter la révolte sociale

le 12.01.11 | 10h46



© AFP

Des unités de l'armée ont été...

La contestation et la colère a gagné Tunis. La tension est si vive que l'armée tunisienne a finalement été déployée mercredi dans la capitale tunisienne "où la tension est montée au lendemain d'affrontements entre la police et des manifestants qui ont éclaté dans la nuit dans la banlieue ouest populaire", rapporte l'AFP.

Le régime de Ben Ali se sent en danger. Mercredi, des renforts militaires, soldats en armes, camions, jeeps et blindés, ont fait leur apparition dans Tunis pour la première fois depuis le déclenchement des affrontements que connaît la Tunisie depuis quatre semaines.

"Ces renforts étaient postés à des carrefours du centre de Tunis et à l'entrée de la cité Ettadhamen (Solidarité) où des dégâts d'une nuit de violences étaient visibles", fait remarquer l'AFP.

"Un blindé tout feu allumé et des soldats en armes étaient positionnés à l'entrée de ce gros faubourg où des carcasses de voitures et d'un bus incendiés n'avaient pas encore été enlevées, près du siège de la sous-préfecture attaqué la veille", précise encore l'agence de presse Française.

Ainsi, à Tunis, les unités d'intervention spéciales ont été chargées de surveiller toutes les places publiques et les différentes institutions étatiques. Des soldats en armes patrouillent également dans les plus importantes rues de la capitale, signalent plusieurs sources concordantes.

Secouée depuis près d'un mois par une révolte sociale sans précédent, la Tunisie compte chaque jour de plus en plus de morts. Si selon le gouvernement tunisien, "les troubles sociaux" ont fait 21 morts et "des dégâts matériels considérables", l'opposition et les syndicats qui épaulent les jeunes tunisiens dans leur protestation, estiment que plus de 50 personnes ont été tuées par les services de sécurité dans "les trois derniers jours".

Ce bilan macabre risque de s'alourdir à n'importe quel moment vu que les affrontements entre les jeunes manifestants et policiers tunisiens perdurent encore dans plusieurs villes tunisiennes. Et pour faire face à cette mobilisation de la société civile, le régime de Ben Ali a, semble-t-il, utilisé tous les moyens de la répression.

Pour preuve, à Kasserine, ville située à 290 km au sud de la capitale Tunis, des "snipers ont été postés sur les toits" pour abattre les émeutiers, rapportent plusieurs témoins oculaires. Des syndicalistes ont même fait état de tirs des forces de police sur des cortèges funèbres !

Abderrahmane Semmar

http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/sct_c/Country/Tunisia

L'armée tunisienne se retire de la capitale

2011-01-13 L'armée tunisienne s'est retirée de la capitale, ce jeudi 13 janvier, a fait savoir l'AFP. Des unités de police spéciale ont été déployées pour protéger Tunis, et deux véhicules blindés restent stationnés sur la Place Ibn Khaldun. Les soldats avaient été déployés à la suite de l'escalade de la violence mardi dernier dans le quartier de la Cité Ettadhamen de Tunis.

Ce jeudi également, le Président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a limogé ses conseillers Abdelwahab Abdallah et Abdelaziz Ben Dhia. Ce renvoi fait suite au remplacement mercredi du ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem par Ahmed Friaa. Le Président a également ordonné la libération de tous les jeunes arrêtés lors de ces émeutes, à l'exception de ceux accusés d'actes de violence, de sabotage intentionnel ou de vandalisme contre des biens, et a demandé l'ouverture d'une enquête sur "les erreurs de certains responsables publics", a indiqué le Premier ministre Mohamed El Ghannouchi.

Mercredi soir, le ministère de l'Intérieur a imposé un couvre-feu nocturne pour une durée illimitée à Tunis.

Selon les déclarations officielles, 21 personnes sont mortes depuis le début des manifestations sociales contre le chômage et le coût de la vie à Sidi Bouzid le mois dernier. Ben Ali a promis cette semaine de mettre tout en oeuvre pour "assurer un travail au plus grand nombre possible de diplômés de l'université sans emploi".

<http://www.leparisien.fr/international/tunisie-couvre-feu-decrete-a-tunis-3-nouveaux-morts-dans-les-emeutes-12-01-2011-1224216.php>

Tunisie : couvre-feu décrété à Tunis, 3 nouveaux morts dans les émeutes

12.01.2011, 15h36 | Mise à jour : 19h34

En dépit des gages donnés mercredi matin par le président Ben Ali pour mettre un terme aux sanglantes émeutes en Tunisie, les violences se sont poursuivies ce mercredi dans le centre de Tunis et dans le sud et l'ouest du pays, faisant deux morts à Douz et un à Thala.

En fin de journée, le ministère tunisien de l'Intérieur a décrété un couvre-feu nocturne à Tunis et dans sa banlieue. L'armée a été déployée pour la première fois dans la capitale. Une

décision justifiée par «les troubles, les pillages et les agressions contre les personnes et les biens, qui se sont produits dans certains quartiers de la ville». Le couvre-feu court de 20 heures à 5h30.

Des troubles ont éclaté mardi soir dans des banlieues densément peuplées comme la cité Ettadhamen et Intilaka, où les heurts ont repris mercredi alors que le centre de Tunis connaissait des affrontements entre manifestants et policiers. Des centaines de jeunes criant des slogans contre le régime sur la place de la porte de France ont essayé d'avancer vers l'avenue Habib Bourguiba, et les forces de sécurité leur ont barré la route avec des gaz lacrymogènes.

Aucun bilan de ces affrontements, les plus graves à se produire dans Tunis depuis le début des émeutes au mois de décembre, n'était disponible dans l'après-midi, alors que les violences ont cessé.

Deux morts à Douz, un à Thala

Un manifestant a été tué par balle et deux ont été blessés par les forces de sécurité mercredi soir dans la ville de Thala, dans le centre-ouest de la Tunisie.

Des violences meurtrières avaient également éclaté dans la matinée à Douz, ville de 30 000 habitants située à 550 km au sud de la capitale. La police a répondu aux manifestants par des gaz lacrymogènes puis des tirs à balles réelles, selon un témoin. Deux personnes ont été tuées : Hatem Bettaher, un enseignant universitaire et, Riad Ben Oun, un électricien. Demandant justice, les manifestants ont encerclé les forces de l'ordre dans la sous-préfecture, obligeant l'armée à s'interposer entre les deux parties.

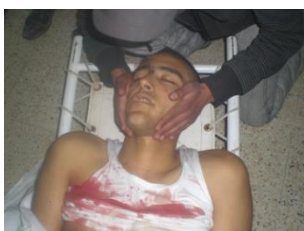
A Sfax enfin, métropole économique à 300 km au sud de Tunis, cinq manifestants ont été blessés par des tirs de la police dans cette ville, où une «grève générale» était observée, selon une source syndicale.

Leparisien.fr avec l'AFP

<http://dna-algerie.com/international/1130-tunis-quadrillee-par-les-forces-speciales-au-moins-66-personnes-tuees.html>

LA TUNISIE EMBRASEE : Tunis quadrillée par les forces spéciales, au moins 67 personnes tuées

Jeudi, 13 Janvier 2011, 15:34 | DNA (actualisé à 17 :43)



La capitale tunisienne, Tunis , estait quadrillée jeudi par les forces spéciales après une première nuit de couvre-feu alors que les affrontements dans une banlieue ont fait huit morts, selon une ONG de défense des droits de l'homme qui fait état de 66 morts dans tout le pays depuis la mi-décembre. C'est la première insurrection à laquelle fait face le régime du président Ben Ali depuis son arrivée au pouvoir en novembre 1987.

Un manifestant a été tué cet après-midi par les tirs de la police dans le quartier Lafayette à proximité de l'artère centrale de l'avenue Bourguiba à Tunis, ont rapporté des témoins. Un autre manifestant a été grièvement blessé par balle, a affirmé l'un des témoins alors qu'un autre a indiqué qu'il était décédé, ce qui n'a pas été confirmé par d'autres sources. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser les manifestants à coup de bombes lacrymogènes avant de tirer, selon ces témoins.

La présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, a dénoncé jeudi à Paris « un massacre qui continue », affirmant détenir une liste nominative de 66 personnes tuées depuis le début des troubles mi-décembre, dont 8 dans la nuit de mercredi à jeudi dans la banlieue de Tunis.

Selon des informations de sources indépendantes sur place en Tunisie, plus de 80 personnes ont été tuées depuis le début de la contestation. La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) parle d'un bilan qui s'établit désormais à 66 morts identifiés depuis le début des troubles, mi-décembre. L'organisation affirme détenir une liste nominative de ces 67 personnes tuées.

L'armée se retire de la capitale

L'armée tunisienne s'est retirée jeudi de la capitale où elle s'était déployée 24 heures auparavant. Aucun bilan officiel n'a été publié sur ces violences dans les banlieues d'Ettadhamen et d'Intilaka où vivent quelque 30.000 habitants à environ 15 km du centre de Tunis, qui se sont déroulées malgré le couvre-feu nocturne imposé dans la capitale et ses environs.

Le couvre-feu, décrété mercredi pour une durée illimitée, est la première mesure du genre prise à Tunis depuis l'arrivée au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali en 1987.

Des habitants « ahuris » par l'ampleur des dégâts

« Toute la nuit, on a entendu des tirs, des cris et des bruits de casse », a déclaré à l'AFP une infirmière. Elle a expliqué que les incidents en banlieue avaient démarré mercredi après-midi pendant un rassemblement « qui a ensuite dégénéré en affrontements violents entre forces de sécurité et des jeunes ». Des habitants se sont déclarés « ahuris » par l'ampleur des dégâts: des commerces ont été saccagés, des locaux municipaux endommagés, des abris de bus détruits et un bus incendié.

A Sfax (sud-est), un lycéen de 19 ans, Omar Haddad, a été tué mercredi « par des tirs de la police » lors d'affrontements dans cette métropole économique, a indiqué jeudi un témoin à l'AFP, ajoutant que les violences s'étaient poursuivies durant la nuit dans cette ville.

L'universitaire Hatem Bettahar assassiné

Une Suisse d'origine tunisienne, employée d'hôpital, a également été tuée mercredi soir dans le nord de la Tunisie, a annoncé jeudi le ministère helvétique des Affaires étrangères. Sur le campus universitaire de Tunis, des enseignants se sont rassemblés jeudi pour protester contre l'« assassinat » la veille d'un professeur d'informatique à l'Université de Compiègne (nord de la France), Hatem Bettahar, un Franco-tunisien, tué par des tirs de la police à Douz (sud).

Dans la capitale, des blindés et des unités d'intervention de la police ont remplacé jeudi ceux de l'armée, et seuls deux véhicules militaires avec des soldats en armes étaient encore postés devant l'ambassade de France. Des cars remplis de policiers anti-émeute stationnaient dans les rues latérales menant à l'avenue principale.

La Palais présidentiel de Carthage sous haute surveillance

Dans la matinée, plusieurs centaines de manifestants ont été dispersés à coup de grenades lacrymogènes dans le centre. Les jeunes rassemblés rue de Rome, proche de l'ambassade de France, ont tenté d'atteindre l'avenue Bourguiba mais en ont été empêchés par les forces de l'ordre qui ont abondamment usé de grenades lacrymogènes.

Auparavant, dans les cafés ouverts, les terrasses habituellement bondées étaient dégarnies, des clients s'exprimant à haute voix sur les derniers affrontements en banlieues. Des dispositifs de sécurité renforcés étaient visibles sur la route conduisant au palais présidentiel à Carthage, interdite à la circulation automobile.

Ben Ali lâche du lest mais s'accroche au pouvoir

Le gouvernement du président Ben Ali, 74 ans, avait tenté mercredi de calmer le jeu, avec le limogeage du ministre de l'Intérieur et l'annonce de la libération de toutes les personnes arrêtées à « l'exception de ceux qui sont impliqués dans des actes de vandalisme ».

Le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé jeudi le report de toutes les compétitions sportives « programmées cette semaine », en raison des émeutes.

Abdelwaheb Abdallah, conseiller de Ben Ali en charge de la presse, et ex-ministre des Affaires étrangères, a été limogé, ainsi que le ministre d'Etat et conseiller spécial du Président Abdelaziz Ben Dhia.

Tous deux étaient considérés comme durs parmi les durs du régime de Ben Ali. L'information, encore non-officielle, a été confirmée par Alarabiya.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110112.OBS6114/heure-par-heure-les-emeutes-sociales-en-tunisie.html>

13/01/11 14:20

[HEURE PAR HEURE] Les émeutes sociales en Tunisie, mercredi 12 janvier



Emeutes en Tunisie (AFP)

Les événements en Tunisie, mercredi 12 janvier 2011 :

23h45 - Tunis Le couvre-feu est strictement observé dans le centre de la ville où ne circulent que de rares patrouilles de la police tandis que des habitants signalent des incidents en banlieue.

22h35 - Paris Un des civils tués par balles dans la ville tunisienne de Douz, Hatem Bettahar, était professeur d'informatique à l'Université de Technologie de Compiègne, a indiqué à l'AFP un syndicaliste enseignant.

22h - Washington Les Etats-Unis appellent les Tunisiens à manifester pacifiquement, tout en renouvelant leur appel à la retenue en direction des autorités tunisiennes.

21h00 - Paris Bertrand Delanoë, maire PS de Paris, né à Tunis, estime être "au côté du peuple tunisien", alors que la Tunisie connaît un important mouvement de contestation du régime qui fait des dizaines de morts depuis un mois.

21h00 - Ottawa Le Canada exhorte le gouvernement tunisien à "modérer" l'action de ses forces de sécurité et à ouvrir un "dialogue transparent" avec la société civile, alors que la contestation du régime gagne le centre de Tunis.

20h45 - Paris Harlem Désir, numéro deux du PS, demande "la libération immédiate" d'Hamma Hammadi, dirigeant du Parti communiste des ouvriers de Tunisie, considérant que son arrestation est un "terrible symbole".

19h45 - Marseille Entre 700 et 1.000 personnes, selon les chiffres de la police et des organisateurs, défilent à Marseille aux cris de "Ben Ali assassin", en solidarité avec le mouvement de contestation du régime en Tunisie, a constaté une journaliste de l'AFP.

19h40 - Paris Benoît Hamon, porte-parole du PS, estime sur Public Sénat que le président tunisien Ben Ali est "acculé" alors que le mouvement de contestation se poursuit en Tunisie, et déplore un "silence coupable" de la part du gouvernement français.

19h30 - Tunis Le limogeage du ministre de l'Intérieur est jugé "insuffisant" par une formation de l'opposition, le Parti démocratique progressiste (PDP). Elle appelle à des "réformes profondes" et à un gouvernement de salut national.

19h10 - Tunis Un manifestant est tué par balle et deux sont blessés par les forces de sécurité dans la ville de Thala, dans le centre-ouest de la Tunisie, a annoncé à l'AFP un syndicaliste.

19h - Thala Un manifestant a été tué par balle et deux ont été blessés par les forces de sécurité dans la ville de Thala, dans le centre-ouest de la Tunisie, a annoncé un syndicaliste.

17h40 - Tunis Le ministère tunisien de l'Intérieur a décrété un couvre feu nocturne dans la capitale et sa banlieue à la suite de troubles dans "certains quartiers", dans un communiqué officiel.

17h15 - Sfax Des affrontements avec la police ont eu lieu à Sfax, métropole économique du pays, à 300 km au sud de Tunis, faisant cinq civils blessés par des tirs de la police dans cette ville en "grève générale".

16h50 - Tunis Le chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit), Hamma Hammami, a été interpellé à son domicile, près de Tunis, a annoncé son épouse Radia Nasraoui.

16h45 - Genève La Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Navy Pillay, a appelé le gouvernement tunisien à mener des enquêtes "indépendantes crédibles", à la suite des informations sur un "usage excessif" de la force par les services de sécurité.

15h40 - Douz Deux civils ont été tués par des tirs de la police à Douz, dans le sud du pays, lors d'une manifestation ayant dégénéré.

15h10 - Tunis Des manifestants et les forces de l'ordre se sont affrontés dans le centre de Tunis. La police a eu recours aux gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

13h00 - Bruxelles La porte-parole de la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a condamné mercredi l'usage "disproportionné" de la force par la police en Tunisie, où le ministre de l'Intérieur vient d'être limogé.

12h50 - Paris Le porte-parole du gouvernement François Baroin a défendu mercredi la "position équilibrée" de la France face à la crise sociale et désormais politique qui agite la Tunisie, après les critiques de l'opposition dénonçant le "silence" de Paris.

12h10 - Tunis Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a annoncé la libération de toutes les personnes arrêtées pendant les émeutes sociales qui durent depuis la mi-décembre.

11h50 - Tunis Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a annoncé au cours d'une conférence de presse le limogeage du ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem.

11h10 - Paris L'ex-premier secrétaire du PS François Hollande a dénoncé "un silence des plus hautes autorités de l'Etat" français sur la situation en Tunisie.

10h30 - Tunis L'armée tunisienne s'est déployée à Tunis où la tension est montée au lendemain d'affrontements entre la police et des manifestants qui ont éclaté dans la nuit dans sa banlieue ouest populaire.

Mardi 11 janvier :

22h30 - Tunis Les émeutes de ces derniers jours en Tunisie ont fait 21 morts, a annoncé le ministre tunisien de la Communication Samir Laabidi. Nos chiffres disent 21 décès", a dit lors

d'un point de presse, Samir Laabidi, démentant les bilans supérieurs à ce nombre.

21h00 - Tunis Des affrontements ont éclaté dans la cité Ettadhamoun, à 15 km du centre de Tunis, entre des manifestants et des forces de l'ordre, ont indiqué des habitants.

19h30 - Paris Plus de 200 personnes se sont rassemblées dans la soirée devant l'ambassade de Tunisie à Paris pour afficher leur "solidarité" avec le mouvement social en Tunisie et dénoncer le régime du président Zine el Abidine Ben Ali.

(Nouvelobs.com)

<http://dna-algerie.com/international/1133-tunisie-l-les-forces-speciales-tirent-sur-les-manifestants-r-video.html>

Tunisie : « Les forces spéciales tirent sur les manifestants » (Vidéo)

Jeudi, 13 Janvier 2011, 19:24 | DNA avec agences

Selon plusieurs témoignages sur place en Tunisie, ce sont les forces spéciales qui tirent directement sur la foule. Jeudi soir, on dénombre 67 morts, mais des sources syndicales indiquent que le bilan pourrait atteindre 100 morts. La Station Hammamet est livrée aux pillages.

Un manifestant a été tué ce jeudi par les tirs de la police dans le quartier Lafayette à proximité de l'artère centrale de l'avenue Bourguiba à Tunis selon l'AFP. Les forces de l'ordre ont tenté de disperser les manifestants à coup de bombes lacrymogènes avant de tirer, selon des témoins. Les forces de l'ordre se sont interposées pour empêcher des manifestants, venus des abords de l'avenue Bourguiba, de se diriger vers le quartier où se trouvent un supermarché de la chaîne Carrefour et la Maison de la radio publique.

Banques saccagées, voitures calcinées, sous-préfecture et poste de police attaqués, le couvre-feu imposé dans Tunis et sa banlieue n'a pas empêché des bandes de jeunes de s'en prendre dans la nuit de mercredi à jeudi à des symboles du pouvoir et de l'argent.

Si le cœur de la capitale où se trouvent les principaux commerces, banques et administrations publiques, a été épargné en raison d'une forte présence des forces de l'ordre, cela n'a pas été cas aux alentours, en particulier à El Aouina, près de l'aéroport international de Carthage, et à Ettadhamen, au nord de la capitale.

La station balnéaire tunisienne de Hammamet, prisée par les touristes européens, était livrée aux pilleurs jeudi en fin d'après-midi, selon des journalistes de l'AFP arrivés dans cette cité située à 60 km au sud de Tunis.

Un poste de police, une permanence du parti au pouvoir ont été détruits ainsi que des résidences cossues, dont l'une appartiendrait, selon des habitants, à un proche du chef de l'Etat. Dans la rue, les passant ont érigé de nombreux barrages alors que d'autres pillaient des magasins emportant tout ce qui leur tombait sous la main.

Officiellement, l'armée s'est retirée du centre-ville jeudi matin avant d'être remplacée par des unités spéciales. Pourquoi l'armée s'est-elle retirée ? Certains évoquent une scission au sein des forces de l'ordre. En fait, l'armée se refuserait à réprimer les manifestants avec des tirs,

contrairement à la police sous les ordres du ministère de l'Intérieur. La chaîne Al Jazira a montré des images de manifestants escortant des fourgons de l'armée.

http://www.lepost.fr/article/2011/01/13/2369506_pillage-et-emeutes-a-sousse.html

Pillage et émeutes à Sousse ?

13/01/2011 à 13h13 - mis à jour le 13/01/2011 à 17h37 | 7893 vues |

post non vérifié par la rédaction

Ça y est : la contestation tunisienne, jusqu'ici limitée aux villes de l'intérieur, aurait gagné au moins une ville côtière : Sousse.

Le Promogro, situé sur la route de ceinture qui va de Tunis à Monastir, dans le quartier de Sahloul, a été attaqué, avant d'être fermé pour prévenir tout débordement, ainsi qu'un des Monoprix du centre ville.

La banque centrale de Sousse aurait été attaquée également et serait maintenant fermée, ce qui interdit aux habitants de retirer de l'argent. Toutes les banques sont fermées.

Dans les banlieues qui entourent Sousse, comme la cité Riyadh, des manifestations ont eu lieu.

Le collège français a été fermé ce matin dans le courant de la matinée, vers 11 heures : après que les cours aient commencé, les parents ont été appelé pour venir chercher leurs enfants. Les facultés et écoles tunisiennes sont fermées également, comme dans le reste du pays. En revanche, il semble que le reste de la région soit calme.

L'armée est dans la ville. Les blindés sont devant la Banque centrale.

Pour demain, une grève générale est prévue à Sousse, les magasins vont donc être fermés.

On parle de morts à Gabès et à Degueche, dans la région de Tozeur, hier soir.

"C'est incroyable", dit un habitant de Sousse, "on entend à la radio des choses totalement différentes, le discours a totalement changé : on demande aux gens de ne pas piller, de ne pas tout casser... Mais les gens n'ont plus peur, c'est fini, ils n'ont plus peur et ils s'en moquent...."

Le couvre feu à Tunis et dans ses environs est maintenu, à partir de 20 heures. Cependant, malgré le couvre feu, de nombreux affrontements ont eu lieu.

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0201070548233.htm>

13/01/11 | 12:48 | mis à jour à 18:11 | **Claude Fouquet**

Tunisie : l'Union générale tunisienne du travail appelle à la grève vendredi

La situation reste tendue en Tunisie soumise au couvre feu. Le seul syndicat du pays, l'UGTT appelle à une grève générale de deux heures demain. En France, la polémique enfle sur l'attitude que le gouvernement doit adopter.



Si avec la mise en place du couvre feu la capitale tunisienne a connu une nuit relativement calme, de nombreux affrontements et manifestations se sont déroulées dans la banlieue de Tunis_ ou huit personnes au moins auraient été tuées _ et le reste du pays. La situation reste tendue et un appel à une grève générale de deux heures demain a été lancé par la section de Tunis de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT). Un pas de plus de l'implication de la seule centrale syndicale du pays. Samedi dernier en effet , Abid Brigui, Secrétaire général adjoint de l'UGTT, avait proclamé le soutien du syndicat aux manifestants et à leurs revendications « *légitimes* ». Signe ou volonté d'apaisement, les forces armées chargées d'assurer la sécurité ont quitté dans la matinée le centre de Tunis, ainsi que le réclamait l'UGTT à l'issue de la réunion extraordinaire qui s'est tenue mardi. Les militaires ont cependant été remplacé dans la matinée par des unités spéciales de la Police.

Cet après-midi, alors que les émeutes que connaît la Tunisie s'intensifient, faisant plusieurs tués dans la capitale et ses environs, l'agence gouvernementale TAP a annoncé que le président Zine El Abidine Ben Ali s'adressera de nouveau jeudi soir aux Tunisiens.

En France la polémique enfle dans le monde politique. La gauche française a ainsi continué de monter au créneau. Et souhaite que le gouvernement français soit plus clair dans ses prises de positions. A commencer par Jean-Marc Ayrault, le chef de file des députés socialistes pour qui « *la voix de la France devrait être une parole claire et aujourd'hui elle est totalement embarrassée, comme s'il fallait que ça s'arrange avec le président Ben Ali et le régime qui est le sien* ». Et de juger « *ignoble* » les propos de la ministre de la défense, Michelle Alliot-Marie qui a suggéré hier une possible coopération franco-tunisienne en matière de sécurité. De son côté, Jean-Pierre Chevenement, le président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), a estimé que même s'il fallait respecter la Tunisie comme « *pays indépendant* », le gouvernement français serait « *bien inspiré* » de dénoncer « *les tirs à balles réelles* » contre les manifestants dans le pays. Tandis que la présidente du groupe CRC-SPG (Communistes et parti de gauche) du Sénat, Nicole Borvo Cohen-Seat, a dénoncé un « *mutisme* » sur la Tunisie du président Sarkozy.

Des propos qui interviennent alors que l'émotion est vive après l'annonce qu'un professeur d'informatique de l'Université de Technologie de Compiègne, de nationalité franco-tunisienne, a été tué par balles lors d'une manifestation qui a dégénéré dans le sud du pays. La France est « *extrêmement vigilante* » face au mouvement de contestation en Tunisie, « *pays ami* », et à la répression des manifestations par les autorités, mais elle « *n'a pas à s'ingérer* » dans une situation « *locale* », a estimé pour sa part le ministre de l'Education, Luc Chatel. Interrogé ce matin sur Radio Classique et I-Télé, le ministre a par ailleurs exprimé toute son « *émotion* » et son « *soutien à la famille* » de l'enseignant de l'Université de Compiègne. Le Premier ministre français François Fillon s'est, pour sa part, alarmé jeudi de « *l'utilisation disproportionnée de la violence* » en Tunisie, en appelant « *l'ensemble des parties à faire preuve de retenue et à choisir la voie du dialogue* ».

Photo : AFP

Tunisie: affrontements meurtriers dans la capitale, 66 tués depuis un mois

De Hamida BEN SALAH (AFP) – Il y a 3 jours (13 janvier 2011)

TUNIS — Des affrontements meurtriers entre manifestants et forces de sécurité ont eu lieu jeudi à Tunis et sa banlieue dans le cadre d'un mouvement sans précédent de contestation du régime qui a fait 66 morts en un mois selon une ONG des droits de l'Homme.

Le président Zine El Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, doit de nouveau s'adresser jeudi soir aux Tunisiens mais la communauté internationale se préoccupe de plus en plus de l'aggravation de la situation, la France s'inquiétant de "l'utilisation disproportionnée de la violence".

La station balnéaire tunisienne de Hammamet, prisée par les touristes européens, était livrée aux pilleurs jeudi en fin d'après-midi, selon des journalistes de l'AFP arrivés dans cette cité située à 60 km au sud de Tunis.

Dans le centre de Tunis, un manifestant a été tué jeudi après-midi par les tirs de la police dans le quartier Lafayette, à proximité de l'artère centrale de l'avenue Bourguiba, ont rapporté des témoins à l'AFP. Une autre manifestant a été grièvement blessé par balle, a affirmé l'un des témoins.

Les forces de l'ordre ont tenté de disperser les manifestants à coup de bombes lacrymogènes avant de tirer, selon ces témoins.

La police et les unités anti-émeutes étaient fortement présentes dans le centre de la capitale où la tension était montée à la suite d'une tentative de marche à la mi-journée.

La présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, a affirmé à Paris détenir une liste nominative de 66 personnes tuées depuis le début des troubles mi-décembre, dont 8 dans la nuit de mercredi à jeudi dans la banlieue de Tunis.

"C'est un massacre qui continue. La priorité des priorités aujourd'hui et d'arrêter ce massacre", a-t-elle ajouté.

Aucun bilan officiel n'a été publié sur ces dernières violences dans les banlieues d'Ettadhamen et d'Intilaka, où vivent quelque 30.000 habitants à environ 15 km du centre de Tunis. Elles se sont déroulées malgré le couvre-feu nocturne imposé dans la capitale et ses environs depuis mercredi soir.

Le couvre-feu, décrété pour une durée illimitée, est la première mesure du genre prise à Tunis depuis l'arrivée au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali en 1987.

"Toute la nuit, on a entendu des tirs, des cris et des bruits de casse", a déclaré à l'AFP une infirmière. Elle a expliqué que les incidents en banlieue avaient démarré mercredi après-midi pendant un rassemblement "qui a ensuite dégénéré en affrontements violents entre forces de sécurité et des jeunes".

Des habitants se sont déclarés "ahuris" par l'ampleur des dégâts: des commerces ont été saccagés, des locaux municipaux endommagés, des abris de bus détruits et un bus incendié.

A Sfax (sud-est), un lycéen de 19 ans, Omar Haddad, a été tué mercredi "par des tirs de la police" lors d'affrontements dans cette métropole économique, a indiqué jeudi un témoin à l'AFP, ajoutant que les violences s'étaient poursuivies durant la nuit dans cette ville.

Une Suisse d'origine tunisienne, employée d'hôpital, a également été tuée mercredi soir dans le nord de la Tunisie, a annoncé jeudi le ministère helvétique des Affaires étrangères.

Sur le campus universitaire de Tunis, des enseignants se sont rassemblés jeudi pour protester contre l'"assassinat" la veille d'un professeur d'informatique à l'Université de Compiègne (nord de la France), Hatem Bettahar, un Franco-tunisien, tué par des tirs de la police à Douz (sud), selon un témoin.

Dans la capitale, des blindés et des unités d'intervention de la police ont remplacé jeudi ceux de l'armée.

Sur le plan international, le gouvernement français a haussé le ton jeudi face au régime tunisien, sous la pression des bilans humains qui ne cessent de s'alourdir et des critiques de l'opposition.

Le Premier ministre François Fillon a lancé dénoncé pour la première fois la répression par les forces de sécurité du président Ben Ali.

"On ne peut continuer dans cette utilisation disproportionnée de la violence", a-t-il dit, rejoignant les positions exprimées par l'Union européenne et l'administration Obama.

La Suisse, les Pays-Bas et le Portugal ont pour leur part déconseillé jeudi les voyages non essentiels en Tunisie.

<http://www.rtf.be/info/monde/tunisie/comment-la-presse-raconte-les-troubles-en-tunisie-294466>

Tunisie: quand la presse écrit ce que les Etats taisent

13.01.11 - 17:15

Comment interprète-t-on les événements de Tunisie à l'étranger ? Entre réactions officielles qui vont du silence à la "préoccupation", et médias souvent très engagés, le contraste est grand.

La crise tunisienne se joue aussi dans les médias, notamment les médias français qui relatent les événements, donnent la parole à des opposants au régime ou encore publient des points de vue.

Le Monde en pointe

Le journal Le Monde a ainsi dénoncé à plusieurs reprises le grand silence de la France et de l'Europe, a analysé les "symboles d'un régime aux abois" ou, ce jeudi encore, sous la plume du journaliste et opposant tunisien Taoufi Ben Brik, a qualifié le soulèvement de "vraie révolte politique".

Le 7 janvier, Le Monde dénonçait déjà un pays miné de l'intérieur et la nature du régime Ben Ali : "un clan familial corrompu, qui a pris le contrôle d'une partie de l'économie et mis au service de son enrichissement personnel", "une quasi mafia", citant ici un diplomate américain. "Sous prétexte de lutter contre l'Islamisme, les libertés politiques ont été anéanties", écrivait encore Le Monde. "Silencieusement complice, il serait temps que l'Europe adresse au régime Ben Ali un urgentissime avertissement", concluait le quotidien.

Paris très conciliant

Le ton tranche avec le relatif silence des autorités françaises jusqu'ici, si l'on excepte la proposition de la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie d'une coopération sécuritaire avec la Tunisie (le site d'information Rue89 a consacré un éditorial au vitriol sur cette proposition) et, ce jeudi seulement, du Premier ministre français François Fillon qui s'est inquiété de "l'utilisation disproportionnée de la violence" en Tunisie, en appelant "l'ensemble des parties à faire preuve de retenue et à choisir la voie du dialogue".

Dans l'opposition, des voix s'élèvent : le PS affirme son soutien au peuple tunisien, et demande que la France "adopte une position forte de condamnation de la répression inacceptable". "Quand son ami Ben Ali tue, Sarkozy se tait", accuse Nicole Borvo Cohen-Seat, présidente du groupe des sénateurs communistes et du Parti de gauche. Chez les verts, Cécile Duflot, présidente d'Europe Ecologie-Les Verts demande à Nicolas Sarkozy de "bien vouloir réunir l'ensemble des responsables des partis politiques représentés au Parlement" pour "un échange approfondi sur la situation" en Tunisie, rejoint par l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, qui estime que "la France ne peut rester en retrait".

La presse française critique

Ce silence avait aussi été épinglé par Libération qui a qualifié le président tunisien de "Ceausescu des sables" : "Cette fois le masque est tombé, depuis le début des troubles, Ben Ali apparaît pour ce qu'il est, un despote archaïque. Au légitime soulèvement d'une population frappée par la crise et lasse de cet enfermement policier, ce pouvoir répond par le mensonge, le mépris et la fusillade. On croit être en Tunisie, pays de haute culture et de raffinement. On découvre une Corée du Nord méditerranéenne". Libé passe aussi au crible la complaisance de Paris et de nombre d'élus français ("la familia") envers le régime de Tunis, reproduisant comme d'autres médias français l'image et le discours du président Nicolas Sarkozy à Tunis en 2008 ("Souhaitez-vous à la place un régime taliban au sud de la Méditerranée ?", "L'espace des libertés progresse")

Relativement peu disert au début des émeutes, le Figaro livre ce jeudi son analyse qui se termine sur l'espoir "qu'il y a là le début d'une prise de conscience des limites du modèle tunisien et de la nécessité d'une ouverture politique réclamée par l'ensemble de la société civile".

L'Humanité relève de son côté la passion "à géométrie variable" du gouvernement français pour les droits de l'homme : "Très vive pour Abidjan, très mince pour Tunis".

Ailleurs en Europe

Mercredi, la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a condamné l'usage disproportionné de la force par la police tunisienne. L'Union européenne envisage de suspendre les négociations en cours avec la Tunisie en vue d'un renforcement de leurs relations.

Mais dans les chancelleries européennes, le silence est plutôt de mise. Comme la France, l'Italie et l'Espagne semblent attacher plus de prix à une bonne collaboration avec les pays du Maghreb en matière de lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale qu'au développement de la démocratie.

L'Allemagne a exprimé jeudi sa "vive inquiétude" face aux affrontements en Tunisie et appelé à la fin des violences commises contre les manifestants. A Berlin, le Tageszeitung souligne que la jeunesse tunisienne qui se révolte se sent "trahie par l'Europe qui accepte silencieuse et par intérêt le double discours des dirigeants tunisiens" et recommande "qu'elle ne tolère plus les mensonges de l'Etat policier tunisien".

En Espagne, El País fustige le silence des capitales européennes, obnubilées par la lutte contre l'islamisme, aveugles devant les exactions de la police tunisienne.

L'Italie, pays proche de la Tunisie suit de près ce qui s'y passe : La Repubblica y voit une "révolution de jasmin" qui ne rentrera pas dans les rangs après quelque promesse et prédit que la rue ne se calmera pas avec le limogeage du ministre de l'Intérieur ou la libération des manifestants. Le quotidien italien envisage même d'espérer ou de craindre un coup d'Etat militaire.

En analysant la situation, la BBC indique que le pouvoir, le président et son entourage, risquent à présent d'être la cible des manifestations qui ont gagné la capitale mais estime qu'il est trop tôt pour dire si le mouvement d'opposition a assez de cohérence politique mais souligne que l'accent est mis sur la jeunesse avec comme vecteur de mobilisation l'internet et le rap.

Les Etats-Unis s'impliquent

Si l'Union européenne a attendu lundi pour réagir et l'a fait avec modération, les Etats-Unis avaient déjà fait part de leur préoccupation la veille, ce qui a "surpris" le gouvernement tunisien habitué aux félicitations de la part de Washington, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. L'ambassadeur américain a même été convoqué par le gouvernement tunisien pour lui faire part de cet étonnement.

La presse américaine suit aussi la situation sur place, ainsi le New York Times décrit la Tunisie comme "le pays le plus européen d'Afrique du nord" mais aussi doté "d'un des gouvernements les plus répressifs de la région" qui n'est pourtant pas dépourvue "d'Etats policiers". Le journal américain est choqué de voir "la France, l'allié possédant la plus grande influence sur M. Ben Ali, est jusqu'ici demeurée honteusement silencieuse".

Le New York Times décrit aussi avec luxe de détails l'entourage du président, recourant à un câble de l'ambassade américaine révélé par WikiLeaks pour décrire un dîner au domicile du millionnaire Mohamed Sakher El Materi présenté comme dauphin du président Ben Ali. Le diplomate américain a trempé sa plume dans le vitriol pour décrire la scène : objets romains, crème glacée et frozen yogurt importés par avion de Saint-Tropez, butler bengali et nanny sud-africaine, sans parler d'un bébé tigre en cage... Un blogueur a consacré un "post" à ce dîner.

Des sites tunisiens inaccessibles, Al Jazeera sur la brèche

La presse tunisienne semble tout à fait sous influence comme le détaille cette revue de presse de Libération où se croisent un site inaccessible, celui de La Presse, et un éditorial du Temps qui dénonce les "lubies" des manifestants et cite Sartre pour condamner la violence. L'hebdomadaire indépendant Réalités ose esquisser une critique du pouvoir dans son traitement de la crise.

Le site de l'agence tunisienne Tunis Afrique Presse était également hors circuit ce jeudi. C'est la seule agence de presse active en Tunisie et c'est elle qui relaye en exclusivité les agences étrangères AFP, Reuters et AP.

Le quotidien algérien El Watan, suit bien sûr de près la situation chez son voisin mais en se basant surtout sur des dépêches de la Agence France Presse. Un éditorial fait la comparaison avec l'Algérie : "Les deux pays voisins ont ceci de commun que l'alternance au pouvoir a été méthodiquement bannie des mœurs politiques locales. Ben Ali en est à son cinquième mandat présidentiel, tandis que Bouteflika en est à sa troisième investiture, avec de vagues tentatives dynastiques. L'énergie engagée depuis des années par ces deux régimes pour enrayer l'exercice des libertés individuelles et collectives était conçue pour les prémunir contre une alternative politique structurée à la suite des soulèvements de masse. Assumant pleinement leur caractère policier devant ces explosions sociales, les systèmes autocratiques en place ne craignent pas d'être déstabilisés".

La télévision Al Jazeera couvre bien évidemment les protestations, sans négliger les ressources qu'elle offre internet pour suivre le fil des événements. Elle a interviewé des "webactivistes" tunisiens et raconte la "cyber-guerre amère" des Tunisiens, une guerre menée sur les blogs et les forums, à coup de "tweets" et de pages Facebook, une guerre où la police espionne, pirate et piège les contestataires en ligne, en plus de recourir aux méthodes classiques, comme l'arrestation.

JFH

<http://lci.tf1.fr/monde/afrique/2011-01/tunisie-l-armee-se-retire-de-la-capitale-6223202.html>

Tunisie : des pillages dans la station touristique de Hammamet

Par D.H. (avec agences), le 13 janvier 2011 à 11h49, mis à jour le 13 janvier 2011 à 20:05
Dossier : Crise en Tunisie

Alors que les heurts ont fait un 1er mort dans la capitale malgré le couvre-feu, des journalistes de l'AFP rapportent des destructions dans la station balnéaire de Hammamet. Le président Ben Ali doit de nouveau prononcer une allocution ce soir.

Cela calmera-t-il la colère ? Le président Zine El Abidine Ben Ali, qui fait face à une vague de contestation sans précédent depuis son arrivée au pouvoir il a y 23 ans, doit de nouveau s'adresser jeudi soir aux Tunisiens, a annoncé l'agence gouvernementale TAP, au moment où les émeutes s'intensifient. Ce discours sera le 3e depuis le déclenchement de la révolte contre le chômage à la mi-décembre. Mercredi, **Ben Ali** avait lâché du lest, limogeant son ministre de l'Intérieur, décidant une commission d'enquête sur la corruption et les dépassements. Mais rien n'y a fait, les affrontements se sont poursuivis.

Et ont, selon des journalistes de l'AFP sur place, gagné la très touristique Hammamet. Cette station balnéaire, prisée par les touristes européens située à 60 km au sud de Tunis, était jeudi en fin d'après-midi le théâtre de pillages et destructions. Un poste de police, une permanence du parti au pouvoir du président **Ben Ali** ont été détruits ainsi que des résidences cossues, dont l'une appartiendrait, selon des habitants, à un proche du chef de l'Etat, tandis que dans la rue, les passant ont érigé de nombreux barrages et que d'autres pillaient des magasins emportant tout ce qui leur tombait sous la main. Les pillages ont commencé après une marche pacifique dans cette ville très touristique, qui compte des dizaines d'hôtels, et après les funérailles d'un réceptionniste de l'un de ces établissements, Zouheir Souissi, qui a été tué mercredi par les tirs de la police.

Dans le centre de Tunis, où le mouvement a gagné mardi, des coups de feu ont été tirés jeudi. Une manifestation a dégénéré en affrontements avec la police sous le regard de l'armée à nouveau déployée, selon un journaliste de Reuters. La police a bouclé les accès à un secteur de la capitale d'où s'élevait dans l'après-midi une fumée noire et les magasins ont baissé leur rideau dans le quartier le plus commerçant de Tunis, à quelques centaines de mètres de la Banque centrale. Des soldats armés protégeaient les bâtiments officiels derrière des fils barbelés et la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de tirs de semonce pour disperser la foule, a rapporté un témoin. Malgré le couvre-feu décrété (le 1er depuis le début des violences), les heurts entre jeunes et policiers dans plusieurs quartiers de Tunis ont fait un premier mort dans la nuit de mercredi à jeudi.

Des slogans plus politiques

Ailleurs, les troubles se poursuivaient également. Dans la ville de Sidi Bouzid, où l'agitation sociale a débuté il y a près d'un mois, d'abord centrée sur le chômage des jeunes, après le suicide par le feu d'un jeune diplômé sans emploi, des témoins ont affirmé que plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues. Des appels à "*toutes les libertés*" et des slogans antigouvernementaux, dénonçant des faits de corruption et une répression policière, ont fait leur apparition dans les manifestations, s'ajoutant aux revendications économiques.

Les autorités affirment que les manifestations sont noyautées par une minorité d'extrémistes qui veulent déstabiliser la **Tunisie**, où tous les événements sportifs prévus de week-end en **Tunisie** ont été annulés. Dans les cafés et sur internet, la parole semble se libérer contre le président **Ben Ali**, qui est âgé de 74 ans. Une vidéo d'un groupe de manifestants brûlant un portrait de **Ben Ali**, dont le visage orne tous les bâtiments publics et des affiches publicitaires dans la rue, circule sur les réseaux sociaux.

23 morts officiels, peut-être le triple

Le dernier bilan officiel de civils tués est de 23 morts. Des témoins ont fait état mercredi de 5 morts supplémentaires et des mouvements de défense des droits de l'homme évoquent près de

40 morts, selon les Nations unies. La présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, a même affirmé à Paris détenir une liste nominative de 66 personnes tuées depuis le début des troubles mi-décembre, dont 8 dans la nuit de mercredi à jeudi dans la banlieue de Tunis. Amnesty International fait en outre état d'arrestations de masse et de descentes nocturnes.

L'économie tunisienne, l'une des plus ouvertes aux investisseurs étrangers dans le Maghreb, commence à souffrir de cette instabilité inhabituelle. L'indice vedette de la bourse de Tunis, en baisse pour la quatrième journée d'affilée, a perdu 4% jeudi et atteint un plus bas de 12 mois.

Côté diplomatique, le gouvernement français a haussé le ton jeudi pour la première fois (lire notre article > Tunisie : Fillon hausse le ton). La Suisse, les Pays-Bas et le Portugal ont pour leur part déconseillé jeudi les voyages non essentiels en **Tunisie**, de même que les Etats-Unis.

Par D.H. (avec agences) le 13 janvier 2011 à 11:49

<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Emeutes-%C3%A0-El-Kabbaria,520,22997,1>

Tunisie - Emeutes à El Kabbaria

13/01/2011

Les émeutes ont gagné, mercredi 13 janvier 2011, une large partie des banlieues populaires du sud de Tunis. Des jeunes de plusieurs quartiers tels que El Kabbaria, Dubosville, Lacagna, Hay Hlel etc se sont regroupés à divers moments de la journée pour affronter les forces de l'ordre. Des affrontements sporadiques auraient été enregistrés, selon plusieurs habitants de ces quartiers, même après 20 h 00, c'est-à-dire l'heure du début du couvre-feu décrété depuis mercredi dans le Grand Tunis.

Il suffit de circuler dans ces quartiers pour ressentir la lourdeur de l'ambiance. Beaucoup de personnes se ruent dans les épiceries et les boulangeries pour faire des provisions. Les « dit-on » tiennent lieu de médias locaux. Les gens sont dans l'expectative et dans une profonde inquiétude. On ressent chez quelques jeunes une certaine euphorie. Affronter les policiers semble pour eux un acte héroïque. Quelqu'un rapporte l'histoire d'un jeune qui a pu extirper l'arme d'un policier et s'est échappé avec. La manière avec laquelle il raconte cela est comique. Mais l'histoire – si elle est vraie - est réellement angoissante.

A Dubosville, vieux quartier populaire de Tunis, la carcasse d'une voiture abandonnée est au centre de la rue, complètement carbonisée. Elle témoigne de heurts survenus hier après-midi selon des témoins. Mis à part cette carcasse, rien dans les environs ne semble avoir brûlé. A 14 h aujourd'hui, un grand nombre d'habitants du quartier sont regroupés pour les funérailles d'un jeune mort, me dit-on, sous les coups de la police. Toutefois, sa mort serait sans rapport avec les émeutes mais le fruit d'une bavure policière survenue pendant son interrogatoire. Les visages sont graves. Les passants sont hagards. Une atmosphère à couper au couteau.

A El Kabbaria, autre vieux quartier populaire de Tunis. Deux locaux symboliques ont été brûlés et saccagés. Le poste de police et un siège relevant du RCD. Il y a un attroupement devant ces deux locaux, qui se font d'ailleurs face. Le poste de police est entièrement déserté

de ses occupants. Les habitants du quartier entrent constater les dégâts. Certains prennent des photos avec leur portable. Quelques jeunes continuent le saccage. Une autre carcasse de voiture, encore fumante, est abandonnée devant le poste de police. Des informations contradictoires circulent sur l'heure de l'incendie. Hier ou aujourd'hui ? On ne sait vraiment trop.

Les environs de ces deux locaux semblent, pour leur part, avoir été épargnés. On constate moins de vendeurs sur le marché. Les gens, comme ailleurs, se précipitent pour faire des achats. Tout le monde semble vouloir rentrer, au plus vite, chez lui. Pour se mettre à l'abri.

Z.B.H.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/13/1-armee-se-retire-de-tunis-remplacee-par-la-police_1464980_3212.html

Tunisie : les pillages se multiplient à travers le pays

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 13.01.11 | 11h36 • Mis à jour le 14.01.11 | 07h27



Un blindé dans le quartier d'Ettadhamen, le 12 janvier 2011. AFP/FETHI BELAID

Au lendemain de violents affrontements dans la banlieue de Tunis, dans la nuit de mercredi, la situation était toujours explosive dans la capitale tunisienne, jeudi 13 janvier, tandis que les pillages se multiplient à travers le pays.

A Tunis, des tirs ont été signalés dans le centre-ville, où la police et les unités anti-émeutes étaient fortement présentes. Des témoins affirment qu'un manifestant a été tué par les tirs de la police dans le quartier Lafayette, quadrillé par les unités spéciales de la police en lieu et place de l'armée.

PILLAGES

A travers tout le pays, des manifestants ont attaqué et pillé des magasins des enseignes françaises Carrefour et Casino, auxquelles sont associés des proches du pouvoir en Tunisie. Ces pillages concernent plusieurs villes : Gafsa (sud-ouest), Nabeul (nord-est), Gabès (sud-est) ou encore Bizerte (nord-est).

La station balnéaire tunisienne de Hammamet, prisée par les touristes européens, était livrée aux pilleurs jeudi en fin d'après-midi. Un poste de police et une permanence du parti au pouvoir du président Zine El-Abidine Ben Ali ont été détruits ainsi que des résidences cossues, dont l'une appartiendrait, selon des habitants, à un proche du chef de l'Etat.

Les pillages ont commencé après une marche pacifique dans cette ville très touristique et après les funérailles d'un réceptionniste de l'un de ces établissements, Zouheir Souissi, qui a été tué mercredi par les tirs de la police.

UN BILAN QUI S'ALOURDIT

Jeudi matin, un bilan de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) s'établissait à 66 morts depuis le début des troubles, mi-décembre. Selon la présidente de la FIDH, la Tunisienne Souhayr Belhassen, huit personnes ont été tuées dans la capitale au cours des affrontements de la nuit. Cinquante auraient été blessées.

L'organisation affirme détenir une liste nominative de ces personnes tuées. Parmi les victimes, un universitaire franco-tunisien de 38 ans, professeur à l'université de Compiègne, tué par balles, mercredi, dans la ville de Douz. Jeudi, le ministère des affaires étrangères suisse a de son côté confirmé la mort d'une de ses ressortissantes : selon la Radio suisse romande, il s'agit d'une infirmière d'origine tunisienne de 65 ans, atteinte par une balle alors qu'elle se trouvait sur un balcon dans la ville de Dar Chaabane.

"TOUTE LA NUIT, ON A ENTENDU DES TIRS"



Policiers et militaires dans le quartier d'Ettadhamen, dans la banlieue ouest de Tunis, le 12 janvier 2011.REUTERS/STR

A Tunis, les affrontements de la nuit se sont produits dans les cités d'Ettadhamen et Intilaka, où vivent quelque 30 000 habitants, à environ 15 km du centre de la capitale. *"Toute la nuit, on a entendu des tirs, des cris et des bruits de casse"*, a déclaré à l'AFP une infirmière. Elle a expliqué que *"les incidents ont démarré hier après-midi pendant un rassemblement qui a ensuite dégénéré en affrontements violents entre forces de sécurité et des jeunes"*.

Plusieurs bâtiments municipaux et des commerces ont été partiellement endommagés, et deux voitures ont été incendiées devant les locaux de la sous-préfecture. Les autorités tunisiennes ont imposé un couvre-feu nocturne pour une durée illimitée, la première mesure de ce genre depuis l'arrivée au pouvoir du président Zine El-Abidine Ben Ali en 1987.

<http://dna-algerie.com/international/1134-tunisie-les-biens-de-la-famille-et-des-proches-du-president-ben-ali-attaques-et-pilles.html>

Tunisie : Les biens de la famille et des proches du président Ben Ali attaqués et pillés

Jeudi, 13 Janvier 2011, 19:34 | DNA avec agences



Des manifestants ont attaqué et pillé hier et aujourd'hui des magasins des enseignes françaises Carrefour et Casino auxquels sont associés des proches du pouvoir en Tunisie, selon des informations recueillies par l'AFP. A Gafsa (sud-ouest), le dépôt d'un magasin Carrefour, au rez-de-chaussée d'un immeuble de sept étages, a été pillé par des manifestants aujourd'hui alors que le magasin situé au premier étage a été détruit mercredi, selon des témoins. Les pillages se sont déroulés sous les yeux de militaires postés avec leur blindé près d'agences bancaires dont aucune n'a été visée, selon ces témoins.

A Nabeul, dans le nord-est, un magasin de la même enseigne a été totalement détruit et vidé par des manifestants, a rapporté un correspondant de presse. A Gabès, dans le sud-est, un autre magasin Carrefour a été pillé, selon un correspondant de la radio Chams FM. Il appartient à l'une des filles du président Zine El Abidine ben Ali.

A Bizerte (nord-est), un magasin de la chaîne Monoprix a subi le même sort jeudi, ont indiqué des habitants. Dans le quartier Lafayette, proche du centre ville de Tunis, des manifestants ont tenté de marcher vers un magasin Champion mais ont été dispersés par la police, selon de nombreux témoins.

A Ettadhamen, banlieue proche du nord de Tunis, d'autres manifestants ont tenté de s'approcher de l'hypermarché Géant de la chaîne Casino qui se trouve à quelques kilomètres plus au nord et où est implanté aussi un magasin Conforma appartenant à Imed Trabelsi, l'un des frères de l'épouse du président, Leila Ben Ali, a constaté une correspondante de l'AFP.

Interrogé pour savoir s'il voulait s'attaquer à l'hypermarché Géant parce que c'est une enseigne française, un manifestant a répondu "non, ce n'est pas français, ça appartient à des proches du président".

<http://www.rue89.com/2011/01/13/tunisie-limogeage-de-deux-faucons-du-president-ben-ali-185480>

Ben Ali espère que sa promesse de partir en 2014 calmera la rue

Par Blandine Grosjean | Rue89 | 13/01/2011 | 16H50



Suffit-il d'un discours du Président et, surtout, d'une promesse de quitter le pouvoir en... 2014, pour mettre fin à une révolte qui prenait progressivement la forme d'une révolution ? Le discours télévisé, jeudi soir, du président Ben Ali, annonçant pour la première fois qu'il ne se représenterait pas à l'échéance de son mandat dans trois ans, et promettant une série de réformes, pourrait être le tournant de la crise : s'il ne parvient pas à calmer la rue tunisienne, le Président aura grillé sa dernière cartouche.

Après un mois de protestations parties de la protestation individuelle d'un jeune de Sidi Bouzid pour gagner l'ensemble du pays, y compris la capitale, Tunis, et les zones touristiques théoriquement plus prospères, comme Hammamet jeudi, les concessions du chef de l'Etat semblent bien loin de la réalité.

Le nombre de morts dépasse les 60, dont beaucoup tués par balles par des snipers, visés à la tête ; les blessés se comptent par milliers, et on est clairement passés de la contestation sociale au champ politique.

Le mélange de concessions présidentielles et de déploiement de force parviendra-t-il à calmer l'ardeur des manifestants ? Les prochaines heures seront déterminantes pour savoir si Ben Ali aura réussi, sinon à sauver sa tête et celle de sa famille au cœur des accusations de corruption, au moins à gagner du temps.

Premier élément de réponse, ce vendredi, avec l'appel à la grève générale maintenu par l'UGTT, le syndicat hier très officiel, et qui vient de prendre l'initiative de s'associer au mouvement de protestations.

Outre ses annonces, comme la fin de l'interdiction des sites étrangers bloqués, la libération des opposants arrêtés, le Président a fait sauter quelques têtes. On avait ainsi appris, jeudi, le limogeage de deux personnages-clés de l'entourage de Ben Ali.



Abdelwaheb Abdallah, l'inamovible conseiller de Ben Ali en charge de la presse (et ancien ministre des Affaires étrangères), vient en effet d'être limogé, ainsi que le ministre d'Etat et conseiller spécial du Président Abdelaziz Ben Dhia.

C'étaient les deux durs parmi les durs, les faucons des faucons. Il s'agit là d'un signe irrémédiable d'affaiblissement du régime après des semaines d'émeutes. L'information, encore

non-officielle, a été confirmée par Alarabiya. Cela fait suite au limogeage, mercredi, du ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem.

Abdallah, le Mazarin de Ben Ali

Abdelwaheb Abdallah, 68 ans est l'ennemi juré des libéraux et de tous les partisans de l'ouverture du régime. Il passe pour l'architecte et le maître d'œuvre de la politique de verrouillage de l'information.

Décrit comme l'âme damnée ou le mauvais génie du Président, ce monastirien habile et intelligent, est un ancien professeur à l'Institut de presse et des sciences de l'information (Ipsi), ancien directeur de la TAP, l'agence de presse officielle.

Il a intégré le gouvernement, en septembre 1987, comme... ministre de l'Information.

« AA » a connu pourtant une semi-disgrâce en novembre 2003, quand les attributions de porte-parole lui sont brutalement retirées pour être confiées à Abdelaziz Ben Dhia. Mais il conserve son bureau au palais de Carthage et continue d'exercer son influence en coulisses.

Véritable Mazarin, Abdelwaheb Abdallah, dont la femme, Alia, préside le conseil d'administration de l'Union internationale de banques (UIB), passe aussi pour être un proche de Leïla Trabelsi - Ben Ali.

Ben Dhia, l'exécuteur des basses œuvres juridiques

Abdelaziz Ben Dhia, juriste sans états d'âme formé à Toulouse, avait confectionné la révision constitutionnelle sur mesure de 2002, qui avait permis à Ben Ali de briguer un quatrième mandat en 2004. C'est l'exécuteur des basses œuvres juridiques du régime.

Et Ben Dhia, ces derniers temps, planchait sur la révision constitutionnelle qui devait faire sauter la limite d'âge de 75 ans (Ben Ali est né en 1936) pour se porter candidat, et l'autoriser à solliciter un nouveau mandat en 2014.

Il est âgé de 70 ans. Natif de Moknine, ce professeur de droit privé, ancien doyen de la faculté de Tunis, est issu d'une famille nationaliste de la moyenne bourgeoisie sahélienne. Il avait été propulsé, en 1996, à la tête du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, après cinq années passées au ministère de la Défense – un poste nettement moins exposé que l'Intérieur, la Tunisie ne possédant qu'une armée de dimension restreinte.

► **Mis à jour le 14/01/11 à 8h10.** Ajout des déclarations de Ben Ali.

Illustration et photo : capture d'écran de la vidéo du discours du 13 janvier 2011 de Ben Ali ; Abdelwahab Abdallah avec Condoleezza Rice, le 8 septembre 2008 (Wikimedia Commons).

http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/sct_c/Country/Tunisia

Ben Ali dissout le gouvernement et appelle à des élections dans 6 mois

2011-01-14 Alors que les manifestations se poursuivent ce vendredi 14 janvier en Tunisie, le Président Zine El Abidine Ben Ali a dissout le gouvernement et appelé à des élections

législatives dans six mois, a fait savoir l'AFP. Cette décision fait suite à la déclaration du Président de jeudi, selon laquelle il ne briguera pas un nouveau mandat en 2014.

"Assez de violences", a déclaré Ben Ali à la télévision nationale. "J'ai également donné des instructions au ministre de l'Intérieur... de ne pas utiliser de balles réelles."

Lors de sa troisième intervention devant la nation depuis le début des manifestations en Tunisie le 17 décembre, Ben Ali a également affirmé qu'il avait ordonné une réduction des prix du pain, du lait et du sucre, et accordé une "liberté complète à tous les médias".

http://www.africatime.com/tunisie/nouvelle.asp?no_nouvelle=574631&no_categorie=

Tunisie : Ben Ali promet de quitter le pouvoir en 2014

(Le Monde 14/01/2011)

Les forces de sécurité, qui étaient fortement déployées dans le centre de Tunis, n'étaient plus visibles vendredi matin, au lendemain du discours du président Zine El Abidine Ben Ali après un mois d'émeutes meurtrières dans le pays, indique l'AFP. La ville a commencé à retrouver un visage plus habituel avec la réouverture des commerces et des cafés et une reprise de la circulation automobile alors qu'elle était sous tension ces derniers jours. Les rares journaux, proches du pouvoir, présents dans les kiosques de la capitale se sont félicités du discours, le quotidien Le Temps titrant en manchette "Après le sang et la désolation, la liesse et de nouveau l'espoir". Alchourouk titre de son côté : "On m'a trompé et je vous ai compris", reprenant les termes du discours du président que le journal qualifie d'"historique".

Un mois après le début des émeutes en Tunisie, le président Ben Ali a donné des gages importants aux manifestants, à l'opposition et à la communauté internationale. Lors d'un discours très attendu, jeudi 13 janvier, il a promis plus de libertés aux Tunisiens, la baisse du prix des produits de première nécessité et s'est engagé à ne pas se représenter à l'élection présidentielle de 2014.

"Pas de présidence à vie, et je refuse de toucher à la limite d'âge fixée par la Constitution", a déclaré le président, au pouvoir depuis 1987 et qui a été réélu en octobre 2009 pour un mandat de cinq ans.

Le ministre des affaires étrangères, Kamel Morjane, a estimé vendredi sur Europe 1 que la formation dans son pays d'un gouvernement d'union nationale était "tout à fait faisable" et "même normale".

FIN DE LA CENSURE SUR INTERNET

La Constitution limite l'âge des candidats à la présidence à 75 ans, et il était question pour ses partisans de l'amender pour que Zine El-Abidine Ben Ali se représente en 2014, date à laquelle il aura 77 ans. Né le 3 septembre 1936, le président tunisien en a aujourd'hui 74.

Dans l'immédiat, le président a promis la liberté "totale" pour l'information et Internet. Peu après son discours, jeudi soir, les sites Internet qui étaient bloqués en Tunisie, notamment Dailymotion et YouTube, étaient en effet de nouveau accessibles.

"JE VOUS AI COMPRIS"

Ben Ali a également ordonné aux forces de l'ordre de ne plus tirer sur les manifestants et a annoncé une baisse du prix des denrées de première nécessité telles que le pain, le lait, le sucre. C'est l'augmentation des prix et le chômage qui sont à l'origine des troubles sociaux que connaît le pays depuis la mi-décembre.

Des supporters de Ben Ali ont manifesté dans les rues de Tunis, jeudi soir, après le discours du président. AP/Christophe Ena

"Assez de tirs à balles réelles", a-t-il déclaré dans ce discours prononcé en tunisien dialectal dans une intention apparente de se faire comprendre par tous les Tunisiens (voir la vidéo non sous-titrée). "Je refuse de voir de nouvelles victimes tomber. (...) Assez de violences, assez de violences", a-t-il poursuivi, en affirmant que "personne ne serait plus inquiété à moins qu'il ne tente de se saisir de l'arme d'un agent de l'ordre." "Je vous ai compris", a martelé le président à plusieurs reprises.

"REVITALISER LE PLURALISME"

Dans un rare aveu, il a également admis avoir été "trompé" sur l'analyse de la crise sociale qui agite la Tunisie depuis près d'un mois et affirmé que l'enquête qu'il a ordonnée serait indépendante et établirait les "responsabilités de chacun".

"La situation aujourd'hui nécessite un profond changement et de travailler main dans la main (le pouvoir et les opposants) pour le bien du pays", a assuré le président tunisien. "Je réaffirme ici que j'ai l'intention d'approfondir la pratique démocratique et de revitaliser le pluralisme", a encore déclaré M. Ben Ali.

Le président, qui intervenait pour la troisième fois à la télévision depuis le début des troubles, tente de répondre au mouvement sans précédent qui a embrasé le pays depuis la mi-décembre. Le mouvement a débuté à Sidi Bouzid, dans le centre-ouest, avant de s'étendre à d'autres villes, pour toucher la capitale et ses environs ces dernières quarante-huit heures.

TUNIS ET SA RÉGION SOUS TENSION

Le 28 décembre, M. Ben Ali avait regretté les événements de Sidi Bouzid et dénoncé une "instrumentalisation politique de certaines parties". Il avait souligné "l'impératif de respecter la liberté d'opinion et d'expression et le souci de les consacrer dans la législation et la pratique".

Dans un second discours, lundi 10 janvier, il a promis 300 000 emplois sur deux ans et dénoncé "des actes terroristes" orchestrés depuis l'étranger. Après cette dernière intervention, les troubles s'étaient étendus à travers le pays, touchant même des villes jusqu'alors épargnées. Et ce malgré le renvoi de deux ministres du gouvernement.

Jeudi matin, un bilan de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH) établissait à soixante-six le nombre de morts depuis le début des troubles. Tunis, où un couvre-feu a été décrété, est sous haute tension depuis mercredi. De violents affrontements opposent la police et les unités anti-émeutes qui quadrillent la ville. Selon la présidente de la

FIDH, la Tunisienne Souhayr Belhassen, huit personnes ont été tuées dans la capitale au cours des violences qui ont eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi. Cinquante auraient été blessées.

LEMONDE.FR avec AFP, Reuters

<http://dna-algerie.com/international/1141-etat-durgence-en-tunisie.html>

TUNISIE-état d'urgence : Ben Ali autorise les forces de l'ordre à tirer, l'armée contrôle l'aéroport

Vendredi, 14 Janvier 2011, 17:16 | DNA



Le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali a décrété l'état d'urgence dans tout le pays, annonce vendredi la télévision publique. Le président avait annoncé quelques heures plutôt la dissolution du gouvernement et la tenue de législatives anticipées dans les six mois à venir. L'armée tunisienne a pris le contrôle de l'aéroport international de Tunis alors que l'espace aérien tunisien a été fermé.

Le président a donné l'ordre au Premier ministre Mohamed Ghannouchi de former un nouveau gouvernement. Après des actes de violence, il a été décidé de décréter l'état d'urgence dans le pays pour protéger les citoyens tunisiens. L'armée contrôle l'aéroport, l'espace aérien fermé.

« Cet état d'urgence signifie que les rassemblements de plus de trois personnes sont interdits, que les armes seront utilisées par les forces de l'ordre lorsqu'un suspect refusera d'obtempérer et, troisièmement, qu'un couvre-feu sera en vigueur de 17h00 à 07h00 pour une durée indéterminée », a-t-on déclaré à l'antenne.

Plutôt, le président tunisien Ben Ali a annoncé vendredi après-midi le limogeage de son gouvernement ainsi que la tenue d'élections législatives anticipées.

La veille, le président avait promis de ne pas briguer de nouveau mandat en 2014. Des milliers de manifestants se sont rassemblés vendredi à Tunis pour réclamer sa démission immédiate.

Le ministère français des Affaires étrangères conseille "vivement" de "différer tout voyage qui n'aurait pas un caractère d'urgence." De son côté, le voyageur Thomas Cook annonce qu'il compte rapatrier dès ce vendredi 1.800 touristes britanniques et irlandais, tandis que son concurrent TUI Travel annule des départs de Grande-Bretagne sans organiser pour autant de rapatriement systématique.

EN DIRECT. 13 morts cette nuit à Tunis selon des sources médicales

14.01.2011, 10h36 | Mise à jour : 16h03

La situation est confuse ce vendredi en Tunisie, au lendemain des déclarations du président Ben Ali. Jeudi soir, le chef de l'Etat tunisien a demandé aux policiers de ne plus intervenir en tirant contre les manifestants et s'était engagé à quitter le pouvoir d'ici 2014. Suivez minute par minute le récit de cette journée.

16h. Olivier Besancenot demande à Michèle Alliot-Marie «de s'excuser ou de démissionner» et au «gouvernement français de cesser de soutenir le dictateur en place».

Dans un communiqué, le porte-parole du Nouveau Parti-Anticapitaliste (NPA) estime que la ministre des affaires étrangères, a tenu, le 12 janvier à l'Assemblée, «des propos scandaleux et inadmissibles, en proposant au dictateur Ben Ali le savoir-faire de la police française pour régler les situations sécuritaires».

15h45. Des blindés de l'armée se sont rapidement déployés devant le ministère de l'Intérieur, alors que des unités anti-émeutes pourchassent des jeunes manifestants dans les escaliers d'immeubles résidentiels et dans un centre commercial, où ils se sont repliés. **L'avenue Bourguiba est quasiment déserte.**

15h35. L'Allemagne appelle à son tour la Tunisie à des réformes durables et solides.

«Nous avons suivi avec intérêt les annonces du président Ben Ali. Il est important que ces annonces soient suivies d'un changement concret et qu'elles débouchent sur un processus de réformes durables et solides», a indiqué un porte-parole du ministère des Affaires étrangères allemand.

15h20. Des sources médicales annoncent la mort de 13 personnes jeudi soir à Tunis et sa banlieue.

«Les corps de trois personnes atteintes par balles ont été transportés à l'hôpital du Kram, près de Tunis, et dix autres ont été emmenés à l'hôpital Charles Nicole à Tunis». Sous l'action des forces de l'ordre, le centre de Tunis se vide de la foule et l'avenue Bourguiba reste irrespirable à cause des gaz lacrymogènes. Quelques manifestants lancent des pierres et des chaises et des parasols des terrasses de cafés en direction des policiers.

14h50. «Les policiers reprennent possession du centre ville», constate un des deux reporters du Parisien. Des matraquages en règle se déroulent sans que les manifestants évalués à 10 ou 15 000 ne répliquent pour le moment. «Les forces de l'ordre repoussent tout le monde hors du centre ville en remontant l'avenue et les rues adjaçantes et en tirant des gaz lacrymogènes».

14h45. La police a procédé à la dispersion des manifestants disposés devant le ministère depuis 10 heures du matin, constate l'un des deux envoyés spéciaux du Parisien. Aux tirs disparates de gaz lacrymogènes ont succédé «des tirs tendus» en direction des manifestants.

14h40. Le cordon policier disposé devant le ministère de l'Intérieur à Tunis a dû tirer des gaz lacrymogènes pour contenir la foule massée devant l'édifice, nous rapporte l'un de deux

envoyés spéciaux du Parisien. «Les policiers ont été débordés par la foule et des manifestants sont parvenus à escalader la façade du bâtiment pour s'accrocher aux grillages protégeant les fenêtres.

14h02. Le porte-parole du tour-opérateur **Thomas Cook France** déclare n'avoir «pour l'instant **aucun plan de rapatriement de prévu**». La filiale allemande du voyageur britannique avait annoncé un peu plus tôt le rapatriement de 2 000 touristes allemands. La Tunisie est la deuxième destination touristique étrangère des Français derrière l'Espagne.

AUDIO. «Ce qui se passe est incroyable»



14 heures. L'ambassadeur tunisien auprès de l'Unesco, **Mezri Haddad**, annonce sur le plateau de BFM-TV qu'il **démissionne**. «Je ne veux pas que la Tunisie bascule dans l'intégrisme; je veux qu'elle bascule dans la démocratie».

13h42. Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, demande à la ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, de «s'excuser ou démissionner» après ses propos sur la Tunisie, et souhaite que le président Ben Ali quitte dès maintenant le pouvoir. Mme Alliot-Marie avait affirmé mardi qu'«on ne peut que déplorer les violences» survenues en Tunisie dans des manifestations, proposant le savoir-faire français à la police tunisienne pour «régler les situations sécuritaires».

13h37. **Bertrand Delanoë**, le maire (PS) de Paris, **né en Tunisie** ne tourne pas la page Ben Ali. Sur France Info, il déclare : «Je crois que le président Ben Ali a annoncé un certain nombre de mesures, hier (jeudi) qui ont reçu un accueil plutôt positif». L'édile rappelle que «lorsque le 7 novembre 1987, le président Ben Ali a pris le pouvoir alors qu'il y avait le risque du chaos, il a, à ce moment-là, mis en place un certain nombre de mouvements qui vraiment ont été dans le sens du pluralisme et du redressement de la Tunisie».

13h16. La France encourage le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali, qui a annoncé jeudi des mesures de libéralisation après un mois d'émeutes et de répression, à «poursuivre» dans la voie de «l'ouverture», selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

13 heures. «Ben Ali dégage ! Ben Ali assassin ! » Les slogans rageurs se succèdent au pied du ministère de l'Intérieur. «Les Tunisiens, des hommes, des femmes, de tous les âges, ont décidé de prendre au mot le président Ben Ali», raconte sous la clameur l'envoyé spécial du

«Parisien»/«Aujourd'hui en France», avenue Bourguiba, non loin du ministère de l'Intérieur : «C'est assez incroyable et bien plus spontané que la manifestation d'hier soir ! Il y a bien des gens sur le toit du ministère qui filment les manifestants mais la parole s'est libérée et les Tunisiens prennent le risque de descendre dans la rue».

12h45. Les réseaux internet fonctionnent de nouveau. Soulagement dans la capitale. Un blogueur raconte à l'envoyé spécial du «Parisien» qu'il a pu recommencer à pianoter après neuf mois de censure.

12h30. Internet ne fonctionne plus à Tunis. Première entorse aux promesses présidentielles ?

12h15. Des scènes de fraternisation entre des soldats et la foule des manifestants ont lieu sous les yeux des journalistes étrangers autorisés à filmer **sans autorisation préalable**.

12h 03. A cause des événements en Tunisie, de nombreux tour-opérateurs prévoient des aménagements pour leurs clients qui doivent partir en vacances ce week-end en Tunisie, selon leur association Ceto.

12 heures. Dominique de Villepin, ancien Premier ministre, président de République solidaire, interrogé sur RTL : «Après autant de morts, des dizaines de morts en Tunisie, il y a un devoir du pouvoir, c'est celui de mettre en oeuvre rapidement les promesses qui ont été faites en matière de liberté d'information, de perspectives politiques» pour sortir «du verrouillage politique, d'un pouvoir bloqué (...). La seule légitimité aujourd'hui» de Ben Ali «ce sont les engagements qu'il a pris».

11h40. Dans le quotidien belge «Le Soir», **le chef en exil du mouvement islamiste tunisien** Ennahda, Rachid Ghannouchi, est convaincu que le mouvement de protestation en cours en Tunisie va balayer le régime du président Zine El Abidine Ben Ali.

11h30. «Des milliers de manifestants sont rassemblés de manière pacifique sur l'avenue **Habib Bourguiba**, rapporte l'envoyé spécial du «Parisien»/«Aujourd'hui en France». Ils réclament la démission de Ben Ali (*NDLR: le président tunisien en exercice*). De telles scènes étaient encore inimaginables hier soir (*NDLR* jeudi soir). Il s'agit de la première manifestation libre où des slogans hostiles sont lancés en plus de 23 ans».

11h 15. Benoît Hamon, porte-parole du PS, déclare sur France 2 à propos du discours du président Ben Ali, «il a donné des signes dans deux domaines : les questions économiques et sociales et les questions démocratiques. Est-ce que ces signes suffiront à apaiser le soulèvement de la jeunesse tunisienne? Nous le verrons, moi je souhaite qu'en tout cas il n'y ait plus de victimes (...), qu'on arrête de tirer sur les manifestants». Pour sortir de la crise, il faut «une solution démocratique durable et que d'ici» le départ du président Ben Ali en 2014, «on ait un véritable cadre démocratique qui s'installe».

11h04. Nadia Hammami, la fille de l'opposant tunisien Hamma Hammami, arrêté mercredi matin par la police à Tunis, dit à l'AFP que sa famille est toujours sans nouvelles de son père et qu'elle craint désormais pour sa vie. De passage en France, elle précise avoir eu au téléphone sa mère, l'avocate Radia Nasraoui, à Tunis dans la matinée.

10h45. Cécile Duflot, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, commente sur France Info les décisions d'apaisement de Ben Ali : «Les annonces qu'il a faites sont sans

doute un premier pas, mais un premier micro-pas (...). Il faudrait des élections anticipées qui permettent d'organiser la transition démocratique en Tunisie.»

10h30. La foule gonfle dans les rues de Tunis. Les policiers se tiennent à l'écart. La tension est palpable. Mais aucun incident n'est signalé. Des slogans hostiles au président en place sont proférés: «Non à Ben Ali», «Soulèvement continu, non à Ben Ali».

10h08. Des **voyagistes belges** invoquant les conseils de prudence du gouvernement belge décident par précaution d'évacuer d'autorité leurs centaines de clients actuellement en vacances en Tunisie, en raison des affrontements. La société Thomas Cook a déjà affrété un avion pour rapatrier un groupe de 180 clients qui devrait arriver ce vendredi matin à Bruxelles en provenance de l'aéroport d'Enfidha (75 km au sud de Tunis). Deux autres avions sont prévus dans la journée de façon à ce que tous les clients, venant eux de Djerba et Hammamet, soient ramenés en Belgique ce week end. Un autre tour opérateur, Jetair, doit envoyer un avion vendredi dans le même but.

9h52. La présence des **forces de sécurité**, qui ont massivement été déployées dans le centre de Tunis, sont réduites vendredi matin, mais des grèves et rassemblements restent prévus.

Audio. L'intervention du ministre des Affaires Etrangères sur Europe 1

8h30. Le **ministre tunisien des Affaires étrangères, Kamel Morjane**, estime sur la radio française Europe 1 que la formation dans son pays d'un gouvernement d'union nationale est «tout à fait faisable» et «même normale» citant Néjib Chebbi, chef historique du Parti démocratique progressiste non représenté au parlement.

Vidéo. L'intervention télévisée du président Ben Ali

<http://www.letempsdz.com//content/view/51470/79/>

14-01-2011

Devant l'ampleur de la contestation et sous la pression de l'armée Ben Ali quitte le pouvoir



Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a quitté provisoirement le pouvoir. Le Premier ministre assurera l'intérim. L'annonce a été faite par le chef du gouvernement Mohammed Ghannouchi sur la télévision tunisienne.

Ce dernier a fait endosser la responsabilité des évènements en Tunisie à la belle-famille du président tunisien, les Trabelsi, une famille qui a été critiquée pour ses interférences dans la vie du pays et les actes de corruption. Selon des sources, le président tunisien Ben Ali aurait

quitté le pays pour se rendre à Malte, sous protection libyenne.
La chaîne de télévision qatarie

Al Jazeera a indiqué hier que l'armée a pris le pouvoir en annonçant le départ du locataire du palais de Carthage. La télévision publique tunisienne a également annoncé le même jour qu'un «événement très important» pour le peuple tunisien sera annoncé «très bientôt», mais aucune précision n'a été fournie concernant celui-ci.

A la tête du pays depuis 1987, le chef de l'Etat tunisien avait prononcé jeudi soir un discours retransmis par la télévision d'Etat, dans lequel il a décidé de ne pas se porter candidat à l'élection de 2014 et de libérer le secteur des médias, invitant les Tunisiens à la paix et à des manifestations pacifiques, mais les principaux partis d'opposition ont riposté et insisté sur son départ.

L'armée a pris le contrôle de l'aéroport international de Tunis Carthage, alors que l'espace aérien a été fermé. Parallèlement, le chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), Hama Hammami, interpellé mercredi à son domicile, a été libéré.

L'état d'urgence a été décrété dans tout le pays avec un couvre-feu de 18h à 6h, ainsi que l'interdiction des rassemblements sur la voie publique et l'autorisation donnée à l'armée et à la police de tirer sur tout «suspect» refusant d'obtempérer. Pour rappel, auparavant, le président tunisien avait limogé l'ensemble de son gouvernement.

Situation confuse

Dans la matinée d'hier, une journée où les compétitions sportives ont été reportées, des milliers de citoyens ont manifesté dans les rues de plusieurs villes du pays comme Sfax, Sidi Bouzid et Bizerte, selon des correspondants de médias sur place, pour exiger

le «départ immédiat de Benali» dont l'allocution ne semble pas avoir répondu aux attentes des protestataires, notamment ceux qui ont perdu un membre de leur famille.

Huit milliers de manifestants se sont massés hier devant le siège du ministère de l'Intérieur à Tunis pour réclamer la démission du président ben Ali, malgré ses promesses de la veille.

Les manifestants scandaient des slogans hostiles au président : «Ben Ali, merci mais ça suffit». Des coups de feu ont été entendus et la police a fait usage de grenades lacrymogènes devant le ministère de l'Intérieur pour disperser des manifestants qui réclamaient la démission immédiate du président. «Ben Ali assassin !», scandaient des manifestants en quittant précipitamment les lieux, nombre d'entre eux ayant les yeux en larmes et du mal à reprendre leur souffle sous les effets du gaz.

Des groupes de jeunes se sont mis à lancer des pierres en direction des forces de police, qui ont riposté en tirant davantage de grenades lacrymogènes.

Si des observateurs analystes estiment que c'est là des décisions «difficiles» à satisfaire, certains espèrent que les promesses du président seront «le début de la sortie» de cette crise sanglante.

Emboitant le pas à son chef d'Etat, Kamel Morjane, le ministre tunisien des affaires étrangères, n'écarte pas, dans une déclaration à une agence de presse, la constitution d'un

gouvernement d'union nationale ainsi que l'organisation d'élections législatives anticipées avant 2014.

Morjane a jugé possible la formation d'un gouvernement d'union nationale avec des représentants de l'opposition tels que Najib Chebbi, qui s'est félicité de la teneur du discours présidentiel. «Avec un homme comme Chebbi, je crois que c'est faisable et je pense que c'est tout à fait normal». Les promesses du président ont été suivies de scènes de liesse dans les rues de Tunis, malgré le couvre-feu décrété pour ramener le calme. Mais certains opposants restent sceptiques.

Ainsi, le pouvoir tunisien qui ne veut nullement céder cherche à contenir les manifestations par tous les moyens et autres mesures, même les plus impossibles.

Juste après la fin de l'allocution, la télévision publique «Tunis 7» habituellement exempte de toute critique à l'égard du pouvoir a paru transformée. Ainsi, elle a pour la première fois invité des personnalités comme l'opposant Taoufik Ayachi, le président de la Ligue des droits de l'homme Mokhtar Trifi et l'ancien leader du syndicat des journalistes Naji Baghourî.

Un débat animé était engagé au sujet des médias tunisiens au cours duquel un intervenant a brisé un tabou en critiquant le pouvoir, alors que des appels ont été lancés pour la libération le chef du Parti communiste des ouvriers de

Tunisie (PCOT, non autorisé), Hamma Hammami, interpellé mercredi à son domicile près de Tunis. Ce changement était aussi perceptible sur internet, que les autorités tentaient auparavant de contrôler pour éviter la diffusion des images ou des mots d'ordre des contestataires.

Les sites communautaires de partage de vidéos ont recommencé à fonctionner et les sites des journaux étaient à nouveau accessibles jeudi soir. Le site de blogueurs Nawaat.org, très en pointe sur les événements, confirmait vers 21h la levée de la censure.

F. B.

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/breakingnews/2011/01/14/newsbrief-01>

Ben Ali quitte la Tunisie: Ghannouchi assume le contrôle intérimaire

2011-01-14

Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a quitté le pays vendredi (14 janvier) face à des émeutes généralisées, et après qu'une décision antérieure de dissoudre le gouvernement et de tenir de nouvelles élections n'ait pas réussi à calmer les manifestants. Dans une déclaration diffusée sur la télévision d'état, le Premier ministre Mohamed Ghannouchi a indiqué qu'il assumerait les responsabilités de la présidence jusqu'à ce que les élections officielles puissent avoir lieu.

Selon les médias, le lieu où se trouve Ben Ali n'est pas encore clair; Al Jazeera actuellement déclare que l'avion du président aurait pris contact avec la tour de contrôle de circulation aérienne maltaise, mais qu'il n'y a pas de confirmation de son arrivée dans ce pays. D'autres sources indiquent que la police française a été informé d'attendre son arrivée à Paris.

14-01-2011

Un algérien tué

Un citoyen algérien dénommé Mergheni Tahar a été tué jeudi soir à Tunis dans les mouvements de protestation populaire qui secouent la Tunisie depuis plusieurs jours, a-t-on appris vendredi de source diplomatique algérienne à Tunis.

Selon la même source, une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du décès de la victime âgée de 42 ans. L'ambassadeur d'Algérie à Tunis s'est déplacé au domicile de la victime dans le quartier El Karam (à l'ouest de la capitale tunisienne) pour présenter ses condoléances à la famille du défunt et les services consulaires algériens ont pris en charge les procédures d'enterrement.

Des premières émeutes au départ de Ben Ali : chronologie d'un mois de crise en Tunisie

14.01.2011, 16h36 | Mise à jour : 21h31

Le geste de désespoir d'un vendeur ambulant, un pays qui s'enflamme en quelques jours, et, un mois plus tard, un président contraint de quitter le pouvoir. Depuis le 17 décembre, la Tunisie est secouée par une crise sociale sans précédent qui a fait plusieurs dizaines de victimes et abouti au départ du président Ben Ali. En voici les principales dates.

DECEMBRE 2010

17 décembre. Un jeune vendeur ambulant qui protestait contre la saisie de sa marchandise par la police s'immole à Sidi Bouzid (Centre-ouest).

19 et le 20 décembre. Début du mouvement social contre le chômage et la vie chère à Sidi Bouzid (centre-ouest) en réaction à cette immolation. Violents affrontements entre forces de l'ordre et jeunes manifestants. Début d'une vague d'arrestations.

24 décembre. La police tire sur des manifestants à Menzel Bouzayane (60 km de Sidi Bouzid) : deux morts.

27 décembre. Le mécontentement contre le chômage des jeunes s'amplifie

28 décembre. Le président Zine El Abidine Ben Ali dénonce une «instrumentalisation politique».

29 décembre. Le ministre de la Communication débarqué

30 décembre. Le gouverneur de la région de Sidi Bouzid est limogé

JANVIER 2011

5 janvier. L'homme qui s'était immolé à Sidi Bouzid décède à l'hôpital

3 - 7 janvier. Violences à Saïda et manifestations à Thala (centre-ouest) marquées par des saccages et l'incendie de bâtiments officiels.

8 -10 janvier. Emeutes sanglantes à Kasserine (centre-ouest), à Thala ainsi qu'à Regueb (près de Sidi Bouzid): 21 morts selon les autorités, plus de 50 selon une source syndicale. Affrontements à Kairouan (centre).

10 janvier. Le président Ben Ali dénonce des «actes terroristes» perpétrés par des «voyous cagoulés» et promet la création de 300.000 emplois supplémentaires d'ici 2012.

11 janvier. Premiers affrontements à Tunis et sa banlieue, poursuite des violences à Kasserine. Fermeture des écoles et des universités.

12 janvier. Le Premier ministre annonce le limogeage du ministre de l'Intérieur, la libération des personnes arrêtées, sauf celles «impliquées dans des actes de vandalisme», et une enquête sur la corruption.

Plusieurs morts dans des manifestations à travers le pays, notamment un franco-tunisien à Douz (sud).

L'armée se déploie dans Tunis et dans la banlieue populaire de Ettadhamen.

Arrestation du chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit).

L'ONU appelle Tunis à mener des enquêtes «indépendantes crédibles» sur les violences.

Couvre-feu nocturne à Tunis et sa banlieue où des affrontements font huit morts (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, FIDH). Les manifestants ciblent les symboles du pouvoir et de l'argent.

13 janvier. Retrait de l'armée à Tunis qui reste quadrillée par les forces spéciales. Un manifestant est tué par balles.

La France se dit inquiète de «l'utilisation disproportionnée de la violence».

Destructions et pillages dans la station touristique de Hammamet (60 km au sud de Tunis).

Dans un discours à la nation, Ben Ali s'engage à quitter le pouvoir en 2014 et ordonne la fin des tirs contre les manifestants. Il promet la «liberté totale» d'information et d'accès à internet et annonce une baisse des prix.

Treize morts à Tunis (sources médicales), deux à Kairouan pendant l'intervention télévisée.

Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) appelle au renversement du régime (Service américain de surveillance des sites islamistes (SITE)).

14 janvier. Des milliers de manifestants, aux cris de «Ben Ali dehors», se rassemblent à Tunis et en province, notamment à Sidi Bouzid. Le voyageur Thomas Cook rapatrie quelque 2500 touristes.

La France encourage le président Ben Ali à «poursuivre» dans la voie de «l'ouverture politique».

En milieu d'après-midi, Ben Ali annonce le limogeage de son gouvernement et la tenue d'élections législatives anticipées. D'un coup, les événements s'accélèrent : l'état d'urgence est déclaré quelques heures avant que le président Ben Ali ne quitte le pays, selon des sources proches du pouvoir.

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-mauvais-depart-pour-ghannouchi/id-menu-325.html>

Tunisie, mauvais départ pour Ghannouchi

Publié le Vendredi 14 Janvier 2011 à 21:20

Entouré par Foued Mebazaa, Président de la Chambre des députés, et Abdallah Kallel, Président de la Chambre des Conseillers, Mohamed Ghannouchi, Premier ministre, a fait une annonce lapidaire, et quelque peu alambiquée, évoquant un départ temporaire du Président Ben Ali, dont la période est indéterminée.

Le recours à l'article 56 de la constitution à l'heure où le pays est à feu et à sang paraît être inapproprié, et cela n'augure rien de bon pour asseoir l'Etat de droit et des institutions, que tout le monde appelle de ses vœux. D'autant plus qu'Abdallah Kallel, ancien ministre de l'Intérieur, n'a pas un passé glorieux en matière des droits de l'Homme, et n'est point l'homme de la situation.

Intervenues sur al-Jazeera, deux éminents constitutionnalistes tunisiens, en l'occurrence, Sadok Belaïd et Iadh Ben Achour ont estimé que le recours à l'article 56, dans le cas d'espèce, est un acte de forfaiture, voire une supercherie, a fortiori que l'article 56 n'a pas été respecté dans ses termes propres, puisque le Président Ben Ali n'a pas délégué par décret ses attributions au Premier ministre, comme le stipule ledit article. Cette situation crée des ambiguïtés, qui auraient pu être évitées, ajoutent les deux constitutionnalistes, à travers le recours à l'article 57. Celui-ci prévoit "qu'en cas de vacance du Président de la République pour cause de décès, de démission ou d'empêchement absolu, (...) le président de la Chambre des députés est immédiatement investi des fonctions de la Présidence de l'Etat par intérim, pour une période variant entre quarante cinq jours au moins et soixante jours au plus. Si la vacance définitive coïncide avec la dissolution de la Chambre des députés, le président de la Chambre des conseillers est investi des fonctions de la Présidence de l'Etat par intérim et pour la même période".(...)

"Le Président de la République par intérim ne peut présenter sa candidature à la Présidence de la République même en cas de démission(...). Durant cette même période, des élections présidentielles sont organisées pour élire un nouveau Président de la République pour un mandat de cinq ans".

Le nouveau Président de la République (et non le président par intérim) peut dissoudre la Chambre des députés et organiser des élections législatives anticipées.

Le recours à l'article 57 aurait pu éviter le blocage, quant à l'article 56, il ne répond pas aux attentes entendues aujourd'hui sur tout le territoire national, ce qui constitue un mauvais départ pour Mohamed Ghannouchi.

Gnet

<http://www.gnet.tn/temps-fort/tunisie-linsecurite-malgre-letat-durgence/id-menu-325.html>

Tunisie, l'insécurité malgré l'état d'urgence

Publié le Vendredi 14 Janvier 2011 à 22:21

L'état d'urgence a été décrété sur tout le territoire tunisien, pour préserver la sécurité des citoyens et sauvegarder les biens. Dans la réalité, il n'en est rien, plusieurs édifices et établissements sont en train d'être saccagés, pillés et brûlés. Selon des témoins oculaires, l'hypermarché Carrefour a été incendié, ainsi que de nombreuses usines dans la région de Ben Arous, dont l'usine Sony qui a été mise à sac. Par ailleurs, une colonne épaisse de feu se dégageait tout à l'heure dans les environs de la région de l'Ariana.

La région du Kram et de la Goulette a été aujourd'hui le théâtre de violents actes de vandalisme. Deux postes de police ont été incendiés, l'agence Ezzitouna a été saccagée, les vitres d'Orange ont été cassées. Des groupes se sont dirigés vers le port et ont volé une trentaine de voitures, selon des témoins oculaires, de marques Kia et Fiat notamment. Ils ont également investi le free-shop du port et l'ont mis à sac. Dans plusieurs régions, telles que Al-Agba, les habitants sont dans la rue pour surveiller leur maisons, munis de pèles, parce qu'ils étaient attaqués le soir par des bandes qui voulaient investir les maisons par effraction, et voler. La situation est partout tendue, et ce qui aggrave encore la situation est que les gens ne peuvent pas se déplacer pour garder leurs biens, du fait de l'instauration de l'état d'urgence. Un appel au secours est lancé par de nombreux habitants, et l'état de panique est général.

Gnet

[Commentaires](#)

#12 Unis contre ces pilleurs

Ecrit par Liberté 15-01-2011 17:16

Ben ali nous a fais souffrir pendant 23 ans, il a pillé le pays et même après sa fuite il continue.

Tunisien, Tunisienne, jeune et vieux toutes les composantes de la société civile dressons nous devant ces milices qui sème la terreur.

Soyons capable de prendre l'énorme chance après un si dure combat et d'installer définitivement la démocratie chez nous.

#11 D'accord

Ecrit par Khammous 15-01-2011 15:21

Les MILICIENS SONT DEMASQUES

CEUX ARRETES SERONT TRADUITS DEVANT LES TRIBUNAUX

MILITAIRES CAR C'EST L'ETAT DE SIEGE.

Que ceux qui viennent d'être arrêtés soient traduits tout de suite devant ces tribunaux militaires et qu'ON LES PUNISSENT COMME L'exigent LA LOI

POUR DONNER L'EXEMPLE.

la punition doit être sévère car nous sommes en démocratie et l'INTERÊT DU PEUPLE ET SA S2CURITE EST EN DANGER.

NE NOUS AFFOLONS PAS.

LA REVOLUTION VAINCRA

#10 Ne vous laissez pas berner

Ecrit par Micmac 15-01-2011 11:19

A BAS LE RCD!

Après 23 de dictature et d'arrogance, il se cherche une légitimité dans la rue, en envoyant des milices piller et mettre à sac les biens du Peuple Tunisien.

Aujourd'hui, c'est **lui** le véritable **ennemi** du Peuple!

Ne nous laissons pas berner par ses **manigances** ridicules et **d'un autre âge**.

Halte au pillages!

Le Peuple Tunisien est au dessus de tout ça!

L'armée doit nous protéger et mettre un terme au système **RCD** (**R**assemblement **C**ontre la **D**émocratie)!

#9 Cette insécurité est programmée par Ben Ali et ses alliés

Ecrit par Dédé 15-01-2011 10:40

Cette insécurité est programmée par Ben Ali et ses alliés pour dire que sans lui, c'est le chaos.

Personne n'est dupe.

Je pense que seule l'armée peut assurer l'intérim et rétablir la sécurité.

Le général qui a refusé de tirer sur le peuple, est digne de confiance.

Ghannouni, kallal, mbazaa et compagnie sont à juger car ils doivent répondre de tout le soutien qu'ils ont apporté au dictateur et à sa famille.

#8 RE: Tunisie, l'insécurité malgré l'état d'urgence

Ecrit par Algérienne 15-01-2011 08:25

Tout avait si bien commencé. J'ai peur que les Tunisiens se fassent voler leur victoire exemplaire pour tout le monde arabe, j'ai peur d'un scénario à l'algérienne: il faut que les gens qui sont descendus dans la rue pour réclamer la démocratie descendent à nouveau pour s'opposer aux gangs qui détruisent leurs usines, leurs hôpitaux et leurs biens et fassent la chasse aux destructeurs de la Tunisie. S'ils le font, alors les Tunisiens seront un peuple magnifique.

Par Marie Kostrz | Rue89 | 14/01/2011 | 19H55

Ben Ali, au pouvoir en Tunisie depuis vingt-trois ans, a quitté ce 14 janvier la présidence – et le pays. Son ex-Premier ministre Mohammed Ghannouchi devrait assurer l'intérim et former un nouveau gouvernement jusqu'à la tenue d'élections législatives anticipées, qu'il appellera dans six mois.

(De nos archives) Plus de trois semaines après le début des émeutes et malgré le durcissement de la répression, les Tunisiens continuent à descendre dans la rue pour demander le départ de Ben Ali. Pourtant, les alternatives au régime actuel sont minces et ont du mal à se structurer.

En France depuis trois mois, Adel Ghazala suit les manifestations tunisiennes avec beaucoup d'attention. Cet activiste qui a demandé l'asile politique est pessimiste quand il s'agit d'évoquer l'après Ben Ali :

« Il n'y a pas d'alternative possible pour le moment. Cela va prendre des années pour mettre sur pied un projet politique porteur. »

« Les Tunisiens n'ont pas de culture politique du débat »

Pour expliquer cette impasse, Yanis -le prénom a été modifié-, universitaire tunisien, dénonce le verrouillage politique opéré par Ben Ali :

« Le régime a détruit tout espace de débat. Les Tunisiens n'ont pas de culture politique du débat, il est impossible de susciter un dialogue intellectuel d'où une personnalité et des idées nouvelles pourraient émerger. »

Selon Vincent Geisser, chercheur à l'Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) et spécialiste du Maghreb, le président tunisien a opéré un virage sécuritaire depuis le début des années 90 . Contrairement à ce qu'il avait promis, le système de parti unique (le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), héritier du Parti socialiste destourien d'Habib Bourguiba) n'a pas été remis en cause.

L'état s'est progressivement resserré autour des organisations susceptibles de tenir tête au pouvoir en place. Le principal syndicat, l'Union générale du travail de Tunisie (l'UGTT), a ainsi été infiltré par le gouvernement. Selon Yanis, quelques sections régionales refusent encore de rallier le mouvement de protestation :

« Certains responsables de l'UGTT occupent des fonctions dans le parti unique, ils ne veulent pas se mouiller. »

Des partis d'oppositions officiels existent bien, mais n'emportent pas l'adhésion des Tunisiens. Un professeur tunisien précise :

« Ils ont été créés par le gouvernement afin de légitimer son action. C'est un simulacre de démocratie. »

Depuis le début des émeutes, cinq partis ont ainsi rejoint la position officielle dictée lors du discours de Ben Ali et selon laquelle les médias étrangers ont instrumentalisé la révolte partie de Sidi Bouzid.

Une opposition déconnectée de la réalité

Malgré ce blocage politique, des personnalités se démarquent. Parmi elles, Hama Hammami, leader du parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT). Déjà opposant sous Bourguiba, il a acquis une réputation d'homme honnête et constant dans sa lutte pour la démocratie.

Les membres de cette organisation, non autorisée par le pouvoir, sont obligés de vivre clandestinement. Un problème selon Yanis :

« Hama Hammami est longtemps resté dans la clandestinité. Même si ses idées sont intéressantes, il peine à être en lien direct avec la population tunisienne. »

Moncef Marzouki, ancien candidat à la présidentielle contre ben Ali, exilé politique en France depuis le début des années 2000, est aussi une des figures de l'opposition tunisienne. Fondateur du Congrès pour la République, il milite pour l'instauration d'une seconde république, le régime actuel se rapprochant selon lui davantage d'une monarchie.

S'il n'exclut pas d'être candidat à la présidentielle de 2014, il reconnaissait lors d'une conférence à Sciences-Po que le mouvement qu'il incarne ne représente pas une réelle menace pour le régime de Ben Ali :

« C'est à la jeunesse maintenant de sortir, c'est à elle d'organiser ce front de rupture [avec la dictature]. » (*Voir la vidéo*)

Le professeur tunisien, que j'ai interrogé, nuance cependant son influence :

« Il est très populaire parmi la diaspora qui l'apprécie pour sa combativité et la pertinence de son analyse, mais il n'est pas connu en Tunisie. »

Pour Vincent Geisser, une caractéristique commune empêche les deux hommes de percer :

« Ils font partie d'un cercle élitiste d'intellectuels en rupture avec le petit peuple tunisien, dont il n'a pas vu venir la colère. Le moteur des revendications actuelles provient vraiment de la base de la population. »

Le chercheur souligne que les émeutes, qui ne sont pas du tout organisées, reposent davantage sur une solidarité familiale et locale que sur un soutien politique de ces partis d'opposition, aussi indépendants soient-ils.

Ettajdid, le seul d'entre eux qui soit indépendant et toléré par le régime, partage ce même défaut. Marguerite Rollinde, chercheuse au Centre de recherche en science sociale et politique de Paris-équipe Genre, travail et mobilités, ajoute :

« Comme d'autres partis d'opposition, il ne pourra pas prendre le relais car ses dirigeants ont trop longtemps oscillé entre une position en claire opposition à Ben Ali et un soutien au président, pour faire front commun contre les islamistes. »

Les islamistes, une crainte réelle ?

Ces derniers inquiètent Yanis :

« Il existe à présent un terreau fertile pour les islamistes en Tunisie. Les habitants sont frustrés par la pauvreté et sont désormais nombreux à se tourner vers la religion. »

Les attaques contre les personnalités critiques envers la pression de l'islam se sont multipliées. Sawsen Mâalej, comédienne progressiste, a ainsi été victime d'une campagne de dénigrement menée par le chanteur tunisien Psycho-M et très relayée sur Facebook, pour quelques blagues osées à la télévision.

La sénatrice Riadh Zghal, qui a émis l'idée que l'appel à la prière pouvait gêner les élèves des écoles situées à proximité des mosquées, a elle aussi été vivement critiquée. Certains détracteurs ont même demandé la déchéance de son statut de musulmane.

Pourtant, Rached Ghannouchi, leader historique des islamistes tunisiens, ne fait plus l'unanimité. Exilé à Londres, il a laissé derrière lui les partisans de son parti, Ennahada. Sévèrement opprimés par Ben Ali et libérés depuis peu, ils restent discrets et ne cherchent pas à prendre le contrôle du mouvement de revendication.

Vincent Geisser précise :

« Ghannouchi n'a aucune prise sur la population, les jeunes ne le connaissent pas. Au même titre que les autres partis d'opposition, il est dépassé par la réalité du terrain. »

Selon Yanis, l'alternative islamiste, possible sans être immédiate, sera plus radicale :

« Il s'agira d'un mouvement situé à la droite de Ghannouchi, qui n'acceptera pas de faire un compromis politique comme Ennahda a tenté pour intégrer le régime. »

Un remplaçant issu du parti unique, mais à la réputation intacte ?

Le vide politique qu'a créé Ben Ali ne donne pas beaucoup d'illusions aux Tunisiens : personne n'affirme que son régime s'effondrera dans une semaine ou dans un mois. Vincent Geisser appelle à encore plus de patience. Pour lui, le changement ne sera pas radical, et viendra davantage de l'intérieur :

« Des élites du parti de Ben Ali contestent de plus en plus la dictature. Une partie des cadres du parti est saine, il s'agit de haut fonctionnaires qui administrent le pays en dépit du régime autoritaire. »

Selon lui, il est possible que l'un d'entre eux succède au président actuel :

« Il faudrait un remplaçant issu du sérail, mais dont la réputation n'a pas été salie par des affaires de corruption. Un technicien qui engagerait des réformes économiques et politiques, pour ouvrir progressivement le paysage politique. »

Il s'agira forcément de quelqu'un de soutenu par la communauté internationale :

« Wikileaks a démontré l'implication des Etats-Unis, qui semblent chercher un successeur à Ben Ali, dont ils déplorent la corruption. »

En attendant, les émeutes continuent. En France, Adel Ghazal espère un changement, sans réellement y croire :

« Il ne suffit pas d'être opposant pour être un leader crédible et porter une alternative. »

► **Mis à jour le 07/01/2011 à 12h15** : ce n'est pas Marguerite Rollinde, chercheuse au Centre de recherche en science sociale et politique de Paris-équipe Genre, travail et mobilités, qui s'est exprimée sur Hamma Hammami mais bien Yanis.

► Article **initialement** publié le 06/01/2011 sous le titre « La Tunisie gronde toujours, mais qui pour remplacer Ben Ali ? »

<http://www.letempsdz.com//content/view/51509/79/>

15-01-2011

Pas de réaction officielle en Algérie

Vingt quatre heures après le départ de Ben Ali du pouvoir et les changements institutionnels en Tunisie, aucune réaction officielle n'a été enregistrée hier soir en Algérie.

Le ministère des Affaires étrangères est resté silencieux. Fidèle peut-être à ses traditions, la diplomatie algérienne a probablement privilégié les canaux discrétionnaires pour déterminer la position officielle algérienne. Il faut dire que jusqu'à hier soir, mis à part l'Egypte et la Ligue arabe, aucun pays ni institution n'avait encore réagi, notamment dans l'espace maghrébin.

En Algérie, outre le silence officiel, il y a lieu de relever également celui des acteurs politiques de poids comme le FLN et le RND, qui entretenaient des relations privilégiées avec le parti de Ben Ali, le RCD.

http://www.elwatan.com/evenement/les-dernieres-heures-du-regime-ben-ali-15-01-2011-107232_115.php

Les dernières heures du régime Ben Ali

le 15.01.11 | 03h00

- Vendredi, matinée. Ben Ali n'a pas convaincu le peuple. Des milliers de manifestants se rassemblent dès le matin à Tunis et en province, à Sidi Bouzid et Regueb, Kairouan, aux cris de «Ben Ali dehors».

- 8h14. Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Kamel Morjane, estime possible la formation d'un gouvernement d'union nationale. Cette formation serait «tout à fait faisable et normale».

- Vendredi, après-midi. Rien ne saurait arrêter le peuple tunisien, et les forces de l'ordre ne tiennent pas leurs engagements de ne pas intervenir. A Tunis, les manifestants sont dispersés par la police à coups de grenades lacrymogènes. Des heurts violents opposent manifestants et policiers antiémeute. Un photographe français est blessé à la tête par un tir de gaz lacrymogène.

- 15h18. Des blindés de l'armée se déploient devant les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères et devant la Télévision et Radio nationales.

- 15h59. Le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali a décidé de limoger son gouvernement et appelle à des législatives anticipées dans six mois, a annoncé le Premier ministre Mohammed Ghannouchi. Ce dernier a indiqué que cette décision intervient «dans le cadre de mesures (d'apaisement) annoncées jeudi soir». Il a ajouté avoir été chargé de former le nouveau gouvernement.

- 16h41. L'état d'urgence est décrété dans tout le pays. Le gouvernement annonce aussi le maintien d'un couvre-feu dans tout le pays, de 18h à 6h du matin, ainsi que l'interdiction des rassemblements sur la voie publique et l'autorisation donnée à l'armée et à la police de tirer sur tout «suspect» refusant les ordres qui lui sont intimés. «La police et l'armée sont autorisées à tirer sur toute personne suspecte qui n'aurait pas obéi aux ordres ou aurait pris la fuite sans possibilité de le stopper. Il est interdit à plus de trois personnes de se rassembler sur la voie publique», est-il mentionné dans un communiqué officiel.

- 17h11. L'armée prend le contrôle de l'aéroport international de Tunis-Carthage alors que l'espace aérien a été fermé, a indiqué à l'AFP une source aéroportuaire. «Je peux confirmer que l'armée est à l'aéroport. Les blindés encerclent le site de l'aéroport», a déclaré cette source ajoutant qu'une «personne s'est introduite par la clôture sur le tarmac et une alerte a été donnée». «L'espace aérien a été fermé aussitôt», a poursuivi cette source.

- 17h14. Le chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT, interdit), Hama Hammami, interpellé mercredi à son domicile, près de Tunis, a été libéré. «On vient d'apprendre qu'il a été libéré, il est chez lui», a déclaré Adel Thabet, du PCOT, lors d'une conférence de presse. L'arrestation de M. Hammami avait été annoncée mercredi par son épouse, l'avocate Radia Nasraoui. Recherché par la police, Hama Hammami, 59 ans, qui vivait dans la clandestinité jusqu'en février dernier, est intervenu plusieurs fois sur des télévisions étrangères pour dénoncer le régime du président Zine El Abidine Ben Ali dans la foulée des violentes émeutes qui secouent le pays depuis un mois.

- 17h40. Les principaux partis d'opposition tunisiens, légaux comme interdits, ont demandé «le départ de Ben Ali et l'instauration d'un gouvernement provisoire chargé dans les six mois d'organiser des élections libres» dans une déclaration commune publiée à Paris. «Nous demandons le départ de Ben Ali et l'instauration d'un gouvernement provisoire chargé dans les six mois d'organiser des élections libres», ont déclaré associations et partis politiques tunisiens en France dans une déclaration, lue lors d'une conférence de presse à Paris.

- 17h48. La télévision publique tunisienne a indiqué qu'une «annonce très importante pour le peuple tunisien sera faite sous peu». Cette information est apparue sur le bandeau qui déroule les informations nationales et internationales alors que Tunis7 diffusait un documentaire.

- 18h. Le Premier ministre, Mohammed Ghannouchi, annonce à la télévision qu'il assure l'intérim de la Présidence en remplacement de Zine El Abidine Ben Ali, qui a quitté le pays après 23 ans de pouvoir. Il lance un appel à l'unité des Tunisiens, toutes sensibilités confondues et assure que la Constitution sera respectée.

<http://www.letempsdz.com//content/view/51511/79/>

15-01-2011

«Notre ami Ben Ali»



Ben Ali se trouve vraisemblablement en «escale d'urgence» en Arabie Saoudite, mais pas en exil. L'Arabie Saoudite n'est pas la terre d'accueil mais de transit que recherchait, dans la précipitation, ce général-président qui a gouverné la Tunisie d'une main de fer pendant 23 ans, avant d'abandonner son pays à la manière du shah d'Iran, laissant face-à-face son peuple et sa police.

Le désormais ex-président doit réfléchir, en ce moment, au pays refuge où il pourrait couler des jours heureux avec sa famille, grâce à la richesse mal acquise par sa famille à l'ombre de son pouvoir absolu. Son rêve, ce n'est pas Djeddah où son avion a eu, finalement, l'autorisation de se poser après plusieurs heures d'errance sans destination connue. C'est sans doute à Paris qu'il aurait aimé s'établir avec sa famille.

Ben Ali doit sans doute réfléchir aussi sur le véritable sens de l'amitié des dirigeants du pays où il a fait sa carrière militaire et qui a assuré sa promotion politique jusqu'à lui donner le coup de pouce nécessaire pour prendre la place de Habib Bourguiba que la vieillesse avait fait retomber en enfance.

Il doit, surtout, s'interroger sur le sens de l'amitié, sur la dose de sincérité en politique, sur les éloges dont le couvrait généreusement Chirac après que Sarkozy lui eut signifié, en plein vol en Méditerranée, qu'il n'était pas le bienvenu en France. Sur ce plan et celui de l'hospitalité, il doit reconnaître que le pays arabe qui a accepté de le recevoir est de loin en avance sur l'occident.

L'amitié de la France pour Ben Ali, c'est l'amour des touristes français pour son littoral, des entreprises françaises pour leurs belles affaires dans ce pays du Maghreb, du gouvernement de Paris pour son ancienne et fidèle colonie et pour la place qu'elle a dans sa politique étrangère.

Ben Ali, Bongo, Bokassa et les autres...

L'autoproclamé «empereur» Jean Bedel Bokassa, de la république centra-africaine n'est pas plus «cousin» de Chirac que Omar Bongo son ami.

L'ex-président du Gabon, le dernier rempart de l'ancien empire colonial français en Afrique, en a su quelque chose à la veille de sa mort.

Souffrant d'un cancer à un stade avancé, il se verra refuser, fin 2009, le visa d'entrée en France et mourra dans une clinique privée en Catalogne. Sarkozy avait sans doute de bonnes raisons de ne pas recevoir ce fidèle parmi les fidèles de son pays devenu infréquentable depuis qu'un magistrat menaçait de le mettre en examen pour une affaire de corruption s'il foulait le sol français.

Ingratitude ? Sans doute ! Corruption ? Certainement ! Les deux arguments ont pesé dans la décision de l'Elysée de ne pas recevoir Ben Ali. Sait-on jamais, à Paris, un petit juge de province pourrait fouiner dans les affaires «Ben Ali -Trabelsi» où les entreprises françaises ont eu la grande part du gâteau. Ces affaires louches remontent, souvent, très haut. Sarkozy n'a pas besoin d'un tel scandale à la veille des élections de 2012, et encore moins d'offrir de son pays l'image de terre d'exil qui accueille, à la fois, les opposants comme les despotes de leurs pays d'origine, mais d'où sont éjectés les sans-papiers sans aucun ménagement.

Les «amis» lui tournent le dos

La France a donc dû observer un silence troublant durant les tueries de Sidi Bouzid et de Tunis. La révolte populaire en Tunisie a permis de lever le voile à la fois sur la gestion scandaleuse de la désormais «ère Ben Ali», mais aussi sur les raisons du silence de la France et du reste des pays de l'Union européenne face à la répression sanguinaire en Tunisie.

Le gouvernement de Zapatero, donneur de leçons en matière de défense des droits de l'homme là où l'Espagne a le moins d'intérêt possible, a observé un grand mutisme face à ce qui se passe dans ce pays maghrébin.

De gros intérêts sont en jeu là encore. En 2010, la présidence espagnole de l'Union européenne avait fait du forcing pour que les «27» octroient à la Tunisie l'avantageux «statut avancé» avec l'UE, un privilège dont seul jouit le Maroc jusqu'à présent. Un régime tout aussi despotique que celui de Ben Ali.

«On n'est jamais trahi que par les siens»

En septembre dernier, le gouvernement espagnol avait fait échouer la préparation par une organisation civile canadienne d'une conférence internationale à Madrid sur les droits de l'homme en Tunisie, en refusant le visa d'entrée à l'opposition tunisienne.

Comme la France, l'Espagne et le reste des pays européens «amis» de la Tunisie ont tourné le dos au peuple tunisien dans les moments les plus difficiles, lorsqu'il manifestait sa colère contre une dictature féroce, puis aujourd'hui à Ben Ali lui-même.

De son exil non choisi, à Djeddah, en attendant l'exil dorée, l'ex-président tunisien doit méditer cet adage bien français : «On n'est jamais trahi que par les siens». Les siens, ce ne sont plus les tunisiens qui lui ont retiré leur confiance. Cela, il l'a sans doute compris. C'est la France, et avec elle toute l'Europe occidentale. Ces «amis» qu'il a servis. Ça, il doit le comprendre aussi.

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-nationale/tunisie-l-ugtt-appelle-a-une-amnistie-generale/id-menu-958.html>

Tunisie, l'UGTT appelle à une amnistie générale

Publié le Samedi 15 Janvier 2011 à 18:34

TAP - L'Union Générale Tunisienne du Travail(UGTT) a rendu hommage au peuple tunisien pour son combat contre l'injustice, l'oppression et toutes les formes de corruption et de mauvaise gestion, réitérant sa ferme condamnation des assassinats perpétrés contre les civils désarmés qui manifestaient pour leur droit à l'emploi décent et réaffirmant l'impératif d'œuvrer à protéger les citoyens et les familles contre les actes de pillage et d'agression et de veiller à leur sécurité.

Dans une déclaration publiée, samedi, Le bureau exécutif de l'UGTT se félicite du rôle de l'Union dans l'organisation des luttes menées par les travailleurs, sous la direction de leurs structures syndicales régionales et sectorielles, et leur réussite à mobiliser les autres catégories du peuple et à défendre leurs droits et leurs intérêts sociaux.

L'UGTT appelle au respect de la constitution et particulièrement ses articles relatifs aux mécanismes permettant de trouver une issue à cette crise et de former un gouvernement de coalition nationale composé des différentes sensibilités intellectuelles, politiques et sociales.

L'UGTT souligne également la nécessité de former immédiatement une commission d'établissement des faits afin de faire comparaître devant la justice toute personne impliquée dans l'assassinat des citoyens tunisiens, à travers le tir de balles réelles ou en donnant des ordres. L'Union appelle, en outre, à la constitution d'une commission d'enquête sur la corruption et les personnes corrompues, composée de personnalités indépendantes et de juristes et d'une commission nationale pour la révision de la Constitution et du Code électoral et toutes les lois ayant trait à la réforme politique de manière à réunir les conditions appropriées pour l'organisation d'élections démocratiques.

L'UGTT appelle, également, à la liberté effective de l'information, à une amnistie générale, au pluralisme réel ainsi qu'à la révision de la notion de la sécurité, de ses structures et de sa mission, mettant l'accent sur le droit à la manifestation pacifique et à l'organisation loin de toute pression ou entrave.

La déclaration souligne l'impératif qu'il y a à préserver les biens publics et privés, insistant sur la nécessité de s'exprimer de manière pacifique et libre, appelant les chefs d'entreprises et les propriétaires des locaux de commerce à reprendre leur activité économique et à ouvrir leurs locaux, afin de satisfaire les besoins des citoyens, pour mettre un terme aux actes de déprédation commis par des bandes non identifiées.

L'UGTT invite les structures syndicales régionales et locales à mettre sur pied des comités de protection de leurs sièges, des biens publics et des entreprises ainsi que des familles et des citoyens de toute forme d'agression.

<http://www.letempsdz.com//content/view/51517/79/>

15-01-2011 Mohamed Khodja, politologue, au Temps d'Algérie :

«La rue ne s'est pas soulevée seulement contre la cherté de la vie, mais contre les structures internes du pouvoir politique»

Les 80% de la société tunisienne sont constitués de couches moyennes. Encadrées et bien structurées, elles ont pu exercer une pression sur le régime qui a fini par tomber.

Dr Khodja, quelle lecture faites-vous des événements en Tunisie ?

La structure des sociétés arabes indique, manifestement, qu'elles font toutes face à un déficit chronique en démocratie et à une crise politique de fond qui ne cesse de s'aiguiser depuis le recouvrement de leur indépendance. En réalité, si la rue s'est embrasée de cette manière, c'est parce que toutes les réformes engagées par les régimes politiques arabes ont été superficielles.

On a opéré des changements techniques au lieu d'engager des transformations politiques profondes, qui touchent à la structure même du système politique et économique.

Ce que nous venons de vivre est la traduction de la faillite d'une vision politique qui a atteint son stade culminant avec les émeutes qui ont secoué l'Algérie et la Tunisie avec les conséquences que l'on sait et, depuis ce matin, la Jordanie. C'est l'échec d'un système bâti sur un mode de gouvernance qui a fait son temps.

Doit-on interpréter aussi cette flambée de colère comme une conséquence «tardive» de la crise économique mondiale ?

C'est vrai qu'il y a des facteurs exogènes qui ont contribué à ces soulèvements populaires; on ne doit négliger la crise qui a frappé les économies développées et dont les répercussions touchent maintenant les autres pays de la planète. Mais, pour l'essentiel, je pense que ce sont surtout les facteurs internes qui ont accentué le malaise des sociétés arabes, qui remettent en cause le mode de gouvernance,

et l'exemple de la Tunisie le prouve puisque, ici, la rue ne s'est pas soulevée seulement contre la cherté de la vie, mais contre les structures internes du pouvoir politique.

Il faut dire que toutes les politiques et toutes les réformes engagées dans les pays arabes n'ont pas touché à l'essentiel : la bonne gouvernance, qui suppose l'exercice réel des libertés démocratiques et le respect des droits humains.

Tous les gouvernements arabes, sans exception, ont failli, d'une manière ou d'une autre, puisque aucun n'a réussi à instaurer cette gouvernance idéale. Et au lieu d'apporter des réponses à cette revendication fondamentale de la société, ils font dans la fuite en avant, retardant cette phase inéluctable, en procédant par des retouches sans grand intérêt.

Pour ce qui est du cas de la Tunisie, il faut savoir que 80% de la société tunisienne est constitué de couches moyennes. Encadrées et bien structurées, elles ont pu exercer une pression sur le régime qui a fini par tomber.

Est-ce là un échec du mode de gouvernance ?

C'est vrai, les événements qui agitent les sociétés arabes sont liés à des facteurs internes dont le plus important est l'échec du mode de gouvernance politique.

S'il n'y avait une dose de nationalisme, d'une vision commune exprimée d'une manière collective, je ne pense pas qu'on aurait eu le résultat qu'on est en train de vivre en Tunisie. Il y a une vision politique qui a été exprimée par le nationalisme arabe depuis la phase de revendication de l'indépendance. Mais, pour d'innombrables raisons, les élites qui ont dirigé cette phase n'ont jamais eu la possibilité,

je dirais même la vocation, de vouloir partager le pouvoir, bien au contraire. C'est l'échec d'une vision étriquée du nationalisme arabe qui a conduit à la contestation de rue. Nous sommes en train de vivre une deuxième vague de nationalisme, qui est la remise en cause de l'élite politique traditionnelle et du mode de gouvernement qu'elle a pratiqué depuis l'indépendance, que ce soit en Tunisie, en Algérie ou ailleurs.

Se peut-il que des événements similaires se produisent en Algérie ?

Dire qu'il y aura une flambée de violence collective soutenue et continue comme en Tunisie, je ne le pense pas. L'Algérie s'est immunisée contre ce genre de malaise social.

Les événements qui ont secoué le pays depuis le 5 octobre 1988 ont quand même créé dans la société algérienne une soupape de sécurité et des échappatoires qui empêchent des malaises à grande échelle ou une explosion de colère telle qu'on l'a vécue en Tunisie. Je pense que quand il y a une marge de manœuvre sur le plan politique et sur le plan social, on peut absorber ce genre d'événements.

D'ailleurs, nous l'avons vécu la semaine dernière où, finalement, il y a absorption de ce mécontentement, malgré son ampleur. Il y a des freins et des mécanismes qui peuvent amortir une explosion à la tunisienne, parce que la société tunisienne n'a pas connu la même évolution que la société algérienne.

Chaque pays ayant vécu une histoire particulière, on ne peut imaginer le scénario tunisien se répéter à l'identique en Algérie, parce que, je le redis, l'Algérie possède quand même des mécanismes qui peuvent la prémunir de ce genre de situations. Il y a quand même des partis politiques, des médias, on ne vit pas les mêmes conditions politiques et sociales qu'en Tunisie...

A. L.

<http://www.letempsdz.com//content/view/51520/79/>

15-01-2011

Cyrine et Nesrine

Ben Ali aux portes de Disneyland

Deux filles du président Ben Ali auraient trouvé refuge dans un hôtel proche du parc d'attractions, selon l'ambassade de Tunisie à Paris. Cyrine Ben Ali, fille issue du premier mariage du président tunisien, et Nesrine, fille de son second mariage avec Leïla Trabelsi, sont en France.

Cyrine aurait atterri vendredi soir au Bourget, alors que Nesrine est dans l'Hexagone depuis jeudi. Cette dernière, âgée de 24 ans et enceinte, est l'épouse de Sakher El Materi, un temps pressenti pour être le successeur de Ben Ali. Avec ses deux enfants, elle aurait été hébergée à

la résidence de l'ambassadeur de Tunisie à Paris, située dans le 16e arrondissement, dans la nuit de jeudi à vendredi.

Selon l'ambassade, les deux sœurs seraient actuellement à l'hôtel Castel Club, situé dans les murs du Disneyland Hôtel, aux portes du célèbre parc d'attractions de Marne-la-Vallée. Contacté, l'établissement ne souhaite pas faire de commentaire. Vendredi soir, Europe 1 avait annoncé que Sakher El Materi avait été arrêté à Tunis alors qu'il tentait de quitter le territoire. D'après l'ambassade de Tunisie à Paris, il serait actuellement à Dubai.

<http://dna-algerie.com/international/1146-tunisie-42-morts-dans-lincendie-dune-prison-a-monastir.html>

TUNISIE : 42 morts dans l'incendie d'une prison à Monastir

Samedi, 15 Janvier 2011, 13:44 | DNA



Au moins 42 prisonniers ont péri dans l'incendie samedi d'une prison de Monastir, dans le centre-est de la Tunisie, a indiqué à l'AFP un médecin de l'hôpital local. "Trente-et-un corps ont été transportés dans la morgue et onze ont suivi", a déclaré à l'AFP le Dr Ali Chatli, chef du service de médecine légale à l'hôpital Fatouma Bourguiba de Monastir (160 km au sud de Tunis).

Selon ce médecin, l'incendie s'est déclaré lorsqu'un détenu a mis le feu à un matelas dans un dortoir hébergeant près de 90 détenus lors d'une tentative d'évasion qui a tourné à la panique en raison de coups de feu tirés près de la prison. Il a précisé que toutes les victimes du premier groupe ont été identifiées et ont été transportées dans l'hôpital avant l'aube, et que les 11 autres venaient d'arriver.

"Les corps sont arrivés carbonisés mais on a pu les identifier", a-t-il ajouté, précisant que les victimes sont mortes de suffocation et de brûlures graves. Il s'agit de l'incident le plus meurtrier depuis le début, il y a un mois des émeutes qui ont conduit à la fuite vendredi de l'ancien chef de l'Etat Zine El Abidine Ben Ali.

L'ex-président et sa famille ont trouvé asile en Arabie Saoudite.

<http://www.rfi.fr/afrique/20110115-tunisie>

Tunisie -

Article publié le : samedi 15 janvier 2011 - Dernière modification le : samedi 15 janvier 2011

Tunisie : retour au calme sur fond d'angoisse de la population

Le président Ben Ali qui se trouve désormais avec une partie de sa famille à Djeddah, en Arabie Saoudite, laisse derrière lui un pays en plein chaos, après un mois, ou presque, de manifestations et d'émeutes. Ce samedi 15 janvier 2011, les premières heures de l'après Ben Ali ont été marquées par un calme encore précaire, alors que les nouveaux dirigeants tunisiens tentent de rétablir l'ordre.

Avec nos envoyées spéciales

Dans les rues de Tunis, après le départ de Ben Ali, le 14 janvier 2011
14/01/2011 - Tunisie

Tunisie : de l'indépendance à la chute de Ben Ali

C'est comme si le temps s'était arrêté, samedi 15 janvier, au cœur de Tunis... Les débris de bombes lacrymogènes jonchent le sol, il y a aussi des pierres et des verres brisés, traces des manifestations d'hier. La circulation est bloquée et seuls des tirs qui retentissent au loin brisent le silence pesant.

Avec plusieurs tanks et camions, l'armée contrôle les abords du ministère de l'Intérieur. Autour de l'avenue Bourguiba, et de l'ambassade de France notamment, ce sont des hommes en civils, habillés de nouveaux gilets blancs avec l'inscription « police », et équipés de batons, qui sont déployés. Comme s'il y avait une volonté de bien identifier chaque force en présence.

Tunis tourne lentement la page Ben Ali

L'armée serait d'ailleurs lancée dans une chasse aux miliciens qui ont terrorisé plusieurs quartiers hier dans la capitale. Les réseaux sociaux, ici, ont recensé énormément de cas de saccages dans Tunis mais aussi sa banlieue, toujours orchestrés par des partisans de Ben Ali ou des policiers, selon les témoins.

Et puis avec la nuit et le couvre-feu, revient aussi la crainte des pillages et des attaques de bandes armées. Plusieurs quartiers se sont organisés aujourd'hui pour réunir des armes de fortune, et parer à toute attaque de ceux qu'on appelle ici « les forces occultes ».

Dans les hôtels, les portraits du président, hier omniprésents, ont disparu. L'immense portrait situé devant la cathédrale a été décroché également, à l'heure de la prière. Dans la banlieue de Gammarth, les demeures des gendres de Zine el-Abidine Ben Ali ont été saccagées, et livrées aux habitants, qui ont même profité de leur piscine.

Ce samedi soir, des hélicoptères de l'armée tournent dans le ciel et toutes les dix ou quinze minutes, on entend des tirs de kalachnikovs.

Les nouveaux dirigeants tunisiens contraints d'agir rapidement

Il est encore trop tôt pour savoir si Foued Mebazaa, qui se retrouve propulsé président à 78 ans, est en mesure de piloter une transition politique. Dès aujourd'hui, il a tenté de lancer des signes d'apaisement, notamment avec cette promesse qu'il a faite, de créer un gouvernement d'union nationale, promesse faite pendant sa prestation de serment ce samedi après-midi.

Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi a en tout cas rencontré les trois partis d'opposition dans la journée. Ils ont discuté de la possibilité de créer un gouvernement

d'union nationale, et des moyens de faire participer l'opposition, mais aucune décision n'a encore été prise.

Ce qui est sûr, c'est qu'il faut faire très vite, car pour les Tunisiens, la personne du Premier ministre, tout comme celle du nouveau président par intérim, représentent avant tout des figures du régime Ben Ali et du parti au pouvoir. Un parti qui a régné sans partage pendant vingt-trois ans, et que beaucoup ici veulent voir disparaître, pour laisser enfin la place à l'opposition.

<http://www.hns-info.net/spip.php?article27773>

Source / auteur : Le désert du réel

Tunisie : des pierres contre des fusils - Victoire de la démocratie ?

mis en ligne dimanche 16 janvier 2011 par jesusparis

Ainsi donc trente jours de manifestations, d'émeutes, et d'affrontement avec les forces de l'ordre peuvent mettre fin à un régime autoritaire qui dure depuis plus de vingt ans et qui aurait eu les moyens matériels de massacrer encore plus de monde. Dont acte. Les victoires révolutionnaires ne sont jamais seulement ni même essentiellement des victoires militaires. Il est des situations où les fusils ne l'emportent pas contre des pierres.

Et maintenant dans toutes les bouches ici et là : la liberté, la démocratie, des élections. De fait, des élections sont déjà prévues. Démocratie, élections... Lesquelles ? Réponse : celles qui permettent à des Bush - ou même des Obama, des Berlusconi, ou des Sarkozy d'être élus - tous millionnaires, tous liés aux milieux d'affaires. La liberté ? Celle qui permet en France et ailleurs de qualifier de terrorisme ce qui ne file pas droit pour justifier un régime répressif anti-terroriste et ses mesures dites d'exception. Celle qui organise des rafles et des arrestations massives d'étrangers. Celle encore qui réactive des mesures coloniales pour instaurer des couvre-feux pendant les émeutes de 2005 afin de contenir le feu des banlieues. Qui mesure le "moral des ménages" à une propension à la consommation.

Quant à celle qui ne tire pas sur ses manifestants, qu'on ne s'y trompe pas. Plus le pouvoir politique est fort, plus il est libéral, permissif. Tant que les manifestations ici ne constituent pas une menace réelle, les matraques et les flashball font bien l'affaire.

L'opération est lisible sinon risible. Tout l'événement tunisien rabattu sur ça : une victoire de la démocratie. Tous les désirs hétérogènes des insurgés tunisiens écrasés sur ce triste désir : le désir de démocratie - qu'ils puissent enfin choisir ceux qui les dirigent, ceux qui foulent aux pieds leurs intérêts comme disait l'autre. Comme pour conjurer la peur des puissants : la plèbe qui brave la police et l'armée, la répression et les couvre-feux, la mort et la violence, en un mot le soulèvement populaire peut faire tomber des gouvernements ; la nouvelle est inquiétante pour beaucoup. Et pour calmer les insurgés : que l'ordre revienne puisque des élections viennent.

Mais du régime purement autoritaire mêlé de captation mafieuse des richesses économiques par le clan au pouvoir, aux formes plus subtiles de légitimation du pouvoir par les élections et d'appropriation des richesses dans la démocratie, il n'y a pas à capituler - même s'il n'y a pas identité.

Ce qui prend forme en ce moment en Tunisie comme ailleurs n'est pas platement ce qu'en dira la langue du pouvoir. En Tunisie a parlé la langue de l'insurrection qui couve toujours, de l'opposition finalement violente au pouvoir répressif. Et les langues se sont déliées. Les multiples gestes de résistances qui faisaient le quotidien se sont soudainement agrégés. Des solidarités se sont tissées. Alors viennent la révolte et l'émeute. Ce qui prend forme déjà c'est un espace commun de rage, de gestes et de paroles, de partage – et de pleurs aussi. Espace vivant où s'exprime le désir d'autres mondes et où finalement ces autres mondes s'affirment et viennent à exister. Lignes vivantes où s'éprouve une certaine forme de puissance collective. « Le monde s'est inversé en joie » a-t-on pu lire.

Que cette joie puisse conduire à autre chose qu'à la gestion démocratique, la preuve est faite.

Face au vide du pouvoir et contre la peur de ce vide. Tout commence ici et maintenant.

<http://www.hns-info.net/spip.php?article27770>

Non fides

De Sidi Bouzid à Bab-el-Oued - Contre le règne de l'État, du pouvoir et du fric

mis en ligne dimanche 16 janvier 2011 par jesusparis

Depuis le début de l'année, au Maghreb, la misère gagne du terrain. Le prix des denrées alimentaires de première nécessité flambe, il y a de moins en moins de travail, réduisant encore plus le pitoyable spectre des moyens de survie de tout un chacun. On nous ressort le bon vieux coup de « la crise », nous faisant croire que misère et révolte sont des phénomènes nouveaux qu'elle seule produit, alors qu'ils sont aussi vieux que l'argent et l'autorité. Il a suffi de quelques étincelles en Tunisie pour mettre le feu aux poudres d'une situation déjà explosive, jusqu'en Algérie.

Flics attaqués, bâtiments administratifs, lycées, douanes, entrepôts de marchandises, commissariats, concessionnaires automobiles, banques et commerces pris pour cible, barrages de route coordonnés. Contrairement à ce que le pouvoir et les journaux racontent, ces émeutes ne se limitent pas à quelques catégories imaginaires (« jeunes », « diplômés », « chômeurs », « extrémistes ») mais s'expriment de façon diffuse, et leurs cibles sont claires. En face, la réponse de l'État est tout aussi claire : en Tunisie, les flics répondent aux pavés par des tirs de sniper, faisant des dizaines de morts. En Algérie aussi, arrestations par milliers, torture, détentions et meurtres, tandis que les premières condamnations tombent et tomberont encore. Comme toujours, comme partout, la guerre sociale fait rage, appelant chacun à choisir son camp.

Déjà les charognards démocrates ou religieux s'empressent de récupérer ces révoltes à des fins politiques, réclamant des réformes ou un changement de régime, pour détourner cette colère qui s'exprime de fait contre toute forme de régime ou de pouvoir. Ils préparent déjà l'après, voulant remplacer le contrôle de la dictature par un contrôle démocratique ; en d'autres termes, aménager la domination pour la rendre acceptable. Nous qui vivons en démocratie, nous pouvons affirmer que même si au quotidien, les conditions de vie y sont moins dures qu'en dictature, les libertés démocratiques ne nous ont jamais rendus libres. La liberté que nous désirons, elle, est totale et inconditionnelle. C'est pourquoi ce fond de l'air

insurrectionnel, comme en Grèce depuis décembre 2008, ou en novembre 2005 en France, nous réchauffe le cœur.

C'est pourquoi nous voulons souffler sur les braises, et propager cette révolte Ici, partout, maintenant, tout le temps

Il faut bien que la révolution monte des bouges, puisque d'en haut ne viennent que les balles et les coups.



<http://www.leparisien.fr/crise-tunisie/en-direct-tunisie-l-ex-chef-de-la-securite-de-ben-ali-a-ete-arrete-16-01-2011-1229407.php>

EN DIRECT. Tunisie : l'ex-chef de la sécurité de Ben Ali a été arrêté

16.01.2011, 07h41 | Mise à jour : 15h17

En Tunisie, au surlendemain du départ de l'ex-président Ben Ali, réfugié en Arabie saoudite, les nouveaux dirigeants tentent de reprendre le contrôle de la situation, tandis que les habitants s'organisent en comité de défense pour éviter les pillages.

Les consultations sur les réformes politiques à mener ont démarré samedi soir. Des élections devront être organisées dans les deux mois.

15 heures : l'ex-chef de la sécurité du président Ben Ali a été arrêté, annonce une source officielle. Accusé d'être responsable des exactions contre la population, le général Ali Sériati a été interpellé à Ben Guerdane dans le sud du pays alors qu'il tentait de s'enfuir en Libye, sans précision de date. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui.

14h40 : Ségolène Royal critique le gouvernement français, sur Canal+, jugeant qu'il s'est «très mal comporté» vis-à-vis du peuple tunisien, notamment en proposant d'aider l'ancien gouvernement tunisien au maintien de l'ordre. «S'il veut se rattraper de cette erreur impardonnable», le gouvernement «doit accompagner la mutation démocratique et apporter des solutions pour que la paix et la prospérité reviennent en Tunisie», a ajouté la présidente de la région Poitou-Charentes. «Ca, c'est l'urgence !».

14h20 : le militant tunisien des droits de l'Homme Kamel Jendoubi, en exil en France depuis 16 ans, s'appête dimanche à rentrer en Tunisie après la chute du président Ben Ali. «Je rentre

dans mon pays natal qui me manque beaucoup. Je rentre dans un contexte extraordinaire pour vivre ce rêve», explique-t-il depuis l'aéroport parisien d'Orly.

14h15 : un mandat d'arrêt est lancé contre **l'ex-chef de la sécurité du président déchu Ben Ali**, le général Ali Sériati, formellement accusé d'être le responsable des exactions actuelles contre la population, annonce une source officielle. Une information judiciaire a été ouverte «pour complot contre la sécurité intérieure de l'Etat, incitation à commettre des crimes et à s'armer et provocation au désordre».

14h10 : à Roissy-Charles-de-Gaulle, **premiers retours de touristes français en provenance de Tunisie**. Selon le Syndicat national des agences de voyage (SNAV), la «quasi-totalité» des touristes français bloqués en Tunisie seront rentrés lundi.

13h40 : **le couvre-feu va être allégé** d'une heure à partir de dimanche dans l'ensemble de la Tunisie, annonce une source officielle. «En raison d'une amélioration de la sécurité, il a été décidé d'alléger le couvre-feu qui est désormais fixé de 18 heures à 05 heures», contre 6 heures auparavant.

13h10 : l'envoyé spécial du Parisien et du Parisien.fr à Tunis, Timothée Boutry, témoigne d'une situation en voie d'amélioration. «Dans la **banlieue sud de Tunis**, à El Mourouj, la nuit a été plus calme que la précédente, selon les habitants qui ont patrouillé jusqu'à 5 heures du matin. L'armée a arrêté des gens, mais ce n'est pas l'état de siège.»

12h45 : l'organisation Reporters sans frontières (RSF) demande que «toute la lumière soit faite» sur le décès du photographe français Lucas Mebrouk Dolega, dimanche à Tunis, et sur l'éventuelle responsabilité des forces de l'ordre tunisiennes. «Toute la lumière doit être faite sur cette tragédie, et l'enquête doit explorer la piste d'un acte intentionnel de la part des forces de l'ordre. Nous soutiendrons, dans tous les cas, les poursuites engagées par les proches de la victime, le cas échéant», prévient RSF.

12h30 : à **Gabès**, au centre du pays, les habitants, joints par leparisien.fr, s'organisent pour surveiller les points stratégiques et éviter les pillages. «Hier, en fin d'après-midi, il y a eu une rumeur selon laquelle des produits toxiques avaient été déversés dans les réservoirs d'eau, raconte Ali, 25 ans. Ma maison étant située à quelques mètres, mon frère Nacer a passé une partie de la nuit à faire le guet. » Installé sur le balcon de sa chambre, le jeune homme n'a pas quitté des yeux les réservoirs, prêt à intervenir. « D'autres hommes sont venus le rejoindre, les voisins leur préparaient du café et des sandwiches, continue Ali. C'est notre seule solution pour sauver notre pays de la ruine et de la violence. » Un peu partout en Tunisie, les habitants montent la garde autour des maisons ou des magasins.

12 heures : le Premier ministre tunisien **Mohammed Ghannouchi** doit réunir ce dimanche des représentants des partis politiques et de la société civile pour décider de la mise en place de trois comités : l'un chargé de proposer des personnes pour former **un gouvernement d'union nationale**, un autre pour examiner les exactions et dérives sécuritaires qui ont fait des dizaines de morts pendant un mois d'émeutes, et le dernier sur les accusations de corruption de l'ancien régime.

11h35 : **le photographe français de l'agence EPA Lucas Mebrouk Dolega, 32 ans, blessé vendredi à Tunis par un tir tendu de grenade lacrymogène, est décédé dimanche matin**, ont annoncé à l'AFP ses proches et une source consulaire française dans la capitale tunisienne.

Selon un de ses amis, joint par leparisien.fr, la famille n'aurait pas été prévenue de l'officialisation de l'annonce.

10h45 : les Tunisois témoignent de tirs contre des maisons dans la nuit à partir de véhicules circulant à vive allure : «une ambulance a été vue à La Marsa et une autre à Mégrine (nord et sud de la capitale). Ils tirent sur des maisons», a expliqué un citoyen apeuré à l'AFP, en affirmant que ces véhicules transportaient des personnes encagoulées.

10h30 : L'ex-chef d'état-major français et ex-ambassadeur en Tunisie, **l'amiral Jacques Lanxade**, estime que «c'est l'armée qui a lâché» le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et qu'elle peut être un «élément stabilisateur» pour sortir du chaos, dans une interview au Parisien-Aujourd'hui en France.

10h15 : Un groupe de 34 touristes polonais, qui devaient être rapatriés samedi de Tunisie, y sont restés bloqués car leur avion charter n'a pas eu l'autorisation d'atterrir à **Monastir**, a indiqué une agence de voyage polonaise. Les touristes polonais, qui séjournent dans la région de Monastir et dans l'île de Djerba, pourront probablement repartir lundi.

10h : **le soutien de l'Organisation de la conférence islamique (OCI)**. L'OCI a assuré dimanche sa solidarité au peuple tunisien qu'elle exhorte à «préserver la sécurité et la stabilité» du pays. L'organisation pan-islamique exprime «l'espoir que la Tunisie réussira à surmonter ces événements par la solidarité et l'unité de son peuple et à concrétiser ses aspirations à la démocratie et à la bonne gouvernance», selon le communiqué.

09h40 : **le gouvernement koweïtien** respecte le «choix du peuple tunisien» qui a destitué le président Ben Ali et espère le rétablissement de la stabilité dans le pays, selon un communiqué du chef de la diplomatie. «L'Etat du Koweït respecte les choix du peuple tunisien frère (...) et exprime l'espoir que la sécurité et la stabilité seront rétablies», explique le ministre des Affaires étrangères, cheikh Mohammed Al-Sabah.

09h30 : un millier d'étudiants ont manifesté à **Sanaa**, capitale du Yémen, appelant les peuples arabes à se soulever contre leurs dirigeants à l'instar des Tunisiens. Les étudiants sont sortis du campus de l'Université de Sanaa et se sont dirigés vers l'ambassade de Tunisie, accompagnés par des militants des droits de l'homme. «Tunis de la liberté, Sanaa te salue mille fois», scandaient les étudiants, qui répétaient également des slogans appelant les peuples arabes à «la révolution contre les dirigeants menteurs et apeurés».

09h20 : l'envoyé spécial du Parisien et du Parisien.fr, **Timothée Boutry**, témoigne de la tension persistante à Tunis ce dimanche matin. Le centre-ville est «totalement désert, bouclé et quadrillé par les forces de l'ordre. Tout le monde est contrôlé en permanence». Concernant les exactions, «on a des témoignages épars de troubles dans les faubourgs, mais on peut difficilement en mesurer l'ampleur. Ce qui est sûr, c'est qu'on a encore entendu des tirs nocturnes et qu'un hélicoptère a tourné toute la nuit».

09h10 : une **habitante de Tunis** barricadée chez elle témoigne d'exactions sur RTL : «c'est atroce, on n'a pas dormi de la nuit. C'est un cauchemar, tous les quartiers sont touchés», explique-t-elle, avant de lancer un «appel de détresse».

09h : un ministre israélien, **Sylvan Shalom**, exprime la crainte que la chute de Ben Ali ne favorise **une montée des islamistes en Tunisie**. «La communauté internationale avait préféré

fermer les yeux sur les violations des droits de l'Homme. Bien entendu il y a aujourd'hui une grande crainte que les mouvements islamistes qui jusqu'à maintenant étaient hors-la-loi ne reviennent» en force, explique le suppléant du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

08h30 : le neveu de l'ancien couple présidentiel, Imed Trabelsi, dont le meurtre a été annoncé dans la nuit à Tunis, avait été poursuivi sans succès en France pour «vols en bande organisée» pour s'être approprié le yacht de l'un des dirigeants de la Banque Lazard. En mai 2007, la justice française avait émis un mandat d'arrêt à son encontre, mais la justice de son pays avait refusé de l'extrader.

08 heures : l'envoyé spécial de France Info à Tunis témoigne d'une «**nuit de paranoïa**» pour les habitants : «ça a été une nuit blanche, on a entendu des coups de feu tout près. Des centaines de jeunes du quartier se sont relayés pour faire barrage aux pilleurs et aux milices. Nous avons passé une nuit de paranoïa et de désolation.», explique-t-il, barricadé chez une famille tunisienne de la périphérie de la ville.

07h30 : le père du photographe français **Lucas Mebrouk**, 32 ans, grièvement blessé vendredi à la tête par un tir de grenade lacrymogène au cours d'une manifestation à Tunis, fait part sur RTL de son pessimisme concernant la santé de son fils. Son pronostic vital est engagé. Actuellement à Tanger (Maroc), il tente de rejoindre Tunis.

07h30 : le porte-parole du **Parti communiste des ouvriers de Tunisie**, Hamma Hamammi, libéré vendredi, rejette le président par intérim du pays, Fouad Mebazaa. « Nous considérons que la démocratie ne peut pas naître des institutions de la dictature qui a gouverné la Tunisie par une main de fer pendant plus de 50 ans, dont 23 avec Ben Ali. Aucune force ne peut parler au nom de ce peuple qui s'est révolté », explique-t-il sur RFI.

07 heures : même si le **retour de plusieurs milliers de Français** est annoncé pour ce dimanche, rien n'est simple pour eux, témoigne sur leparisien.fr l'épouse d'un Français coincé sur place. «Il est scandaleux de constater le désespérant silence du gouvernement français à ses ressortissants Français sur le territoire tunisien. Des milliers d'entre eux veulent quitter le pays et même si l'espace aérien est rouvert et le trafic à peu près rétabli, aucune information ni consigne n'est transmise de la part du consulat ni via internet ni par téléphone ! Lamentable ! Comment rejoindre un aéroport lorsqu'il faut se présenter 2 heures avant au guichet pendant un couvre feu ? Quelle protection pour rejoindre l'aéroport ?»

06 heures : la ministre française des Affaires étrangères, **Michèle Alliot-Marie**, estime dans le Journal du Dimanche que "l'aspiration des Tunisiens à plus de démocratie et à plus de liberté ne pourra être satisfaite que si des élections libres sont organisées dans les meilleurs délais". Elle défend l'attitude de la France vis à vis de la Tunisie : "je ne pense pas que la France ait réagi lentement (...) Nous avons dit ce que nous avons à dire, sans ingérence". "Les principes constants de notre politique internationale sont la non-ingérence, le soutien à la démocratie et à la liberté, l'application de l'Etat de droit", ajoute-t-elle.

02 heures : le principal syndicat tunisien, l'**Union générale des travailleurs tunisiens** (UGTT) a appelé sur la télévision nationale à la formation de comités de vigiles «pour que les gens puissent se défendre eux-mêmes».

01 heure : **Imed Trabelsi**, neveu de l'épouse de l'ex président **Ben Ali**, a succombé à une blessure à l'arme blanche à l'hôpital militaire de Tunis, annonce un membre du personnel

de l'établissement. «Il est mort vendredi» a annoncé cette source, précisant qu'il avait été «poignardé». Il s'agit de la première victime confirmée dans l'entourage immédiat du président déchu. Imed Trabelsi, qui avait été poursuivi sans succès en France pour «vols en bande organisée», aurait été poignardé lors d'un règlement de compte par l'un de ses anciens collaborateurs.

0h15 : dans un discours "à l'adresse du peuple tunisien", le leader lybien **Mouammar Kadhafi** dit regretter la chute du président tunisien Ben Ali, estimant que celui-ci était "toujours le président légal de la Tunisie".

"Vous avez subi une grande perte (...) Il n'y a pas mieux que Zine" (El Abidine Ben Ali) pour gouverner la Tunisie, regrette-t-il. "Je n'espère pas seulement qu'il reste jusqu'à 2014, mais à vie".

http://www.elwatan.com/actualite/deces-du-photographe-francais-blesse-vendredi-a-tunis-16-01-2011-107398_109.php

Décès du photographe français blessé vendredi à Tunis

le 16.01.11 | 12h15

Le photographe français de l'agence EPA Lucas Mebrouk Dolega, 32 ans, blessé vendredi à Tunis par un tir tendu de grenade lacrymogène, est décédé dimanche matin, ont annoncé à l'AFP ses proches et une source consulaire française dans la capitale tunisienne.

"Lucas est décédé ce matin", a indiqué le responsable de l'agence EPA (European Pressphoto Agency) à Paris, Horacio Villalobos. Une source consulaire française à Tunis a confirmé cette information à l'AFP.

Lucas Mebrouk Dolega avait été atteint vendredi à la tête par un tir de grenade lacrymogène au cours d'une manifestation à Tunis, "tirée à bout portant par un policier", selon un de ses confrères Julien Muguet.

Opéré à l'Institut national de neurochirurgie de Tunis, il avait été placé en coma artificiel. La compagne de M. Mebrouk Dolega avait annoncé à l'AFP son arrivée sur place dans la nuit de samedi et dimanche ainsi que celle des parents du photographe.

Le décès du photographe d'EPA est le premier rapporté parmi les médias étrangers qui couvrent la crise en Tunisie. Après un mois de manifestations réprimées dans le sang (des dizaines de morts), le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis 23 ans, a fui son pays vendredi.

http://www.elwatan.com/evenement/l-armee-n-a-pas-servi-ben-ali-16-01-2011-107366_115.php

Son poids reste une énigme en Tunisie

L'armée n'a pas servi Ben Ali

le 16.01.11 | 03h00



Depuis le début de la protestation populaire, l'armée tunisienne, très peu impliquée dans la vie politique du pays, a pris ses distances vis-à-vis du régime. Les militaires avaient pris soin de ne pas trop se mêler à la répression des manifestants.

Si les forces de police sont restés fidèles au désormais ex-président Ben Ali, ce ne fut pas le cas pour l'armée, d'où le limogeage, dimanche dernier, du général des forces armées terrestres ainsi que son état-major. Celui-ci aurait refusé de donner l'ordre aux soldats de réprimer les émeutes qui se sont propagées dans le pays et exprimé des réserves sur un usage excessif de la force.

C'est à ce moment-là que les militaires ont fait leur apparition dans Tunis : soldats en armes, camions, jeeps et blindés ont été postés dans toutes les villes et endroits stratégiques du pays. Faisant la différence entre le bon et le mauvais, le peuple a alors fraternisé avec les soldats tout en s'acharnant contre la police. Des vidéos circulant sur le net montrent des policiers en faction rouant de coups de matraque des manifestants. En parallèle, sur plusieurs chaînes de télévision, l'ont voit des images des militaires solidaires avec le peuple : des soldats qui s'inclinent devant un cortège funèbre et échangent, par moments, des embrassades avec les manifestants.

Contrairement à l'Algérie, l'armée tunisienne n'est pas politisée ; elle s'est toujours tenue à l'écart des affaires. Les généraux ne détiennent pas des entreprises et encore moins des richesses, ils ne sont pas des affairistes, Ils ne sont ni cités dans des affaires de corruption ni mêlés aux sales besognes du régime. En revanche, les responsables du ministère de l'Intérieur ou des services de renseignement sont vomis par la population du fait qu'ils contrôlaient les faits et gestes des citoyens, des partis de l'opposition et surtout de tout opposant potentiel. L'armée pouvait servir naturellement Ben Ali pour le maintien de l'ordre, mais elle ne l'a pas voulu. La neutralité observée, dans un premier temps, par la «grande muette» et son intervention au moment opportun, pour prendre en main la situation, poussent bon nombre d'observateurs à s'interroger sur le rôle réel qu'a joué l'armée tunisienne dans l'évincement de Ben Ali de Tunisie. La rue tunisienne, ainsi que la majorité des opposants, qu'ils soient avocats ou militants des droits de l'homme, vont même jusqu'à dire que l'armée tunisienne a joué un rôle prépondérant dans la transition et elle est même à l'origine du coup d'Etat contre Ben Ali. L'armée est passée à l'action lorsqu'elle a constaté que la situation échappait à Ben Ali et que ses discours ne faisaient qu'envenimer la situation.

Pour éviter un carnage, elle s'est déployée sur le terrain, notamment autour des édifices publics, afin de rassurer la population et éviter tout débordement. «L'armée n'a pas voulu d'un bain de sang, elle s'était même opposée aux policiers, qui ont reçu l'ordre de mater dans

le sang la révolte», fait remarquer un avocat, qui précise que «les militaires ont non seulement réussi à pousser Ben Ali vers la sortie, mais ils auraient également maîtrisé les membres de l'appareil sécuritaire qui pouvaient être tentés par un durcissement face à la rue», expliquent les spécialistes, qui pensent que ce sont les militaires qui ont persuadé Ben Ali de quitter Tunis avant qu'il ne soit trop tard. La fureur de la rue ne l'aurait pas épargné ! Faut-il rappeler, dans la foulée, que l'armée tunisienne, officiellement appelée Armée nationale tunisienne, a été fondée le 30 juin 1956 ; elle compte un personnel régulier de 35 000 personnes, dont 27 000 dans l'armée de terre. Très peu impliquée dans la vie politique du pays, elle participe à des activités civiles de développement et de lutte contre les catastrophes naturelles et à des opérations militaires de maintien de la paix, sous couvert des Nations unies.

Nabila Amir

<http://dna-algerie.com/international/1151-tunisie--imed-trabelsi-neveu-et-l-chouchou-r-de-leila-ben-ali-poignarde-a-mort.html>

Tunisie : Imed Trabelsi, neveu et « chouchou » de Leïla Ben Ali, poignardé à mort

Dimanche, 16 Janvier 2011, 11:31 | DNA avec AFP



Imed Trabelsi, neveu de l'épouse de l'ex président Zine El Abidine Ben Ali, a succombé à une blessure à l'arme blanche à l'hôpital militaire de Tunis, a indiqué samedi à l'AFP un membre du personnel de l'établissement. Poursuivi par la justice française, Imed était considéré comme le chouchou de l'ex-régente de la Tunisie, Leïla Ben Ali.

« Il est mort vendredi » a annoncé cette source qui a demandé à ne pas être identifiée, ajoutant seulement qu'il avait été « poignardé ». Il s'agit de la première victime confirmée dans l'entourage immédiat du président déchu. « Le chouchou de Leïla (épouse de Ben Ali) a été poignardé ces derniers jours et admis aux urgences », a ajouté laconiquement ce membre du personnel soignant.

Le plus favorisé parmi les nombreux neveux du couple Ben Ali, Imed Trabelsi, est mort le jour même où l'ancien président et sa famille s'enfuyaient du pays sous la pression de la rue. Ben Ali et une partie de sa famille ont trouvé refuge en Arabie Saoudite.

Les circonstances de l'incident dans lequel il a été blessé n'ont pu être fournies par l'hôpital où du temps de Ben Ali un pavillon spécial était réservé en permanence et sous haute garde pour le président et ses proches. Selon des informations circulant à Tunis, Imed Trabelsi aurait été poignardé lors d'un règlement de compte par l'un de ses anciens collaborateurs.

Il avait été « élu » en mai maire de La Goulette, une commune au nord de Tunis, où il s'était installé en maître bien avant les élections. Il avait été poursuivi sans succès en France pour « vols en bande organisée » pour s'être approprié le prestigieux yacht de Bruno Roger, l'un des dirigeants de la Banque Lazard et proche de l'ex président français Jacques Chirac et de l'actuel chef de l'Etat français Nicolas Sarkozy.

En mai 2007, la justice française avait émis un mandat d'arrêt à son encontre, mais la justice de son pays avait refusé de l'extrader. Imed Trabelsi a fait fortune dans l'immobilier et la grande distribution en association notamment avec la société française Conforama, mais ses méthodes étaient décriées par la communauté des affaires qui n'osait pas lui faire ouvertement front.

http://www.elwatan.com/evenement/des-milices-semblent-la-terreur-16-01-2011-107354_115.php

Panique et scènes de violence à Tunis

Des milices sèment la terreur

le 16.01.11 | 03h00



Les 24 heures, qui ont suivi la fuite de Ben Ali, ont été marquées par un climat d'insécurité créé par des gangs armés.

Tunis.

De notre envoyé spécial

Des brigades d'autodéfense sont improvisées aux accès de chaque quartier, parfois dans chaque résidence. C'est le cas dans la périphérie de la capitale, notamment à El Menzah et El Manar. Les 24 heures qui ont suivi la fuite de Zine El Abidine Ben Ali ont été marquées aussi par un climat d'insécurité créé par des gangs armés. Ces derniers, contrairement aux jeunes émeutiers qui cassaient tout sur leur passage en signe de protestation, semblent agir dans un but précis. Des citoyens rencontrés à El Manar II, munis de barre de fer, parlent de milices à la solde des barons du système Ben Ali. Ces derniers chercheraient à semer la terreur pour faire diversion ou régler des comptes, explique Nadji, un quinquagénaire rencontré hier au bas d'un immeuble. «Ce sont sûrement les hommes de Serriati (un haut responsable de la police, proche de Ben Ali, ndlr), Hamdoullah, il a été arrêté aujourd'hui.»

Ces milices s'attaquent aux biens et aux personnes. Aussi, les populations se réjouissent du déploiement de l'armée après le retrait de la police. A l'aéroport, la police des frontières a été

remplacée par des agents des services aéroportuaires.

Quelques centaines de mètres plus loin, pourtant, à la place dite du Colisée Sola, l'armée a installé un point de contrôle, conformément aux dispositions du couvre-feu entré en vigueur depuis hier, probablement pour protéger entre autres une succursale de la banque UIB, filiale de la Société générale et le siège de Tunisie Télécom. «Hier, ils ont pu arrêter l'un d'eux, en possession de pistolets. Qui sont ces gens si ce n'est des agents en mission», ajoutera Nadji, sceptique et dépité par le dérapage de la situation.

Le déplacement des personnes a été réduit à néant à partir de 17h. Pas le moindre véhicule sur les routes, exception faite de quelques taxis conduits par des aventuriers. L'accès au centre-ville est interdit. Les voyageurs débarqués à l'aéroport Tunis-Carthage en fin d'après-midi ont été bloqués et obligés d'y passer la nuit.

Des chars déployés dans les carrefours et des soldats arme au poing, veillent à l'application stricte de leur mission et interpellent le moindre véhicule. Tunis, Sousse, Sfax et Hammamet vivent la même situation d'insécurité totale. Par ailleurs, cette même situation a conduit à des pénuries inédites. Dans les quelques boulangeries qui ont pu ouvrir hier, de longues files ont marqué la journée en quête de pain. Un pain rationné et limité à cinq baguettes par client.

Dans plusieurs villes, c'est la distribution de lait qui a été interrompue.

Les Tunisois, rencontrés hier soir, espèrent à l'unanimité que cette situation cauchemardesque pour eux, change dans les jours qui suivent au fur et à mesure de la reprise en main des affaires du pays par les politiques chargés d'assurer la transition.

Nouri Nesrouche

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110116.OBS6321/tirs-nourris-controles-policiers-la-tension-gagne-tunis.html>

16/01/11 18:38

Tirs nourris, contrôles policiers : la tension gagne Tunis

Des coups de feu ont retenti non loin du ministère de l'Intérieur, dans un centre-ville presque désert, à l'exception d'une forte présence policière.



Les policiers sont devenus de plus en plus nerveux en début d'après-midi, contrôlant systématiquement les véhicules pour vérifier notamment s'il n'y avait pas d'armes à l'intérieur. (AFP)

Des **tirs** nourris retentissaient dimanche 16 janvier après-midi dans le centre de **Tunis**, non loin du ministère de l'Intérieur, ont constaté des journalistes de l'AFP. Des tirs réguliers, d'abord sporadiques, puis de plus en plus nourris, étaient échangés depuis environ 16h heure française entre des **personnes cachées dans des immeubles** et des **policiers**, tout près de l'avenue Bourguiba.

Un **hélicoptère** survolait la zone du ministère de l'Intérieur tandis que le centre de la capitale était totalement désert, à l'exception d'une forte présence policière.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, des tirs avaient également été échangés devant le siège d'un parti d'opposition, le Parti démocratique progressiste (PDP) à l'issue desquels plusieurs personnes ont été **arrêtées**, dont deux étrangers, a indiqué à l'AFP un des responsables de cette formation.

Mouvements de véhicules suspects

Les autorités provisoires avaient annoncé un allègement du **couvre-feu** en invoquant une amélioration des conditions de sécurité. La situation s'est brusquement tendue en début d'après-midi. Les policiers sont alors devenus de plus en plus nerveux, **contrôlant** systématiquement les véhicules pour vérifier notamment s'il n'y avait pas d'armes à l'intérieur. Des rumeurs font état de taxis transportant des miliciens.

Près du siège du PDP, un groupe d'individus cachés dans un immeuble a tiré des coups de feu vers des policiers qui fouillaient un taxi en stationnement et dont les occupants étaient armés, a expliqué à l'AFP Issam Chebbi, un responsable du PDP. Les policiers ont ensuite riposté. Il n'y a pas eu de blessés dans la fusillade. Deux autres taxis à l'intérieur desquels se trouvaient des hommes armés ont également été arrêtés par la police à proximité.

Tunis et ses environs ont été survolés dans la nuit de samedi à dimanche par des hélicoptères de l'armée, tous projecteurs allumés, après la multiplication d'alertes sur des mouvements de **véhicules suspects** circulant à vive allure, dont les occupants tiraient sur les maisons.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://www.leparisien.fr/crise-tunisie/ambiance-lourde-samedi-a-tunis-16-01-2011-1229232.php>

Ambiance lourde samedi à Tunis

Timothée BOUTRY | 16.01.2011, 07h00

Sur la façade de cet immeuble du centre-ville de Tunis, l'immense portrait de l'ex-président Ben Ali est déchiré. Son sourire pincé ne fait plus peur à grand monde. Mais en ce samedi ensoleillé, les rues sont anormalement désertes et personne ne profite de cette image encore inimaginable avant-hier.

Sauf les soldats et les policiers déployés en masse dans le centre-ville et qui patrouillent, le fusil mitrailleur au vent et la matraque à l'air.

Au lendemain de ce vendredi historique qui a vu l'ancien chef de l'Etat abandonner son poste sous la pression populaire et fuir son pays après vingt-trois ans de règne, Tunis ne sait plus trop que penser. Les destructions recensées aux quatre coins de la ville — et même du pays — ont douché l'enthousiasme des opposants au régime qui attendaient ce jour depuis si longtemps. L'ambiance est lourde et l'air encore chargé de gaz lacrymogène; on a connu lendemain de révolution plus gai.

En se réveillant hier après une nuit troublée par les détonations et le survol d'un hélicoptère de l'armée, les Tunisois ont d'abord constaté les dégâts de la veille. Une femme déblaie les débris de verre des fenêtres de la station de tramway qui ont volé en éclats. Un groupe de jeunes filles l'observe. « Bien sûr, je suis très heureuse que Ben Ali soit parti. C'est un soulagement et j'espère qu'on va enfin pouvoir s'exprimer librement. Mais toutes ces destructions, c'est mal », dénonce Nebia, une chômeuse de 24 ans. Face à ce spectacle, Moez semble écœuré. Après avoir ouvert une boutique de cosmétiques il y a trois mois, il se dit prêt à retourner en Allemagne où sa famille est installée. « Il fallait en finir avec l'oppression, mais pas comme ça, souffle cet homme de 33 ans. Aujourd'hui, on ne trouve plus rien à manger, toutes les boutiques sont fermées. Comment fait-on pour vivre? Les casseurs n'ont rien compris. »

Un peu plus loin, sur la place qui jouxte la gare centrale de Tunis dont l'agence bancaire incendiée vendredi se consume encore, les soldats en faction sont aux aguets. Oubliées les scènes de fraternisation avec les manifestants observées la veille. Désormais, les militaires contrôlent les coffres des voitures et ouvrent les sacs des passants en serrant les dents. « Les pillards terrorisent la population. Les militaires doivent faire respecter l'état d'alerte », insiste un salarié d'un centre d'appels. La discussion ne s'attarde pas : conformément aux mesures en vigueur, les forces de l'ordre dispersent ce regroupement non autorisé de plus de trois personnes.

Assis sur un plot en béton, Ali observe cette agitation avec un certain recul. « Les pillages, ça me choque. Les Tunisiens ne sont pas comme ça. Mais, dans ce genre de période, il y a toujours des dégâts et ça finira par passer », estime-t-il sereinement. Compte tenu du contexte électrique, le seul commerçant de la place qui travaille encore préfère laisser son rideau de fer quasiment baissé. « Ça me fait mal au cœur de voir ces vols, mais c'est la conséquence de la dictature : les gens ont trop étouffé et maintenant ils explosent », assure Shili, un client. De nombreux Tunisois accusent également « les milices du RCD » (*NDLR : Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti de Ben Ali*) d'avoir instrumentalisé ces troubles. D'autres rappellent que beaucoup d'établissements visés appartiennent au clan Trabelsi (*NDLR : du nom de l'épouse de l'ancien président*), honni dans la population.

L'autre source d'inquiétude des habitants concerne la suite des événements. Car la rue ne semble pas forcément prête à patienter pour les futures élections. « Les hommes de l'ancien régime sont encore au pouvoir. Il faut tout changer », s'emporte Amar. « Avec le départ de Ben Ali, normalement le peuple a eu ce qu'il voulait, tempère le jeune Mohamed-Ali. Malheureusement, après vingt-trois ans, personne n'est habitué à la liberté. Il faudra du temps à la Tunisie pour s'organiser. »

Alors que les consultations politiques sont en cours, les rues du centre-ville commencent à se vider dès 15 heures. Jamais aussi visibles qu'hier, les policiers occupent le terrain. Sur l'avenue Bourguiba, un char est posté. Le ton est donné. La nuit s'annonce une nouvelle fois tendue.

Tunisie : chronique de Ksour, défendue par ses habitants

Par Blandine Grosjean | Rue89 | 16/01/2011 | 18H02



Samedi à 21 heures, Charaf Lakhal nous écrit : « Ma sœur se trouve avec ma mère depuis [vendredi] matin dans notre ville d'origine, Ksour Essaf. Je l'ai eue au téléphone à l'instant, et elle témoigne du chaos qui règne : plus aucun policier (ils ont brûlé le commissariat et la poste...). » Ce dimanche midi, nous avons joint Rayda Lakhal.

Elle a 29 ans, elle est née en France de parents tunisiens. Elle vit et travaille à Dunkerque. Vendredi 14 janvier, comme il était prévu de longue date, elle a pris l'avion pour rejoindre sa mère et sa famille à Ksour Essaf, près de Monastir, « une ville tranquille de 30 000 habitants, un village presque, on se connaît tous ».

Lorsqu'elle a débarqué à l'aéroport en cette journée historique, tout semblait normal,

« Sauf que pour la première fois les gens parlaient. C'était la première fois qu'on évoquait la situation politique et sociale du pays, dès l'arrivée, dans la voiture. Et ça a continué devant la télévision, quand on a appris que Ben Ali quittait le pays. »

Ceux qui portaient des cagoules seraient des policiers de Ksour

Ksour s'était tenue à l'écart jusque-là des manifestations et émeutes qui secouaient une partie du pays depuis un mois. Samedi 15 janvier, Rayda est réveillée par sa tante et sa cousine : le commissariat, la poste et le centre des impôts ont été brûlés. Par qui ?

« On a d'abord dit que c'était des membres de la police de villes alentour. Mais depuis, des langues se sont déliées, et on dit que ceux qui portaient des cagoules sont de Ksour. »

Les habitants savent-ils qui travaille pour la police ?

« Bien sûr, on connaît ceux qui sont officiellement policiers, mais aussi les autres, qu'on appelle les mouchards. Il y en a beaucoup. Maintenant, ils ont peur pour eux, ils vont être montrés du doigt dans la rue. »



Pour le moment, la jeune femme n'a pas connaissance de règlements de compte contre les habitants suspectés de collaborer avec la police, « et on n'a pas envie de ça ». « Certains mouchards le faisaient car ils y étaient contraints ».

« Ils nous ont enlevé Ben Ali, qu'est-ce qu'il va nous arriver ? »

Samedi matin, les habitants ont défilé devant les décombres fumantes, « spectateurs, passifs », qui ne comprenaient pas la tournure que prenaient les événements. Les hommes sont allés au café comme si de rien pendant que les femmes faisaient les courses.

« Des dames âgées, sans culture politique, se lamentaient : “Mon Dieu, ils nous ont enlevé Ben Ali, qu'est-ce qui va nous arriver maintenant ? ” »

Dans l'après-midi, une rumeur (diffusée par Facebook) d'empoisonnement de l'eau par le RCD (le parti de Ben Ali) a soudain réveillé la ville qui s'est jetée dans les boutiques, vidant les rayons et les stations-service en quelques heures.

« A la radio et lors de l'appel à la prière, des gens de Ksour ont dit : “Puisque nous n'avons plus de police, puisque nous ne pouvons pas faire appel à l'armée qui est dans les villes, il faut que l'on s'organise entre nous. Ils ont brûlé les bâtiments et nous allons empêcher qu'ils s'en prennent à nos maisons et à nos familles”. »

Nuits blanches pour les hommes de Ksour

Rayda Lakhhal raconte que tous les hommes « fiables » de la ville, jeunes, vieux, se sont équipés de bâtons, de couteaux sans doute, et ont monté des barrages pour contrôler tous les accès de la ville. Quartier par quartier, ils ne laissaient passer aucune voiture, aucune personne inconnue.

Avec ses cousines et tantes, elles ont cuisiné un mhamms (plat à base de semoule) pour ceux qui gardaient les postes les plus éloignés de maison. « A 18h30, nous étions les seules femmes dehors. »

Dimanche matin, aucun incident n'était à déplorer. Une des ses nièces, âgée de 10 ans, a tenu à arracher l'un des derniers portraits de l'ex-président collé sur les murs de leur rue.



La jeune femme explique que la ville espère que l'armée va prendre en main la sécurité, mais qu'en attendant, les habitants s'en chargent. Dimanche soir, les hommes de Ksour se préparent à une nouvelle nuit blanche.

Photos : le tribunal incendié de Ksour, des dossiers brûlés devant le tribunal, la nièce de Rayda Lakhel décolle un portrait de Ben Ali (Rayda Lakhel).

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jJcaViCjI02eXBRXk8rW-Kp3AZww?docId=CNG.a36f04d6c619312db92ece21f6253ed2.131>

La Tunisie suspendue à l'annonce d'un gouvernement pour tourner la page Ben Ali

De Kaouther LARBI et Mohamed HASNI (AFP) – 16 janv. 2011

TUNIS — La Tunisie était suspendue lundi à l'annonce d'un gouvernement de transition, trois jours après la chute du régime autoritaire de l'ex-président Ben Ali dont les partisans armés tentent de semer le chaos pour plomber la Révolution du jasmin.

Alors que pourraient figurer dans ce gouvernement d'anciens ministres du président déchu, des manifestations ont éclaté à Tunis et dans le centre-ouest du pays pour exiger la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de Ben Ali.

"La révolution continue! RCD dehors!", ont scandé à Tunis plusieurs centaines de manifestants sur l'avenue Habib Bourguiba. "On ne veut personne du RCD dans le futur gouvernement, y compris le Premier ministre" Mohammed Ghannouchi, a déclaré un manifestant.

"Avec notre sang et notre âme, nous sommes prêts à mourir pour les martyrs", ont encore lancé les contestataires, en référence aux dizaines de Tunisiens tués dans la répression de la révolte populaire d'un mois qui a provoqué la chute du régime autocratique de Zine El Abidine Ben Ali.

Des policiers anti-émeutes ont dispersé le rassemblement à l'aide de canons à eau et de grenades lacrymogène mais en faisant preuve de retenue.

"Le couvre-feu est en vigueur et les manifestations sont interdites. On nous a signalé la présence de provocateurs et d'extrémistes. On essaye d'intervenir sans violences. On est en train de dialoguer, d'essayer de les convaincre de se disperser", a indiqué un officier de police sur les lieux.

Des rassemblements identiques ont eu lieu dans à Sidi Bouzid (centre-ouest) et à Regueb, non loin. C'est à Sidi Bouzid qu'un jeune chômeur de 26 ans s'était immolé par le feu le 17 décembre, déclenchant le mouvement de révolte.

"On peut vivre avec seulement du pain et de l'eau, mais on ne peut plus vivre avec le RCD", scandaient les manifestants à Regueb.

D'intenses consultations entamées dimanche dans les coulisses du pouvoir devraient déboucher dans la journée sur l'annonce d'un gouvernement.

Selon Maya Jribi, secrétaire générale du Parti démocratique progressiste (PDP, opposition légale la plus radicale en Tunisie), il a été décidé de manière consensuelle d'écarter les partis qui soutenaient Ben Ali.

Mais il intégrerait d'anciens membres de l'équipe sortante au profil de technocrates peu marqués politiquement, à l'image du Premier ministre qui a la réputation d'un homme intègre n'ayant pas trempé dans les dérives sécuritaires de l'ancien régime, selon un autre opposant.

La nouvelle équipe sera chargée en particulier de préparer, en un temps record de deux mois selon la Constitution, des élections présidentielle et législatives "libres et transparentes" surveillées par un comité indépendant et des observateurs internationaux.

L'Union européenne et les Etats-Unis ont proposé leur aide pour préparer la tenue de ces élections et établir un régime démocratique.

Un premier candidat s'est déclaré lundi, l'opposant historique Moncef Marzouki, exilé en France, et dirigeant du Congrès pour la république (CPR), parti de la gauche laïque, interdit sous le régime Ben Ali.

Sur le front sécuritaire, les nouvelles autorités tentaient de venir à bout des miliciens armés fidèles au président Ben Ali qui tentent de semer la panique dans la population en se livrant à des exactions et des tirs.

Quelques rares commerces ont rouvert lundi matin dans le centre de la capitale. Ces quartiers ainsi que la zone du palais présidentiel de Carthage avaient retenti dimanche de tirs nourris pendant près de deux heures entre des snipers postés sur des toits et des policiers loyaux aux nouvelles autorités.

La France a dénoncé lundi "les bandes criminelles" et "ceux qui les soutiennent avec l'espoir vain de remettre en cause les changements intervenus de manière constitutionnelle" en Tunisie.

Paris se tient également "à la disposition des autorités constitutionnelles tunisiennes" pour examiner le sort des biens immobiliers en France du président tunisien déchu et de son entourage.

Sa seconde épouse, Leïla Trabelsi, et la famille de cette dernière, se sont accaparé les richesses du pays en utilisant l'appareil d'Etat, selon plusieurs experts et analystes.

La famille de l'ex-président se serait enfuie de Tunisie avec 1,5 tonne d'or, selon le journal Le Monde qui cite des sources à la présidence française, une information démentie par la Banque centrale de Tunisie.

Deux organisations non gouvernementales, Transparency International et Sherpa, vont déposer à Paris une plainte contre X pour "corruption", visant implicitement le président déchu.

Depuis trois jours, les membres du clan sont pourchassés en Tunisie, arrêtés ou tués, et leurs somptueuses villas saccagées.

http://www.seneweb.com/news/Afrique/imed-trabelsi-mort-les-milices-se-dechainent-en-tunisie_n_39968.html

Imed Trabelsi mort, les milices se déchaînent en Tunisie

Par Jeune Afrique | Jeune Afrique | Dimanche 16 janvier, 2011 12:21 | **Consulté 14903 fois**



Seneweb Newsletter

La nuit dernière a été extrêmement agitée en Tunisie, alors que les milices proches de l'ancien président Ben Ali, dont le neveu Imed Trabelsi a été poignardé, tentent de faire régner la terreur pour faire capoter la transition démocratique en cours. Mais la résistance populaire s'organise.

Les Tunisiens viennent de vivre leur seconde nuit de liberté, mais ils sont encore loin d'en jouir totalement. Il n'est certes plus question de se battre contre la censure mais de faire respecter le droit fondamental à la sécurité. Si la durée du couvre feu a été prolongée de deux heures – il court désormais de 17 heures à 7 heures du matin -, ce n'est pas pour rien.

Les milices de l'ombre, hommes des basses besognes de l'ancien régime ont commencé leur travail de sape, avec la bénédiction de Mouammar Kaddafi qui, avant de prononcer son discours contre la révolution tunisienne hier soir, a eu un long entretien téléphonique avec son grand frère le président déchu Zine el-Abidine Ben Ali, qui a fui son pays pour l'Arabie

saoudite. Quelle rôle va jouer la Libye dans l'évolution de la situation tunisienne ? Nul ne le sait, mais la population s'interroge sur son potentiel de nuisance : après tout, un des gendres influents de Ben Ali, Slim Chiboub et le chef des miliciens lui-même, l'ex-responsable de la sécurité d'État, Ali Seriati, n'ont-ils pas été arrêtés alors qu'ils essayaient de s'enfuir vers Tripoli ?

La multiplication des exactions commises par les milices coïncide avec le discours de Kaddafi, mais aussi avec la nouvelle de la mort de l'un des neveux du couple Ben Ali, Imed Trabelsi. « Il est mort vendredi », a confirmé une source de l'hôpital militaire de Tunis, ajoutant qu'il avait été « poignardé ».

Le « chouchou » de Leïla Ben Ali

Ayant fait fortune dans l'immobilier et la grande distribution (notamment en association avec la marque Conforama) avant de se faire élire maire de la Goulette en mai dernier, le « chouchou » de Leïla Ben Ali avait été poursuivi sans succès en France pour « vols en bande organisée » de yachts (notamment celui de Bruno Roger, un des dirigeants de la Banque Lazard, proche des présidents français Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy). Il aurait été victime d'un règlement de compte de la part de l'un de ses anciens collaborateurs – et c'est le premier cas de décès confirmé dans l'entourage immédiat de Ben Ali. D'où, sans doute, la volonté de vengeance des séides du camp de l'ex-président.

ans ce contexte de pillages et d'attaques de milices, l'armée tente de contrôler la situation en quadrillant la capitale. La présence de nombreux hélicoptères volant à très basse altitude au dessus de la ville, rassure et angoisse en même temps. La tension est visiblement plus forte que la veille. Dans les quartiers, spontanément, les habitants se mobilisent, qui avec un gourdin, qui avec une barre de fer, pour se défendre des attaques nocturnes des miliciens.

Vers une heure du matin, l'armée lance des appels afin que les habitants rentrent chez eux de manière à éviter de les confondre avec des miliciens. Ces derniers sont des hommes armés qui, à bord de véhicules banalisés, effectuent des raids dans la capitale, en dépit du couvre feu, pour terroriser la population. Mercenaires à la solde de l'ancien régime, ils n'ont plus rien à perdre. Leur objectif est de déstabiliser le pays en pleine transition démocratique, de semer la terreur dans le vain espoir que leur héros refera surface.

« Protéger ce pourquoi le sang de nos enfants a coulé »

Mais s'il réussissent à entretenir la peur en tentant de provoquer le chaos, leurs sombres desseins sont jusqu'à présent contrés par la solidarité spontanée qui s'est installée dans les quartiers comme dans les médias. La télévision et les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) communiquent les numéros d'urgence à appeler en cas de problème et dressent des bilans sécuritaires, quartier par quartier. « C'est la mobilisation générale, résume un habitant du quartier d'El Manar. On doit se protéger, protéger ce pourquoi le sang de nos enfants a coulé. Jusqu'au bout ils veulent nous empêcher de vivre notre victoire ».

La situation semble la même dans le reste du pays. Au matin, l'armée est visible partout. Les visages sont tendus et on craint des émeutes du pain. Les militaires assurent l'ordre devant les rares magasins approvisionnés. À Medenine des policiers en civil incitent des nomades à piller les maisons et les commerces. Des prisonniers dangereux se sont évadés des prisons de

Mahdia, Monastir, El Mornaguia. Mais très peu de nouvelles parviennent de Sidi Bouzid, Thala et Kasserine, foyers du mouvement insurrectionnel.

<http://info.france2.fr/monde/la-vie-reprend-a-tunis-nouvelle-manifestation-66696834.html>

Tunisie: nouvelles manifestations

Par FTV (avec AFP et Reuters)



Les forces de l'ordre tunisiennes contiennent une manifestation à Tunis, le 19 janvier 2011.

AFP - Fathi belaid

Un millier de manifestants ont réclamé jeudi à Tunis la démission du gouvernement de transition

Des manifestations ont également eu lieu en province pour protester contre la présence dans le gouvernement de membres de l'équipe du président en fuite.

33 membres de la famille du président tunisien déchu Ben Ali, soupçonnés de "crimes contre la Tunisie" ont été arrêtés selon la télévision tunisienne.

Dans le même temps, le **Rassemblement constitutionnel démocratique** (RCD), parti au pouvoir sous le régime du président tunisien déchu Ben Ali, a annoncé jeudi dans un communiqué la dissolution de son instance suprême, le bureau politique, en raison de la démission de plusieurs de ses membres.

Les manifestants, rassemblés devant le siège du RCD dans la capitale, scandaient: "le peuple veut la démission du gouvernement", en brandissant des pancartes proclamant, comme la veille: "On n'a plus peur de vous, traîtres !" et "RCD out!".

Le gouvernement de transition a tenu jeudi son premier Conseil des ministres et a adopté un projet d'amnistie générale.

L'enseigne du RCD déboulonnée par des fonctionnaires

Des fonctionnaires tunisiens ont déboulonné jeudi l'inscription "Rassemblement constitutionnel démocratique" (RCD), qui décorait en grandes lettres dorées la façade du siège de l'ancien parti au pouvoir, à Tunis, devant lequel étaient réunis plus d'un millier de manifestants.

Devant le bâtiment, des Tunisiens contemplaient la scène en la comparant à la statue de

l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein, déboulonné à Bagdad après la chute de son régime en 2003.

La police en retrait, l'armée refuse de réprimer

La foule était maintenue à distance de l'entrée du bâtiment par un cordon de militaires, qui procédaient ponctuellement à des tirs de sommation pour dissuader des manifestants d'escalader le mur d'enceinte.

Contrairement aux derniers jours, les manifestants avaient réussi à atteindre le ministère de l'Intérieur et à poursuivre leur marche jusqu'au siège du RCD, franchissant sans violences les maigres barrages de police disposés sur l'avenue Habib Bourguiba.

La police, en première ligne lors de la répression de la révolte populaire qui a fait au moins 100 morts en un mois, selon un bilan des Nations unies, se tenait à l'écart.

"Je suis avec vous. On ne va pas tirer sur vous, l'essentiel c'est que le rassemblement soit pacifique", a déclaré à la foule devant le siège du RCD un colonel de l'armée qui tentait de calmer les manifestants.

Ceux-ci l'ont applaudi et certains ont cueilli des fleurs dans les massifs alentours pour les déposer dans les canons des chars postés là, devant des militaires qui souriaient.

Manifestation de magistrats

Une centaine de magistrats et d'avocats ont aussi manifesté devant le Palais de justice pour réclamer l'"indépendance de la justice" et le départ d'un magistrat qu'ils ont accusé d'avoir servi les intérêts du président déchu et de sa famille, désormais accusés de s'être approprié les richesses du pays.

Depuis la chute du régime et la nomination du nouveau gouvernement, des manifestations ont lieu tous les jours pour obtenir le départ des ministres qui faisaient partie du gouvernement du président Ben Ali.

<http://mediarabe.info/spip.php?breve2827>

Tunisie : les émeutes ont fait 78 morts parmi les civils. Les élections auront lieu dans 6 mois sous contrôle international

lundi 17 janvier 2011 - 18h22

MAI

Selon le ministre tunisien de l'Intérieur, les événements des dernières semaines ont fait, au total, 78 morts parmi les civils. Il a promis que l'enquête sera mener à son terme pour identifier et sanctionner les responsables, à tous les échelons, qui auraient donné des ordres et usé de la forces ou commis des dépassements et des exactions. De son côté, le premier ministre, interrogé par « Al Arabiya », a affirmé que les élections devrait se tenir dans au moins six mois. L'ensemble des acteurs politiques ont conclu à la nécessité de ce délai raisonnable pour organiser le scrutin, qui se déroulera en présence d'observateurs internationaux, promet Ghannouchi.

"Révolution du jasmin" : une expression qui ne fait pas l'unanimité

LEMONDE.FR avec AFP | 17.01.11 | 18h17 • Mis à jour le 18.01.11 | 10h45



Manifestation devant le ministère de l'intérieur, à Tunis, vendredi matin 14 janvier, avant le départ de Zine El-Abidine Ben Ali.AFP/FETHI BELAID

Quel nom donner aux émeutes qui secouent la Tunisie depuis le 17 décembre et qui ont abouti à la chute du président Ben Ali ? Depuis la semaine dernière, le nom de "révolution du jasmin" s'est imposé dans les médias. La paternité de cette expression a été revendiquée, lundi 17 janvier, par le journaliste et blogueur tunisien Zied El-Heni, très critique envers l'ancien régime, même s'il travaille pour le quotidien *Essahafa* qui appartient au groupe gouvernemental La Presse.

PEUPLE TUNISIEN "EXTRAORDINAIRE"

Zied El-Heni explique avoir rédigé un texte intitulé "Révolution du jasmin", qu'il dit avoir écrit avant la fuite de Zine El-Abidine Ben Ali sous la pression de la rue dans la soirée du vendredi 14 janvier. Ce texte a été mis en ligne le 13 janvier sur son blog nommé "Journaliste tunisien", qui était bloqué en Tunisie avant la toute récente levée de la censure sur Internet.

L'article qualifie le peuple tunisien d'"*extraordinaire*" pour n'avoir pas limité ses revendications aux aspects sociaux mais leur avoir donné une dimension politique. Le choix du jasmin fait référence à cette fleur blanche emblématique de la Tunisie qui symbolise la pureté, la douceur de vivre et la tolérance.

Dans l'histoire récente, plusieurs insurrections populaires ont pris des noms de fleurs : révolution des œillets au Portugal (1974), des roses en Géorgie (2003), des tulipes au Kirghizistan (2005), tandis que la révolte ukrainienne a pris la couleur orange.

ON PRÉFÈRE DIRE "RÉVOLUTION TUNISIENNE"

Malgré tout, le terme ne suscite pas le consensus parmi le peuple tunisien. *"Ici, on n'aime pas trop le terme 'jasmin' pour qualifier cette révolution, on préfère dire 'révolution tunisienne' tout simplement"*, revendique un lecteur du Monde.fr, qui a participé aux manifestations du 14 janvier devant le ministère de l'intérieur à Tunis.

De la même façon, sur le site de micro-blogging Twitter, les internautes, s'ils soutiennent entièrement le mouvement, n'en valident pas la dénomination, qu'ils trouvent trop limitée. "Pourquoi le "jasmin" ? Pourquoi pas révolution populaire ?", s'interroge @ahmedhamza87. "Non à l'appellation réductrice et carte-postalitique simpliste de 'révolution du jasmin'", confirme @Uyulaya. "Le jasmin est un mot arabe formé de 'yas', qui signifie 'désespoir' et 'min', 'mensonge'", note de son côté @munstermunster.

Surtout, le symbole du jasmin apparaît aux yeux de nombreux Tunisiens comme inapproprié, tant la douceur et la pureté qu'il évoque détonnent avec les morts, exactions ou encore pillages que connaît le pays depuis un mois. Sans oublier que c'est M. Ben Ali lui-même qui avait employé ce terme en 1987, lors de sa prise de pouvoir. Une expression qui apparaît donc comme peu adaptée pour qualifier son renversement.

D'ailleurs, les jeunes Tunisiens ont de leur côté choisi de parler de "révolution Facebook", en référence au célèbre réseau social. C'est en effet par le biais d'Internet que les cybermilitants, le jour dans la rue et la nuit devant leur écran, ont mené une lutte sans merci contre le régime de l'ancien président, à coups de mots d'ordre, slogans, rendez-vous et organisation des manifestations.

<http://www.liberation.fr/monde/01012314314-il-faut-guerir-la-societe-du-virus-seme-par-la-terreur>

18/01/2011 à 00h00

A Tunis, l'impatience des enfants de la révolution

Reportage

Des centaines de personnes se sont rassemblées hier dans le centre de la capitale.

Par LÉA-LISA WESTERHOFF De notre envoyée spéciale à Tunis



Manifestation lundi 17 janvier à Tunis. (REUTERS)

Après quatre jours d'insécurité et de violences dans la capitale qui ont vu la majorité des commerces de la ville baisser le rideau, le marché central de Tunis s'anime de nouveau. «*On est un peuple de paix, on est un peuple jeune*», affirme Imed le transporteur qui livre des œufs et du lait caillé. Devant la seule boulangerie du marché, au moins vingt personnes font la queue, mais là non plus, personne ne fait la grimace. La chute du président Ben Ali est sur toutes les lèvres. «*Nous sommes libres, c'est ça le plus important*», glisse une cliente. Quand on évoque le sujet de l'insécurité et des milices pro-Ben Ali qui terrorisent toujours la ville la

nuit, Mohamed, à la retraite depuis deux mois, chasse l'inquiétude d'un geste de la main : *«Il y a eu une révolution. Laissez-nous du temps pour que les choses rentrent dans l'ordre, et ce sera même mieux qu'avant.»* Même la nomination d'un gouvernement de transition avec des membres du RCD, le parti au pouvoir depuis vingt-trois ans, ne lui fait pas peur. *«Le peuple a pris sa liberté et chassé un dictateur. La peur est morte dans le cœur des gens.»*

Electrique. Mais à Tunis, tout le monde n'est pas aussi patient. L'annonce que le gouvernement de transition doit être nommé dans la journée rend la ville électrique. Vers 11 heures, sur l'avenue Bourguiba, une cinquantaine de personnes se mettent à scander : *«Vive la Tunisie, vive la liberté, dehors le RCD, dégage le RCD !»* Au bout d'une demi-heure, ils sont une centaine, puis deux cents au milieu de l'avenue. Souad fait partie de ceux-là. *«Quand j'ai entendu qu'il y avait une manifestation, j'ai couru pour faire entendre ma voix»*, raconte-t-elle avant de hurler un slogan : *«Vive Mohamed Bouazizi [le jeune homme qui s'est immolé le 17 décembre à Sidi Bouzid], vive ceux qui sont morts, à bas le RCD !»*

«Il ne faut plus qu'ils nous gouvernent, sinon ce sera comme avant. Le dictateur est parti mais pas la dictature», lance Souad, 40 ans, architecte. Une amie à elle renchérit : *«Tant qu'il y aura le RCD, on va continuer à faire tomber les gouvernements, ils ont tué nos opposants, ils ont pillé nos richesses.»* Bediafi Chagra, venu lui aussi manifester, assure que l'urgence est *«de guérir la société du virus que sème la terreur !»*

Autour des manifestants, de plus en plus nombreux, les militaires et les policiers antiémeute observent la scène. L'ambiance est bon enfant, loin des tensions de la manifestation de vendredi dispersée dans la violence. Certains participants viennent même prendre les militaires dans leurs bras pour les remercier d'avoir refusé de tirer lors des émeutes des dernières semaines. Après une quarantaine de minutes, les forces de l'ordre dispersent le rassemblement à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Au bout de dix minutes, il se reforme un peu plus loin sur l'avenue de Paris et grossit.

Peu à peu les manifestants s'organisent. Certains vont faire des photocopies et fabriquent des pancartes de fortune. *«Stop le RCD»*, *«RCD dégage»*. L'un d'entre eux, Anis Tekaya, chef d'entreprise, a fabriqué une pancarte particulièrement élaborée sur laquelle on peut lire : *«Génération Bouazizi»*. Sur la pancarte, des portraits de membres du RCD et un drapeau tunisien sur lequel est inscrit : *«Racket, corruption, décadence : le peuple vous dit dégage.»* Anis a manifesté vendredi pour la chute de Ben Ali, il se dit prêt à recommencer chaque jour : *«Nous sommes tous citoyens, nous ne voulons plus de la violence. Le RCD a organisé le pouvoir autoritaire en Tunisie, il n'a jamais changé, il ne changera jamais.»* Le jeune homme rappelle que la moyenne d'âge en Tunisie est de 35 ans alors que celle du RCD est de 60 ans. Les policiers antiémeute tentent de disperser la foule qui grossit. Les manifestants tentent de les convaincre. *«C'est ça la démocratie, laissez-nous faire, il faut du changement»*, lui dit Souad, l'architecte. *«Vous êtes trop impatientes»*, lui répond un policier.

Non loin de là, Adel Chaouch, l'un des trois députés du parti d'opposition Ettajdid, observe la scène. *«Ces jeunes sont courageux mais inconscients»*, affirme-t-il, attablé à une terrasse de café. *«Ils veulent pousser le pays à l'anarchie sans le savoir»*. Selon lui, tous les membres de l'administration font partie du RCD, il n'est pas possible d'entamer une transition démocratique sans eux : *«C'était le parti unique, il y avait 2 millions d'adhérents, ils sont partout, c'est comme à l'époque en Europe de l'Est. Les éliminer de la scène politique, c'est prendre le risque du chaos et d'une contre-révolution. Il faut que le RCD meure de lui-même,*

avec le temps.» Au bout de deux heures, la manifestation est définitivement dispersée aux gaz lacrymogènes. Deux heures plus tard, le gouvernement de transition est nommé.

<http://www.lexpressiondz.com/article/2/2011-01-18/85051.html>

DES MANIFESTANTS RÉCLAMENT LA DISSOLUTION DU PARTI DE BEN ALI

La Tunisie toujours sur une poudre

18 Janvier 2011 - Page : 4
Lu 609 fois

«On peut vivre avec seulement du pain et de l'eau, mais on ne peut plus vivre avec le RCD», ont scandé les manifestants.

«La révolution continue! RCD dehors!» Des centaines de manifestants réunis, hier, en deux groupes sur l'avenue Habib Bourguiba, l'un devant le théâtre municipal de Tunis, l'autre devant l'ambassade de France, misent sur un changement radical, porteur de démocratie et d'ouverture. «Pas de souvenir du président déchu». «On ne veut personne du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) dans le futur gouvernement, y compris le Premier ministre» actuel, Mohammed Ghannouchi. Cette exacerbation est intervenue suite à l'annonce d'un gouvernement de transition où pourraient, notamment figurer des membres de l'ancien régime, au profil de technocrate. Ces manifestations n'ont pas concerné uniquement la capitale Tunis. Le centre-ouest du pays a été également le théâtre d'un soulèvement difficilement géré par des policiers antiémeute. Pour maîtriser la situation, ils ont eu recours, avec retenue, aux canons à eau et aux tirs de grenades lacrymogènes mais en revanche ont restreint, cette fois, l'usage de la force. «Le couvre-feu est en vigueur et les manifestations sont interdites. On nous a signalé la présence de provocateurs et d'extrémistes. On essaye d'intervenir sans violence. On est en train de dialoguer, d'essayer de les convaincre de se disperser», a expliqué à l'AFP un officier de police. D'autres rassemblements ont aussi eu lieu dans la ville symbole de Sidi Bouzid, là où un jeune chômeur de 26 ans s'était immolé par le feu il y a un mois, déclenchant un mouvement de révolte qui a abouti, finalement, à l'impensable: la chute de Ben Ali. A Regueb, les manifestants ont scandé: «On peut vivre avec seulement du pain et de l'eau, mais on ne peut plus vivre avec le RCD». Une fois le droit voire la liberté d'expression arrachée, le peuple tunisien a certainement, des choses à dire. Et des défis à relever. Les dizaines de morts qu'ont connus, pendant un mois, les émeutes tumultueuses en Tunisie n'ont pas été oubliés. «Avec notre sang et notre âme, nous sommes prêts à mourir pour les martyrs.» Par ailleurs, il convient de préciser que l'annonce du gouvernement transitoire, est sur toutes les lèvres.

Pour les opposants, à l'image de Maya Jribi, secrétaire générale du Parti démocratique progressiste (PDP), la mise à l'écart des partis pro-Ben Ali a été décidée de manière consensuelle. Cependant, la composante du nouveau gouvernement peut, à ses yeux, contenir d'anciens membres de l'équipe sortante, à l'image du Premier ministre que les opposants légaux pensent qu'il n'a pas trempé dans les dérives sécuritaires de l'ancien régime.

La nouvelle équipe sera, quant à elle, chargée en particulier de préparer, en un temps record de deux mois, selon la Constitution, des élections présidentielle et législatives «libres et transparentes» surveillées par un comité indépendant et des observateurs internationaux. Pour établir un régime démocratique qui sera élu et accepté par le peuple, l'Union européenne et les Etats-Unis ont proposé leur aide pour la tenue des élections. L'opposant historique Moncef Marzouki, exilé en France et dirigeant du Congrès pour la République (CPR), s'est déclaré

premier candidat.

Indésirable et interdit pendant le règne de Ben Ali, ce responsable du parti de la gauche laïque, peut entrer dans l'histoire.

Car sa candidature, utopique avant, est déjà perçue comme une avancée démocratique. Sur le front sécuritaire, les nouvelles autorités sont appelées à gagner plusieurs batailles dont celle de venir à bout des miliciens armés fidèles au président Ben Ali qui tentent de semer la panique dans la population en se livrant à des exactions et des tirs.

Fouad IRNATENE

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/17/01003-20110117ARTFIG00723-tunisie-la-nouvelle-equipe-ne-calme-pas-la-rue.php>

Tunisie : la nouvelle équipe ne calme pas la rue

Par François Hauter

18/01/2011 | Mise à jour : 06:01



Des manifestants saluent un soldat à Tunis, lundi. L'armée reste très populaire dans le pays.

Crédits photo : Christophe Ena/AP

Le «gouvernement d'union nationale» formé lundi est loin de satisfaire tous les Tunisiens.

De notre envoyé spécial à Tunis

Quatre jours après la fuite de l'ancien président Ben Ali, comment sauver la révolution tunisienne? Les avis divergent radicalement à Tunis, selon que l'on se place du côté du «peuple» ou de celui des «élites». Pour les manifestants qui ont été dispersés lundi avec des gaz lacrymogènes et des lances à eau dans la capitale, le premier ministre, Mohammed Ghannouchi, qui a collaboré dix ans avec l'ex-président Ben Ali, n'est pas qualifié pour diriger un gouvernement d'union nationale. Ils exigent la disparition immédiate du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de l'ex-président, et le renvoi de tous les anciens dirigeants. Sauf à «trahir la révolution» faite par le peuple. Pour les élites, M. Ghannouchi n'a pas de sang sur les mains. En attendant des élections libres et démocratiques, il assure une

simple transition. Il est acceptable, car la Tunisie vit un moment délicat, les acquis de la stabilité qui ont fait le succès économique du pays ne pouvant être jetés aux orties.

Lundi donc, M. Ghannouchi a annoncé la composition de son gouvernement d'union nationale. Sur les 19 maroquins, les postes importants - Finances, Défense, Affaires étrangères et surtout Intérieur - demeurent aux mains de ceux qui les occupaient du temps de M. Ben Ali, c'est-à-dire des membres du RCD. Les dirigeants des trois partis d'opposition, restés vingt-trois ans dans l'ombre, décrochent des portefeuilles. La Ligue tunisienne des droits de l'homme (jusqu'à-là interdite), le syndicat UGTT, qui a soutenu les manifestants, des représentants de la société civile obtiennent également des ministères. Un seul mouvement, celui des islamistes tunisiens (Ennadha), dirigé depuis Londres par Rached Ghannouchi (un homonyme du premier ministre) est exclu de ce gouvernement transitoire.

Seul plan B, l'armée

Le chef de l'exécutif a annoncé la suppression du ministère de l'Information et «la liberté totale de l'information». Il a promis la libération de tous les prisonniers d'opinion et assuré que tous les partis politiques qui le demanderaient seraient légalisés «dans l'immédiat». Il a enfin annoncé des élections en Tunisie dans «six mois au plus tard». «C'est un gouvernement qui intègre les différents partis et les composantes de la société civile», a plaidé M. Ghannouchi, se disant déterminé «à intensifier nos efforts pour rétablir le calme dans le cœur de tous les Tunisiens. Notre priorité est la sécurité, aussi bien que la réforme politique et économique».

Ce discours de technocrate n'est absolument pas au goût de l'homme de la rue. La personnalité du ministre de l'Intérieur, Ahmed Friaâ, maintenu alors qu'il dirigeait la police pendant la dernière semaine des émeutes, ne passe pas. «Comment voulez-vous croire en ces gens? Ce sont toujours les mêmes que sous Ben Ali!», s'écrie un jeune cadre, avant d'être obligé de fuir sous les jets des canons à eau, avenue Bourguiba.

Lundi, dans cette foule d'un millier de personnes au centre de Tunis, les manifestants étaient furieux: «C'est comme si Ben Ali était encore là! On veut un nouvel État avec des gens neufs!», disait l'un. «Les gens de ce gouvernement n'ont jamais eu le courage de dire “Assez!” à Ben Ali. Ils ne vont pas nous priver de notre révolution. Ils n'ont rien fait pour le chasser! Qu'ils s'en aillent!», expliquait Hosni, un jeune chômeur. À Paris, l'opposant Moncef Marzouki, qui s'est déjà porté candidat à la prochaine élection présidentielle, a dénoncé «la mascarade» de ce gouvernement de transition. La télévision nationale emboîte le pas, sur un ton soudain devenu révolutionnaire: «L'intifada continue! Le peuple est puissant!», est sa nouvelle devise...

Le conflit entre l'homme de la rue et les élites tunisiennes est lourd de conséquences. Sauf à accepter ce gouvernement d'union nationale pour organiser de prochaines élections démocratiques, les Tunisiens n'ont aucun plan B pour rétablir la paix civile, sinon un recours à l'armée pour occuper le pouvoir. Une hypothèse qui pourrait devenir vraisemblable, tant l'armée est aujourd'hui populaire, et l'inquiétude des 10,5 millions de Tunisiens grandissante.

Ben Ali aurait préparé le chaos

Sur le plan militaire, l'armée tente toujours de rétablir l'ordre. Les combats entre les soldats et des éléments de la garde présidentielle fidèle à l'ex-président Ben Ali, autour de l'Institut des hautes études commerciales, ont été rudes dimanche soir. Ils ont repris lundi à l'heure du

déjeuner au palais présidentiel de Carthage. Dans les banlieues résidentielles de La Marsa et de Sidi Bou Saïd, des comités de quartier ont été débordés par les milices très entraînées de l'ancien président. Les défenseurs civils de ces quartiers, qui s'épuisent à défendre leurs biens nuit après nuit, ont dû abandonner leurs barricades et se calfeutrer chez eux.

Les forces de l'ordre ont arrêté lundi un autre très riche gendre de Ben Ali, Slim Chiboub, qui a été autorisé à s'envoler pour le Qatar, moyennant des renseignements qu'il a fournis à l'armée et que celle-ci prend au sérieux. Il aurait révélé que de nombreuses voitures bourrées d'explosifs étaient disposées dans la ville. L'armée les recherche activement. De plus en plus de responsables, à Tunis, estiment que M. Ben Ali a préparé ce chaos avant son départ, en espérant revenir plus tard comme une sorte de général de Gaulle après Mai 68, en sauveur de l'ordre public et du pays. En attendant, nombre de rumeurs crèvent comme des bulles. Ainsi celle de Leila Ben Ali qui aurait quitté le pays avec 1,5 tonne d'or ponctionnée à la Banque centrale de Tunisie. «L'or du gouvernement tunisien est conservé à Washington, dans les coffres de la Réserve centrale américaine, à Fort Knox», nous assure le Pr Mahmoud Ben Romdhane, un économiste tunisien renommé.

<http://www.el-annabi.com/nationale/1119-tunisie-huit-ministres-reconduits.html>

Tunisie : Huit ministres reconduits et trois chefs de l'opposition

18 janvier 2011

L'annonce est enfin tombée hier en fin d'après-midi. La Tunisie, après plusieurs semaines d'émeutes et le départ précipité du président Zine el-Abidine Ben Ali, a un gouvernement d'union nationale, né de tractations entre les partis d'opposition et le dernier carré de l'ancien pouvoir.

Le dernier Premier ministre du président déchu, Mohammed Ghannouchi, a annoncé hier la formation de ce gouvernement d'union nationale, qui comprend trois chefs de l'opposition. Ce nouvel exécutif, qui ne devrait vivre que jusqu'aux prochaines élections présidentielles anticipées dans deux mois, comprend également huit ministres de l'ancien gouvernement. Mohamed Ghannouchi, qui s'exprimait devant des journalistes au palais du gouvernement, a donné la liste des 24 ministres de ce gouvernement d'union nationale, chargé de gérer le pays jusqu'à la tenue de prochaines élections présidentielles et législatives. Selon le Premier ministre, trois chefs de partis politiques de l'ancienne opposition au régime du président Zine el-Abidine Ben Ali font partie de ce gouvernement, même si deux de ces partis ne sont pas représentés au Parlement.

Parmi les six membres de l'ancien gouvernement Ben Ali qui ont aussi été reconduits, il y a le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères Kamel Morjane et celui de l'Intérieur, Ahmed Kriaâ. En outre, des représentants de la société civile figurent dans ce gouvernement. Cependant, le ministère de l'Information a été carrément supprimé, M. Ghannouchi ayant précisé que ce ministère est accusé de censurer la liberté de la presse et d'expression dans le pays. Dans la foulée de l'annonce d'un gouvernement d'union nationale devant gérer les affaires du pays en attendant la tenue d'élections anticipées pour l'élection d'un président et d'un nouveau parlement, dont sera issu un nouvel exécutif, M. Ghannouchi a annoncé également hier la libération de tous les prisonniers d'opinion, la liberté totale de l'information et la levée de l'interdiction d'activités des ONG dont la Ligue des droits de l'homme tunisienne.

Quelques instants avant la formation du gouvernement d'union nationale, l'opposant historique tunisien Moncef Marzouki avait annoncé sa candidature à la présidentielle en Tunisie prévue dans un délai de deux mois, dans une interview à la radio française France Info. « Je serai effectivement candidat » à l'élection présidentielle, a déclaré Marzouki, dirigeant du Congrès pour la République (CPR), parti de la gauche laïque, interdit sous le régime Ben Ali. Par ailleurs, les événements s'accélérent en Tunisie où le calme est revenu hier, après une nuit de dimanche marquée par des affrontements armés entre l'armée, restée proche du peuple, et des snipers soupçonnés d'être des partisans de Ben Ali. Dimanche, de violents affrontements avaient opposé à Tunis forces de sécurité et éléments fidèles au chef de l'Etat déchu Ben Ali, qui ont été attaqués par l'armée dans le palais présidentiel de Carthage. Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi avait averti dimanche soir que les autorités de transition ne feraient preuve d' »aucune tolérance « envers ceux qui sèment le chaos dans le pays. Des tirs, d'abord sporadiques, puis de plus en plus nourris, ont été échangés pendant deux heures dans l'après-midi à Tunis entre des francs-tireurs cachés dans des immeubles et des policiers et des militaires, près de l'avenue Bourguiba. Deux francs-tireurs ont été abattus dans ces affrontements, et quelques heures plus tard, lorsque le couvre-feu était en vigueur, l'armée a donné l'assaut au palais présidentiel de Carthage dans lequel sont retranchés des éléments de la garde présidentielle de Zine el-Abidine Ben Ali. Hier lundi, des manifestants ont exigé la dissolution du parti du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). « La révolution continue ! RCD dehors ! », ont scandé à Tunis plusieurs centaines de manifestants réunis en deux groupes sur l'avenue Habib Bourguiba, l'un devant le théâtre municipal de Tunis, l'autre devant l'ambassade de France.

« On ne veut personne du RCD dans le futur gouvernement, y compris le Premier ministre » actuel, Mohammed Ghannouchi, a déclaré un manifestant. « Avec notre sang et notre âme, nous sommes prêts à mourir pour les martyrs », criaient encore les manifestants, en référence aux dizaines de Tunisiens tués dans la répression de la révolte populaire d'un mois qui a provoqué la chute du régime autocratique de Ben Ali. En France, l'onde de choc des événements de Tunisie a été enregistrée à Marseille où des Tunisiens avaient envahi hier le consulat général de Tunisie dans cette ville pour se le « réapproprier », en réclamant le départ des partisans de l'ex-président Ben Ali et la continuité des services délivrés au public. « Les Tunisiens de Marseille se réapproprient le consulat », pouvait-on lire sur une affichette posée par l'un d'eux sur la porte menant au bureau du consul général. Par ailleurs, des informations rapportent que la famille du président Zine el-Abidine Ben Ali se serait enfuie de Tunisie avec 1,5 tonne d'or. Selon la chaîne TF1 et le journal Le Monde, qui cite des sources à la présidence française, « l'Elysée soupçonne la famille Ben Ali d'avoir fui la Tunisie avec 1,5 tonne d'or ». La Banque centrale de Tunisie a démenti ces informations. Enfin, les membres de la redoutable garde « Prétorienne » de Ben Ali ont assuré qu'ils coopèrent avec les forces de sécurité sous le gouvernement de transition.

Accusés par la rumeur d'être associés aux récentes exactions en Tunisie, des membres du corps de la sécurité présidentielle, redouté de la population, ont indiqué que « certains d'entre nous ont servi sous (l'ancien chef d'Etat Habib) Bourguiba, nous avons travaillé pour (Zine el-Abidine) Ben Ali, nous protégerons aussi le prochain président. Nous sommes là pour protéger le président, quel qu'il soit », promet hier un officier de la sécurité présidentielle posté devant le palais situé à Carthage, au nord de Tunis.

Yazid Alilat

Tunisie : le blogueur Slim Amamou entre au gouvernement

Les internautes le connaissent sous le pseudo de Slim404. Cyberdissident lors de la « révolution de jasmin », Slim Amamou a été arrêté, torturé psychologiquement et emprisonné. À 33 ans, cet entrepreneur des nouvelles technologies et blogueur influent est devenu Secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports du gouvernement d'union nationale. Quelques heures après l'annonce, il s'est confié à TV5MONDE.



Slim Amamou, @Slim404 sur Twitter, devient secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports

« Je vais faire entendre la voix du peuple de l'Internet »

18.01.2011 Propos recueillis par Sophie Golstein et Laure Constantinesco **Comment avez-vous appris votre entrée au gouvernement d'union nationale ?**

On m'a appelé une demi-heure avant l'annonce officielle pour me proposer le poste, et j'ai accepté. C'était une très grande surprise, je ne m'y attendais pas du tout. C'est quelque chose que je n'aurais jamais imaginé. Ma tâche sera de conseiller sur la jeunesse, notamment vis-à-vis d'Internet et des spécificités des nouvelles technologies. Je vais faire entendre la voix du peuple de l'Internet.

Peut-on dire que ce qui s'est passé en Tunisie est une « révolution 2.0 » ?

Ça me gêne un peu. Il ne faut pas oublier que les gens ont manifesté, sont descendus dans la rue, que ça a démarré avec l'immolation de Mohamed Bouazizi... Toutes ces choses ne se sont pas passées sur Internet. Cette révolution, c'est une convergence de plusieurs choses. Le terme « révolution du jasmin » ne me plaît pas plus : je trouve que c'est un peu une récupération a posteriori, qu'on range cette révolution dans la même case que les révolutions « colorés », comme la révolution orange en Ukraine. La révolution tunisienne est différente, elle n'était pas planifiée ni organisée.



Le Premier ministre tunisien Mohammed Ghannouchi à Tunis le 17 janvier 2011 (©AFP)
Est-ce que la censure du net est terminée depuis le départ de Ben Ali ?

Non, mais c'est en train de changer. Beaucoup de sites sont à nouveau accessibles, quelques uns restent encore censurés : les sites pornographiques bien sûr, mais ça ce sera dur à changer ; certaines pages Facebook ; l'envoi de mails via des serveurs externes à la Tunisie. Je pense que ça va être réglé et en tous cas j'essayerais de suivre cela au sein du gouvernement. Je suis bien sûr prêt à faire certaines concessions - comme porter un costume et une cravate - mais je ne resterais pas à mon poste si la liberté du net n'est pas totale.

Ce gouvernement promet aussi la liberté de l'information : vous y croyez ?

Ce sera à nous citoyens d'être vigilants là-dessus. Je pense que ça peut fonctionner parce que les gens n'ont plus peur : ils ont compris qu'ils pouvaient être une force et réagir aux mauvais choix du gouvernement.

Dans ce gouvernement d'union, l'équipe sortante conserve les postes-clés. Qu'en pensez-vous ?

Je suis pour le dialogue. Je suis sûr de moi et de mes convictions. Mais je souhaite aussi pouvoir parler librement de ce qui se passe au gouvernement. Si ça ne fonctionne pas, tant pis. Au pire, je serais évincé.

Quel sera votre premier objectif comme secrétaire d'État ?

Des élections [présidentielle et législatives, NDLR] libres et impartiales. J'écouterais puis relayerais l'avis des internautes sur ce sujet. Je pense que cela va prendre du temps de tout réformer. Mais dans six mois nous aurons un nouveau gouvernement. Ensuite, d'élections en élections, dans une dizaine d'années, je pense que nous vivrons dans une démocratie stable.

http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2011/01/18/tunisie-le-gouvernement-de-transition-de-plus-en-plus-conteste_1467084_1466522.html

Tunisie : le RCD radie Ben Ali de ses rangs

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 18.01.11 | 12h00 • Mis à jour le 19.01.11 | 06h50



Une centaine de Tunisiens qui manifestaient contre le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi ont été dispersés par la police, à Tunis, mardi 18 janvier. AFP/FETHI BELAID

Le président tunisien par intérim, Foued Mebazaa, et le premier ministre, Mohammed Ghannouchi, ont démissionné mardi 18 janvier du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti du président déchu Zine El-Abidine Ben Ali, a annoncé l'agence officielle tunisienne TAP.

Le RCD a par ailleurs annoncé, dans un communiqué cité par la TAP, avoir radié de ses rangs l'ex-président Ben Ali et six de ses collaborateurs, *"sur la base de l'enquête menée au niveau du parti, à la suite des graves événements qui ont secoué le pays"* ces dernières semaines. La démission du président par intérim et du premier ministre de transition *"concrétise une décision de séparation entre les organes de l'Etat et les partis politiques"*, décidée lundi par le nouveau gouvernement d'union nationale, selon la TAP.

Au lendemain de la présentation à Tunis d'un gouvernement de transition, trois jours après la fuite de Ben Ali, Mohammed Ghannouchi doit faire face à la démission de plusieurs de ses ministres ainsi qu'aux critiques des opposants et des manifestants. Trois personnalités de l'opposition font partie du gouvernement d'union, mais les portefeuilles clés de l'intérieur, de la défense, des finances et des affaires étrangères n'ont pas changé de mains.

- **Démission d'au moins quatre ministres**

Moins de vingt-quatre heures après la formation du gouvernement, plusieurs ministres ont déjà démissionné. Dans un premier temps, les trois représentants de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) se sont retirés du gouvernement de transition. *"Nous nous retirons du gouvernement à l'appel de notre syndicat"*, a déclaré Houssine Dimassi, qui avait été nommé la veille ministre de la formation et de l'emploi. Abdeljelil Bédoui, ministre auprès du premier ministre, et Anouar Ben Gueddour, secrétaire d'Etat auprès du ministre du transport et de l'équipement ont également démissionné.

La puissante centrale syndicale – qui a joué un grand rôle dans les manifestations qui ont provoqué la chute de Ben Ali – avait demandé dans la matinée à ses trois représentants de se

retirer, affirmant qu'elle *"ne [reconnaissait] pas le nouveau gouvernement"*. Même après que le premier ministre et le président eurent démissionné du RCD, l'UGTT a maintenu que sa *"condition clé est que le gouvernement ne comprenne aucun ministre qui appartenait au précédent"* précisant que *"cette requête ne concerne pas Mohammed Ghannouchi, qui a été invité à former un nouveau gouvernement de manière constitutionnelle"*.

Par ailleurs, les syndicalistes siégeant au Parlement et à la Chambre des conseillers (équivalent du sénat français), *"ont démissionné"*, a ajouté un porte-parole. La centrale syndicale s'est également retirée du Conseil économique et social.

Peu après, le Forum démocratique pour le travail et les liberté (FDLT) a annoncé la suspension de sa participation dans le gouvernement d'union nationale, où il avait un ministère tenu par le chef du parti, Mustapha Ben Jaâfar, nommé lundi ministre de la santé. *"Il n'a pas prêté serment, en attendant la fin de consultations avec le premier ministre, concernant des demandes du FDLT qui concernent la composition du cabinet"*, a précisé Abdellatif Abid, membre du bureau politique du parti, précisant que *"ces consultations se tiennent en coordination avec l'UGTT"*. Selon la chaîne d'information I-Télé, la ministre de la culture, Moufida Tlatli, issue de la société civile, aurait aussi démissionné.

- **Les opposants d'Ettajdid menacent de quitter le gouvernement**

Le parti d'opposition Ettajdid (ex-communiste) a de son côté menacé de quitter le gouvernement d'union nationale, à moins que tous les ministres qui étaient membres de l'ancien parti au pouvoir ne démissionnent de cette formation. Dans un communiqué, Ettajdid ("Renouveau") a exigé la démission de tous les ministres membres du Rassemblement démocratique constitutionnel (RCD), le parti du président déchu Ben Ali, soit, notamment, le premier ministre, Mohammed Ghannouchi et les ministres de l'intérieur, de la défense, des affaires étrangères et des finances.

Le parti d'opposition a aussi demandé le gel des biens du RCD, *"parce qu'ils appartiennent au peuple"*, et la dissolution de *"toutes les cellules professionnelles du RCD"*, implantées dans la quasi-totalité des entreprises du pays. Si ces demandes ne sont pas satisfaites de *"manière urgente"*, Ettajdid menace de *"revoir sa participation au gouvernement"*.

- **Le premier ministre défend le maintien de ministres de Ben Ali**

Les ministres issus du RCD qui ont été maintenus à leur poste ont toujours agi pour *"préserver l'intérêt national"*, s'est justifié le premier ministre, Mohammed Ghannouchi sur la radio française Europe 1. *"Ils ont gardé leur portefeuille parce que nous avons besoin d'eux dans cette phase"* de construction démocratique, a affirmé le chef du gouvernement, soulignant le *"grand enjeu de la sécurité"* dans cette période de transition. *"Tous ont les mains propres, (...) une grande compétence. Ils ont du mérite. Grâce à leur dévouement, ils ont réussi à réduire la capacité de nuisance de certains. Ils ont manœuvré, tergiversé, gagné du temps pour préserver l'intérêt national"*, a-t-il insisté.

Le gouvernement de transition a pour mission de s'attaquer aux problèmes économiques à l'origine des émeutes et de préparer des élections pluralistes, a renchéri Kamel Morjane, ministre des affaires étrangères, lors d'une conférence de presse. *"Nous ne devons pas oublier que son objectif est clair et que sa durée a été clairement précisée, légalement et par l'accord de toutes les parties"*, a ajouté l'ancien ministre de Ben Ali maintenu dans ses fonctions.

L'exécutif tunisien toujours critiqué dans la rue, le couvre-feu allégé

LEMONDE.FR avec Reuters et AFP | 19.01.11 | 08h22 • Mis à jour le 19.01.11 | 18h53



Plus de mille Tunisiens manifestaient mercredi matin 19 janvier, dans le centre de la capitale, pour protester contre le gouvernement de transition mis en place lundi. REUTERS/FINBARR O'REILLY

Plus de mille Tunisiens manifestaient à nouveau mercredi 19 janvier, dans le centre de Tunis, afin de protester contre le gouvernement de transition mis en place lundi, dans lequel figurent d'anciens ministres du régime du président en fuite Ben Ali.

"Nous voulons un nouveau Parlement, une nouvelle Constitution et une nouvelle République", scandaient les manifestants, encerclés par un dispositif important des forces de l'ordre. "Nous nous sommes débarrassés du dictateur, mais pas de la dictature."

D'autres manifestations se sont déroulées à Sidi Bouzid, Regueb, Ben Guedane, Kasserine et d'autres régions du pays qui ont été à la pointe de la révolte populaire.

NOUVEAU BILAN DES VIOLENCES

Enfin, le gouvernement a décidé d'alléger le couvre-feu de deux heures, en raison d'une *"amélioration de la sécurité"*, alors que Tunis a renoué avec les embouteillages et que de nombreux habitants repartaient au travail mercredi. Il s'appliquera désormais de 20 heures à 5 heures. En revanche, les autres mesures de l'état d'urgence sont maintenues : interdiction de rassemblement sur la voie publique de plus de trois personnes et autorisation donnée aux forces de l'ordre de tirer sur les personnes prenant la fuite lors de contrôles.



Plus de mille Tunisiens manifestaient mercredi 19 janvier, dans le centre de la capitale, pour protester contre le gouvernement de transition mis en place
lundi.REUTERS/FINBARR O'REILLY

Selon un dernier bilan de l'ONU, au moins 100 personnes ont été tuées dans des violences au cours des cinq dernières semaines. *"Mon bureau a reçu des informations concernant plus de 100 décès, résultant de tirs ainsi que de suicides de protestation et des émeutes dans les prisons durant le week-end"*, a précisé la Haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Navy Pilla, mercredi. Le gouvernement tunisien évoque de son côté 78 tués et 94 blessés.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/tunisie-nouvelle-manifestation-contre-un-gouvernement-fragilise-conseil-des-ministres-jeudi-19-01-2011-1234009.php>

Tunisie: nouvelle manifestation contre un gouvernement fragilisé, Conseil des ministres jeudi

19.01.2011, 10h02

Plus d'un millier de manifestants réclamaient à nouveau mercredi à Tunis le retrait des membres de l'ancienne équipe de Ben Ali du gouvernement de transition, fragilisé par le retrait de quatre ministres, dont trois appartenant à la puissante centrale syndicale UGTT. "Peuple, révolte-toi contre les partisans de Ben Ali", scandaient les manifestants en rangs serrés, encadrés par un important dispositif policier, a constaté l'AFP.

Le gouvernement a décidé d'alléger le couvre-feu de deux heures, en raison d'une "amélioration de la sécurité", alors que Tunis a renoué avec les embouteillages et que de nombreux habitants repartaient au travail mercredi.

Il a en revanche maintenu les autres mesures de l'état d'urgence, telles que l'interdiction de rassemblement sur la voie publique de plus de trois personnes et l'autorisation aux forces de l'ordre de tirer sur les personnes prenant la fuite aux contrôles.

En marge de la colère de la rue, des discussions étaient prévues dans la journée pour savoir sous quelles conditions les quatre ministres qui se sont retirés du gouvernement de Mohammed Ghannouchi en raison de la mainmise de l'ex-équipe Ben Ali, sont prêts ou non à le réintégrer.

L'exécutif de transition chargé de préparer des élections présidentielle et législatives d'ici six mois tiendra son premier Conseil des ministres jeudi, a annoncé le ministre du Développement régional, Nejib Chebbi, membre de l'ex-opposition. Une porte-parole du Premier ministre interrogée par l'AFP a toutefois indiqué que la date n'était pas encore absolument certaine.

"Le point le plus important" de ce premier Conseil, selon une autre source gouvernementale interrogée par l'AFP, sera "l'amnistie générale" promise lundi par le Premier ministre Mohammed Ghannouchi, lors de l'annonce de son gouvernement.

L'autre sujet sensible à l'ordre du jour sera l'application du principe de la séparation de l'Etat avec l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

Le maintien de huit ministres du RCD dans la nouvelle équipe, notamment aux postes clés de l'Intérieur, de la Défense ou des Affaires étrangères, a suscité la colère de milliers de manifestants mardi dans tout le pays, notamment à Tunis où une marche a été dispersée de façon musclée par la police.

Abdelslam Jrad, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), devait rencontrer dans la matinée les responsables des partis politiques de l'ancienne

opposition, puis le Premier ministre vers 12H00 (11H00 GMT) selon un porte-parole. La puissante centrale syndicale a joué un rôle crucial dans la révolte populaire d'un mois qui a provoqué la chute du président Ben Ali. Ce dernier s'est enfui vendredi en Arabie Saoudite. 78 personnes ont été tuées et 94 blessées pendant ces émeutes, selon un bilan officiel.

M. Jrad devait notamment discuter avec Mustapha Ben Jaâfar, président du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDLT), opposition), qui a "suspendu sa participation" au gouvernement.

Objectif de ces discussions: décider sous quelles conditions les ministres qui se sont retirés du gouvernement le réintégreront ou non et si l'UGTT revient ou non sur sa décision annoncée lundi de ne pas reconnaître le nouvel exécutif.

Le Premier ministre Ghannouchi et le président par intérim Foued Mebazaa ont tenté de calmer la colère de la rue et de donner des gages à l'opposition en démissionnant mardi du RCD qui a exclu de ses rangs l'ex-président Ben Ali et des proches collaborateurs liés à la répression.

Dans la station égyptienne de Charm el-Cheikh sur la mer Rouge, les chefs d'Etat arabes qui ont laissé poindre ces derniers jours la crainte d'une contagion de la crise tunisienne à leur pays, ont entamé mercredi un sommet économique dominé par les événements en Tunisie. Par ailleurs, la soeur aînée de l'ex-dictateur, Naïma Ben Ali, 73 ans, est décédée mardi d'une crise cardiaque, a rapporté la presse, notant qu'elle possédait deux luxueuses villas à Hammamet, au sud de Tunis, qui ont été pillées et incendiées au cours de la "Révolution du jasmin".

Après la fuite de son frère et l'arrestation de plusieurs membres de sa famille, Naïma Ben Ali qui avait déjà des problèmes de santé, n'a pas tenu le coup et est décédée dans un hôpital de Sousse (centre) où elle possède également une villa, a observé le journal Echourouk.

AFP

<http://www.europe1.fr/International/Reprise-des-manifestations-a-Tunis-378285/>

Reprise des manifestations à Tunis

Par **Europe1.fr** avec agences

Publié le 19 janvier 2011 à 14h06 Mis à jour le 19 janvier 2011 à 15h43



Des manifestations ont encore eu lieu à Tunis mercredi pour protester contre le maintien au gouvernement de ministres du RCD. © REUTERS

Des milliers de Tunisiens réclament la démission des ministres de l'ancienne équipe de Ben Ali.

"Peuple, révolte-toi contre les partisans de Ben Ali". C'est le slogan que scandaient les manifestants dans les rue de Tunis mercredi. Après avoir obtenu le départ de Ben Ali, la population tunisienne n'accepte pas le maintien de huit ministres du RCD dans la nouvelle équipe, notamment aux postes clés de l'Intérieur, de la Défense ou des Affaires étrangères.

Retour au gouvernement en pourparlers

Alors que le couvre-feu a été allégé de deux heures et que l'activité économique reprend doucement, des manifestations ont encore lieu dans tout le pays malgré l'interdiction de rassemblement. Une marche a été dispersée de façon musclée par la police à Tunis. Pour répondre à la colère des manifestants, des rencontres étaient prévues mercredi entre la grande centrale syndicale tunisienne UGTT, des partis politiques de l'ancienne opposition, et le Premier ministre pour déterminer dans quelles conditions les quatre ministres qui se sont retirés du gouvernement de Mohammed Ghannouchi seraient prêts ou non à le réintégrer.

D'ores-et-déjà, l'UGTT a maintenu son refus de participer au gouvernement de transition, en raison de la présence en son sein d'hommes de "l'ancien régime", a déclaré son secrétaire général, Abdesslem Jrad après une réunion avec le Premier ministre de transition Mohammed Ghannouchi. Le leader syndical devait également s'entretenir avec Mustapha Ben Jaâfar, président du Forum démocratique pour le travail et les liberté (FDLT), qui a "suspendu sa participation" au gouvernement.

Démission de Ghannouchi du RCD

Le Premier ministre, Mohammed Ghannouchi, et le président par intérim, Foued Mebazaa, ont par ailleurs tenté de calmer la colère de la rue et de donner des gages à l'opposition en démissionnant mardi du RCD qui a exclu de ses rangs l'ex-président Ben Ali et des proches collaborateurs liés à la répression.

Le nouveau gouvernement d'union nationale doit tenir son premier Conseil des ministres jeudi. Il devra étudier une éventuelle "amnistie générale" promise lundi par le Premier ministre. Autre sujet sensible à l'ordre du jour : l'application du principe de la séparation entre l'Etat et l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

Un dernier bilan livré mercredi par l'ONU fait état de plus de 100 morts durant ces cinq semaines d'émeutes .

<http://www.leparisien.fr/crise-tunisie/plus-de-100-tunisiens-sont-morts-ces-cinq-dernieres-semaines-19-01-2011-1234095.php>

Plus de 100 Tunisiens sont morts ces cinq dernières semaines

19.01.2011, 11h59 | Mise à jour : 16h28

Alors que plus de 100 Tunisiens ont trouvé la mort lors des émeutes des cinq dernières semaines selon l'ONU, la mobilisation se poursuit à Tunis. Plus de 400 personnes ont manifesté mercredi matin pour protester contre le nouveau gouvernement de transition formé lundi.

Néanmoins, le premier conseil des ministres du gouvernement transitoire se devrait se tenir jeudi.

«Nous voulons un nouveau Parlement, une nouvelle Constitution et une nouvelle République», ont scandé les manifestants, encerclés par un dispositif important des forces de l'ordre. La rue tunisienne conteste fortement la présence dans le gouvernement de transition de membres de l'équipe sortante du président déchu Ben Ali qui a régné sans partage sur le pays pendant 23 ans avant d'être renversé. «Le ministre des Affaires financières est un ami des Trabelsi» - famille de l'épouse de Ben Ali - pouvait-on lire sur les banderoles des manifestants. «RCD (Rassemblement démocratique constitutionnel, parti de Ben Ali) out !», proclamait une autre banderole. «Policier, tu es une victime, viens participer avec nous à cette révolte», scandaient encore les manifestants.

Mardi, déjà, plusieurs manifestations hostiles à la présence dans les rangs du gouvernement de membres de l'équipe sortante ont eu lieu à travers le pays. Le nouvel exécutif a été formé trois jours après que Ben Ali ait été contraint de s'exiler en Arabie Saoudite, après un mois de révolte populaire.

Ce mercredi, l'ONU a contesté le bilan du gouvernement. Selon l'organisation internationale, plus de 100 personnes ont été tuées dans des violence au cours des cinq dernières semaines (ou se sont suicidées) et non 78, le chiffre avancé par les autorités.

Enquête judiciaire sur les biens de Ben Ali

Une enquête judiciaire a été ouverte sur les bien du président déchu Zine El Abidine Ben Ali et de sa famille. Selon l'agence officielle TAP, l'enquête concerne «l'acquisition illégale de biens mobiliers et immobiliers», les «placements illicites à l'étranger» et «l'exportation illégale de devises». Elle vise nommément l'ancien chef d'Etat, sa femme Leila Trabelsi, «les frères et gendres de Leila Trabelsi, les fils et les filles de ses frères».

Le clan Ben Ali-Trabelsi est en effet accusé d'avoir mis en coupe réglée le pays depuis 23 ans.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110120113451/france-gouvernement-tunisie-tourismela-revolution-destabilise-l-economie-tunisienne.html>

La révolution déstabilise l'économie tunisienne

20/01/2011 à 12h:15 Par Jeune Afrique

Un supermarché pillé par les émeutiers à Tunis, le 15 janvier 2011. Un supermarché pillé par les émeutiers à Tunis, le 15 janvier 2011. © AFP

Plus que tout, l'économie d'un pays a besoin de stabilité pour maintenir sa croissance. Or, la révolution qui vient de se dérouler en Tunisie a détraqué la vie économique au quotidien et

altéré la confiance des investisseurs. Mais les milieux d'affaires restent confiants et tablent sur un rebond rapide.

Il y a eu quelques jours de flottement. Depuis vendredi 14 janvier, jour où le président tunisien Zine el-Abidine Ben Ali a quitté pouvoir et pays sous la pression du peuple, les commerces ont fermé, les boutiques ont été désertées, les banques ont baissé leur rideau de fer. Dans la confusion générale, qui régnait déjà depuis près d'un mois dans la rue, les pillages se sont multipliés et les stocks se sont vidés.

Mais depuis mercredi 19 décembre, la menace des pénuries semble s'éloigner, même si la vie économique continue de tourner au ralenti. « Il faut que la population se remette au travail, car il y a du travail : il faut notamment réparer ce qui a été endommagé » lors des pillages, estime Tayeb Souissi, patron d'une grande surface spécialisée dans le bricolage en périphérie de Tunis.

Une chef d'entreprise basée à Tunis dans le secteur de l'import-export de produits agricoles, qui préfère rester anonyme, explique néanmoins que le travail continue d'être entravé par la situation. « On a repris avec prudence nos activités. Nos chauffeurs effectuent des déplacements de longue durée et en raison de l'état d'urgence [qui comprend un couvre-feu de 20h00 à 5h00, NDLR], ils sont encore restreints. Nous avons enregistré des pertes considérables », confie-t-elle.

Perte de confiance

Il faudra du temps avant un réel retour à la normale. Le ministre de l'Intérieur Ahmed Friaa a annoncé que les récentes violences avaient coûté au pays 1,6 milliard d'euros de pertes (environ 4 % du PIB). D'après le quotidien Le Temps, « 43 agences bancaires ont été détruites, 66 espaces commerciaux saccagés, 11 établissements industriels rasés ». Et, signe de la perte de confiance de l'économie globale, l'agence de notation financière Moody's a abaissé d'un cran la note de la Tunisie au lendemain de la fuite à l'étranger de l'ex-président Ben Ali.

Priorité numéro un, donc, rétablir le lien avec les partenaires. Et avec la France notamment, dont les milieux d'affaires entretenaient des rapports stables avec la galaxie Ben Ali. Quelque 1 250 filiales d'entreprises françaises sont physiquement présentes dans ce pays, employant plus de 110 000 personnes. Une présence qui s'illustre en particulier dans les domaines de l'industrie, de la manufacture et de la confection, ainsi que dans les services et l'aéronautique.

« Tout le monde vivait sur l'idée que le régime était fort et bien installé, sa chute brutale a été une immense surprise », souligne un expert français. Cette période de flottement pourrait « poser un problème pour certains » partenaires français, a souligné la patronne des patrons français, Laurence Parisot. La présidente du Medef (Mouvement des entreprises de France) a aussi salué la révolte populaire et en encouragé la démocratisation du pays.

Relancer le tourisme

Le tourisme, fer de lance de l'économie tunisienne, est aujourd'hui au point mort. Le secteur emploie plus de 350 000 personnes sur dix millions d'habitants. La majorité des étrangers qui séjournaient dans les stations balnéaires sont rentrés au moment des premières émeutes, en décembre.

Mais les responsables restent optimistes, croyant en leur retour rapide. La révolution tunisienne, même si elle a généré « une baisse nette » des arrivées de touristes, sera « bénéfique » à long terme pour le tourisme du pays, a estimé l'ambassadeur de Tunisie en Espagne, Mohamed Ridha Kechrid.

« L'ordre est rétabli et à partir de maintenant, les touristes peuvent revenir », a-t-il ajouté. Pour lui, une fois que des élections démocratiques auront été organisées, « la Tunisie sera encore plus belle, plus crédible, et cette opération de changement sera bénéfique pour le tourisme tunisien et pour l'économie ». (avec AFP)

http://www.lepoint.fr/monde/les-ben-ali-trabelsi-ces-predateurs-tunisiens-18-01-2011-130211_24.php

Le Point.fr - Publié le 18/01/2011 à 20:12 - Modifié le 20/01/2011 à 14:07

Les Ben Ali-Trabelsi, ces prédateurs tunisiens

La belle-famille de l'ex-président a longtemps mis le pays en coupe réglée. Entretien avec la journaliste Catherine Graciet.



Leïla Ben Ali, "la régente de Carthage", a accaparé avec sa famille des pans entiers de l'économie tunisienne © Fethi Belaïd / AFP

Propos recueillis par **Marion Cocquet**

Il est accusé d'avoir pillé durant quinze ans les richesses du pays en maniant la corruption, le vol, l'intimidation. Qualifié de "quasi-mafia" par la diplomatie américaine, selon WikiLeaks, le "clan Trabelsi", belle-famille de l'ex-président Ben Ali, subit aujourd'hui de plein fouet la colère du peuple tunisien. Au cours des dernières journées d'émeutes, leurs multiples propriétés ont été brûlées et pillées. Catherine Graciet, journaliste et coauteur avec Nicolas Beau de *La régente de Carthage* (éditions La Découverte), répond aux questions du Point.fr.

Le Point.fr : Quand les Trabelsi accèdent-ils au pouvoir ?

Catherine Graciet : Lorsque Ben Ali épouse Leïla Trabelsi en 1992, des clans existaient déjà. Kamel Eltaïef, proche ami du président Ben Ali, était surnommé "le président bis" et convoquait tous les matins les ministres pour leur donner des ordres. Deux gendres de Ben Ali, Chiboub et Mabrouk, pratiquaient déjà une forme de prédation économique sur le pays. Par exemple, en 2001, Slim Chiboub réussit à installer un hypermarché Carrefour sur un terrain que les domaines de l'État lui ont cédé à un prix symbolique. Marouane Mabrouk, lui, hérite de la concession de Mercedes à Tunis et sa femme Cyrine prend la haute main sur l'Internet en Tunisie. Après quatre ans de lutte intestine, Leïla parviendra à les mettre politiquement sur la touche.

Qui sont les chefs du clan ?

Les Trabelsi sont nombreux : en plus des dix frères et soeurs de la première dame, il faut compter sur ses neveux et nièces. La cheftaine, c'est bien sûr Leïla, qui fait faire ce qu'elle veut à l'administration. Son frère aîné, Belhassen, est le capitaine économique, un prédateur comme jamais la Tunisie n'en avait connu. Tous ont pratiqué une mise en coupe réglée du pays, des banques à la téléphonie, des transports aux douanes. Une des soeurs de Leïla a, elle, mis la main sur les buvettes des écoles et des universités : ça allait du très petit business, presque minable, au plus massif.

Au vu et au su de tous ?

Oui, et cela explique en partie l'intensité de la révolte. Les gens se vengent. En Tunisie, le peuple a une éducation à la hauteur, et a accès à Internet. Les gens étaient parfaitement informés de ce qui se passait, d'autant que beaucoup ont eu à en souffrir, et que les Trabelsi avaient un mode de vie très ostentatoire.

Où pensez-vous qu'ils soient, aujourd'hui ?

Il est difficile de se prononcer. Selon certaines rumeurs, Leïla serait à Dubaï et Sakhr el-Materi, le mari de sa fille Nesrine, au Qatar. Ce qui est sûr, c'est qu'ils resteront dans des pays d'où ils sont sûrs de ne pas être extradés. Et qu'ils vont devoir voyager pour gérer leurs avoirs à l'étranger.

Quels sont les pays concernés ?

Une grande partie de l'argent du clan est probablement à Dubaï. Peu avant la crise, ils avaient noué des relations avec de grands banquiers locaux. Ils ont sans doute aussi des avoirs à Malte, où le président se faisait soigner, ainsi qu'en Argentine. Mais leurs richesses sont, évidemment, très difficiles à chiffrer. La fortune personnelle de Ben Ali a été évaluée par Forbes, en 2008, à cinq milliards de dollars. Pour le camp Trabelsi, on peut parler sans trop de risques de centaines de millions d'euros.

De quelles protections disposent-ils ?

Celle de dictateurs proche-orientaux, bien sûr. Mais on ne saurait oublier qu'ils ont longtemps profité de la protection de l'Europe, et de la France au premier chef. Washington a lâché Ben Ali dès mercredi soir, et avait mis en garde en amont sur les dérives du régime. En France, rien. Quand Nicolas Beau et moi avons publié *la régente de Carthage*, on nous a même ri au nez. On nous disait : "Mais la Tunisie a une croissance stable, importante, les femmes y sont

libres." Cette indulgence a, d'ailleurs, des raisons idéologiques. En arrivant au pouvoir, Ben Ali a fait le choix du libéralisme économique, et a préféré se tourner vers l'Europe plutôt que vers le monde arabe. Cela lui a valu la reconnaissance de la Banque mondiale, du FMI, et de nombreuses protections : les abus sur les droits de l'homme ont largement été passés sous silence en Europe. Quant au volet "corruption", peu de monde était au courant en Europe. Quelle entreprise va se vanter d'avoir versé cinquante millions d'euros à Belhassen Trabelsi pour s'implanter en Tunisie ?

Qu'advient-il de leur fortune en Tunisie ?

Certains parlent de nationalisations, comme celle de la banque de Sakhr el-Materi. Mais la priorité du pays est de ramener le calme dans la rue, et de constituer un gouvernement stable.

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Tunisie-liberte-243359/>

actu-match | Jeudi 20 Janvier 2011

Tunisie. Enfin libres !

Excédée par vingt-trois ans de pouvoir abusif et corrompu, la rue s'est soulevée pour chasser Ben Ali.

De notre envoyée spéciale en Tunisie, Emilie Blachere - Paris Match

Autour de nous, deux cents, peut-être trois cents hommes. Des jeunes en majorité. Ils portent des sweat-shirts à capuche, des casquettes et des survêtements de grandes marques occidentales. Des vieux aussi, en habit traditionnel, dont la peau caramel est tannée par le soleil. Et puis des enfants au regard pétillant, au sourire édenté. Ils jouent à la guerre. Mais pas les adultes. « Ce n'est pas la guerre civile, ajoute l'homme qui nous a interpellés. Mais ça pourrait vite y ressembler. » Comme ses compagnons, il s'est armé avec ce qui lui est tombé sous la main. Il y a des barres de fer, des massues taillées dans du bois d'olivier, des couteaux de cuisine rouillés, des pavés. Les visages sont graves. L'ambiance est électrique. Les objectifs de cette brigade populaire sont clairs : « Nous sommes là pour dénicher et corriger les traîtres, pour arrêter les membres de la garde rapprochée de Zine el-Abidine Ben Ali. Ils veulent partir comme leur chef, comme des rats, on ne va pas les laisser faire ! » Il ne sera pas dit que Sidi Bouzid, à 265 kilomètres de Tunis, la ville du premier martyr de la révolution tunisienne, aura permis la fuite des nervis du régime.

Sidi Bouzid, chef-lieu du centre-ouest de la Tunisie, est cerné par des collines arides, des champs d'oliviers et des arbres fruitiers. En approchant, l'écho de tirs d'armes automatiques nous est parvenu. Depuis le 15 janvier, des check-points ont été dressés aux entrées de la ville. Ce sont des militaires qui les tiennent. Ils nous ont accueillis sans aménité, lèvres serrées, regard suspicieux. Ils ont pointé leurs kalachnikovs sur notre voiture, à la hauteur du pare-brise et de nos têtes. Tous les véhicules sont arrêtés et les passagers contraints de descendre. Toutes les identités sont contrôlées. Les barrages populaires sont un peu plus loin, à l'intérieur de la cité, près des baraques poussiéreuses et des commerces familiaux. Sur la chaussée en terre, cabossée, creusée d'ornières, une barricade de parpaings, de barrières de chantier, d'arbres coupés. Les femmes se fraient un passage parmi les hommes, un sac de victuailles à la main, leurs enfants en bas âge dans les bras. Elles pressent le pas, rasant les murs avant de

s'engouffrer dans les maisons. Seuls les hommes montent la garde jour et nuit. Et ces civils ne sont pas moins sourcilleux que les soldats. Leurs cibles sont nombreuses et dangereuses.

Il y aurait en Tunisie 130 000 policiers, autant qu'en France, mais pour seulement 10 millions d'habitants. Personne ne peut dire combien de ces flics, miliciens armés pro-Ben Ali, circulent sur le territoire. Mais le bruit court qu'ils auraient loué plus de 450 voitures. Ils veulent s'échapper par la route, rejoindre la Libye. Sidi Bouzid serait sur leur route. Leurs véhicules disposent de plaques minéralogiques bleues. « Pour déjouer les contrôles, ils les repeignent en noir, nous explique un habitant. Ils sont prêts à tout, ils n'ont plus rien à perdre... On reste prudents, la bête griffée peut encore tuer. » Puis, dans un français parfait, il vocifère : « Ils doivent payer. Ce sont des assassins, des voleurs, ils ont pillé nos richesses, ils nous ont pris notre liberté pendant plus de deux décennies. Ils seront jugés pour leurs actes. » La chasse à l'homme est ouverte. Ce matin, juste avant que nous arrivions, deux voitures ont été stoppées. Leurs conducteurs et passagers ont été passés à tabac avant d'être conduits à la gendarmerie et jetés en cellule. « Attention, on ne fait pas le ménage, nous dira un jeune homme. Ce sera à la justice de le faire. »

C'est à ce barrage que nous rencontrons Ali, un cousin de Mohamed Bouazizi, ce jeune homme de 26 ans qui s'est immolé par le feu le 17 décembre devant les portes du gouvernorat, l'équivalent de la préfecture. Mohamed est mort de ses blessures à l'hôpital de Ben Arous, un centre pour grands brûlés. Son suicide est à l'origine des manifestations et des émeutes qui viennent de secouer toutes les grandes villes de Tunisie et de contraindre les dirigeants du pays à la fuite. C'est son cousin Ali qui, dès le 18 décembre, a filmé et diffusé sur les réseaux sociaux les scènes de combats de rue entre les citoyens et la police. Une audace qui a valu à Ali une arrestation musclée, des hématomes et quelques jours en prison.

Ce trentenaire, diplômé en droit, membre du Parti démocrate progressiste, tient une épicerie dans la rue principale. Il est le seul commerçant à n'avoir jamais accepté d'accrocher une photo du « dictateur » dans sa boutique. Son courage lui a attiré le respect de la population. Il nous prend sous sa protection et nous incite à abandonner notre véhicule de location : « On risque de vous prendre pour des partisans du gouvernement. » Il nous invite dans sa voiture noire, avec son cousin germain Rochdi, et nous entraîne à travers la ville. Près des barrages, Ali baisse la vitre et hurle son nom qui agit comme un sésame. Par téléphone, il signale aux militaires et aux gendarmes les voitures suspectes, dicte des numéros d'immatriculation. Puis il se tourne vers nous : « Simple vérification. »...

<http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=954532&k=6>

Trois jours de deuil national en Tunisie

Par L'EXPRESS.fr avec REUTERS, publié le 21/01/2011 à 07:29, mis à jour à 07:29

Une semaine après la fuite de Ben Ali, le pays rend hommage aux victimes des manifestations.

La Tunisie observe à partir de vendredi trois jours de deuil en hommage aux dizaines d'émeutiers tués durant le mois de manifestations ayant provoqué la chute du régime de Zine Ben Ali.



Manifestation devant le siège à Tunis du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), l'ancien parti au pouvoir.

Reuters/Zohra Bensemra

Le dernier bilan, annoncé lundi, est de 78 morts au moins, la plupart tués par des balles policières. Selon le haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, les émeutes ont fait une centaine de morts.

Après cette période de deuil national, annoncée jeudi par la télévision publique à l'issue du premier Conseil des ministres du nouveau gouvernement, les Tunisiens vont progressivement retrouver une vie normale : les écoles et les universités, fermées le 10 janvier, quatre jours avant le départ du président Zine Ben Ali, doivent rouvrir lundi.

Les évènements sportifs, tous annulés depuis la semaine dernière, pourront "très bientôt" avoir lieu, a dit à la presse Mohamed Aloulou, nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports.

Le gouvernement d'union nationale a décidé de reconnaître l'ensemble des mouvements politiques interdits et de décréter une amnistie pour tous les prisonniers politiques.

Les manifestations continuent néanmoins pour exiger la fin de l'emprise du RCD, l'ancien parti au pouvoir, sur la vie politique. Les protestataires réclament que les ministres ayant officié sous Ben Ali quittent le gouvernement transitoire.

Face à la pression de la rue, les autorités ont annoncé jeudi la dissolution du comité central du Rassemblement constitutionnel démocratique et un ministre lié à l'ancien pouvoir a présenté sa démission.

Selon la télévision, les ministres RCD vont rester au gouvernement mais ont tous renoncé à leurs fonctions au sein du parti, comme l'avaient déjà fait le président par intérim, Fouad Mebazaa, et le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi.

Les violences et pillages ont diminué depuis les jours de chaos qui ont succédé au départ précipité de Ben Ali.

La police ayant perdu tout crédit dans l'opinion pour avoir réprimé sévèrement les manifestations avant la fuite du président, le gouvernement s'appuie désormais sur l'armée pour maintenir l'ordre.

21/01/11 17:15 199 réactions

[INTERVIEW] "Je suis le prophète de la révolte tunisienne"

L'écrivain-journaliste Taoufik Ben Brik, candidat à la présidence de Tunisie, veut croire en sa destinée. Il déclare à Nouvelobs.com qu'il peut devenir "le premier président élu démocratiquement" dans son pays.



Le journaliste-écrivain, Taoufik Ben Brik, se présente à l'élection présidentielle tunisienne. (AFP)

Vous venez d'annoncer votre candidature à la prochaine présidentielle en Tunisie. Qu'est-ce qui vous pousse à vouloir assumer une telle responsabilité ?

- Puisque les jeux sont ouverts, pourquoi pas imaginer un Ben Brik, qui a combattu farouchement un Ben Ali pendant un quart de siècle, à la tête de la Tunisie ? Depuis 2004, je me présente à l'élection présidentielle. Cette fois c'est la bonne, la vraie. Si cette élection avait lieu, je serais le premier président élu démocratiquement par les révolutionnaires.

Mon parcours d'opposant de toujours plaide pour moi. Je suis le prophète de cette révolte car j'ai prédit l'histoire de la Tunisie à travers mes livres. Mes écrits sont prémonitoires. Dans un de mes poèmes "*La Complainte de janvier*", j'ai anticipé ce moment. Je disais qu'un janvier engendrerait un autre janvier. De ce janvier, la Tunisie s'est offert aujourd'hui son jour de gloire. Qu'on le veuille ou non, je suis le symbole pré-historique de cette opposition à Ben Ali. Je suis le père légitime de la révolution, le Montaigne, La Boétie de la Tunisie. Ce trophée m'appartient.

Vous avez l'air sûr de vous et optimiste. Vous dites même que vous serez le favori. D'où tirez-vous cette légitimité ?

- Je suis un des leurs. Je suis fils de mineur, frère de syndicaliste et de la gauche tunisienne. Je viens d'un village situé à cinq kilomètres de Thala et de Kasserine, où la révolte a été forte. Je viens de cette région où les gens ont le visage basané, et non ce "visage pâle" de ceux qui se

disent opposants et qui sont entrés dans le nouveau gouvernement d'union nationale. C'est clair, je suis le plus ancré dans la population.

Et d'ailleurs, qui connaît Néjib Chebbi, Mustapha Ben Jaafar, ou même Moncef Marzouki parmi les Tunisiens qui sont descendus dans la rue ? Personne ! Ils sont inconnus au bataillon ! Par contre Ben Brik, ils le connaissent très bien. D'ailleurs, quand je sors, c'est toujours un bain de foule. Mon espace de liberté d'expression a souvent été Internet où j'ai mis en ligne mes écrits. Un média que ces gosses manient très bien. Tapez mon nom sur Google et vous verrez ! Je suis partout.

Mais vous n'êtes pas le seul, le blogueur Slim Amamou, nommé secrétaire d'Etat à la Jeunesse dans le gouvernement de transition, est aussi une figure de la révolution très présente sur le web...

- Mais son père est au RCD ! Il a été approché par le nouveau gouvernement pour faire bonne figure. Comme lui, à l'heure où Ben Ali tombait, une cohorte de gens s'est précipitée pour se déclarer opposants. Mais ce sont des inventions. Moi, j'ai toujours été dans le viseur du président déchu.

Quels sont vos liens avec les autres acteurs issus comme vous de la société civile qui ont joué un rôle important dans les émeutes, comme l'UGTT ?

- Je suis très proche des syndicalistes qui ont encadré cette révolution, des droits de l'homme, des poètes, des écrivains et des journalistes. Les secrétaires généraux qui ont poussé la centrale syndicale à se rebeller sont mes amis. Ils ont co-fondé avec moi la revue "*L'Arc de la dignité*". Ce sont mes alliés naturels qui soutiendront obligatoirement ma candidature.

Et si leur popularité les pousse à porter un candidat issu de leurs rangs...

- Là, on verra. Mais moi, je me présente. J'ose tenter ma chance. On ne pourra pas me reprocher de ne pas avoir essayé.

Quelles valeurs allez-vous donc porter ?

- On va faire table rase du passé. On ne tourne pas la page de l'histoire de la Tunisie, on la déchire. La première chose que l'on va établir, c'est la création d'une assemblée constituante pour confectionner une nouvelle constitution. Ensuite, on va organiser une convention nationale décentralisée des états-majors de toutes les sensibilités pour définir le terrain sur lequel tout le monde va s'affronter. Puis on va plaider pour des lois communes sacralisant les libertés individuelles. La priorité sera donnée au service public et aux transports. Je prône une économie qui prendra ses sources dans la collectivité. L'expérience est inédite, mais comme je l'ai déjà dit, je l'avais prédit, je l'ai raconté.

Interview de Taoufik Ben Brik, écrivain-journaliste tunisien, par Sarah Diffalah

(jeudi 20 janvier 2010)

* Chef historique du Parti démocratique progressiste (PDP). Nommé lundi ministre du Développement régional.

** Chef du Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDLT). Il a démissionné du gouvernement de transition.

*** Dirigeant du Congrès pour la République (CPR). Il s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle.

http://www.marianne2.fr/La-Tunisie-n-est-ni-l-Algerie-ni-le-Maroc-ni-l-Iran_a201900.html?com

La Tunisie n'est ni l'Algérie, ni le Maroc ni l'Iran

Benjamin Stora - Carte blanche | Vendredi 21 Janvier 2011 à 15:01 | Lu 15632 fois

Cette semaine, Marianne laisse carte blanche à Benjamin Stora*, pour qui il faut se garder de rapprocher la révolution tunisienne de soulèvements antérieurs. Elle présente des singularités qui en font un cas unique. A partir de là, l'avenir reste ouvert à l'imprévisible.



Le divorce avec le clan au pouvoir était politique mais aussi, plus profondément, culturel.

Un printemps démocratique anticipé traverse le Maghreb. Je ne suis pas sûr pour autant qu'il faille le qualifier de « révolution du jasmin ». Tout l'enjeu est de ne pas se tromper sur la nature de ce changement de régime. La singularité de cette histoire tunisienne, c'est d'abord qu'un consensus s'est soudain réalisé dans la société tunisienne contre un clan familial usurpateur, concentrant entre ses mains les richesses et les leviers d'influence. Peu à peu, ce clan a ligué contre lui l'ensemble des classes sociales : des jeunes diplômés chômeurs aux professions libérales, des intellectuels aux syndicalistes. De ce point de vue-là, l'unanimité anti-Ben Ali n'est pas sans évoquer des modèles antérieurs de soulèvement : la profonde singularité de cette histoire tunisienne, c'est la force du consensus populaire, comparable à celui de la société portugaise dans le salazarisme finissant. Comme dans le Portugal de 1974, il y a eu une unanimité sociale et politique qui a « coagulé » des classes et des intérêts sociaux fort divergents autour des forces armées - le Mouvement des forces armées - en dirigeant leurs énergies contre la personne d'un dictateur. Une telle configuration ne pourrait pas exister en Algérie ou au Maroc, qui sont des sociétés beaucoup moins homogènes. En Algérie, l'effondrement du système du parti unique (FLN), en octobre 1988, a débouché sur une guerre civile dans les années 90 et a fait des dizaines de milliers de morts. Et la multiplication des revendications berbères, des émeutes sociales, des grèves ouvrières depuis plusieurs mois n'a pas provoqué l'effondrement du régime.

Autre singularité très importante des événements de ces dernières semaines, la place tenue par la plus ancienne centrale syndicale du Maghreb, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), prépondérante en Tunisie. Quelques jours avant la chute de Ben Ali, l'UGTT a précipité les événements en se prononçant en faveur de la grève générale. Ce trait apparente la révolution tunisienne au modèle polonais de la grève générale de 1981 orchestrée par le syndicat Solidarnosc contre le gouvernement Jaruzelski. Enfin, troisième et dernière spécificité qui distingue le soulèvement des Tunisiens : l'existence, dans de nombreux pays arabes, de « partis-Etat-services » qui font office de police politique au service des régimes, et qui sont mandatés à l'encadrement et à la surveillance de la population. Le démantèlement de ces services de sécurité a eu lieu en Irak en 2003 par l'intervention anglo-américaine. Le soulèvement tunisien en a eu raison, en revanche, sans intervention extérieure. Preuve que ce qui vient de se passer en Tunisie est un combinat de tous ces modèles antérieurs et qui ne ressemble à aucun.

Il existe une ressemblance asymptotique avec les soulèvements antérieurs. Mais n'en concluons pas que tout est joué d'avance, que cette histoire-là est fléchée et qu'on va aller, inéluctablement, vers un certain type de révolution - de type iranien, par exemple, ou, au contraire, censément préparée d'avance, sur un modèle quasi conspiratif, comme si une ingérence étrangère était à l'origine du tournant démocratique, ainsi que le suggèrent des internautes.

L'un des premiers enseignements de cette révolution, c'est que les gens, tous les gens, en Tunisie, sont passés au réel. Ils ont fait preuve d'une grande maturité en rompant, justement, avec la pensée complotiste. La caractéristique essentielle de la révolution tunisienne actuelle, c'est la conversion à la réalité d'un peuple jusqu'ici confiné dans la virtualité (la virtualité numérique), compensation d'une privation de moyens d'expression réels. Les Tunisiens d'aujourd'hui ont hâte de savoir ce qu'est une vraie société, avec une vraie presse, de vrais partis politiques, de vrais syndicats, une vie intellectuelle libre. Ne nous y trompons pas : c'est la société tunisienne qui a décidé, avec maturité, d'en finir avec un système de surveillance de la population, à la manière des Tchécoslovaques lors de la Révolution de velours.

Qualifier ainsi cette révolution d'« e-révolution » ne rend pas plus compte de l'entière complexité de ce qui s'est passé. Internet a existé surtout pour les Tunisiens comme soupape d'expression, comme sas de décompression pour des citoyens bâillonnés. Mais maintenant, d'une certaine manière, le rôle compensatoire de la Toile n'est plus aussi déterminant, car le contrôle étatique sur l'information a brutalement cessé. La révolution tunisienne n'est pas davantage comparable à la révolution iranienne de 1979, car les islamistes iraniens, sous le régime du chah, étaient une grande force politique, très structurée, à l'intérieur du pays. D'ailleurs, avant les événements de 1979 qui devaient aboutir au renversement de Pahlavi, le consensus politique, bien que reposant officiellement sur la laïcité, était déjà largement structuré autour de cette force religieuse radicale : le contraire, en somme, de la Tunisie de Ben Ali. Ce qui est provisoirement rassurant, dans le soulèvement tunisien, c'est l'omniprésence de l'UGTT à la manœuvre, et le fait qu'aucune force religieuse ne s'est manifestée, pour l'instant. Par ailleurs, la révolution iranienne et l'expérience algérienne des années 90 ont démontré aux sociétés du monde arabo-musulman la réalité (et les atrocités) de l'expérience islamiste, et de la guerre entre l'Etat et les islamistes. Enfin, autre singularité radicale, la Tunisie est le pays où le taux d'alphabétisation est le plus élevé du monde arabe.

Le paradoxe tunisien a résidé dans cette contradiction, à terme intenable, entre un haut niveau

culturel et un Etat autoritaire, traitant ses citoyens comme des analphabètes.

Ainsi, le divorce avec le clan familial qui tenait les rênes du pouvoir n'était pas simplement politique, mais, plus profondément, et aussi plus décisivement, culturel. Il ne faut pas perdre de vue le fait que le monde contemporain a un effet émollient sur toutes les idéologies collectives, comme le nationalisme arabe, mais aussi d'une certaine manière l'islamisme. L'individualisme démocratique travaille en profondeur le monde arabo-musulman. Et ce qui irrigue aujourd'hui souterrainement l'imaginaire arabo-musulman contemporain, c'est plus la figure du harag, du « fuyard », du « déserteur » symbolique, que celle du prêcheur fanatisé. Il ne faut pas se réjouir trop vite, il ne faut pas exprimer trop vite son soulagement, mais un fait est sûr : l'avenir reste ouvert... à l'imprévisible !

* Benjamin Stora est professeur d'histoire du Maghreb contemporain. Derniers ouvrages : *Lettres, récits, et carnets des Français et des Algériens pendant la guerre d'Algérie*, Les Arènes ; *Bibliographie de l'Algérie indépendante*, CNRS éditions (à paraître).

<http://www.europe1.fr/International/Scenes-de-fraternisation-en-Tunisie-381181/>

Infos
International

Scènes de fraternisation en Tunisie

Par Europe 1.fr avec Sébastien Krebs

Publié le 21 janvier 2011 à 13h25 Mis à jour le 21 janvier 2011 à 14h26



Il y a une semaine, les forces de l'ordre chargeaient sur les manifestants © MaxPPP

Alors qu'elle tirait sur la foule il y a une semaine, l'armée fraternise désormais avec le peuple.

La scène était inimaginable il y a une semaine. Des policiers applaudis par les manifestants. Ils viennent de laisser passer les personnes venues défiler devant le siège du RCD. Autrefois considérée comme le bras armé de la dictature, la police semble désormais avoir changé de bord. Fini les boucliers anti-émeutes, les gaz lacrymogènes. Certains militants vont même jusqu'à leur serrer la main.

"Les policiers sont à nos côtés", dit un militant dans l'union générale des tunisiens.

Les militaires sont encore plus populaires. Les chars sont toujours là mais les soldats se contentent de lire leur journal. Les manifestants n'hésitent pas à se faire photographier devant les blindés.

<http://www.europe1.fr/International/Apres-la-revolution-la-chasse-aux-sorcieres-380013/>

Après la révolution, la chasse aux sorcières

Par **Maud Descamps et Damien Gourlet**

Publié le 20 janvier 2011 à 17h09 Mis à jour le 20 janvier 2011 à 18h48

Les Tunisiens veulent voir les pros Ben Ali jugés, mais prennent parfois les devants de la justice. © MAXPPP

Les Tunisiens veulent voir les pros Ben Ali jugés, mais certains prennent les devants de la justice.

Ils sont décidés à aller jusqu'au bout, comme si le moindre stigmaté laissé par Ben Ali devait disparaître. Après avoir chassé Zine el-Abidine Ben Ali, à la tête du pays depuis 23 ans, la population veut aller encore plus loin et voir tous ceux qui ont bénéficié d'avantages sous le régime de Ben Ali payer pour le soutien qu'ils lui ont apporté. Une chasse aux sorcières qui pourrait coûter cher à la révolution du jasmin.

"Tous ceux qui ont collaboré doivent disparaître"

Exemple, dans les médias : les journalistes du quotidien la *Presse de Tunisie* ont limogé leurs dirigeants qui étaient proches du pouvoir. Au fil des ans, le journal était devenu un porte-voix du régime de Ben Ali. Les journalistes ont fini par reprendre les rênes et c'est un comité de rédaction composé d'une dizaine de journalistes qui décide du contenu du journal.

A la Caisse nationale de la sécurité sociale tunisienne le scénario a été un peu plus musclé. Les employés ont expulsé leur patron mercredi l'obligeant à fuir par la porte de derrière, rapporte l'envoyé spécial d'Europe 1 en Tunisie. Khaled, un des salariés, s'insurge contre son patron : "il a eu de pots-de-vin, c'est un collaborateur de l'ancien dictateur ! Il n'y a aucune

personne dans la haute administration qui n'a pas eu une relation directe avec Leïla [la femme du président] ou le clan Ben Ali. Tous ces hauts responsables sont les sbires de Ben Ali. Tous ceux qui ont collaboré avec ce régime doivent disparaître", conclut l'homme, en colère.

"On ne peut pas tous les chasser"

"Il est naturel qu'après la révolution vienne le temps du règlement de compte", analyse Antoine Sfeir, spécialiste du Maghreb, pour Europe1.fr. "Mais l'Histoire nous a montré que ce n'était pas la bonne solution. Il faut laisser se faire la période de transition, pour que vienne ensuite le temps des procès", ajoute-t-il. Une attente jugée trop longue par une partie des Tunisiens qui ont décidé de faire eux même "le ménage".

Mais l'ire de la rue pourrait avoir de graves conséquences pour le pays. "Il ne faut pas que la Tunisie parte dans une chasse aux sorcières", prévient Karim Douichi, directeur de publication de *Maghreb Intelligence*. "Si on veut jeter à la mer tous ceux qui ont bénéficié d'avantages sous le régime de Ben Ali alors on fait disparaître la moitié du pays", analyse le spécialiste du Maghreb. Un point de vue que partage Emna Benjemaa, bloggeuse et journaliste à Tunis. "On a un pays à reconstruire, mais on a besoin d'hommes d'affaires, de fonctionnaires", explique la jeune femme de 33 ans à Europe1.fr. "Même si on sait que la plupart ont eu des passe-droits sous Ben Ali, on ne peut pas tous les chasser, sinon il ne restera plus personne pour faire fonctionner l'économie".

Risque de division du pays

Mais Emna Benjemaa espère vivement que certains responsables seront jugés. "Je pense qu'il faudra du temps pour que la justice s'organise, mais cela se fera", confie la bloggeuse. Un premier pas a été fait en ce sens le 12 janvier dernier, date à laquelle le Premier ministre tunisien, Mohamed Ghannouchi, a annoncé la création d'une commission chargée d'enquêter sur la corruption. C'est sur ses travaux que se basera la justice pour juger les responsables corrompus proches de l'ancien président.

"Mais quelles seront les limites du "cercle Ben Ali"", s'interroge Karim Douichi. Le spécialiste craint que la chasse aux sorcières ne finisse par diviser la Tunisie. "Je pense qu'il faut savoir tourner la page", estime-t-il, soulignant que la véritable préoccupation des Tunisiens aujourd'hui doit être "le devenir de leur révolution".

<http://www.liberation.fr/monde/01012315283-tunis-savoure-son-etat-de-grace>

Monde 22/01/2011 à 00h00

Tunis savoure son état de grâce

Reportage

Tout en continuant de manifester contre le gouvernement, les Tunisiens découvrent le bonheur d'être libre.

Par CHRISTOPHE AYAD Envoyé spécial à Tunis



A Tunis, le 21 janvier 2011. (REUTERS)

«*La vie est belle !*» sourit Maha sous le soleil en traversant l'avenue Bourguiba. Les terrasses sont pleines, la foule déambule sur la principale artère de Tunis, coupée à la circulation par des chars. Mais les blindés sont décorés de bouquets apportés par des anonymes venus remercier l'armée. Sur la promenade, entre les arbres, des petits groupes se forment et se défont au gré de discussions passionnées. D'autres s'agglutinent devant la vitrine de la librairie Al-Kitab, qui a exposé tous les livres interdits sous Ben Ali : les rapports de Reporters sans frontières, les pamphlets du journaliste Taoufik Ben Brik, des ouvrages sur l'islam politique, ils sont tous là. On peut les voir, les toucher, mais pas encore les acheter : la patronne, Amel Chehimi, a passé commande et attend de voir si le département de la censure du ministère de l'Intérieur va, comme par le passé, bloquer ces livres. En attendant, elle fait signer une pétition pour la levée de la censure. Impensable il y a une semaine.

Sept jours après la fuite de Ben Ali, le centre de la capitale tunisienne est devenu une vaste agora, où vient s'exprimer un inextinguible besoin de parole. Chacun veut raconter son expérience de la dictature, donner son avis, ses conseils, sa vision des choses. Ceux qui parlent le plus fort ont souvent des choses à se reprocher : «*Les vestes sont réversibles*», rigole un badaud. Les discussions sont animées, mais empreintes d'un grand respect. Les islamistes, longtemps réprimés et encore peu nombreux dans les manifestations, sont bienvenus, mais quand l'un s'avise de crier «*Allah akbar*» ou de prier en public, il se fait gentiment rabrouer. La vie a repris un cours presque normal, en plus gai. Il y a des choses à lire dans les journaux. Tout le monde veut prolonger l'état de grâce. «*On vit, on sourit, on découvre ses voisins, on se parle*», se réjouit Maha, jeune fonctionnaire au ministère des Sports. Elle a quitté son bureau pour participer à la manifestation de vendredi, avant de retourner au travail : «*De toute façon, on n'a pas grand-chose à faire*», rigole-t-elle.

Peur du vide. Depuis le début de la semaine, pas un jour sans manifestation. Celle de vendredi se tenait devant les bureaux du Premier ministre. 1 000 à 2 000 protestataires scandant «*Ghannouchi, démission*» sous les fenêtres du chef du gouvernement de transition, qui a servi onze ans sous Ben Ali et assure aujourd'hui vouloir conduire le pays à la démocratie. Les manifestants chantent leurs slogans presque au visage des forces anti-émeutes qui menaient la chasse à l'homme dans les rues de Tunis il y a une semaine. Soudain, l'avocate Radhia Nasraoui, célèbre militante des droits de l'homme, reconnaît un policier en civil dans le cordon : «*C'est ce type qui nous terrorisait il y a quelques jours. Ce n'est pas possible de faire la démocratie en laissant ces gens en place. Le RCD, qui nous a fait tant de mal depuis Bourguiba, doit être dissous. Il faut un gouvernement sans participation des symboles de l'ancien régime.*»

Les partis d'opposition se consultent. Mais deux formations, Ettajdid et le Parti démocratique progressiste (PDP) de Nejib Chebbi, continuent de siéger au gouvernement d'union nationale, sous la houlette de Ghannouchi, en agitant la peur du vide. Celle-ci pourrait selon eux entraîner un coup d'Etat militaire. Cet attelage hétéroclite, où les anciens du RCD de Ben Ali contrôlent tous les ministères importants sauf la Justice, pourra-t-il tenir longtemps ?

Jeudi, au premier Conseil des ministres, le chef du gouvernement et le ministre de l'Intérieur, Ahmed Friaâ, sont arrivés escortés de «ninjas», des policiers antiterroristes cagoulés, sous les quolibets de la foule. Slim Amamou, lui, a été applaudi : ce jeune blogueur, emprisonné et relâché en janvier, a passé son premier Conseil des ministres à raconter les discussions en temps réel sur Twitter. A la même table siégeait Moufida Tlatli, réalisatrice des *Silences du palais...* et signataire cet été d'un appel pour que Ben Ali se représente en 2014. Dans la même semaine, Ghannouchi a téléphoné à Ben Ali - ce qui a beaucoup choqué les Tunisiens - mais aussi au porte-parole du parti islamiste interdit Ennahda... Ainsi va la Tunisie, avec un gouvernement qui passe son temps à courir après l'opinion sans jamais la rattraper.

En une semaine, ce gouvernement a prononcé la dissolution du bureau politique du RCD - l'ancien parti Etat, qui a lui-même dissous son comité central -, libéré une partie des prisonniers d'opinion (dont le journaliste Fahem Boukadous) et commencé à travailler à une loi d'amnistie et à une autre légalisant des partis interdits. Il a également mis en place les trois commissions qui vont plancher sur la réforme institutionnelle, la corruption et la répression des dernières semaines. *«C'est l'effervescence, ça part dans tous les sens et c'est très bien comme ça»*, se réjouit Khemaïs Chammari, vieux routier de la gauche. Mais cela continuera-t-il encore longtemps ? Qui s'épuisera le premier : les manifestants ou le gouvernement Ghannouchi ? Le nombre relativement faible de manifestants ne doit pas tromper : ceux-ci résument le sentiment d'une majorité de Tunisiens, qui redoute par-dessus tout une reprise en main par les hommes de l'ancien régime. Vendredi, Emad, un fonctionnaire du ministère des Finances, était sorti regarder la manifestation, juste devant son bureau : *«On ne peut pas continuer avec Ghannouchi et Friaâ. Ces gens-là ne changeront jamais. Friaâ, dans son discours de mardi, nous a engueulés. Il n'a pas eu un mot pour les martyrs.»* En contrebas, une lycéenne de 17 ans, Sohna, agite sa pancarte et explique : *«Je ne sais rien de la politique et j'ai été éduquée dans le silence. Mais je ne veux pas qu'on me vole ma liberté.»*

Aveugles. Cette révolution de la parole gagne de jour en jour entreprises et institutions. Mercredi, des employés de la compagnie d'assurances publique Star ont viré leur patron, qu'ils accusent de corruption. Idem à la Banque nationale agricole, mais aussi à l'Utica, le Medef local, qui a débarqué Hedi Jilani, trop lié aux Ben Ali. A la radio-télévision, des comités de syndicalistes ont pris le contrôle du journal télévisé : pendant ce temps, le PDG, enfermé dans son bureau, faisait fonctionner la broyeuse à plein régime. Même les aveugles ont manifesté pour renverser le président de leur union, *«vendu à Ben Ali»*.

Vendredi matin, c'était au tour des hôtes de Tunisair de rejoindre la contestation. En tenue de travail, elles occupaient la cour du siège de la compagnie, réclamant la démission immédiate de leur PDG, Nabil Chettaoui. Sarah Slama, particulièrement remontée, brandissait une pancarte bricolée : *«PDG-RCD démission.»* Elle est venue en tenue, brushing et maquillage impeccables. A ses côtés, Wafa Lajimi est en colère : *«Chettaoui a vendu les secteurs les plus profitables, comme le duty free, à des proches de Ben Ali. Les Trabelsi, la belle-famille du Président, étaient toujours en classe Privilège, ils fumaient et se croyaient tout permis. Leurs proches ont été promus à des postes à responsabilité, sans aucune expérience.»* Enfermé dans son bureau, au cinquième étage, Nabil Chettaoui se fait excuser.

Karim Daoud, un haut cadre, est envoyé tresser son éloge. Il le défend, les mains moites et la voix tremblante : *«Nous sommes en train de vivre une période qui n'est pas des plus simples. Tout le monde doit répondre de ses actes et nul n'est au-dessus des lois. M. Chettaoui est prêt à répondre à toutes les questions sur sa gestion devant la commission de transparence. Mais la liberté d'expression ne doit pas céder la place à l'anarchie.»* L'anarchie ? Non, la révolution du jasmin.

http://www.lepoint.fr/monde/tunisie-la-caravane-de-la-liberte-sous-les-fenêtres-du-premier-ministre-ghannouchi-23-01-2011-131005_24.php

Le Point.fr - Publié le 23/01/2011 à 09:43 - Modifié le 23/01/2011 à 19:06

TUNISIE - La "caravane de la liberté" sous les fenêtres du Premier ministre Ghannouchi

Les manifestants réclament toujours la démission du gouvernement de transition dans lequel figurent des proches de Ben Ali.



Les manifestants font le siège du palais de la Kasbah qui abrite le Premier ministre, à Tunis © Karam Nasser / AP / Maxppp

Source AFP

"Un mois, deux mois, trois mois ! Jusqu'à la chute du régime !" Criant leur détermination, des milliers de Tunisiens, dont des jeunes venus du centre frondeur et déshérité du pays, ont entamé dimanche à Tunis le siège du palais de la Kasbah, qui abrite le Premier ministre. "Le peuple vient faire tomber le gouvernement", proclame une banderole accrochée aux grilles du bâtiment, témoignant de la défiance de la rue à l'égard des autorités de transition, dominées par des caciques de l'ancien régime.

Menzel Bouzaiane, Sidi Bouzib, Regueb : un millier de manifestants de ces bourgades considérées comme les foyers les plus actifs d'un mois de soulèvement populaire qui a provoqué, le 14 janvier, la chute du régime honni du président Zine el-Abidine Ben Ali, sont arrivés dimanche dans la capitale. "Nous sommes venus pour faire tomber les derniers restes

de la dictature", explique Mohammed Layani, un vieil homme drapé dans un drapeau tunisien, membre de cette "caravane de la libération", comme l'ont baptisée ses participants.

Tunisie miniature

Partis samedi du centre du pays, les protestataires ont atteint dimanche matin Tunis, en dépit du couvre-feu, en alternant marche et trajets en un convoi hétéroclite de voitures, de motos et de camionnettes. "Ils ont volé nos richesses, ils ne voleront pas notre révolution", scandent sous les fenêtres du Premier ministre Mohamed Ghannouchi les "marcheurs", rejoints par un flot continu de manifestants de Tunis qui ont porté leur nombre à plusieurs milliers - 3.000 selon un policier sur place.

Quelques membres des forces de l'ordre se tenaient devant les portes de bois massif du "Premier ministère", qu'un graffiti a renommé "ministère du peuple", à quelques mètres des manifestants, qui appelaient à la démission du gouvernement et chantaient l'hymne national. Syndicalistes, opposants de gauche, islamistes, citoyens ordinaires, femmes et enfants, la foule offrait une image en miniature de la Tunisie, où les revendications politiques se mêlaient aux considérations sociales.

"Nous sommes marginalisés à l'intérieur du pays, toutes les richesses sont concentrées sur la côte. Mais notre demande principale, c'est la liberté avant le pain. On veut faire tomber ce régime fasciste et corrompu", explique Samir, un jeune venu d'un village rocailleux du centre du pays, bien loin de la Tunisie des stations balnéaires de carte postale. Rokia est venue avec ses trois soeurs pour "dénoncer l'injustice": "On est toutes les quatre diplômées de l'enseignement supérieur et on n'a pas réussi à trouver un travail car on n'était pas membres du RCD", le Rassemblement constitutionnel démocratique, parti hégémonique de Ben Ali.

Les islamistes à découvert

Absents de la révolte populaire, les islamistes, dont plusieurs centaines de militants sont actuellement emprisonnés, apparaissent désormais au grand jour. "La révolution a été faite par le peuple mais c'est nous, les islamistes, qui en avons payé le prix, à travers toutes les injustices que nous avons subies pendant des années", a témoigné Mohammed Hedi Ayari, militant du parti islamiste Ennahdha, interdit et persécuté par le régime Ben Ali.

Alors que, samedi, les policiers avaient rejoint en masse les manifestations, bras dessus bras dessous avec des militants qu'ils matraquaient quelques jours plus tôt, le climat est plus tendu dimanche avec les marcheurs de la "Caravane", qui brandissaient les portraits des victimes de la répression de la révolte populaire au cours de laquelle au moins 100 personnes ont été tuées selon l'ONU. "Ce n'est pas la révolution du Jasmin, c'est la révolution du sang, et elle n'est pas terminée. Nous sommes venus pour venger le sang de nos martyrs tombés pendant l'Intifada", lance un jeune homme au regard noir.

<http://www.come4news.com/ben-ali-un-louche-coup-de-babouche-539113>

Ben Ali : un louche coup de babouche...

23 Jan 2011

On ne sait trop qui (Guéant ? Carlita ?), à l'Élysée ou à Matignon (Fillon soi-même ? un-e conseiller-e ou un -e ministre, sans doute pas MAM...), a convaincu qui de se débarrasser du clan Ben Ali comme d'une vieille savate au lieu de l'accueillir en grandes pompes. Car initialement, et Sophie Roquelle, du Figaro, entre autres, a lâché le morceau, tout le clan Ben Ali devait s'installer dans ses cossus immeubles parisiens ou diverses résidences secondaires hexagonales. Sans que personne y voit goutte ? A d'autres...

« On » (le consul Pierre Deval) avait un peu poussé le dey d'Alger à user de son chasse-mouches pour châtier l'insolence et l'outrecuidance. « On » ne sait trop qui a finalement réussi à infliger à Ben Ali de se voir interdire de se poser au Bourget pour y retrouver Marouane, Cyrine et Nasrine (gendre et filles de Zine Ben Ali). L'appareil dans lequel il avait pris place avec son épouse et quelques accompagnateurs ainsi que des babioles (genre colifichets coûteux) survolait la Sardaigne lorsque « la France » fit savoir que, finalement, non, les Ben Ali pouvaient aller se faire pendre ailleurs. On leur fit « tourner babouches » sans autre forme de politesse. Sophie Roquelle cite, au nombre des participants au comité d'accueil sur le tarmac du Bourget, Christian Lambert (préfet de Seine-Saint-Denis), la directrice de la Police aux frontières et sans doute Daniel Dubois, son adjoint, environ 90 officiers, gradés et gardiens d'une CRS qui pourrait être la 1 (chargée des voyages officiels et déplacements de personnalités). Mieux encore, son article du Figaro est intitulé « Leila Ben Ali préparait son installation avenue Foch ». Pour sa part, le Canard enchaîné a indiqué que l'avion des Ben Ali était attendu « sur l'aérodrome militaire de Villacoublay ». Bah, prévoir une destination de rechange, ou laisser filtrer une fausse piste, cela peut s'imposer dans de tels cas.

Mais c'est quand même bizarre. Voilà des gens un peu en vue, un peu connus, qui se font offrir par les Tunisiennes et les Tunisiens un « somptueux hôtel particulier » avenue Foch, après l'acquisition d'un autre, dans le Marais (près de chez l'ami Bernard-Henri Levy, Place Royale, dite des Vosges ?), entre juin et septembre dernier, et qui multiplient les dépôts dans des agences françaises (notamment parisiennes) de banques françaises, tunisiennes et suisses. On croyait que, après les affaires de Liliane Bettencourt, les banques seraient plus loquaces : il n'est donc rien. Alors, si on veut bien croire qu'un Serge Moati n'ait vu (ou voulu voir) « absolument rien » de la maladie de Ben Ali, de la répression féroce des opposants, et de l'exaspération des Tunisiennes et Tunisiens, on s'étonne quand même.

Selon le Canard enchaîné, ni nos diplomates (si ce n'est l'attaché militaire à Tunis), ni nos barbouzes, ni nos multiples honorables correspondants en Tunisie (hommes d'affaires... demi-mondaines... cultureux...), n'avaient rien pressenti. Selon des propos attribués à MAM, ce seraient les Étatsuniens qui auraient pris langue avec l'armée tunisienne pour lui suggérer, sans rien dire à personne d'autre, de pousser les Ben Ali et Trabelsi vers la sortie. Si tous ces gens rémunérés par les contribuables français sont des incapables, pourquoi continuent-ils à émarger au budget de l'État ? Il serait plus crédible de penser qu'on ait feint de ne rien voir, soit parce qu'« on » avait bien pressenti ce qui se tramait et qu'« on » s'était vu retoquer sa dépêche par un Kouchner, un Guéant ou un autre, soit parce que, tout simplement, Sarkozy et Fillon n'ont plus de prise sur rien.

Ce qui est certain, c'est que Sarkozy et Fillon tiennent MAM en une telle estime que, si jamais ils avaient eu vent de quoi que ce soit, c'est la ministre des Affaires étrangères qui en aurait été la dernière avertie. Ils la prennent quasiment pour une jeanfoudre, une inapte, que ce soit à l'Intérieur, à la Justice, ou partout ailleurs. Assez servile, toutefois, pour avoir réellement été, un temps, une première ministrable à peu près crédible, tout comme Fillon le reste actuellement.

Ce qui est très farce, c'est que notre grand ami Kadhafi, toujours bienvenu chez nous pour y planter sa tente et faire brouter ses dromadaires et ses chèvres, avait, lui, opéré un rapprochement encore plus étroit avec le clan Ben Ali (en attendant de faire ami-ami avec son successeur), mais ce grand cachotier ne nous aurait rien dit. Pourtant, certaines de ses décisions étaient publiques. Il suffisait de lire la presse libyenne ou tunisienne.

Si un Moati, une Gisèle Halimi, quelques autres, nous prennent pour des niais, tout comme une Jeanne-Marine La Pen qui considère que seule une dictature (par exemple, celle qu'elle instaurerait bien volontiers) peut contenir la menace islamiste – l'Indonésie, république au moins aussi démocratique que la France, si ce n'est davantage, premier pays musulman au monde, semble pourtant administrer la preuve du contraire – j'ai aussi l'impression confuse que d'autres nous dissimulent quelque chose. Je subodore même comme un enfumage dans ce très bas profil adopté par celles et ceux censés nous gouverner (nous tondre, ça, c'est plus sûr). Ou nous amuser, comme Frédéric Mitterrand qui, dans une adresse au peuple tunisien, assure qu'on l'avait mal compris.

Mon hypothèse, ni très raisonnée, ni très raisonnable peut-être, je l'accorderai volontiers, c'est que le clan Ben Ali avait assuré à qui devait y accorder foi que sa succession était prévue, ordonnée, etc. Je veux bien admettre que les Tunisiennes et les Tunisiens soient spontanément descendus dans la rue : il ne faut pas être très clairvoyant ou prophète pour pronostiquer que, si Sarkozy est remercié en 2012, une certaine liesse s'emparera de la France, et qu'elle sera sans doute encore plus bruyante si ce n'est pas la Marine qui le débarque. Mais il n'y a sans doute pas que le clan Ben Ali à s'être amusé à rouler nos prétendus dirigeants dans la farine (d'ailleurs, question apprentissage du silence, la Côte d'Ivoire est une bonne salle de classe).

De manière assez amusante, ce bon faiseur qu'est Jacques Attali a cru bon de déclarer que « rien n'était tant prévisible que la révolution du jasmin » (en fait, le verbatim serait « rien n'était plus attendu », mais j'ai adapté de l'anglais) pour ajouter aussitôt que la date de son déclenchement était totalement imprévisible, évidemment, et il faut le croire sur parole. Attali, qui considère sans doute qu'une bourgeoisie florissante créant un maximum de chômage et de désespoir populaire est souhaitable pour que les marchés croissent et embellissent, n'avait donc pas été mis au parfum non plus. C'est vous dire l'opacité des dits marchés : même leurs plus proches et chauds partisans ne sont mis au courant de rien. Ou alors, en tout cas, ils font bien semblant.

Sans tomber dans une fumeuse nouvelle théorie du complot, j'ai peine à croire que personne, vraiment personne n'ait rien humé, rien pressenti, et bien sûr rien ourdi. Bon, il y a bien celui que le « fraternel » souteneur de Philippe Val, Pierre Marcelle, a salué dans un billet pour avoir mouché Moati et Halimi : Taoufik Ben Brik (lequel, pour conclure l'émission de France Inter, « Comme on nous parle », avait remercié toutes ces personnalités françaises qu'il n'avait jamais entendu critiquer les Ben Ali, ou notre ami le roi du Maroc et quelques autres, auparavant). Dès mai 2010, paraît-il, Ben Brik aurait envisagé la chute du régime tunisien. Le fraternel souteneur du Val, qui ne manque pas de talent, évoque, à propos de la Tunisie « la volonté délibérée de regarder ailleurs ». Délibérée par qui ? Ou plutôt gentiment suggérée par d'amicaux conseils ?

Dans son billet sur l'émission, Pierre Marcelle enchaîne sur le cas de Stéphane Hessel, interdit par Sarkozy et consorts d'animer une causerie à l'École nationale supérieure. Les conseillers amicaux sont, par exemple, de plus en plus fréquemment, une Bernice Dubois, qui propage

des contre-vérités et de francs mensonges soigneusement distillées sur Stéphane Hessel. À l'en croire, il serait pire qu'un Michel Dubec (voir ce nom sur Google), en prétendant être d'ascendance juive pour, lui, Hessel, discréditer Israël, et il se serait quasiment inventé la plupart de ses faits d'armes de résistant (je force le trait ; elle ne s'en prive guère, c'est de bonne guerre). Bernice Dubois est l'une de ces pseudo-intellectuelles et pseudo-militantes de la bienpensance si possible juteusement subventionnée qui, en compagnie d'Alexandre Feigenbaum et Kébir Jbill, a cosigné Recettes pour l'anéantissement du peuple juif (éds L'À part de l'esprit). Bernice Dubois a considéré que Stéphane Hessel « n'est victime que de ses propres mensonges », un peu comme les Palestiniens et les « Arabes » d'Israël, qui inventeraient que des soldats de Tsahal, encouragés ou non par leurs supérieurs, tireraient parfois à balles réelles sur des enfants (tout comme, en face, surtout au Hamas, on fait bien peu de cas de la petite jeunesse israélienne).

Cette Bernice Dubois suffirait à elle seule à décrédibiliser et rendre odieuse la communauté juive toute entière si tant était que cette nébuleuse soit une et indivisible, ce qui n'est absolument pas le cas. D'ailleurs, les stipendiés directs ou indirects du Likoud ont, avec Hessel, un cas quelque peu embarrassant : d'un côté, il n'affectionne pas trop le Likoud, de l'autre, il ne couvre pas un DSK d'opprobre. Le fraternel souteneur du Val n'ayant pas été franchement christique avec Hessel, qu'il rapproche de Julliard ou de Rocard (pas déjà de Ferry ? non, Marcelle n'est pas Bernice Dubois, il a encore un peu le sens de la mesure), on va bientôt se demander s'il n'est pas devenu « mode » de taper sur ce vénérable social-démocrate qu'est Hessel. Le voilà suspect. Au fait, n'aurait-il pas, lui aussi, des avoirs ou des participations aux affaires des clans Ben Ali-Trabelsi ? Comme, d'ailleurs, de très nombreux Français, de très nombreuses Françaises, dont certaines et certains revendiquent aussi leur appartenance à la pseudo-communauté juive de France. Ou n'auraient-ils pas, comme peut-être Henry Haïm « Serge » Moati, bénéficié de facilités du régime Ben Ali, pour, par exemple, obtenir rapidement un permis de construire ? Franchement, je n'en sais rien, et si Moati possède bien, comme on la lui prête, une villa en Tunisie, il est fort possible que sa construction remonte à l'époque des Bourguiba, voire ait été antérieure au protectorat. Qui veut la fin (j'admets, ce billet devient longuet), ne veut pas forcément les moyens d'une Bernice Dubois.

Au cours des dernières décennies, les relations entre la Tunisie de Ben Ali et l'Israël de ses gouvernements successifs ont été à la fois intimes (Israël compte d'assez nombreux ressortissants issus de Tunisie) et contrariées. On se souvient que l'aviation israélienne n'avait pas été trop chiche de dommages collatéraux lors du bombardement du siège de l'OLP à Hamman Chott, au sud de Tunis, le 25 septembre 1985. C'était du temps où l'épouse et la nièce d'Habib Bourguiba tenaient encore à peu près les rênes du pouvoir. Ben Ali est alors, ce me semble (pas sûr... donc), revenu de son poste d'ambassadeur en Pologne pour devenir secrétaire d'État à la Sûreté intérieure, et non point déjà ministre de l'Intérieur. Parvenu au pouvoir, au terme de ce qu'on nomma déjà « la Révolution de jasmin » (eh si...), l'une de ses premières décisions, concrétisée au terme d'une visite officielle en France et d'une rencontre avec François Mitterrand, sera d'assurer la couverture radar du territoire tunisien avec des matériels majoritairement français. Ce n'est que plus tard, vers 1990-1991, que Ben Ali commence à traquer les islamistes, puis les opposants proches de presque tous les religieux musulmans. Il faut aussi se souvenir que l'opposition tunisienne, un temps soutenue par la Libye (incursion armée de janvier 1980 à Gafsa, nouvelles menaces libyennes en 1983), est aussi démunie que la libyenne du roi Ali el-Senoussi en exil à Londres. Cette traque des islamistes s'accompagne, dès 1992, de déclarations qui valaient appel du pied à Israël (ou à des soutiens d'Israël) pour investir en Tunisie. Les relations diplomatiques avec Israël sont

rétablies en 1996 (pour être de nouveau rompues en 2000 à la suite de l'Intifada). Mais, en 2005, Ben Ali invite officiellement Ariel Sharon à venir participer à un sommet international sur les TIC. Ben Ali favorise aussi la restauration de l'architecture juive, subventionne le rabbinat, &c. D'un autre côté, la réconciliation de Ben Ali avec Kadhafi n'a pas franchement réjoui les milieux pro-israéliens.

On a un peu vite oublié qu'en août 2010, des émeutes avaient opposé, à Ben Guerdane, commerçants importateurs de produits étrangers et police tunisienne. Pour, officieusement, limiter ces importations (la balance commerciale tunisienne est déficitaire), la Lybie avait instauré une taxe de 80 euros par passage frontalier et par voiture, puis fermé son poste frontière de Ras Jdir. En fait, cela fut interprété comme un service rendu aux clans Ben Ali et Trabelsi qui, après avoir conduit les commerçants à la faillite, auraient pris le contrôle de ces importations. Dès que les choses ont commencé à très mal tourner pour Ben Ali, Kadhafi a laissé entendre aux chômeuses et chômeurs tunisiens qu'ils pourraient trouver à s'employer en Libye. Mais ce n'est pas vraiment ce type de complicité qui pouvait réellement émouvoir Israël.

Il y a plus d'un millier d'entreprises françaises en Tunisie, plus de 7 000 résident·e·s français·es sur la seule île de Djerba, et toutes et tous ne sont pas, très loin de là, à capitaux « juifs » ou à se réclamer d'une communauté israélite ou juive. Cela ne fait pas plus de tous ces gens des complices de Ben Ali que de la fictive « communauté » juive française une fraternelle souteneuse des Trabelsi : parmi les militantes et militants des partis français qui s'étaient nettement prononcés contre la dictature de Ben Ali (presque tous à la gauche du PS), il y a des personnes de culture juive. En revanche, chez celles et ceux qu'on appelle des leaders dominants d'opinion, on est parfois singulièrement en connivence, ne serait-ce que par son silence (qui ne dit mot...), avec les plus vociférateurs des membres de cette supposée communauté.

De ce point de vue, Pierre Marcelle n'a pas tort. Il y a bien une proximité entre la censure exercée contre Stéphane Hessel, l'opinion palestinienne (qui n'est pas composée que de terroristes, très loin de là, et même, majoritairement, bien au contraire), et le silence complice, voire l'approbation ouverte, à l'égard de la dictature de Ben Ali (et d'autres, d'ailleurs), depuis Marine Le Pen, ex-soutien de Saddam Hussein, jusqu'à certains membres de la direction du PS, pour faire court.

Cela étant, c'est peut-être une vue franco-française : traitant du silence complaisant envers Ben Ali dans *Le Monde*, Myriam Marzouki, fille de l'opposant tunisien Moncef Marzouki, n'évoque absolument pas cet alignement sur ce que pourrait penser Israël ou ses inconditionnels en France. Relevons toutefois que le CRIF (le Conseil « représentatif » des institutions juives de France), qui avait « profondément déploré » l'opération maritime militaire contre le convoi naval turc destiné à Gaza (en mai 2010), n'a pas très fort démenti Silvan Shalom (vice-Premier ministre israélien) qui a vu, dans la chute de Ben Ali, le risque que des évolutions trop brutales favorisent, dans le monde dit « arabe », des menées hostiles à Israël. Ce en quoi, il n'a pas forcément tort. Les propagandistes propalestiniens ont vu, dans le départ de quelques jeunes Juifs tunisiens vers Israël, une « exfiltration » d'agents du Mossad. Ce n'est pas du tout sûr. Et rien n'est simple : même parmi les sympathisants du Crif, il en était d'hostiles aux clans Ben Ali et Trabelsi. De plus, pour dénoncer un pouvoir corrompu, il faut être soi-même hors d'atteinte d'accusations de corruption, ce qui n'est le cas ni des classes dirigeantes françaises (politiques et autres), ni des israéliennes.

L'argument vaut ce qu'il vaut car seul l'avenir peut lui donner un poids : ce que craint la droite israélienne – et non pas nécessairement la nation israélienne – ce n'est pas vraiment qu'un régime populiste islamiste vienne, en Tunisie, apporter une caution, au moins verbale, au Hamas ou au Hezbollah. C'est au contraire qu'une majorité laïque appuie autrement qu'en paroles une majorité palestinienne laïque qui saurait trouver des appuis, y compris en Israël.

De ce point de vue, un Hessel, qu'on ne peut guère taxer d'antisémitisme et d'extrémisme (à moins de, bien sûr, délivrer un certificat de gauchisme à DSK), est beaucoup plus inquiétant et dérangeant qu'un Ben Ali... Pas seulement pour la droite israélienne... Souhaitons aux Tunisiennes et Tunisiens, de toutes origines, confessions ou sans, plutôt des Hessel que des officiels du Hamas, du Hezbollah, ou du... Crif. On peut sans doute leur souhaiter encore mieux. Mais après Ben Ali, ce serait déjà une avancée considérable.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iRZo6xryUxcRFqso0ISPW8NUbhSg?docId=CNG.7f8895f295e6bb2480d6653b74be5a25.261>

Tunisie: affrontement manifestants-policiers devant les bureaux du Premier ministre

(AFP) – 23 janv. 2011

TUNIS — Des manifestants ont jeté lundi matin à Tunis des pierres et des bouteilles sur des policiers anti-émeutes qui ont riposté par des tirs de gaz lacrymogènes près des bureaux du Premier ministre du gouvernement de transition controversé, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Ces incidents se sont produits alors que des policiers anti-émeutes tentaient d'exfiltrer des fonctionnaires du siège du gouvernement du Premier ministre Mohammed Ghannouchi.

Des dizaines de manifestants qui avaient passé la nuit sur place malgré le couvre feu se sont précipités vers eux en courant, provoquant un mouvement de foule, a constaté le journaliste de l'AFP. Des policiers ont tiré quelques grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants qui leur jetaient des pierres et des bouteilles.

L'incident a été bref mais la tension restait vive sur la grande esplanade qui jouxte les bureaux du Premier ministre où des militaires parlaient avec les manifestants pour tenter de les calmer.

Une semaine cruciale pour la survie du gouvernement tunisien de transition a débuté lundi.

Loin de s'effiloche, la mobilisation contre la présence dans l'exécutif de caciques du régime du président déchu Zine El Abidine Ben Ali s'est accentuée pendant le week-end.

Elle s'exerce désormais de jour comme de nuit devant le Palais de la Kasbah, qui abrite les bureaux de M. Ghannouchi, une semaine après la nomination de son "gouvernement d'union nationale", chargé de remettre le pays sur les rails et de préparer des élections libres et démocratiques d'ici six mois.

Un millier de jeunes ruraux venus des bastions de "la révolution du jasmin", dans le centre-ouest de la Tunisie, ont débarqué dimanche dans la capitale au sein d'une "Caravane de la

libération", avec la ferme intention de n'en repartir qu'après avoir obtenu la tête du gouvernement.

Ils ont été rejoints par quelques milliers de manifestants dans la journée et des centaines d'entre eux ont bravé le couvre-feu pour camper dans la nuit glaciale de Tunis devant le siège du gouvernement.

D'autres bataillons de province doivent prochainement débarquer à Tunis, selon des messages circulant Facebook.

Lundi est une journée test pour jauger l'évolution du rapport de force rue-gouvernement.

Ecoliers, collégiens et une partie des lycéens doivent reprendre le chemin des classes, fermées depuis le 10 janvier, quatre jours avant la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite.

Mais le syndicat des enseignants du primaire a appelé à une "grève générale illimitée" dès lundi, pour exiger un nouveau gouvernement débarrassé de tout ministre de l'ère Ben Ali, qui a régné d'une main de fer sur le pays pendant 23 ans.

<http://lci.tf1.fr/monde/afrique/2011-01/la-caravane-de-la-liberation-dispersee-a-tunis-6236019.html>

La "caravane de la libération" dispersée à Tunis

Par TF1 News, le 24 janvier 2011 à 11h27, mis à jour le 24 janvier 2011 à 14:21

Dossier : Crise en Tunisie

La police tunisienne a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui s'étaient installés devant les bureaux du Premier ministre afin de réclamer la démission du gouvernement de transition. Mais la contestation se poursuit, notamment dans les écoles.



Membres de la "caravane de la libération" manifestant à Tunis (23/01/2011) © www.abacapress.com

Tunisie, les manifestants ne désarment pas Vidéo LCIWAT sélectionnée dans Actualité

Les heurts ont repris dès lundi matin, après une nuit tendue dans les rues de Tunis. Des manifestants de la "caravane de la libération", venus la veille des zones rurales déshéritées de l'intérieur de la Tunisie avec la ferme intention de faire chuter le gouvernement, ont jeté des pierres et des bouteilles sur des policiers anti-émeutes, alors qu'ils tentaient d'exfiltrer des fonctionnaires gouvernementaux. Les forces de l'ordre ont ensuite riposté par des tirs de gaz lacrymogènes. La "caravane de la libération" a ainsi été dispersée, marquant un changement d'attitude des forces de l'ordre. Des manifestants se rassemblent en effet depuis plusieurs jours sous les fenêtres du Premier ministre Mohamed Ghannouchi, mais les forces de l'ordre, elles-mêmes dans l'expectative quant à leur avenir, toléraient jusqu'ici leur présence. Depuis la fuite du chef de l'Etat, le 14 janvier, elles n'avaient eu recours qu'une fois aux gaz lacrymogènes, à l'occasion d'une manifestation sur l'avenue Habib Bourguiba, dans le centre de la capitale.

Des heurts qui donnent une idée du bras-de-fer qui se poursuit à Tunis, alors que ce lundi marque le début d'une semaine cruciale pour la survie du gouvernement de transition. Car loin de s'effiloche, et en dépit de la dispersion de la "caravane de la libération", la mobilisation de divers secteurs de la population - militants de gauche, syndicalistes, islamistes ou simples citoyens - contre la présence dans l'exécutif de caciques du régime du président déchu Zine El Abidine Ben Ali se maintient et se renforce. Elle s'exerce désormais de jour comme de nuit, malgré le couvre-feu, devant le Palais de la Kasbah, qui abrite les bureaux du Premier ministre Mohammed Ghannouchi, une semaine après la nomination de son "gouvernement d'union nationale", chargé de remettre le pays sur les rails et de préparer des élections libres et démocratiques d'ici six mois.

Lutte symbolique dans les écoles

Pourtant, le gouvernement fait le gros dos et semble toujours tabler sur un hypothétique essoufflement du mouvement, tout en s'efforçant de remettre le pays sur les rails en relançant notamment l'activité économique. Dans un entretien publié ce lundi par Le Figaro, Kamel Morjane, chef de la diplomatie, exclut ainsi de démissionner. "Mon poste de ministre, je le vois comme un moyen d'aider mon pays dans une période délicate. Je ne tiens absolument pas à rester au gouvernement mais je veux mettre mes compétences à son profit", explique-t-il, précisant avoir quitté le bureau politique du RCD, qu'il compare au gaullisme français. "Je reste fidèle à ses valeurs d'origine (...) Je resterai toujours sensible à cette mouvance même si je reconnais aujourd'hui qu'elle a dévié", ajoute le ministre.

Ce lundi est donc une journée test pour jauger l'évolution du rapport de force rue-gouvernement. Car outre les manifestations proprement dites, écoliers, collégiens et une partie des lycéens devaient reprendre le chemin des classes, fermées depuis le 10 janvier, quatre jours avant la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite. Mais le syndicat des enseignants du primaire a appelé à une "grève générale illimitée", pour exiger un nouveau gouvernement débarrassé de tout ministre de l'ère Ben Ali. Une grève qui semble massivement suivie : lundi en début d'après-midi, le secrétaire général du Syndicat national des enseignants du primaire faisait état de 90 à 100% de grévistes dans les écoles. Le gouvernement, lui, n'a fait aucun commentaire sur cette grève, encore moins sur son ampleur.

Par TF1 News le 24 janvier 2011 à 11:27

Tunisie : la Révolution des «Nouzouh»* n'a pas l'odeur du jasmin

Par Michael Ayari et Vincent Geisser



Pour Michael Béchir-Ayari et Vincent Geisser, chercheurs à l'Institut de recherche et d'étude sur le monde arabo-musulman, la « révolution » tunisienne réunit une dimension générationnelle et culturelle rappelant le mai 68 français ainsi qu'une dimension émeutière portée par un sous-prolétariat exclu et humilié. Décryptage.

Si la « **Révolution du jasmin** » évoque la douceur du parfum de la fleur du même nom, la « Révolution des œillets » au Portugal (Revolução dos Cravos) renvoyait, elle, à tout le moins pour les lusophones, aux clous de la crucifixion christique.

Aucune connotation sacrificielle dans la « révolution » tunisienne. Seuls demeurent un néo-orientalisme touristique et une sémantique rappelant celle des deux premières années du règne de l'« artisan du changement », **Zine El Abidine Ben Ali**, qui aimait qualifier précisément son « coup d'Etat médical » de « Révolution du jasmin ».

Guère étonnant que ce terme ait été contesté par les principaux acteurs de ce soulèvement populaire. S'il fallait donner le nom d'une fleur pour symboliser cette révolution, ça serait plutôt celle du **figuier de barbarie****, la seule « autorisée » à pousser dans ces régions arides.

Le retour à la normale prôné de ses vœux par le gouvernement de transition paraît bien plus inquiétant qu'un calme après la tempête. En effet, la brèche ouverte par la colère des exclus serait sur le point de se refermer.

Ces invisibles et ces sans-voix, dont les jeunes chômeurs issus des régions déshéritées du pays représentent le parangon, sentent mieux que n'importe quel observateur que **leur lutte est sur le point de servir les vieilles élites citadines**, comme naguère au XIXe siècle celle des ouvriers allemands avait pu servir le roi de Prusse. Pour comprendre ce scénario bien huilé, **il est nécessaire de revenir sur les moments et les dimensions de cette colère populaire.**

BASSIN MINIER DE GAFSA

Celle-ci se manifeste il y a deux ans lors du **mouvement du bassin minier de Gafsa**, quasiment inaperçu dans les médias français et tunisiens. Cette lutte de plus de six mois

appelait déjà au respect de la justice sociale et de la dignité.

Réclamer du travail revenait à s'attaquer à un véritable système de solidarités tribales, de népotisme et de clientélisme, encadré par la police et les responsables du parti au pouvoir. Le tout se déroulait sur fond de promesses de développement local dans une « zone d'ombre » dont les habitants n'avaient plus que leur honneur à perdre.

Des centaines de Tunisiens ont été arrêtés, torturés ou bien emprisonnés, plusieurs sont morts dans les affrontements avec la police. Et le gouvernement a fini par installer des unités de production industrielle, génératrices d'emplois autour de l'épicentre de cette révolte, sorte de répétition générale.

Le 17 décembre 2010, Mohammed Bouazizi s'immolait à Sidi Bouzid, dans le gouvernorat voisin, se détruisant, à défaut de détruire ceux qui l'ont détruit. Le 22 décembre 2010, toujours à Sidi Bouzid, Houssine Ben Faleh Falhi mourrait électrocuté sur un poteau électrique, alors qu'il proclamait haut et fort son droit à la dignité, tel Nidhal le héros du long métrage *Essaïda* réalisé en 1996 par le cinéaste tunisien Mohamed Zran.

Les émeutes, d'abord localisées dans cette petite ville du nom d'Abou Saïd, personnage populaire burlesque et miséreux, se sont rapidement propagées dans les régions les plus déshéritées du pays.

Les premiers slogans appelant au départ de « Ben Ali et de sa clique de voleurs » rythmaient les manifestations de soutien aux martyrs, suicidés ou victimes des tirs à balle réelle. Le 4 janvier 2011, l'annonce par *Achourouk*, journal pro-régime, du plus grand projet d'investissement dans le gouvernorat de Sidi Bouzid a, à rebours de l'effet escompté par les pouvoirs publics, déplacé le centre de gravité des affrontements vers **Kasserine**, chef-lieu du gouvernorat voisin à l'est. (Voir la carte)

Malgré le **climat de guérilla urbaine alourdi par les tirs de snipers**, les émeutes se sont diffusées dans la majeure partie des villes du pays n'atteignant pas toutefois les grands centres urbains.

En effet, il faut attendre l'intervention de la centrale syndicale, l'**Union générale tunisienne du travail** (l'UGTT), seule organisation possédant une réelle capacité de mobilisation populaire, pour que la colère s'y dirige, canalisée dans des manifestations organisées.

Dans le sillage de **la grève générale du matin du 14 janvier 2011**, des lycéens, étudiants, avocats, chômeurs, employés et bientôt une foule de Tunisiens criaient « dégage ! » à l'unisson devant le ministère de l'Intérieur précipitant la fuite de Ben Ali et la fin du premier acte de cette « révolution ».

NOUZOUH

Aussi, ce récit sommaire plaide-t-il, à juste titre, sinon pour souligner le rôle des **inégalités régionales** de développement et partant du sentiment d'injustice qu'elles entretiennent, du moins pour placer à l'origine de l'explosion de cette colère **le sous-prolétariat des régions de l'intérieur du pays**.

En effet, celui-ci est exclu sur le plan économique car chômeur et indigent. Il est exclu sur le

plan social car discriminé à l'embauche et humilié par ses diplômes le rendant paradoxalement responsable aux yeux du tout un chacun de son inactivité professionnelle ou de son « déclassement ».

Il est enfin exclu sur le plan politique, car ces jeunes « nouzouh », descendants des hilaliens et des tribus nomades, effraient les oppositions politiques et para-politiques légales composées en majorité d'**élites citadines de plus de 50 ans** concentrées dans le triangle huppé de la capitale (Carthage, La Marsa, Sidi Bousaïd).

Pour autant, cette révolte des « nouzouh » a enclenché une dynamique démocratique par le bas sur le point de s'enrayer. Au sein de **comités populaires spontanés**, ces jeunes, armés de bâtons parfois terminés de couteaux à l'image des paysans qui, jadis, attaquaient les cavaliers du Bey (le monarque), libéraient leur parole, devenant tous théoriciens du politique et spécialistes de droit constitutionnel. Délivrés de leurs stigmates, ils étaient acteurs de l'Histoire, chez eux, jusqu'à être récemment contraints de marcher symboliquement vers Tunis comme par réflexe ancestral.

Dans la capitale, certains y étudient déjà l'informatique, les sciences de la gestion ou les langues étrangères et transfigurent leur triple exclusion par une fascination pour l'imaginaire de la conspiration sur Internet, fréquentant parfois les jeunes bourgeois de Tunis (beldis) unis comme eux contre un moloch insaisissable présent tant dans les cerveaux que dans les flux électroniques.

« LAISSE-MOI VIVRE ! »

Car, une fois les inégalités régionales et sociales reléguées au second plan, reste **la lutte culturelle d'une jeunesse dont le sentiment d'étouffement est proportionnel à son désir de détruire ce qui entrave sa liberté d'être et d'avoir.**

En effet, tant décrié par les sorbonnards dans la France de mai 1968, l'accès à la **société de consommation** ne semble pas représenter une aliénation pour ces jeunes.

Au contraire, l'ouverture du marché tunisien à de nouveaux produits leur évoque davantage la possibilité d'endosser de nouvelles identités. Il faut croire que le pôle délimité par le modèle du mafieux type « Al Pacino » cristallisé de manière maladroite par **Imed Trabelsi**, le neveu de Leïla Ben Ali, ou celui de l'**islamiste salafiste de quartier**, trop idéologisé, voire « retourné » par la police, ne suscitent pas d'identification positive.

En effet, ils en ont assez de ne disposer que de quelques marges d'action entre ces deux extrêmes : jeune marié plus ou moins pieux écoutant le dernier CD MP3 de musique populaire que tout le monde possède, buveur de rouge ou de Celtia (la bière locale), fréquentant les discothèques « branchés » ou « squattant » dans le quartier, jeune femme séductrice portant lunette Ray-Ban ou bien affichant sa piété par un couvre-chef, gage de sérieux exhibé aux prétendants masculins.

Sur le plan idéologique, les choix se réduisent quasiment à un marxisme-léninisme aux relents tribalistes et étatistes, des convictions nietzschéennes de gauche ou de droite, une religiosité identitaire de type Islam *new age* de marché ou des croyances théologico-politiques plus totales et radicales alimentées par le spectacle télévisuel des exactions de l'armée américaine en Irak.

C'est comme si finalement, la société tunisienne entretenant de plus en plus d'airs de famille avec la société albanaise ou moldave, notamment sur le plan de ses pesanteurs traditionnelles, de sa corruption systémique, du développement de la prostitution de ses femmes et du tape-à-l'œil de ses bandes mafieuses, revendiquait son moment post-moderne à travers ses jeunes proclamant aux caciques du régime, aux nouveaux riches trop ostentatoires et aux idéologues de tout poil : « **lâche-moi !** » et « **laisse-moi vivre !** ».

MAI 68

À ce titre, cette « révolution » est une **révolution générationnelle semblable à un mai 68** qui aurait réussi, portée et publicisée par l'avant-garde résolue d'une société individualiste, incarnée par la figure émergente de l'« hacktiviste » féru de **Facebook** et amateur du film dystopique « *V pour Vendetta* ».

Les grandes transformations qui ont récemment affecté le tissu symbolique et socioéconomique de cette société maghrébine se sont manifestées chez les jeunes, tant par un brouillage des rôles entre les sexes que par un sentiment de paupérisation et de frustration générateur de dépressions psychologiques.

Elles ont également engendré un **déni de la souffrance d'autrui** destiné à masquer sa propre souffrance – une forme de banalisation du mal – et enfin une soumission à contrecœur à la hiérarchie des « vieux », moins éduqués, empêtrés dans des « archaïsmes » de pensée et de comportement.

Il faut croire que tout a voulu éclaté au même moment. Le régime autoritaire si inique qu'il soit sur le plan moral n'était pas l'unique cause de ce désarroi salvateur. En revanche, il en a représenté le symbole.

La « révolution » tunisienne réunit ainsi une dimension générationnelle et culturelle rappelant le mai 68 français ainsi qu'une dimension émeutière portée par un **sous-prolétariat exclu et humilié**. En ce dernier sens, elle demeure en phase avec les nouvelles mobilisations qui semblent se profiler en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Par ailleurs, sa « réussite », à tout le moins le fait qu'elle ait démantelé partiellement un régime et exclu ses représentants les plus zélés de l'imaginaire national, montre que le « volontarisme révolutionnaire » du gauchisme maoïste et tiers-mondiste est caduc. Elle révèle qu'**une révolution peut éclater sans qu'une minorité agissante insuffle l'esprit révolutionnaire à des masses « inertes », atomisées par la misère et le contrôle social.**

De ce point de vue, elle sert sans nul doute d'antidote aux désillusions de nombre de soixante-huitards du Maghreb et d'ailleurs, secrètement fidèles, malgré leur activisme d'antan, à la théorie du primat des conditions socio-économiques réelles dans la dynamique révolutionnaire.

Si, son dénouement est heureux, elle montrera également qu'un pouvoir peut s'écrouler malgré la surveillance serrée des prétendues activités de « subversion » à l'échelle d'un pays.

Quoi qu'il en soit, même si les luttes sociales conduisent à la chute de l'actuel gouvernement, à l'élection d'une assemblée constituante et à une véritable « révolution démocratique » dans

la durée, seule l'Histoire nous prouvera si le sous-prolétariat des « nouzouh » des régions oubliées de Tunisie a bel et bien lutté pour son roi de Prusse, le **futur maître de Carthage**.

** En dialecte tunisien, le terme « Nouzouh », qui a une connotation parfois péjorative, désigne les populations des régions rurales de l'intérieur du pays par opposition aux « Beldis » (les élites citadines).*

*** La journaliste franco-tunisienne Nabihah Gasmi et le militant politique Sadri Khiari refusent catégoriquement la formule de « Révolution de jasmin », fleur des banlieues huppées de Tunis, lui préférant celle de « Révolution de la figue de barbarie ».*

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/01/26/01003-20110126ARTFIG00670-des-milliers-de-tunisiens-ont-manifeste-a-sfax.php>

Les manifestations se poursuivent en Tunisie

Par Audrey Pelé

26/01/2011 | Mise à jour : 19:37



Des manifestants devant les bureaux du premier ministre tunisien, mercredi, à Tunis. Crédits photo : FETHI BELAID/AFP

Des milliers de manifestants tunisiens ont réclamé mercredi la démission du gouvernement de transition, à Sfax, la deuxième ville du pays. A Tunis, l'ambiance est également restée très tendue, dans l'attente du remaniement imminent.

La rue gronde à Sfax. La deuxième ville de Tunisie, située à 270 km au sud de Tunis, a vu descendre mercredi des milliers de manifestants réclamant la démission du gouvernement de transition. Alors qu'une nouvelle coalition gouvernementale doit entrer en fonction dans les prochaines heures, les Tunisiens ont répondu nombreux à l'appel à la «grève générale», lancé par la principale centrale syndicale du pays, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT).

Selon une estimation de l'Agence France-Presse (AFP), à partir des images diffusées au journal de la télévision publique tunisienne, les manifestants étaient au moins plusieurs milliers à arpenter les rues de la métropole économique de l'est de la Tunisie. Une source syndicale évoque le chiffre de 50.000 personnes. Les promesses de remaniement ministériel, annoncées dès lundi soir et prévues pour mercredi soir ou jeudi matin, n'ont pas suffi semble-t-il à apaiser les protestations.

«Révolution jusqu'à la victoire»

«Le peuple demande la dissolution du gouvernement !», «Tunisie libre RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique de l'ancien président Ben Ali, ndlr) out !» et «Révolution jusqu'à la victoire, de Tunis jusqu'au Caire», ont scandé les manifestants dans les cortèges, selon des syndicalistes. Les grévistes ont demandé la démission du gouvernement de transition, composé de ministres ayant servi sous le régime de l'ancien président Ben Ali. La dissolution du RCD était également exigée, selon Amine Cheffi, membre du bureau régional de la centrale syndicale UGTT. Il assurait mercredi matin que les protestataires venant «de tous les secteurs» d'activité s'étaient joints au mouvement. La centrale a toutefois demandé d'assurer un «service minimum» dans les secteurs essentiels (eau, électricité, hôpitaux...).

A Tunis, l'ambiance est également restée très tendue aux abords des bureaux du premier ministre dans la capitale tunisienne où la police a tiré des grenades de gaz lacrymogène contre des manifestants voulant forcer un barrage.

Avec l'organisation de ces grèves, l'UGTT, qui a joué un rôle central dans l'organisation des manifestations de la révolution tunisienne, espère influencer de tout son poids la composition du prochain gouvernement. La centrale a, d'ores et déjà, appelé à une nouvelle «grève générale» jeudi à Sidi Bouzid. La ville même d'où était partie les émeutes sociales après l'immolation par le feu d'un jeune marchand de fruits humilié par la police.

Dans tout le pays, le couvre-feu, bravé depuis trois jours par des centaines de manifestants qui campent nuit et jour sous les fenêtres du premier ministre Mohammed Ghannouchi à Tunis, a par ailleurs été allégé. Il est désormais en vigueur de 22 heures à 4 heures du matin.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/top-news/20110127.REU0504/la-tunisie-attend-le-remaniement-les-manifestations-continuent.html>

27/01/11 19:20

La Tunisie attend le remaniement, les manifestations continuent



Manifestation à Tunis devant la Kasbah, le siège du gouvernement tunisien. Des manifestants exigeant le départ des ministres anciennement fidèles au président déchu Zine ben Ali ont

encore affronté la police jeudi en Tunisie dans l'attente du remaniement gouvernemental promis. /Photo prise le 27 janvier 2011/REUTERS/Zohra Bensemra (c) Reuters

par Tarek Amara et Andrew Hammond

TUNIS (Reuters) - Des manifestants exigeant le départ des ministres anciennement fidèles au président déchu Zine ben Ali ont encore affronté la police jeudi en Tunisie dans l'attente du remaniement gouvernemental promis.

Un cabinet de transition a été mis en place après la chute de Zine ben Ali le 14 janvier. Il comprend plusieurs ministres qui étaient auparavant membres du RCD, l'ancien parti présidentiel.

Des manifestants ont entrepris de camper devant la Kasbah, le siège du gouvernement à Tunis, jusqu'à l'exclusion de ces ministres, qui occupent des postes essentiels tels que l'Intérieur, la Défense et les Affaires étrangères.

Certains manifestants ont brisé des cordons de police jeudi. Un petit groupe a dit entamer une grève de la faim tandis que plusieurs centaines de personnes sont venues gonfler les rangs de ce rassemblement.

Outre le remaniement, les autorités de transition ont prévu de former un "comité de sages" pour superviser la transition vers un régime démocratique après 23 années de présidence de Zine ben Ali.

Personnalité politique respectée et éminente du temps de Habib Bourguiba, président de l'indépendance jusqu'à la prise de pouvoir par Ben Ali, Ahmed Mestiri a déclaré qu'il espérait être nommé à la tête de ce comité.

"Le comité protégera la révolution qui s'est déclenchée de manière spontanée. Le moment est venu de structurer le mouvement", a déclaré Ahmed Mestiri, âgé de 80 ans, à Reuters.

AMNESTY ÉVOQUE DES "MÉTHODES MEURTRIÈRES"

Amnesty International dit avoir établi que la police avait fait un usage disproportionné de la force pour disperser les manifestants avant la chute de Zine ben Ali.

S'appuyant sur des témoignages de médecins interrogés par ses représentants, l'organisation de défense des droits de l'homme affirme que certaines victimes ont reçu des balles dans le dos, ce qui semble indiquer qu'elles étaient en train de fuir.

D'autres ont été tuées d'une seule balle à la tête ou à la poitrine, ce qui signifie qu'elles étaient précisément visées, selon cette organisation.

"Ces preuves choquantes confirment que les forces de sécurité tunisiennes ont utilisé des méthodes meurtrières pour faire taire les mécontents et dissuader les manifestants", a déploré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

"Le fait que certaines des victimes étaient indubitablement en train de s'enfuir témoigne d'un mépris total pour la vie humaine", a-t-elle ajouté.

Le gouvernement tunisien a demandé à Interpol d'obtenir l'arrestation de l'ancien président, exilé en Arabie saoudite, afin de le juger à Tunis.

D'après les estimations des Nations unies, 117 personnes sont mortes dans les émeutes ayant abouti au renversement de Zine ben Ali, dont 70 ont été tuées par balle.

Une équipe de huit personnes formée par Navi Pillay, Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, doit commencer ce jeudi une mission d'une semaine en Tunisie.

"Les violations des droits de l'homme sont au coeur des problèmes rencontrés par le peuple de la Tunisie. Par conséquent, les droits de l'homme doivent être au premier plan pour apporter des solutions à ces problèmes", a déclaré Navi Pillay.

Bertrand Boucey pour le service français, édité par Jean-Stéphane Brosse

<http://www.20minutes.fr/article/660164/monde-tunisie-mohamed-ghannouchi-conserve-poste-premier-ministre>

Tunisie: Mohamed Ghannouchi conserve le poste de Premier ministre

Publié le 27 janvier 2011.

Le ministre tunisien des Affaires Etrangères, Kamel Morjane (D) discute avec le Premier ministre Mohamed Ghannouchi (G), le 11 décembre 2010.

Le ministre tunisien des Affaires Etrangères, Kamel Morjane (D) discute avec le Premier ministre Mohamed Ghannouchi (G), le 11 décembre 2010. AFP PHOTO / FETHI BELAID
CRISE - Aucun autre représentant du RCD ne ferait partie de la nouvelle équipe selon des sources politiques et syndicales...

DERNIERE INFO - 20h51: Mohamed Ghannouchi reste Premier ministre mais aucun autre dirigeant du RCD ne fera partie du gouvernement.

Le remaniement, notamment des ministères régaliens, a-t-il commencé? Jeudi soir, des sources politiques et syndicales ont fait savoir que Mohamed Ghannouchi conserve son poste de Premier ministre. En revanche, aucun autre cacique du RCD, le parti présidentiel, n'appartiendra au nouveau gouvernement. Le grand syndicat UGTT n'aura pas non plus de représentant au sein de la nouvelle équipe.

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre tunisien des Affaires étrangères, Kamel Morjane, a démissionné du gouvernement transitoire, selon la télévision nationale. Il avait annoncé la semaine dernière qu'il quittait le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), comme les autres ministres appartenant au parti de Ben Ali, mais cette décision n'avait pas suffi à apaiser les partisans d'une rupture claire avec l'ancien régime, qui manifestaient dans la capitale depuis lors.

Des manifestations se sont encore déroulées ce jeudi dans le pays. Les manifestants ont à nouveau affronté les forces de l'ordre, certains brisant des cordons de police. Un petit groupe

a dit entamer une grève de la faim tandis que plusieurs centaines de personnes sont venues gonfler les rangs de ce rassemblement devant la Kasbah, le siège du gouvernement à Tunis. «Comité des sages»

Outre le remaniement, les autorités de transition ont prévu de former un «comité de sages» pour superviser la transition vers un régime démocratique après 23 années de présidence de Zine ben Ali. Personnalité politique respectée et éminente du temps de Habib Bourguiba, président de l'indépendance jusqu'à la prise de pouvoir par Ben Ali, Ahmed Mestiri a déclaré qu'il espérait être nommé à la tête de ce comité.

L'opposant, qui jouit du respect des mouvements d'opposition tant laïques qu'islamistes, a fait savoir ce mercredi qu'il espérait être nommé à la tête du «conseil des sages», chargé de superviser la transition démocratique du pays. Dans une interview accordée mercredi à Reuters, Mestiri s'est présenté comme l'initiateur du «conseil des sages» avec deux autres personnalités politiques de l'ancien régime du président Habib Bourguiba, Ahmed Ben Saleh et Moustafa Elfilali.

Prévenir toute récupération politique des manifestations

Ce comité des sages, qui réunira des responsables politiques, des représentants de la société civile et des responsables syndicaux, vise à prévenir toute récupération politique des manifestations par des proches du président déchu ben Ali, a-t-il souligné. «Le conseil protégera la révolution qui s'est déclenchée de manière spontanée. Le temps est venu pour le mouvement d'avoir une structure», a indiqué Mestiri, âgé de 80 ans, dans sa maison de Tunis. «Quand le conseil sera créé, je présenterai ma candidature au poste de président», a-t-il ajouté.

Le gouvernement de transition a annoncé la tenue de nouvelles élections d'ici six mois mais selon Mestiri, l'organisation du scrutin pourrait prendre plus de temps. «Nous sommes inquiets pour l'avenir. La situation pourrait subir un revers en raison du chaos et les institutions pourraient être affectées. Il y a des ennemis à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui mettent leurs forces en commun pour organiser le retour du régime injuste de Ben Ali», a-t-il indiqué.

Peur de l'exploitation du chaos politique

Beaucoup redoutent que les manifestations de Tunisiens exigeant le départ du gouvernement des membres proches de ben Ali soient exploitées par des partisans de l'ancien président, avec le soutien de pays de la région opposés à la transition démocratique tunisienne. Le chef d'Etat major de l'armée, le général Rachid Ammar, a mis en garde lundi contre le risque de vide politique et a promis de défendre la révolution.

«Evidemment, nous apprécions le rôle qu'a joué l'armée jusqu'à présent en chassant ben Ali et en le forçant à quitter le pays et à fuir. L'armée se bat pour protéger les citoyens», a estimé Mestiri. «L'armée n'a pas l'intention de faire un coup d'Etat. Nous faisons confiance à l'armée pour qu'elle ne dépasse pas son rôle dans un régime démocratique moderne.»

D'après les estimations des Nations unies, 117 personnes sont mortes dans les émeutes ayant abouti au renversement de Zine Ben Ali, dont 70 ont été tuées par balle. Une équipe de huit personnes formée par Navi Pillay, Haut Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, doit commencer ce jeudi une mission d'une semaine en Tunisie. «Les violations des droits de l'homme sont au coeur des problèmes rencontrés par le peuple de la Tunisie. Par conséquent,

les droits de l'homme doivent être au premier plan pour apporter des solutions à ces problèmes», a déclaré Navi Pillay.

Avec Reuters

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110127201547/gouvernement-tunisie-manifestation-tunistunisie-morjane-demissionne-du-gouvernement-l-ugtt-refuse-d-y-entrer.html>

Tunisie : Morjane démissionne du gouvernement, l'UGTT refuse d'y entrer

27/01/2011 à 20h:25 Par Jeune Afrique

Alors qu'on attend la composition du nouveau gouvernement dans la soirée, on sait désormais que le ministre des Affaires étrangères Kamel Morjane, démissionnaire, n'en fera pas partie. Pas plus que la centrale syndicale UGTT, qui préfère rester dans l'opposition.

Une source officielle l'affirme, ainsi que l'agence officielle TAP : le ministre tunisien des Affaires étrangères Kamel Morjane a démissionné du gouvernement, alors qu'on attendait dans la soirée l'annonce d'un remaniement. « Eu égard à l'intérêt de la Tunisie et en soutien à l'action du gouvernement d'union nationale pour conduire le pays vers un avenir stable et pour que la révolution populaire vécue par notre pays porte ses fruits et réalise les aspirations de notre peuple à la liberté, la fierté et la dignité, j'ai décidé de renoncer à mes fonctions de ministre des Affaires étrangères tout en souhaitant le succès à ceux qui vont faire partie du gouvernement dans la période de transition au service de la Tunisie », a indiqué M. Morjane à la TAP.

Issu de l'ancien régime de Ben Ali, ce diplomate bardé de diplômes américains avait rejoint le gouvernement en 2005, à la Défense, avant d'être nommé aux Affaires étrangères où il a été reconduit dans le gouvernement de transition. Il avait auparavant fait toute sa carrière au sein des Nations unies et avait notamment été numéro deux du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR). Âgé de 69 ans, il était souvent présenté comme le candidat de Washington pour succéder à Ben Ali.

« Non au vol de la révolution »

Des milliers de manifestants, qui exigent chaque jour le départ du gouvernement des sept ministres issus du régime de Ben Ali, n'ont pas hésité à le qualifier d'« agent des Américains ». La mobilisation a d'ailleurs été encore très forte, jeudi, à l'appel de la puissante centrale syndicale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), notamment dans la ville berceau de la révolution tunisienne, Sidi Bouzid.

« Non au vol de la révolution ! », scandaient les manifestants, dont le long cortège s'est d'abord arrêté devant le palais de justice, sur le mur duquel était inscrit : « La révolution appartient au peuple et non aux partis d'opposition qui ont fait allégeance aux chiens du RCD » [Rassemblement constitutionnel démocratique, parti au pouvoir sous Ben Ali, NDLR].

Hommage aux martyrs

Puis les manifestants ont marqué une autre pause face au gouvernorat (préfecture), à l'endroit où Mohamed Bouazizi s'était immolé par le feu le 17 décembre, provoquant les premières

émeutes. Ils ont déployé une photo géante de leur « martyr » sur le toit du bâtiment officiel, tandis que d'autres criaient : « Allah Akbar ! Nous resterons fidèle au sang des martyrs ».

Très critique à l'égard du gouvernement, l'UGTT n'a cependant pas souhaité participer au gouvernement en gestation. Le syndicat « ne sera pas représenté au gouvernement » attendu dans la soirée de jeudi, a dit un membre de son bureau exécutif, Mohamed Saad, à l'issue d'une longue réunion des instances dirigeantes de la centrale dans la banlieue de Tunis. « Nous voulons rester en tant que syndicat comme une sorte de contre-pouvoir mais nous donnerons bien entendu notre avis sur la composition du gouvernement », a-t-il ajouté. (Avec AFP)

http://www.tunisieoir.com/index.php?option=com_content&view=article&id=36953:&catid=42:politique

Les forces anti-émeutes dispersent par la force les manifestants en sit-in à la Kasbah



TUNIS, 28 jan 2011 (TAP) - Suite à un sit-in observé, depuis dimanche dernier, à la place du gouvernement à la Kasbah, les forces anti-émeutes ont dispersé, par la force, des centaines de manifestants en faisant usage de gaz lacrymogènes.

Cette opération s'est déroulée au vu des forces de l'armée nationale stationnées sur les lieux et qui ont tenu à ne pas intervenir.

Cette opération d'évacuation n'a pas dégénéré en rixe entre protestataires et forces de l'ordre, mais elle a causé plusieurs cas d'évanouissement sous l'effet du gaz lacrymogène.

Dans le souci de prévenir le retour des contestataires, la place du gouvernement à la Kasbah a été assiégée par des fils barbelés.

<http://www.rfi.fr/afrique/20110128-tunis-place-kasbah-evacuee-force>

Tunisie -

Article publié le : vendredi 28 janvier 2011 - Dernière modification le : samedi 29 janvier 2011

A Tunis, la place de la Kasbah évacuée par la force



Des policiers tunisiens passent à côté d'une des tentes des manifestants en face des bureaux du Premier ministre à Tunis, le 28 janvier 2011.

REUTERS/Zohra Bensemra

Par RFI

A Tunis, la police a évacué vendredi 28 janvier les manifestants qui assiégeaient depuis plusieurs jours la Kasbah où se trouvent les bureaux du Premier ministre. Les échauffourées ont fait une quinzaine de blessés. Après le remaniement ministériel de jeudi qui a vu des changements aux postes clés, Mohammed Ghannouchi, le Premier ministre tunisien, serait prêt à rencontrer les manifestants.

Avec notre envoyée spéciale à Tunis, Léa-Lisa Westerhoff

Vers 16 heures 30, tout à coup, il y a eu des scènes de panique dans le centre-ville de Tunis. Des centaines de jeunes pour la plupart sont arrivés en trombe de la place de la Kasbah, les yeux rouges, certains montraient leurs blessures de coups de matraque. Il y aurait au moins cinq blessés, selon un médecin, mais sans doute un peu plus.

D'après les témoins, l'armée aurait, dans un premier temps, évacué l'esplanade devant le siège du gouvernement pour laisser la place aux forces anti-émeutes. Les policiers ont alors lancé des dizaines de gaz lacrymogènes et dispersé les manifestants à coups de matraque.

Ce soir, la place de la Kasbah était toujours inaccessible et l'air y était complètement irrespirable. Du coup, les manifestations se sont déplacées vers le centre-ville. Certains ont lancé des pierres vers la police.

Un calme précaire est revenu dans le centre-ville. Toutes les boutiques ont tiré leur rideau, mais tous les manifestants disent qu'ils comptent continuer à manifester et demander la démission du Premier ministre, Mohammed Ghannouchi, symbole du régime de Ben Ali, selon eux, quitte à revenir demain s'il le faut.

<http://www.webdo.tn/2011/01/28/tirs-de-bombes-lacrymogenes-sur-avenue-habib-bourguiba/>

Tirs de bombes lacrymogènes sur l'avenue Habib Bourguiba

Publié par Yasmin le 28 janvier 2011 à 17:59



Après l'annonce de la constitution du nouveau gouvernement composé de ministres non issus de l'ancien régime, hier soir, sur l'esplanade de la Kasbaa, la joie des manifestants était palpable.

Et pourtant, aujourd'hui, malgré l'alignement de l'UGTT et de l'ordre des avocats à cette nouvelle donne, certains d'entre eux protestent à nouveau contre la présence du premier ministre Ghannouchi mais aussi contre le gouvernement nouvellement établi.

Les avocats ont demandé aux manifestants de rentrer chez eux après avoir présenté toutes leurs revendications dans un communiqué consensuel qui serait adressé ultérieurement au gouvernement. Mais la demande a été refusée pour les raisons citées ci-haut.

On apprend qu'en fin de journée, les militaires se sont retirés de la Kasbaa pour laisser place à la police anti-émeutes afin de disperser le sit-in.

Ce qui s'est terminé par une bousculade en direction de l'avenue Habib Bourguiba avec des tirs de bombes lacrymogènes. Les affrontements semblent évoluer en sens unique et les militaires ne se sont pas interposés.

<http://www.letelegramme.com/ig/generales/france-monde/monde/tunisie-heurts-entre-police-et-manifestants-au-moins-cinq-blesses-28-01-2011-1189841.php>

Tunisie. Heurts entre police et manifestants : au moins cinq blessés

28 janvier 2011 à 16h50 -

Cet après-midi, au moins cinq personnes ont été blessées lors d'affrontements entre policiers et manifestants dans le centre de Tunis, autour de la place de la Kasbah.

Les forces anti-émeutes positionnées sur une artère donnant sur la Kasbah ont fait mouvement vers l'esplanade en tirant un grand nombre de grenades lacrymogènes. Des militaires sur place ne sont pas intervenus. "J'ai vu au moins cinq blessés. Plusieurs saignaient", a indiqué le médecin du Samu de Tunis, Majdi Amami.

Il a précisé que deux blessés ont été atteints par des pierres lancées par les manifestants et que la police rejetait ensuite vers eux. Un troisième a été atteint à la tête par une grenade lacrymogène tirée "presque à bout portant", a affirmé ce médecin.

<http://fr.rian.ru/world/20110129/188478151.html>

International

Des journalistes de Russia Today agressés en Tunisie

12:31 29/01/2011

MOSCOU, 29 janvier - RIA Novosti

Une équipe de tournage de la chaîne Russia Today en langue arabe (Rusiya Al-Yaum) s'est fait attaquer jeudi dans la capitale tunisienne, Tunis, alors qu'elle filmait un reportage sur les troubles populaires, a annoncé la chaîne.

"Le correspondant Achraf Sabbagh, le caméraman Igor Zaviděi et son assistant Vladislav Mirzoyants menaient un reportage sur les émeutes à Tunis, lorsqu'un groupe d'individus les a encerclés", a indiqué la source.

Bien que les journalistes russes aient présenté leurs cartes de presse, les agresseurs ont arraché la caméra des mains de l'opérateur et l'ont brisée. En suite, l'équipe s'est fait passer à tabac.

Les journalistes estiment que parmi les agresseurs il y avait plusieurs représentants de l'ordre public.

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110129172205/>

Human Rights Watch demande des comptes sur les morts de la révolution tunisienne

29/01/2011 à 18h:40 Par Julien Clémentot, envoyé spécial à Tunis



Au moins 78 personnes ont trouvé la mort au cours de la révolution tunisienne. © AFP

L'ONG américaine Human Rights Watch demande au gouvernement de transition tunisien d'ouvrir des enquêtes judiciaires afin que les crimes commis par la police pendant la période de trouble qui a précédé et suivi la chute du régime de Ben Ali ne restent pas impunis.

Le 17 janvier, le ministre de l'intérieur du gouvernement de transition tunisien, Ahmed Friaa, a donné un bilan humain des soulèvements populaires qui ont abouti le 14 janvier à la fuite du président Ben Ali. Le décompte des victimes fait état de 78 tués et 94 blessés. Selon Human Right Watch (HRW), il apparaît évident que la plupart des décès sont consécutifs à des tirs de

la police.

Laissées pour compte par l'ancien régime, les régions intérieures de la Tunisie ont été à l'origine de la révolution populaire. Elles en ont payé le prix fort, notamment durant les soulèvements de Tala et Kasserine, entre les 8 et 12 janvier. Au moins 21 personnes y auraient été tuées par balles selon une enquête menée par HRW, dont les conclusions ont été rendues publiques le 29 janvier lors d'une conférence de presse.

Pour l'ONG de défense des droits de l'homme, même s'il n'est pas possible de reconstituer de manière certaine le film des événements, il apparaît évident que les forces de l'ordre sont responsables et ont intentionnellement cherché à tuer, alors que légalement rien ne le justifiait. Que ce soit pour la sécurité des policiers ou pour toute autre raison.

Réconcilier police et population

Afin de donner des gages de démocratie au peuple tunisien, HRW appelle le gouvernement provisoire à faire toute la lumière sur les meurtres commis par la police, notamment à Kasserine et Tala. « les autorités doivent montrer qu'après des décennies d'impunité, les auteurs de crimes sont désormais tenus de répondre de leurs actes devant la justice », a plaidé Eric Goldstein, directeur adjoint de l'équipe Afrique Moyen-Orient de HRW. Puis d'ajouter à propos de Kasserine et Tala : « Les populations des régions intérieures qui se sentent aujourd'hui marginalisées ne doivent pas rester des citoyens de seconde zone ». Selon le défenseur des droits de l'homme, identifier les coupables aidera aussi à réconcilier les Tunisiens avec leur police qui aujourd'hui est haïe par une partie de la population.

À ce jour, les éléments rassemblés par HRW ne permettent pas de déterminer avec précision les auteurs des crimes. « Les témoins décrivent des unités anti-émeutes portant des uniformes noirs avec des boucliers et des casques, comme les brigades de l'ordre public », indique HRW. Mais il n'est pas certain que d'autres corps spéciaux n'aient pas participé.

Au-delà du processus judiciaire, l'ONG a insisté sur une nécessaire évolution des lois. Notamment concernant le droit à manifester et les conditions dans lesquelles les forces de l'ordre peuvent faire usage de la force pour maintenir l'ordre. « Les policiers doivent être mieux entraînés et équipés. Ils doivent évoluer dans leur approche de la sécurité publique », a expliqué Eric Goldstein.

L'ONG a indiqué que des rencontres avaient eu lieu sur ces différents points avec les autorités tunisiennes, dont le président de la commission, Yadh Ben Achour, en charge de la révision de la constitution. HRW précise également que son travail d'enquête ne se limite pas à la période qui précède la chute de l'ex-président Ben Ali, mais concerne aussi les violences qui l'ont suivie. D'autres enquêtes devraient donc être prochainement rendues publiques.

<http://www.985fm.ca/international/nouvelles/tunisie-des-groupes-de-saboteurs-s-attaquent-a-57333.html>

Tunisie: des «saboteurs» s'attaquent à des établissements publics à Kasserine

Publié par Associated Press le lundi 31 janvier 2011 à 15h23.



Christophe Ena / The Associated Press

TUNIS, Tunisie - Un climat de «grande insécurité» règne depuis lundi après-midi dans la région de Kasserine, dans le centre-ouest tunisien, à la suite d'actes de violence perpétrés par un «groupe de saboteurs» contre des établissements publics, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

L'agence ne donne aucune précision sur l'identité des personnes, qui ont aussi «semé la terreur» parmi la population.

Les actes de destruction ont notamment ciblé le siège de la sous-préfecture de Kasserine-Nord, la maison de jeunes, les locaux de l'institut supérieur des études technologiques et l'office de l'élevage du cheptel.

La TAP, qui cite son correspondant sur place, déplore «l'absence des agents de sécurité et l'incapacité de l'armée à maîtriser l'explosion de violence dans la région, ce qui a contribué davantage à la détérioration de la situation».

Un syndicaliste a déclaré à l'Associated Press que des membres de comités de quartiers mobilisés pour assurer leur propre protection ont arrêté deux casseurs qui ont avoué avoir été payés par des membres du RCD, le Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti au pouvoir, «pour provoquer le désordre et le chaos».

Selon Chokri Hayouni, les gens du RCD craignent d'avoir des comptes à rendre pour leurs pratiques illicites sous l'ancien régime. Il s'est étonné «du vide laissé par la sécurité et de la passivité des quelques soldats présents devant les actes de pillage et de destruction des assaillants».

«C'est un complot ourdi contre la région de Kasserine qui a payé un lourd tribut lors du soulèvement populaire avec au moins 27 morts et un grand nombre de blessés», a-t-il ajouté.

D'autres actes de violence ont été signalés dans plusieurs régions du pays, notamment à Sfax (sud) et Mahdia (centre-est) où, comme à Kasserine, les cours dans les établissements scolaires et l'activité économique ont été entravés, dans ce qui est perçu comme une tentative de déstabilisation du gouvernement transitoire mis en place après la chute du régime Ben Ali.

A Tunis, des groupes de manifestants ont été dispersés par des unités anti-émeutes qui ont eu recours aux gaz lacrymogènes. Les manifestants réclamaient le départ des cadres du ministère

de l'Intérieur qui ont servi sous Ben Ali et sont encore en fonction, voire du nouveau ministre Farhat Rajhi.

<http://www.tunisiawatch.com/?p=3858>

TUNISIA Watch | 31/01/2011 | 31:00 |

« Indicateur bénévole »

Je n'ai pas quitté Tunis depuis le début des événements qui ont conduit à la chute de la dictature. J'ai voulu passer ce dimanche loin dans la campagne, question de me dépayser et de faire un peu le constat de ces événements dans des petits villages dont personne ne parle.

Je suis d'abord allé à Mjez-El-Bab, voir le tribunal dans lequel j'ai exercé pendant les années 80, qui a été totalement incendié. A l'entrée du village une belle villa à niveau avec baie vitrée qui semble avoir été particulièrement visée par les manifestants attire mon attention. Je demande à qui elle appartient et on me nomme un médecin que tout le village a l'habitude de consulter depuis des années. Je trouve cela étrange, pourquoi des manifestants attaqueraient ils le domicile d'un médecin ?

A quelques dizaines de mètres plus loin le poste de police est totalement calciné et complètement abandonné. Quand les manifestants l'ont attaqué ils ont défoncé les casiers du chef de poste et on trouvé un registre de plus d'une centaine d'indicateurs. Les commissions d'informations qui varient entre 15 et 30 dinars sont mentionnées chaque fois devant le nom, avec date et référence du rapport. Le nombre est ahurissant, des centaines jurent ceux qui ont pu consulter le document. Il y a aussi une colonne à part avec le titre « Indicateurs bénévoles ». Et c'est là que figurent les noms de personnes qui jouent les espions, sans rémunération, parmi lesquels des médecins et des individus que personne n'aurait soupçonné s'adonner à un tel métier.

Un peu plus loin, on me montre le siège d'une permanence du parti dont la porte a été défoncée, totalement mis à sac, présentant des traces de documents incendiés. Une famille qui s'y est déjà installée est en plein ménage et le monsieur s'affaire à installer une nouvelle porte pour sa maison. Plus loin la banque, le siège de la recette des finances et la bibliothèque ont tous deux les façades en débris. Avant d'arriver au tribunal, qui a été totalement mis à sac et incendié, ainsi que la maison de fonction du juge de la localité, rien n'a été épargné, jusqu'à la porte d'entrée qui n'existe plus. Dans la chambre d'archives de ce tribunal existaient des milliers de registres d'actes notariés, qui s'étaient sur plus de trois siècles, et qui constituaient un véritable trésor de l'histoire de la région. Ils ont disparu définitivement dans l'incendie.

Les actes de pillages qui ont suivi le 14 janvier ont dépassé par leur nombre et leur ampleur ce qu'on peut imaginer. Des bandes organisées à bord de camions et voitures, souvent armés, ont tout dévalisé de jour comme de nuit. pendant toute la période écoulée, des dizaines de dépôts de sociétés, hangars et fermes ont subi de véritables razzias qui n'ont rien laissé derrière elles. Aujourd'hui jour et nuit, la ville, ou plutôt ce qu'il en reste, est en alerte. Chacun essaye de protéger ses biens en se demandant jusqu'à quand cela va-t-il durer.

Je me suis arrêté à un village à une dizaine de kilomètre de Mjez el Bab. Dans le café tout le monde parlait de la même chose. Ici seuls les sièges de la cellule du Parti, du Omda et du poste de la garde nationale ont été visés. Et tout le monde racontait la découverte dans le

bureau du chef de la garde nationale, qui a mis tout le village en émoi. Ce village qui comptait au plus 3000 habitants vient de découvrir qu'il était espionné par 95 indicateurs. Des hommes comme des femmes au dessus de tout soupçon rapportaient au chef de poste les moindres soupçons et mouvements de leurs proches comme de leurs voisins. On me les nommait chacun par son nom et celui de son père et de sa mère et par sa profession pour plus de précision, pour mieux les authentifier, comme si j'étais l'un des leurs censé les connaître tous par cœur. En plus de la liste complète des indicateurs ils ont trouvé les fiches des personnes du village particulièrement mises sous observation. Un monsieur m'a dit avoir découvert sa fiche avec la mention de « citoyen dangereux » le rapport mentionnait ses déplacements, ses fréquentations et les doutes qui pesaient sur lui. Il répète les différents rapports dont il était l'objet en disant chaque fois qui aura été l'auteur et tout le café en rigolait.

Ainsi des gens qui sont nés et ont toujours vécu ensemble se trouvent soudain trahis par leur plus proches parents et amis, pour des sommes dérisoires, de 10 à 20 dinars. Ces indicateurs se terrent et n'osent plus se montrer, certains ont même quitté le village en attendant de se faire oublier. Ce que j'ai appris dans ce village m'a rappelé ce qui s'est passé en Allemagne de l'est après la chute du mur, quand ils ont publié les archives secrètes de la police politique, permettant à certains de découvrir qu'ils étaient espionnés par leur femme ou mari. Ben Ali a fait mieux, il a dressé tout un pays les uns contre les autres en érigeant la délation en système de gouvernement.

Yahyaoui Mokhtar – Tunis le 30 01 2011

Tunisie : la police disperse brutalement un rassemblement de jeunes

LEMONDE.FR avec AFP | 31.01.11 | 17h05 • Mis à jour le 31.01.11 | 18h23

De petits groupes de manifestants s'étaient retrouvés sur l'avenue Habib-Bourguiba, la grande artère du centre de Tunis.

Alors que le calme était revenu depuis deux jours à Tunis, la police tunisienne a brutalement dispersé, lundi 31 janvier après-midi, à coups de matraque et de grenades lacrymogènes quelques dizaines de jeunes rassemblés dans le centre de la capitale, aux abords du ministère de l'intérieur.

Des journalistes ont vu des policiers pourchasser des jeunes et les frapper violemment à plusieurs reprises à l'aide de matraques, alors qu'ils étaient à terre. Plusieurs personnes ont été interpellées et traînées sans ménagement vers des fourgons de police. Dans la matinée, de petits groupes de manifestants s'étaient retrouvés sur l'avenue Habib-Bourguiba, la grande artère du centre de Tunis, pour exiger le départ de tous les fonctionnaires du ministère de l'intérieur issus de l'ancien parti au pouvoir, le RCD de l'ex-président Ben Ali, certains exigeant même la démission du ministre récemment nommé dans l'équipe de transition.

INTERVENTION DE LA POLICE ANTI-ÉMEUTE

Dans l'après-midi, quelques dizaines de jeunes étaient restés sur l'avenue alors que la plupart des manifestants avaient quitté les lieux. La police anti-émeute est intervenue pour disperser les derniers contestataires, alors que certains jeunes s'attaquaient aux vitrines de magasins. L'intervention de la police a duré moins de dix minutes, et le calme est immédiatement revenu dans le centre.

En dépit de quelques heurts sporadiques, la capitale ne connaît plus de violences depuis l'évacuation musclée de la place de la Kasbah vendredi soir, épice de la contestation contre le gouvernement de transition qui gère le pays depuis la chute de Zine El-Abidine Ben Ali le 14 janvier.

Pillage à la sous-préfecture de Kasserine

La sous-préfecture de Kasserine, ville frondeuse du centre-ouest de la Tunisie, a été pillée et saccagée lundi par plusieurs centaines de personnes, selon plusieurs sources syndicales.

Selon ces mêmes sources, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues dans cette localité, qui a connu des affrontements violents entre la police et des manifestants lors des émeutes qui ont conduit à la chute du régime Ben Ali.

"Plusieurs centaines de personnes se sont attaquées à la sous-préfecture et la maison du sous-préfet ce matin. Ils ont tout pillé et saccagé", a déclaré Choukri Hayouni, un syndicaliste joint à Kasserine.

"Ils ont tout pris, des meubles, des ordinateurs, des montants de fenêtres, de la vaisselle. J'en ai même vu avec des petites cuillers", a affirmé un autre syndicaliste, Sadok Mahmoudi.

Ils ont en outre affirmé que les pillards étaient "encadrés par des gens du RCD", l'ancien parti au pouvoir du président déchu Ben Ali. Cette information n'avait pu être confirmée par d'autres sources.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hW11nr-Lm615CYlxfNlmvkdH5xLQ?docId=CNG.040631fa95a93db5486e57556f5fe248.9b1>

Tunisie: Kasserine à nouveau théâtre de troubles, la capitale au travail

De Kaouther LARBI (AFP) – Il y a 6 jours

TUNIS — Après un week-end calme et alors qu'une activité quasi-normale a repris lundi à Tunis, de nouveaux troubles ont éclaté à Kasserine, ville frondeuse du centre-ouest, où la sous-préfecture a été pillée et saccagée par des centaines de jeunes sans revendications affichées.

Selon des sources syndicales contactées par l'AFP à Kasserine et l'agence officielle TAP, la sous-préfecture, mais aussi un lycée, un local associatif et un cabinet de médecin ont été attaqués, sans que les forces de l'ordre n'interviennent.

Kasserine, un des bastions de la révolution tunisienne, avait connu des affrontements violents entre la police et des manifestants lors des émeutes qui ont conduit à la chute du régime Ben Ali. Au moins 21 personnes ont été tuées début janvier à Kasserine et dans la localité voisine de Thala, selon l'ONG Human Rights Watch.

"Plusieurs centaines de personnes se sont attaquées à la sous-préfecture et la maison du sous-préfet ce matin" (lundi), a déclaré à l'AFP Choukri Hayouni, un syndicaliste joint à Kasserine.

"Ils ont tout pris, des meubles, des ordinateurs, des montants de fenêtres, de la vaisselle. J'en ai même vu avec des petites cuillers", a affirmé un autre syndicaliste, Sadok Mahmoudi.

L'agence officielle TAP a confirmé que "le gouvernorat de Kasserine avait été ces dernières heures le théâtre de troubles". "Des malfaiteurs ont attaqué des institutions et terrorisé les habitants", a précisé la TAP, citant notamment la sous-préfecture.

Les deux syndicalistes de la puissante UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) ont affirmé que les pillards étaient "encadrés par des gens du RCD", le Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ancien parti au pouvoir du président déchu Zine El Abidine Ben Ali.

Selon Choukri Hayouni, quatre jeunes arrêtés par des habitants de Kasserine alors qu'ils pillaient le cabinet d'un médecin ont "avoué avoir été payés par des gens du RCD pour semer des troubles".

"Il n'y a eu aucune activité aujourd'hui à Kasserine. Tout était fermé, écoles, administrations, commerces...", a poursuivi Choukri Hayouni, précisant qu'un "tract appelant à la grève générale lundi" avait circulé dans la ville la veille.

"Cet appel n'était pas signé. il ne s'agit en aucun cas d'un appel de l'UGTT", a précisé Sadok Mahmoudi.

Ni la TAP ni le gouvernement n'ont confirmé l'implication de membres du RCD dans ces violences.

Mais ces derniers jours, plusieurs sources syndicales et proches du gouvernement ont dénoncé des "tentatives de déstabilisation" des autorités de transition mises en place depuis le départ de Ben Ali le 14 janvier.

Un policier de Tunis a affirmé lundi à l'AFP, sous couvert d'anonymat, que dans plusieurs villes, des jeunes désœuvrés étaient "payés 25 dinars (environ 12 euros) pour participer à des pillages et faire peur aux gens".

Signe que la tension demeurait à Tunis, la police a brutalement dispersé lundi après-midi des dizaines de jeunes près du ministère de l'Intérieur, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans l'après-midi, des agents du personnel au sol de l'aéroport de Tunis (maintenance, enregistrement) se sont mis en grève, revendiquant une amélioration de leurs conditions de travail, entraînant des perturbations du trafic aérien, a-t-on appris de source aéroportuaire.

On ignorait lundi soir l'ampleur des perturbations. Un avion d'Air France a dû faire demi-tour et regagner Paris, selon un journaliste de l'AFP à bord.

Des blindés de l'armée étaient toujours positionnés près des grands axes du centre-ville et la capitale était encore soumise à un couvre-feu, dont la levée pourrait être examinée mardi en conseil des ministres.

Depuis Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères européens ont renouvelé lundi leur soutien aux autorités de transition et annoncé le gel des avoirs de l'ex-président et de son épouse.

http://www.podcastjournal.net/Tunisie-De-nouveaux-elements-inquietants-attestent-de-la-brutalite-des-forces-de-securite_a7144.html

Tunisie: De nouveaux éléments inquiétants attestent de la brutalité des forces de sécurité

Communication de notre partenaire
01/02/2011

Selon les témoignages des médecins qui se sont entretenus avec les délégués de l'organisation, certains manifestants à Kasserine et Thala ont été tués de balles dans le dos, ce qui indique qu'ils étaient en train de s'enfuir. D'autres à Kasserine, Thala, Tunis et Regueb ont été tués d'une seule balle à la poitrine ou à la tête, ce qui laisse supposer une intention délibérée de donner la mort.



Photo (c) Magharebia

"Ces preuves choquantes confirment que les forces de sécurité tunisiennes ont utilisé des méthodes meurtrières pour faire taire les mécontents et dissuader les manifestants. Le fait que certaines des victimes étaient indubitablement en train de s'enfuir témoigne d'un mépris total pour la vie humaine. Il est prioritaire que les autorités veillent sans délai à ce que les personnes placées sous leur commandement fassent preuve de modération et garantissent la sécurité publique", a déploré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

L'équipe de chercheurs a constaté que si des manifestants ont agi avec violence, les forces de sécurité ont fait usage d'une force disproportionnée pour les disperser et recouru à des méthodes meurtrières alors que ce n'était pas strictement nécessaire. Même lorsque les manifestants étaient pacifiques, les forces de sécurité ont lancé de nombreuses grenades lacrymogènes, et tiré avec des balles en caoutchouc ou à balles réelles, et les ont frappés à l'aide de matraques.

Selon des témoins, certaines des victimes ne menaçaient en aucune façon la vie des membres des forces de l'ordre. D'autres ne prenaient même pas part aux manifestations.

C'est le cas de Manal Boualagi, 26 ans, mère de deux enfants, qui a reçu une balle dans la poitrine le 9 janvier après-midi dans la ville de Regueb, dans le centre de la Tunisie, alors qu'elle rentrait chez elle après avoir rendu visite à sa mère. Le médecin qui l'a examinée a déclaré à Amnesty International que l'angle des tirs ayant causé ses blessures laissait penser qu'elle avait été abattue par un tireur embusqué dans un immeuble voisin.

La mère de Manal, Chadia, réclame avec détermination que justice soit rendue à sa fille : *"J'ai perdu une fille et mes petits-enfants sont orphelins. Je veux que les responsables de la mort de Manal soient réellement jugés pour ce qu'ils nous ont fait."*

Par ailleurs, l'organisation a recueilli des éléments attestant que de nombreuses personnes arrêtées dans le cadre des émeutes ont été victimes de torture ou de mauvais traitements en détention, notamment frappées à coups de matraques et à coups de poing, alors que d'autres étaient contraintes de s'agenouiller face à un mur des heures durant.

Un homme de 21 ans qui a préféré garder l'anonymat a expliqué à un chercheur d'Amnesty International qu'après avoir été arrêté à Tunis le 14 janvier, il a été conduit au ministère de

l'Intérieur avec 30 autres prisonniers, dont 10 jeunes femmes.

Il a raconté que les policiers l'avaient roué de coups de matraque sur tout le corps. Il a finalement été relâché sans être inculpé, mais a été mis en garde contre toute nouvelle participation à des manifestations. L'ancien président Ben Ali avait déjà quitté le pays au moment des faits.

Amnesty International s'est félicitée de l'engagement pris par le gouvernement provisoire de charger une commission indépendante d'enquêter sur les atteintes aux droits humains commises par les forces de sécurité au cours des dernières semaines.

Toutefois, elle a demandé le 24 janvier dans son Programme pour le changement en matière de droits humains que les autorités prennent sans délai des mesures audacieuses et de grande portée, notamment la refonte totale du système judiciaire et des services de sécurité qui ont servi la répression dans le pays.

"Les familles des victimes doivent avoir accès à la justice, et cela passe forcément par la tenue d'une enquête digne de ce nom, disposant des pouvoirs nécessaires pour obliger les hauts responsables à témoigner. Entre temps, tout représentant de l'État raisonnablement soupçonné d'avoir bafoué les droits humains doit être suspendu de ses fonctions. Les Tunisiens doivent constater que la culture des violations des droits humains appartient bel et bien au passé", a expliqué Hassiba Hadj Sahraoui.

Le 24 janvier, Amnesty International a publié un document intitulé Tunisie. Programme pour le changement en matière de droits humains, dans lequel elle invite les autorités tunisiennes à lancer des réformes fondamentales et durables afin de rompre avec les 23 ans de violations systématiques des droits humains que le pays a connus sous le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110201.OBS7284/les-violences-en-tunisie-ont-fait-219-morts-et-510-blesses.html>

01/02/11 13:56

Les violences en Tunisie ont fait 219 morts et 510 blessés

Le chef de la mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU a précisé que ces chiffres étaient encore "provisaires" et que l'organisation poursuivait ses enquêtes.



Des familles

enterrent leurs proches dans un cimetière de Tana le 9 janvier 2011. AFP

Deux **cent dix-neuf personnes** sont mortes et 510 ont été blessées durant les violences ayant conduit à la chute du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier, a annoncé mardi 1er février à Tunis le chef de la mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU.

Lors d'une conférence de presse, Bacre Ndiaye a précisé que 147 personnes avaient trouvé la mort depuis le début des troubles en Tunisie à la mi-décembre, ainsi que 72 personnes dans des prisons.

"Selon les derniers chiffres retenus, il y a eu 147 personnes tuées et 510 blessées. Ces chiffres n'englobent pas les victimes des prisons", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse. Bacre Ndiaye a précisé que ces chiffres étaient encore "provisaires" et que l'ONU poursuivait ses enquêtes.

"Des abus de l'appareil sécuritaire"

Le précédent bilan de l'ONU faisait état le 19 janvier d'"au moins 100 morts", résultant "de tirs ainsi que de suicides de protestation et des émeutes dans les prisons".

Le gouvernement tunisien avait annoncé le 26 janvier que 74 détenus étaient morts au cours du mois de soulèvement populaire, dont 48 dans l'incendie de la prison de Monastir (centre-est).

La mission de l'ONU, arrivée le 27 janvier, a pu visiter deux prisons à Bizerte, au nord-ouest de Tunis, et a constaté "un retour à la normale" dans leur fonctionnement, après une période de trouble marquée par "des évasions, des incendies, des accrochages" meurtriers, a indiqué Bacre Ndiaye.

"L'Etat tunisien était un **Etat policier**. Il y a eu des abus de l'appareil sécuritaire qui doit être réformé en profondeur. Le système sécuritaire doit travailler pour le peuple et pas contre lui", a insisté le représentant onusien. Il a toutefois souligné que les membres de la famille du président déchu Zine El Abidine Ben Ali avaient "les mêmes droits que les autres Tunisiens". "Les enfants (du clan Ben Ali) ne doivent pas payer pour leurs parents. Leur nom ne doit pas être un crime", a-t-il insisté.

"Jugé sur ses actes"

"Nous sommes convaincus que beaucoup de choses ont changé en Tunisie, notamment au niveau de la liberté d'expression", a aussi souligné Bacre Ndiaye, avant d'ajouter que le nouveau gouvernement de transition serait "jugé sur ses actes".

Le Haut commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a réclamé à plusieurs reprises depuis le 12 janvier des enquêtes "indépendantes crédibles" sur les violences en Tunisie, faisant état d'informations sur un "recours excessif" à la force par les services de sécurité, y compris après le départ de Ben Ali.

Interrogé sur la présence de milices et/ou d'anciens membres du RCD, le parti de l'ex-président, parmi des groupes de jeunes se livrant à des pillages dans plusieurs villes du pays, il a répondu n'avoir "pas d'éléments concernant ces milices".

"Il y a des éléments qui ont essayé de **semer le trouble**. On sait seulement qu'il y a eu des arrestations et que des enquêtes sont en cours", a-t-il ajouté.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://www.biladi.fr/021168702-tunisie-la-revolution-n-est-pas-terminee>

Tunisie, la révolution n'est pas terminée

févr. 1 | 10:32 am

Des milliers de femmes dans la rue, partis de gauche et progressistes, artistes, société civile, syndicalistes se concertent, des walis limogés, d'autres ont fui, des responsables de la culture dégomés, des journalistes de la presse du RCD se révoltent. Les islamistes adoptent un profil bas.

Samedi matin, avenue Bourguiba, terrasses de cafés bondées, boutiques prises d'assaut (période des soldes) donnaient l'image d'un retour à la normale, quand vers dix heures, des centaines d'étudiants et de lycéens envahissent l'artère pour dénoncer la répression.

«Don't kill», lisait-on sur une pancarte brandie par une étudiante. Manifestation aussitôt suivie, moins d'une heure après, par une autre, autrement plus imposante, organisée par le «Front du 14 janvier» (regroupements de sept organisations de gauche (PCOT), de nationalistes arabes et des nassériens), scandant «Dissolution du RCD, Ghannouchi démission», «A bas la répression» devant le ministère de l'Intérieur protégé par des militaires. La veille en effet, la place de la Casbah, où des centaines de manifestants observaient un sit-in de jour et de nuit, avait été évacuée par la force par les forces anti-émeutes, et les tentes démontées, ce qui a donné lieu à de violents incidents, qui se sont prolongés sur l'avenue Bourguiba, jusqu'aux environs de 20 heures.

En tout cas, des partis siégeant au gouvernement – Ettajdid (communiste) et PDP de Nejib Chebbi, des avocats, ont demandé l'ouverture d'une enquête. Le Premier ministre, toujours contesté par une partie de la population qui exige son départ et la dissolution du RCD, se défend et affirme que les autorités sont intervenues sur demande des riverains et des commerçants importunés par les manifestants !

Des milliers de femmes dans la rue

Dans l'après-midi, à l'appel de l'AFDT (Association des femmes démocrates tunisiennes) et d'autres associations, des milliers de femmes manifestaient avenue Bourguiba, scandant en arabe «Non aux idées rétrogrades», «Non à l'obscurantisme», «Liberté, égalité, dignité, à bas

la réaction». Sur les pancartes écrites en arabe, «Ne me libérez pas, je m'en charge» ou «Pour une Tunisie laïque et démocratique» ! «On est là pour soutenir la révolution, pas de retour en arrière», dit Fatiha, jeune employée, allusion au statut accordé en 1956, sous l'ère de Habib Bourguiba, interdisant la polygamie, autorisant le droit au divorce et à l'avortement (bien avant la France et de nombreux pays développés).

«C'est un message fort aux islamistes qui veulent remettre en cause nos droits», assure Selma, étudiante. Elle ne croyait pas si bien dire. Vers 17 heures, une dizaine de salafistes tente de casser la marche des femmes. «Sans Leila (épouse de Ben Ali) vous ne serez pas là», criaient-ils. Les femmes font face, scandent de plus belle et parviennent à les faire reculer. Leur marche se termine sans incidents. Elles exultent. «Il fallait qu'on nous entende », assure Amel, fonctionnaire. En soirée, nouveaux incidents dans le centre de Tunis avec intervention musclée de la police.

Grand déballage et retour de Rached Ghanouchi

A l'arrière-plan, le grand déballage, sur la mise à sac de la Tunisie par Ben Ali et son clan, se poursuit. Pas un jour sans que la presse ne rapporte des cas d'hommes d'affaires spoliés de force par les Trabelsi.

Annonces de purges à venir afin de permettre à certains clans du RCD de se refaire une virginité et de se maintenir au pouvoir ? «On charge Ben Ali pour sauver les meubles», assure Djellal Zoghalmi, avocat de gauche. Une chose est sûre, alors que des syndicalistes, artistes, partis continuent de se concerter en vue de donner une suite au mouvement, les autorités annoncent que 24 walis vont être limogés, que des actions en justice vont être intentées contre Ben Ali, son épouse et son clan. A Bejà, le wali a fui. Ailleurs, sans attendre, sur la scène culturelle, des responsables sont débarqués par les artistes. C'est le cas du directeur du Théâtre de Tunis, Mohamed Diss, chassé de son poste, ou de Mohamed Mokdad à Gafsa.

Dans la presse du RCD, la révolte a également sonné. Non, la révolution n'est pas terminée. Les islamistes, qui n'ont joué aucun rôle moteur dans la révolte qui a emporté Ben Ali, adoptent un profil bas. Pas un seul slogan islamiste n'a été entendu, mais des mots d'ordre laïques et politiques.

Peu ou pas de barbus dans les rangs des manifestants. Dimanche, ils étaient entre deux et trois mille personnes, au lieu du million annoncé par les «nahdhaouis», présents à l'aéroport de Tunis pour le retour de Rached Ghanouchi, le leader d'Ennahdha, lequel avait assuré dans la presse européenne que son modèle est le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie. Mieux, il a indiqué qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle.

H. Z. "Le Soir d'Algérie"

http://www.lepost.fr/article/2011/02/02/2392182_affaire-du-jet-privé-en-tunisie-mam-denonce-les-mensonges-du-canard-enchaîné-et-exclut-toute-démission.html

Jet privé en Tunisie : MAM dénonce les "mensonges" du Canard enchaîné et exclut toute démission

02/02/2011 à 12h29 - mis à jour le 02/02/2011 à 14h55 | - vues |

L'opposition et même la droite critiquent vivement la ministre des Affaires étrangères. Ayrault (PS) demande sa démission.

Coup de chaud pour Michèle Alliot-Marie...

Alors que l'opposition continue de critiquer sa proposition d'aide à la police de Ben Ali trois jours avant la chute de Ben Ali, la ministre des Affaires étrangères se retrouve au centre d'une polémique pour des vacances passées en Tunisie fin 2010.

Le Canard enchaîné (daté du 2 février) affirme que la ministre et son conjoint Patrick Ollier, ministre des Relations avec le Parlement, ont utilisé en décembre (entre Noël et le Jour de l'An) un jet privé en Tunisie, pour aller de Tunis à la station balnéaire de Tabarka, avec des membres de leur famille... en pleine révolte populaire en Tunisie.

Selon l'hebdomadaire satirique, le propriétaire de l'avion et de l'hôtel où a séjourné le couple, Aziz Miled, est un homme d'affaires tunisien proche de Belhassen Trabelsi, beau-frère de l'ex-président Ben Ali.

MAM a admis mardi soir avoir voyagé dans ce jet "à destination de Tabarka, où elle a passé ses vacances" mais nie qu'il s'agisse d'un membre du "clan Ben Ali", a indiqué son cabinet.

1. MAM dénonce les "mensonges" du Canard et exclut toute démission

Interrogée mercredi à la sortie du conseil des ministres, Michèle Alliot-Marie a récusé mercredi les "mensonges" du *Canard enchaîné* et assuré qu'elle ne démissionnerait pas sur des "choses fausses".

"A mon arrivée à Tunis, un ami qui se rendait à Tabarka avec son avion nous a proposé de faire le vol avec lui plutôt que de faire les deux heures de voiture comme prévu. Il n'a pas mis son avion à ma disposition, nous l'avons accompagné dans son déplacement", a-t-elle expliqué.

Avant son épouse, le ministre des Relations avec le Parlement, Patrick Ollier, avait justifié mercredi sur *RTL* le recours à ce jet privé, assurant que son propriétaire loin, d'être un proche du clan Ben Ali, avait été "spolié" par celui-ci.

"Arrivés à Tunis, M. Miled (Aziz Miled), qui est un de mes amis, nous a proposés, puisqu'il a un jet privé et qu'il est propriétaire d'une compagnie aérienne qui s'appelle Nouvelair, de nous amener à Tabarka en avion en 20 minutes plutôt que de faire 2 heures de voiture avec des routes de montagnes", a-t-il expliqué.

2. Ayrault (PS) demande sa démission, Longuet (UMP) charge aussi

Dans la classe politique, les réactions se sont multipliées depuis mardi soir.

"Si c'est vrai, c'est grave (...) Quand on est dans un gouvernement, on a pas à utiliser des moyens privés", a lancé sur *RTL* la patronne du PS, Martine Aubry, mercredi matin.

Puis, dans la matinée, le patron des députés PS, Jean-Marc Ayrault, a demandé la démission de MAM, estimant qu'elle s'était "totalement disqualifiée" avec "son voyage en Tunisie" et qu'elle n'avait donc "plus sa place au gouvernement".

"C'est un problème, c'est l'image de la France qui est incontestablement engagée (...) Ca me paraît difficile, si les faits sont avérés, de pouvoir continuer à représenter la France. Je trouve que Mme Alliot-Marie a perdu la main, en tout cas apparemment, elle n'est pas du tout à la hauteur de ses fonctions", a de son côté estimé Manuel Valls, député PS de l'Essonne, dans un communiqué.

Evoquant un règlement de comptes au sein de la droite française, le député PS Jean-Christophe Cambadélis a expliqué sur *France Info* que la ministre s'était "déstabilisée toute seule".

À droite, le chef de file des sénateurs UMP Gérard Longuet a attaqué fort, en jugeant sur *LCI* que "la ministre des Affaires étrangères aurait pu passer ses vacances en France".

L'ex-ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin a jugé de son côté la situation "malheureuse" : "Je ne la charge pas mais bon, il faut être prudent (...) Manifestement, c'est un comportement qui n'est pas souhaitable", a-t-il dit sur *BFM TV*.

Par ailleurs, MAM a admis le week-end dernier dans *Le Parisien* avoir passé le dernier réveillon de Noël en Tunisie tout en assurant avoir payé son séjour et n'avoir eu aucun contact avec le président déchu, Zine Ben Ali. Plusieurs médias ont écrit qu'elle avait bénéficié d'une escorte de la police tunisienne et qu'une voiture officielle l'attendait à sa descente d'avion à Tunis.

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/alliot-marie-aziz-milad-est-victime-du-clan-ben-ali/id-menu-957.html>

Michèle Alliot-Marie : "Aziz Milad est victime du clan Ben Ali"

Publié le Mercredi 02 Février 2011 à 21:26

Michèle Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, accusée d'avoir emprunté le Jet privé d'Aziz Milad, homme d'affaires tunisien lors de ses vacances de fin d'année en Tunisie, s'est attirée les foudres de la gauche française qui exige sa démission.

La chef de diplomatie française s'est expliquée ce soir au JT de France 2, en réfutant toute intention de démissionner : "Je suis franchement surprise et outrée du caractère extravagant des attaques portées contre moi". La ministre a expliqué qu'Aziz Milad est un ami de sa famille depuis des années, et qu'elle a emprunté son jet de Tunis, où elle s'est rendue dans un vol régulier, à Tabarka pour passer cinq jours de vacances. "Je n'ai pas pensé que ça puisse poser de problème".

Interrogée "s'il y a un risque de connivence, en empruntant un avion privé d'un homme d'affaires proche du clan Ben Ali", la ministre a répondu qu'"Aziz Milad est un homme d'affaires extrêmement respecté en Tunisie, et est connu comme étant spolié, on lui a imposé de donner 20% du capital de sa société de transport aérien à Belhassen Trabelsi et celui-ci a

exigé de devenir président". "Aziz Miled est plus victime du clan Ben Ali qu'autre chose", a-t-elle indiqué.

Sur ces déclarations lors des émeutes en Tunisie, lorsque elle a proposé une aide sécuritaire pour maintenir l'ordre en Tunisie, la ministre a répondu que "l'on a très mal interprété et volontairement" ses propos. "J'ai été avec le Premier ministre la première à condamner l'usage disproportionné de la force ; et à appeler à préserver les vies pour pouvoir manifester tout en protégeant sa sécurité".

Michelle Alliot Marie s'est dite "meurtrie de voir ce dont on l'accuse", affirmant qu'elle "aime profondément les Tunisiens, et qu'elle est attachée à la Tunisie où elle a des amis riches, et des amis peu riches". Elle a estimé que la priorité est d'aider les Tunisiens à se redresser le plus rapidement possible, annonçant qu'elle déjeunera après demain (vendredi) avec le nouveau ministre des Affaires étrangères tunisien, Ahmed Ounaies.

Aziz Milad a précisé ce jeudi dans un communiqué qu'il "a simplement invité la famille Alliot-Marie à l'accompagner à Tabarka, à bord d'un jet privé, propriété de Nouvelair, la compagnie aérienne dont il est le plus grand actionnaire".

<http://www.el-annabi.com/internationale/1203-tunisie-l-ex-ministre-de-l.html>

Tunisie : L'ex-ministre de l'Intérieur en garde à vue

3 février 2011

La Tunisie, plongée dans un climat délétère depuis quelques jours, juste après l'annonce d'un nouveau gouvernement de transition d'où ont été évincés les caciques de l'ancien parti au pouvoir (RCD), panse progressivement ses plaies et pense à l'avenir, même si la contestation populaire ne s'est pas totalement tue.

Plusieurs escarmouches ont été signalées ces dernières 48 heures, notamment à Kasserine mardi entre manifestants et forces de l'ordre. Hier mercredi, le gouvernement de transition tentait de normaliser la situation après près de deux mois de manifestations, et, surtout, de rétablir la sécurité en donnant un grand coup de balai dans les hautes sphères de la police, instrumentalisée par le régime de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali.

Confrontée à la grogne des Tunisiens, et aux rumeurs d'attaques à main armée, le gouvernement a opéré une véritable purge parmi les hauts gradés de la police tunisienne. Une trentaine de hauts gradés de la police ont été débarqués, un militaire a été nommé à la direction de la sûreté nationale, de nouveaux directeurs ont été placés à la tête de la police dans sept régions clés. L'amiral Ahmed Chabir, nouveau directeur général de la sûreté nationale, a pour mission de relancer une machine sécuritaire noyautée par les tenants de l'ancien régime et de remettre au travail des milliers de policiers qui avaient déserté les rues, par crainte de représailles de la population ou par fidélité au président déchu le mois dernier. Mission difficile dans un pays jusqu'alors dirigé par la police (100.000 hommes), alors que l'armée ne compte que 30.000 soldats.

Mardi soir, à la télévision, le nouveau ministre de l'Intérieur Farhat Rajhi a livré un incroyable témoignage sur les forces puissantes qui seraient encore à l'oeuvre au coeur de l'Etat. « Lundi soir, entre 2.000 et 3.000 personnes ont attaqué mon ministère. Grâce au

général Rachid Ammar (figure de l'armée qui a promis d'être le garant de la révolution, ndlr) et aux forces antiterroristes, j'ai pu m'enfuir, mais on m'a volé mon manteau, mes lunettes et mon téléphone portable », a raconté le ministre. « Cinquante envahisseurs, dont plusieurs étaient armés, ont été arrêtés avant d'être relâchés, ce qui montre une défaillance sécuritaire et une complicité entre les agresseurs et les services d'ordre », a affirmé Farhat Rajhi, dénonçant un « complot contre l'Etat ».

A l'issue d'un conseil des ministres mardi, l'équipe de transition a donné des gages de fermeté aux Tunisiens mais aussi aux partenaires internationaux. Plus concrètement, il a annoncé une augmentation des salaires des policiers, favorisant - une première en 23 ans - les cadres moyens, qui ont obtenu 140 dinars (72 euros) contre 49 pour les cadres supérieurs. Le couvre-feu, en vigueur depuis le 13 janvier, a été maintenu, un numéro vert créé pour recueillir les plaintes des victimes de violences, et chaque citoyen appelé à la responsabilité pour « le bien de la nation ». Même les prisonniers, dont 9.500 se sont évadés pendant des émeutes en janvier, sont appelés « à rejoindre leur maison d'arrêt pour régulariser leur situation », indique un encart dans la presse. Et, sur le front des droits de l'homme, la Tunisie a fait un pas de géant après l'approbation par le gouvernement de transition de plusieurs protocoles et accords internationaux. Le gouvernement de Mohamed Ghannouchi « a approuvé l'adhésion de la Tunisie à plusieurs conventions internationales importantes : convention internationale sur la protection des personnes contre les disparitions forcées, Statut de Rome portant sur la Cour pénale internationale (CPI), protocole non obligatoire annexé à la convention internationale contre la torture, et les protocoles non obligatoires annexés au Pacte international relatif aux droits civils et politiques », a indiqué le porte-parole du gouvernement.

Le gouvernement de transition a également annoncé qu'il allait « étudier » des « réserves » émises par la Tunisie du temps du président Ben Ali sur d'autres conventions internationales concernant notamment la peine de mort, l'enfance, et l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Par ailleurs, l'ancien ministre tunisien de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem, limogé le 12 janvier dernier, a été placé en garde à vue. Il est accusé d'avoir autorisé la police à tirer sur les manifestants, dont le nombre de victimes est de 219 morts et 510 blessés, selon l'ONU. Mercredi, le président de la communauté juive de Tunisie, Roger Bismuth, a affirmé qu'aucun acte antisémite n'avait été signalé en Tunisie depuis le début de la révolution populaire, mettant en garde contre les rumeurs ayant fait état mardi de l'incendie d'une synagogue. « A aucun moment, les juifs n'ont été visés par des attaques ou même des paroles déplacées au cours de la révolution. C'est une révolution tunisienne, qui concerne tous les Tunisiens », a déclaré Roger Bismuth.

« Lundi soir, plusieurs bâtiments de la région de Gabes ont été la cible de saccages et la guérite du gardien du mausolée a été vandalisée et quelques chaises emportées », a-t-il poursuivi.

ALLIOT-MARIE DANS DE SALES DRAPS

D'autre part, la ministre française des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, est au coeur d'un nouveau scandale politique qui éclabousse l'équipe de Sarkozy. Après sa bourde devant les députés à qui elle a proposé de soutenir « le régime de Ben Ali » en pleines manifestations de protestation, elle est maintenant accusée d'avoir profité des largesses d'un proche du régime Ben Ali. Hier, pointée du doigt par la presse et la classe politique, elle s'est défendue en récusant ces « mensonges » du Canard enchaîné, qui affirme qu'elle a voyagé dans un

avion appartenant à un proche du clan Ben Ali, et assuré qu'elle ne démissionnerait pas sur de « fausses » accusations. « Pour des choses qui sont fausses, pour des assertions, non, pas du tout », a répondu Mme Alliot-Marie à la presse qui lui demandait, à la sortie du Conseil des ministres, si elle envisageait de démissionner comme le réclame l'opposition de gauche.

Le Canard enchaîné révèle que Mme Alliot-Marie et son conjoint, le ministre des Relations avec le Parlement Patrick Ollier, ont utilisé entre Noël et le Jour de l'An un jet privé pour aller de Tunis à Tabarka. Ce voyage est intervenu alors que la révolte tunisienne avait commencé quelque deux semaines auparavant. L'hebdomadaire satirique présente Aziz Miled, le propriétaire de l'avion et de l'hôtel où a séjourné le couple Ollier/Alliot-Marie, comme un proche de Belhassen Trabelsi, beau-frère de l'ex-président Zine El Abidine Ben Ali.

Yazid Alilat

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jYHK80MNOB4lxJsQHnDDmQBQghAw?docId=CNG.a3323d4ee3d9f2077906cfcb32482240.1f1>

La Tunisie indemnise les familles de martyrs, 3 semaines après la chute de Ben Ali

De Jacques LHUILLERY (AFP) – Il y a 3 jours

TUNIS — La "Tunisie nouvelle" commence à indemniser les familles des "martyrs de la révolution", trois semaines après la chute du président Ben Ali, alors que Paris et Tunis tentaient de dessiner les contours de leurs futures relations.

Jeudi, les autorités de transition du pays ont commencé à accorder des compensations aux familles des personnes tuées à Ben Arous, dans la banlieue sud de Tunis, durant les semaines d'émeutes qui ont fait tomber le régime.

Selon un communiqué officiel, le gouvernement a décidé des indemnisations de 20.000 dinars (10.300 euros) par mort et 3.000 dinars (1.546 euros) par blessé.

Le 1er février, le chef de la mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, Bacre Ndiaye, avait avancé le chiffre d'au moins 219 morts et 510 blessés.

Lors d'une conférence de presse, il avait précisé que 147 personnes avaient trouvé la mort dans les troubles et 72 autres dans des prisons. Ces chiffres sont encore "provisaires" et l'ONU poursuivait ses enquêtes, avait-il encore indiqué.

Signe du retour à la normale qui se confirme depuis quelques jours, le gouvernement de Mohammed Ghannouchi a annoncé le rétablissement dès lundi prochain de la journée complète de travail dans les administrations et entreprises publiques.

Ce régime dit de la "double séance", 8H30-13H00, 15H00-17H45, avait disparu pendant les semaines agitées de la révolte et le début de la transition. Les fonctionnaires ne travaillaient alors que le matin.

Le pays est toujours confronté à de brèves grèves sectorielles (transports en commun, personnels intérimaires à Tunis Air) ou de petites manifestations (protestation des employés de la radio nationale contre des nominations de nouveaux patrons sans concertation).

Mais globalement, la machine économique a redémarré, notamment au port de Radès (Tunis), qui concentre 70% de l'activité import-export du pays.

Concernant le tourisme, un secteur vital, une délégation de l'ensemble des compagnies aériennes et voyagistes français est attendue la semaine prochaine à Tunis pour rencontrer les autorités, alors que le couvre-feu en vigueur depuis le 13 janvier les pénalise lourdement.

Au plan diplomatique, la France et la Tunisie post-Ben Ali cherchaient vendredi, lors d'une première rencontre bilatérale à Paris, à fonder une nouvelle relation en dépassant les critiques et incompréhensions suscitées par la position française.

Paris est accusé d'avoir attendu le départ de Ben Ali le 14 janvier pour apporter enfin son soutien à la révolution, et la rue tunisienne n'a pas digéré l'offre de coopération policière faite par la chef de la diplomatie française Michèle Alliot-Marie en pleine répression.

Lors d'un déjeuner avec son homologue Ahmed Abderraouf Ounaïs, Michèle Alliot-Marie devait exposer les actions menées par la France pour "donner un nouvel élan" à la coopération bilatérale.

Une délégation de parlementaires européens, arrivée jeudi pour quatre jours, devait rencontrer vendredi deux ministres (Justice, Enseignement supérieur), des responsables de partis politiques d'opposition mais aussi de la mouvance islamiste Ennahda, ainsi que des syndicalistes, étudiants et journalistes.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme est également sur le terrain depuis quelques jours. Outre les autorités, la FIDH rencontre ONG, opposants et syndicalistes "pour dresser un état des lieux, a précisé à l'AFP sa représentante en Tunisie Khadija Chérif.

Symbole de la normalisation en marche, une célèbre salle de théâtre de Tunis, "El Teatro", rouvre ses portes avec une première pièce dont la recette ira aux "blessés et handicapés de la révolution".

"Lettre à mon seigneur" raconte "l'histoire d'un roi sot, d'un peuple terrorisé et du jour où s'allume l'étincelle de la révolte".

<http://www.liberation.fr/monde/01012318069-kasserine-le-point-de-non-retour>

05/02/2011 à 00h00

Kasserine, le point de non-retour

Tunisie, la révolution en trois actes

ACTE II. Du 8 au 10 janvier, les forces d'élite du régime s'acharnent sur cette ville du centre-ouest, tuant une vingtaine de personnes. Ces journées de sang vont faire basculer le pays dans un soulèvement national.

Par **CHRISTOPHE AYAD** Envoyé spécial à Kasserine

Ici, la révolution n'a pas été de jasmin, mais de sang et de larmes. C'est sans doute à Kasserine que les émeutes, encore circonscrites au centre du pays, ont basculé dans le drame national le week-end des 8 et 9 janvier. Fadhel Boujidi, un menuisier du quartier al-Nour, se souvient très bien du premier mort : *«Le quartier était agité depuis plusieurs jours. Ce samedi matin, on enterrait un jeune qui venait de se brûler, comme Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid. Il s'appelait Hosni Jerbi, de la cité Ennahda. Salah Dachraoui ne participait pas à la manifestation. Soudain, j'ai entendu un coup de feu, il est tombé, puis un deuxième, Raouf Bouzidi, venu le secourir.»* Jamais les forces de l'ordre n'avaient encore tiré à balles réelles à Kasserine. C'est arrivé d'un coup, sans sommation. Deux morts, puis un troisième durant l'enterrement du premier. Le cycle infernal a duré trois jours, au terme desquels quinze à vingt personnes ont été tuées. Les habitants de Kasserine continuent de parler de *«quarante martyrs»* ; au plus fort de la répression, une source syndicale anonyme, largement reprise par les médias, avait même évoqué *«au moins cinquante morts»*. Qu'importe le nombre, Kasserine a payé le plus lourd tribut à la révolution tunisienne.

Incendie et «club des martyrs»

Contrairement au reste du pays, la chute du régime Ben Ali n'a été suivie d'aucune manifestation de joie. Kasserine, une ville sans charme, entourée de montagnes et coincée entre deux oueds, se sent encore plus pauvre et oubliée que d'habitude. Aucune autorité, aucun média tunisien n'est venu enquêter ici, rendre hommage aux victimes ou soutenir leurs familles. Raba, la mère de Salah Dachraoui, morte à 19 ans, vit toujours dans un dénuement complet avec les six enfants qui lui restent et sa mère, une paysanne sans âge au visage tatoué et aux bras chargés de bracelets en argent. Nordine, un grand frère de Salah, porte le blouson qu'il avait le jour de sa mort : un trou sur le flanc et un autre dans le dos marquant l'entrée et la sortie de la balle. Ils se tiennent tous dans la même pièce, les mains contre un réchaud en métal, la télévision branchée sur une récitation coranique.

Une sœur montre à chaque visiteur l'agonie de Salah à l'hôpital, filmée sur son téléphone portable : il arrive les yeux ouverts, déjà vitreux, un médecin tente un massage cardiaque. A la fin de la séquence, quatre minutes plus tard, ses paupières sont fermées. Sur la rue principale, le local du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, le parti de Ben Ali) a été transformé en «club des martyrs». Repeint à la hâte après son incendie, ses murs sont décorés des photos des victimes. Cela va de Yakine Guernazi, un bébé de 9 mois asphyxié par les gaz lacrymogènes, à Ahmed Jabari, un commerçant de 61 ans, tué d'une balle tirée par derrière.

Ils viennent tous d'al-Nour et d'al-Zouhour, les deux quartiers les plus pauvres, séparés du centre-ville par la ligne de chemin de fer. Les égouts sont à ciel ouvert, seule la rue principale est goudronnée. Le chômage est encore plus élevé qu'ailleurs. *«Cette misère, nous avions fini par ne plus la voir, regrette le D^r Habib Belgasmi, un notable. La dictature et l'habitude nous ont rendus insensibles.»* La seule grande usine de la ville, qui fabrique de la pâte à papier, a vu six de ses sept unités de production fermer en trois ans. Même l'agriculture ne produit pas. Tout ce qu'il reste, c'est la débrouille et la contrebande. L'Algérie n'est qu'à 70 km, on va y acheter pétrole, cigarettes, pièces détachées, haschich. Kasserine a la réputation d'une ville

dure, aux voyous sans pitié. Et le sentiment d'être négligé et méprisé par la capitale est encore plus fort qu'ailleurs. Fadhel Boujidi, le menuisier, avait 20 ans lors des émeutes du pain, en 1984 : *«Il y avait eu beaucoup de morts à Kasserine. Ici, les gens n'ont rien. A Tunis, ils se méfient de nous et ils nous méprisent. Pour eux, nos vies ne valent rien.»* Il assure qu'en 1992, une foule avait conspué Ben Ali, de passage dans la ville, parce qu'il n'était pas allé à la rencontre des habitants. *«On n'en voulait plus de ce régime. On était tous dégoûtés, c'est pour ça que ça a explosé direct. On était prêts à mourir. Même les fonctionnaires en ont marre.»* Fadhel a été arrêté une demi-douzaine de fois à cause de sa barbe non taillée, à la mode salafiste. *«Quand le flic tapait trop fort, j'allais chez le barbier. Sinon, j'attendais jusqu'à l'arrestation suivante. Depuis 1996, on refuse de me délivrer des papiers d'identité et un passeport.»* Un jeune du quartier en rajoute : *«Ici, si tu pries, on t'arrête ; si tu bois, on t'arrête aussi. Même respirer, c'était interdit.»*

A Kasserine, tout a commencé le 28 décembre, lorsque l'ordre des avocats a décrété une grève nationale de solidarité avec les manifestants de Sidi Bouzid. *«Nous étions une cinquantaine, sur 80, à participer, se souvient M^e Salma Abbasi. Mais nous n'avons pas pu tenir notre rassemblement, la police a pénétré dans le tribunal et jusque dans les salles d'audience pour obliger les grévistes à enlever leur brassard rouge.»* Du jamais vu. Les avocats se tournent vers la rue. A partir du lundi 3 janvier, jour de la rentrée des classes, le mouvement prend de l'ampleur. Collégiens et lycéens, qui ont suivi sur Facebook les événements de Sidi Bouzid, donnent un second souffle à la mobilisation. Les heurts sont de plus en plus violents, notamment à Thala, non loin de là.

Tout bascule le vendredi 7 janvier. Des blessés par balles de Thala arrivent à l'hôpital de Kasserine, le seul équipé d'un bloc opératoire. Puis, on apprend la mort de Hassan Jerbi, qui s'était immolé la veille. La nouvelle fait le tour de la ville et, immédiatement, des manifestations éclatent dans les quartiers pauvres. Dans la nuit du vendredi au samedi, deux sièges du RCD, la municipalité et un poste de police sont incendiés dans le quartier al-Nour. Les émeutiers ne réclament plus simplement du pain et des emplois, ils s'attaquent aux symboles du pouvoir.

Le temps des snipers

Les autorités ont-elles voulu faire un exemple à Kasserine avant qu'il soit trop tard ? Ou les forces antiémeutes, peu habituées à ce genre de situation, ont-elles paniqué ? L'escalade dans la répression coïncide en tout cas avec l'arrivée de renforts policiers venus de la capitale ou des grandes villes côtières. *«J'ai vu débarquer des unités mieux équipées, confirme un policier local qui préfère taire son identité. C'était aussi des BOP [Brigades de l'ordre publique, un corps paramilitaire, ndlr], mais leurs tenues étaient plus neuves et leurs armes plus sophistiquées. Ils avaient des grenades lacrymogènes en plastique Nobel, bien plus efficaces que les anciens modèles en métal, et des fusils à lunette. Trois ou quatre d'entre eux étaient intégrés à chaque unité anti-émeute. Ce sont eux qui tiraient, directement pour tuer.»* Les gosses d'al-Nour et d'al-Zouhour ont des centaines de vidéos et de photos accreditant la présence de tireurs, dont une voire plusieurs femmes, sur les toits du quartier. Ils les appellent les *kanassa*, les snipers. Certains ont le visage masqué par une écharpe ou une cagoule. La légende urbaine s'est greffée sur ces récits, et nombre d'habitants assurent qu'une tireuse effectuait une cabriole à la manière des ninjas ou levait le pouce à chaque fois qu'elle faisait mouche...

La police tire sur les cortèges funéraires

Au-delà des fantasmes, ce que les jeunes montrent sur les vidéos qu'ils ont filmées au téléphone portable, ce sont des scènes de guérilla urbaine. Chaque enterrement se transforme en manifestation, d'autant que pour atteindre le grand cimetière, à la sortie de la ville, il faut passer devant le siège central du RCD, le palais de justice, puis le gouvernorat, bâti comme un château fort, et la Garde nationale, l'équivalent de la gendarmerie. Le fait que la police tire sur des cortèges funéraires enrage littéralement la population. Tous les tabous ont sauté.

A côté du cimetière se trouve l'hôpital, qui a été le théâtre de scènes d'horreur pendant les trois jours de répression. Le D^r Habib Belgasmi, chirurgien dans le privé, a été appelé par le médecin d'urgence le dimanche 9 au matin : *«Il pleurait, il appelait à l'aide. J'ai accouru. Nous étions complètement débordés par l'afflux de blessés. Ça arrivait par vagues. On n'a jamais manqué de sang, mais les blessures étaient trop graves et le matériel vétuste. Les policiers visaient la tête, les poumons, le thorax, l'abdomen. Ils voulaient tuer. Il y avait même des balles explosives, qui détruisent les organes internes. Jusqu'à maintenant, je me demande si je n'ai pas fait un cauchemar.»*

La journée du lundi 10 janvier a été, de l'aveu général, la plus meurtrière. Mais à la nuit tombée, la police anti-émeute quitte subitement la ville, remplacée par l'armée, que les manifestants applaudissent. Avant de partir, les policiers semblent avoir défoncé les grilles du Magasin général (un supermarché) pour le livrer aux pilleurs. Plus tard, il a été incendié. Plusieurs banques ont été vandalisées, ainsi que Meublatex, un grand dépôt de mobilier, le magasin al-Wifaq. Dès le mardi 11, Kasserine est «libéré». L'armée se contente de garder les lieux stratégiques : les banques, les stations-service, les bâtiments administratifs.

Les habitants passent les trois journées qui suivent dans la psychose d'un retour des *«escadrons de la mort»*. Ben Ali s'enfuit du pays le vendredi 14. Le lendemain, les détenus de la prison se soulèvent. Sous la pression, l'armée leur a ouvert les portes, craignant un drame similaire à celui de Monastir où une quarantaine de prisonniers ont péri dans un incendie. Aujourd'hui, 800 à 1 000 ex-prisonniers seraient dans la nature. La peur règne en ville. Chacun rapporte des scènes de vol, d'agression à l'arme blanche ou de braquages. La sous-préfecture a été incendiée et pillée par des bandes payées, paraît-il, par le RCD. Au tribunal, les juges menacent de cesser le travail s'ils ne bénéficient pas d'un minimum de sécurité.

Depuis les événements, l'avocate Salma Abbassi a perdu le sommeil : *«Ce qu'on a vécu m'a détruite à l'intérieur. Le pays ne peut pas nous laisser dans cet état. Il faudra de l'argent, de l'attention et beaucoup de justice. Et s'ils ne veulent plus de nous, ils n'ont qu'à nous vendre à l'Algérie.»*

http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/02/05/tunisie-michele-alliot-marie-aurait-effectue-en-deuxieme-vol-en-jet-privé_1475842_823448.html

Tunisie : Michèle Alliot-Marie a effectué un deuxième vol en jet privé

LEMONDE.FR | 05.02.11 | 16h30 • Mis à jour le 05.02.11 | 19h56

Michèle Alliot-Marie a effectué un deuxième vol à bord d'un jet privé appartenant à des proches de la famille Ben Ali, lors des vacances de Noël. La ministre a confirmé ce samedi les informations du Nouvelobs.com, qui relatait que la ministre et son époux ont effectué un

aller-retour à bord du jet de l'homme d'affaire Aziz Miled, entre Tabarka et Tozeur, dans le sud du pays. Cet aller-retour aurait eu lieu le 29 décembre, alors que la contestation contre le pouvoir tunisien prenait de l'ampleur dans le pays.

Michèle Alliot-Marie était déjà la cible de nombreuses critiques pour avoir emprunté l'avion d'Aziz Miled, qu'elle connaît "de longue date", entre Tunis et Tabarka. La ministre avait expliqué qu'il s'agissait d'une rencontre fortuite, et que ce vol n'était pas prévu. Des explications qui contenaient plusieurs approximations, et qui n'ont pas convaincu, notamment à gauche ; au micro d'Europe 1, Daniel Cohn-Bendit estimait par exemple ce samedi que la ministre avait été "prise la main dans le sac".

La ministre s'était notamment défendue en expliquant que "[Aziz Miled] n'a à aucun moment mis son avion à ma disposition, je l'ai accompagné pendant vingt minutes de trajet en avion". Une ligne de défense en partie contredite par les informations du Nouvelobs.com. Interrogée sur ce deuxième vol sur France Info, Mme Alliot-Marie a estimé qu'il s'agissait d'une "polémique tout à fait artificielle [...] j'ai dit dès mercredi dernier que j'avais fait des excursions". Michèle Alliot-Marie n'avait toutefois pas précisé qu'une de ces excursions s'était déroulée à bord d'un jet privé.

"EN VACANCES, JE NE SUIS PAS MINISTRE"

"Quand je suis allée en Tunisie entre le 26 décembre et le premier janvier il y avait des mouvements sociaux limités à deux provinces à l'intérieur du pays, il n'y avait pas d'émeutes généralisées", a également expliqué la ministre. Les émeutes touchaient cependant une zone géographique située sur la route entre Tabarka et Tozeur.

Prenant acte des vives réactions suscitées par cette controverse, la ministre a estimé que ses vacances constituaient un moment privé. "Quand je suis en vacances, je ne suis pas ministre des affaires étrangères : je suis Michèle Alliot-Marie", a-t-elle jugé, expliquant qu'elle serait dorénavant "très attentive". "Je pense que je ne quitterai pas la Dordogne si ça continue comme ça", a-t-elle expliqué.

A droite, après avoir reçu le soutien de François Fillon et de Laurent Wauquiez, c'est le ministre de la coopération, Henri de Raincourt, qui a pris samedi fait et cause pour sa ministre de tutelle, jugeant la polémique à son sujet "misérable, indigne et pitoyable". "Est-ce que j'ai le droit de monter dans la voiture qui appartient à un des mes amis, qui est chef d'entreprise ? On va finir par se poser la question, parce qu'on pousse le bouchon tellement loin que lorsqu'on est un élu, on ne pourra plus rencontrer quelqu'un qui exerce dans le milieu médical, industriel ou économique. Ca devient absolument stupide", a-t-il dit.

Une ligne qui ne fait pas l'unanimité au sein de l'UMP : le sénateur Alain Fouché a par exemple jugé que "la morale républicaine" avait été "gravement offensée" avec ce voyage d'agrément en Tunisie, comme "la réputation d'indépendance" de la politique étrangère de la France.

<http://www.20minutes.fr/article/665094/monde-tunisie-deux-manifestants-tues-police>

Tunisie: deux manifestants tués par la police

Créé le 05.02.11 à 22h18 -- Mis à jour le 05.02.11 à 22h47

TUNISIE - 17 autres personnes ont été blessées alors qu'elles tentaient d'investir un poste de police à l'aide notamment de cocktails Molotov...

Deux personnes au moins ont été tuées et 17 autres blessées samedi dans le nord de la Tunisie, où la police a ouvert le feu pour repousser des manifestants qui lançaient pierres et cocktails Molotov sur un poste de police, a-t-on rapporté de source proche du ministère de l'Intérieur.

«Un millier de personnes se sont rassemblés lors d'une manifestation devant le commissariat de police d'El Kef afin de réclamer le limogeage du chef de la police de la ville pour abus de pouvoir dans l'exercice de ses fonctions», a-t-on indiqué de même source à Reuters.

Les manifestants ont criblé le commissariat de pierres et de cocktails Molotov en tentant d'en occuper les locaux, a-t-on précisé de même source. «La police a ouvert le feu pour empêcher les manifestants de faire irruption dans le commissariat.»

Le ministère de l'Intérieur a arrêté le chef de la police d'El Kef à la suite de ces incidents, a-t-on ajouté.

Avec Reuters

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-nationale/tunisie-2-morts-et-17-blesses-dans-des-heurts-au-kef/id-menu-958.html>

Tunisie, 2 morts et 17 blessés dans des heurts au Kef

Publié le Samedi 05 Février 2011 à 23:32

Un millier de personnes se sont rassemblées ce samedi après-midi lors d'une manifestation devant le commissariat de police du Kef et l'ont attaqué par des jets de pierres et de cocktail Molotov, rapporte la TAP, citant une source du ministère de l'Intérieur.

"Les manifestants ont brûlé deux voitures, et tentaient d'investir les locaux du commissariat", selon la même source, qui a joute que la police a répliqué tout d'abord par des tirs de sommation, puis par des tirs sur les manifestants, ce qui a provoqué deux morts et 17 blessés dont quatre agents de police.

Le ministère de l'Intérieur en collaboration avec l'armée nationale ont procédé à l'arrestation immédiate du chef de la police du Kef, et l'ont conduit au siège du ministère de l'Intérieur, pour qu'il soit interrogé sur les circonstances de ces affrontements.

Le ministère appelle les témoins oculaires à faire leur déposition pour établir toute la vérité sur ces événements.

<http://www.webdo.tn/2011/02/06/mais-que-sest-il-passe-hier-au-kef/>

Mais que s'est-il passé hier au Kef ?

Publié par Yasmin le 06 février 2011 à 13:50

C'est ce que voudraient bien comprendre les tunisiens mais aussi le ministère de l'intérieur. Selon ce dernier, une enquête serait ouverte et un appel à témoins a été lancé pour recueillir le maximum d'informations.

L'agence Tunis Afrique Presse écrit que selon une source officielle du ministère, 1000 manifestants se sont rendus samedi 5 février au poste de police du Kef armés de cocktails Molotov et de pierres. Les forces de police ne disposant plus d'assez de munitions anti émeutes auraient envoyé des tirs de sommation dans un premier temps puis commencé à tirer sur les manifestants. Cette attaque serait survenue suite à l'acharnement de ces derniers. Le bilan fait état de 4 morts dont deux seraient morts sur le champ et 2 autres auraient succombé à leurs blessures dans la soirée, et d'une quinzaine de blessés dont 4 agents de la sécurité. Une voiture de police ainsi que des voitures de particuliers auraient également été incendiées.

Selon la chaîne El Jazira, les manifestants étaient venus réclamer la démission du chef de police, Khaled Ghazouani. Cette demande avait été motivée par les agissements de la police du Kef qui ces derniers jours avaient frappé des femmes.

"Ghazouani a été pourchassé par des habitants et il s'est mis à tirer", aurait expliqué à l'AFP Jamii El Rabhi, un syndicaliste.

Selon la TAP, « le ministère de l'Intérieur, en coordination avec les unités de l'armée nationale, ont immédiatement procédé à l'arrestation du chef du commissariat de police du Kef et l'ont conduit au siège du ministère de l'Intérieur pour l'interroger concernant les circonstances de cet incident. »

"Des armes ont été saisies dans sa maison et aussi une grande quantité d'alcool", probablement destinée à la "contrebande", a affirmé à l'AFP M. Bouguera, un autre syndicaliste.

Ces incidents surviennent immédiatement après la nomination des gouverneurs par le ministre de l'Intérieur. Une polémique avait déjà été soulevée sur l'appartenance de ces derniers au RCD. Cette manifestation témoigne non seulement de l'inquiétude du peuple face au plan de réorganisation des gouvernorats mais malheureusement, renforce ce sentiment. Le ministère de l'Intérieur devra, en toute transparence, rendre un rapport détaillé sur les agissements de ces nommés et répondre par des sanctions à leur encontre.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jqiercI_Be8dW2wYujWMA9EQxDPw?docId=CNG.7a5f9958be724dd5defa8b14fd791779.01

Nouvelles flambées de violences en province en Tunisie

De Kaouther LARBI (AFP) – Il y a 1 jour (6 février 2011)

TUNIS — La Tunisie a replongé ce weekend dans la violence, avec plusieurs attaques menées par des bandes de jeunes contre des postes de police ou administrations au Kef (nord-ouest), à Kébili (sud) et à Gafsa (centre-ouest), a-t-on appris de sources syndicales et officielles.

Après de premiers affrontements qui s'étaient soldés samedi par la mort de deux manifestants selon le ministère de l'Intérieur, quatre de sources syndicales, de nouveaux heurts ont éclaté dimanche au Kef.

L'immeuble abritant le siège de la police, déjà en partie incendié samedi, était de nouveau en feu dimanche après-midi, selon des sources syndicales, qui ont précisé que l'armée avait été déployée dans la ville après des attaques menées par des "bandes de jeunes".

"C'est la panique en ville. L'immeuble (des) forces de sécurité du district est en feu. L'armée cherche à faciliter le travail des secours", a affirmé à l'AFP Raouf Hadaoui, un syndicaliste joint par téléphone.

"La situation est explosive avec des tirs à balles réelles et des incendies dans plusieurs endroits", selon un autre témoin.

Des bandes de jeunes ont tenté d'attaquer la prison du Kef pour libérer des détenus et ont été repoussés par l'armée, ont aussi affirmé à l'AFP Raouf Hadaoui et un autre syndicaliste, Abdelatif Bouguera.

Tous deux ont affirmé que les jeunes, organisés en bandes mobiles, parcouraient la ville en pillant des habitations. "Ils sont payés par le RCD (ex-parti au pouvoir) pour semer le trouble", a déclaré M. Hadaoui.

De son côté, l'agence officielle TAP a confirmé l'incendie ainsi que le déploiement de l'armée.

Dans la nuit de samedi et dimanche, les troubles ont gagné la ville de Kébili, où un jeune est mort après avoir reçu une grenade lacrymogène en pleine tête lors de heurts avec les forces de l'ordre, selon la TAP.

Selon l'agence, un "groupe de jeunes" avait tenté d'attaquer et incendier un poste de la garde nationale à la sortie nord de la ville, avant d'être repoussé par les forces de l'ordre.

Le groupe a ensuite tenté d'attaquer un autre poste de la garde nationale puis s'est dirigé vers la résidence du gouverneur. L'armée s'est interposée, précise l'agence, qui rapporte que des sit-in avaient eu lieu samedi pour dénoncer la nomination du nouveau gouverneur.

Dans le bassin minier du centre-ouest, le nouveau gouverneur de Gafsa, Mohamed Gouider, a été contraint dimanche de quitter ses bureaux à bord d'un véhicule de l'armée, sous la pression de nombreux manifestants qui demandaient sa démission, toujours selon la TAP.

Trois semaines après la chute du régime de Zine El Abidine Ben Ali, la situation reste très tendue en Tunisie.

Le gouvernement a dénoncé à plusieurs reprises "un complot" des partisans du président déchu, affirmant que les attaques menées dans certaines villes étaient l'oeuvre de jeunes payés par son parti, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique).

Après un grand coup de balai dans la police et le remplacement des gouverneurs des 24 provinces du pays, le gouvernement de transition avait pourtant parié sur une amélioration de la sécurité et annoncé un allègement samedi du couvre-feu en vigueur depuis le 12 janvier.

Mais ces derniers jours les habitants de plusieurs villes et des partis politiques ont contesté les nominations de gouverneurs et réclamé un nettoyage en profondeur de toutes les administrations.

Le parti d'opposition Ettajdid (ex-communistes) a notamment dénoncé la nomination "sans concertation" de gouverneurs "issus pour la plupart du RCD".

A Tunis, José Ignacio Salafranca, le chef d'une délégation du Parlement européen en visite depuis quatre jours, a fait part de sa "vive préoccupation" après les morts du Kef et réclamé "une enquête pour identifier les coupables" afin de les traduire en justice.

<http://www.leparisien.fr/crise-tunisie/tunisie-encore-des-violences-dans-plusieurs-villes-06-02-2011-1302745.php>

Tunisie : encore des violences dans plusieurs villes

Publié le 06.02.2011, 16h17 | Mise à jour : 07.02.2011, 00h28



Sidi Bouzid (Tunisie), samedi. Des voitures ont été incendiées près du poste de police après la mort non élucidée de deux personnes qui y étaient détenues, vendredi. | **AFP / Kahouli**

Un jeune Tunisien est mort dans la nuit de samedi à dimanche à Kebili, dans le sud de la Tunisie, lors de heurts avec les forces de l'ordre. Selon l'agence officielle TAP, un «groupe de jeunes» a tenté d'attaquer et incendier un poste de la garde nationale à la sortie nord de la ville et l'un d'entre eux a été «atteint en pleine tête par une grenade lacrymogène».

Plusieurs autres personnes ont été blessées et hospitalisées.

Toujours selon TAP, l'armée s'est ensuite interposée lorsque le même groupe de jeune a attaqué un autre poste de la garde nationale de la ville avant de se diriger vers la résidence du gouverneur de la région. L'agence officielle fait état de «sit-in et protestations» samedi pour protester contre la nomination du nouveau gouverneur.

Poste de police incendié au Kef

Par ailleurs, au Kef (nord-ouest de la Tunisie), l'immeuble abritant le siège de la police était la proie des flammes dimanche après-midi, selon un syndicaliste, Raouf Hadaoui. Celui-ci précise que des «bandes de jeunes ont attaqué et pillé le commissariat» avant de mettre le feu à l'immeuble de la police. L'armée a été déployée pour faciliter le travail des secours. «C'est la panique en ville, décrit ce témoin. Plusieurs voitures de police ont été incendiées et le feu menace des habitations». Il mentionne un incessant ballet d'ambulances. L'agence officielle

confirme l'incendie et le déploiement de forces, ajoutant que les manifestants se sont emparés de documents et d'équipements au siège de la police.

La veille, déjà, le Kef a connu de violents affrontements entre policiers et manifestants venus réclamer le départ du chef de la police locale, accusé d'abus de pouvoir. Ces heurts ont fait quatre morts et une quinzaine de blessés, selon des sources syndicales. Le retour au calme dans la matinée de dimanche n'a pas duré. Selon Raouf Hadaoui, les jeunes pillards sont «payés par le RCD (ex-parti au pouvoir. ndlr) pour semer le trouble».

Mort de deux personnes détenues par la police à Sidi Bouzid

Enfin, vendredi, à Sidi Bouzid, deux personnes sont mortes dans des conditions mystérieuses dans le poste de police où elles étaient détenues. Les corps portant des traces de brûlures ont été amenés à l'hôpital régional de la ville et les circonstances de leur décès ne sont pas connues. Elles ont été identifiées par des témoins comme Aden Hammami et Ridha Bakari Nsiri. Plusieurs centaines de manifestants en colère se sont rassemblés devant le poste après l'annonce du décès et ont mis le feu à trois voitures de police avant l'intervention des pompiers.

C'est de Sidi Bouzid qu'est partie la révolte populaire qui a chassé du pouvoir le président Ben Ali, après l'immolation le 17 décembre par le feu d'une jeune marchand de primeurs de la ville, Mohamed Bouazizi, excédé par des humiliations policières répétées.

[LeParisien.fr](http://www.romandie.com/infos/news2/110206175258.jceytila.asp) avec l'AFP

<http://www.romandie.com/infos/news2/110206175258.jceytila.asp>

Tunisie: retour au calme au Kef, l'armée quadrille la ville

TUNIS - Un calme précaire est revenu dimanche soir au Kef, ville du nord-ouest de la Tunisie désormais placée sous le contrôle de l'armée et où l'incendie qui a ravagé dans l'après-midi le siège de la police a été maîtrisé, a-t-on appris de source syndicale.

"Le calme est revenu. Les bandes de jeunes qui pillaient ont disparu mais les gens sont très méfiants et ont peur de sortir", a déclaré à l'AFP Raouf Hadaoui, un syndicaliste joint par téléphone depuis Tunis.

L'incendie qui a ravagé l'immeuble de la police a été "maîtrisé par les pompiers", qui ont travaillé sous la protection de l'armée, a-t-il précisé.

"La police est invisible. L'armée est déployée" aux carrefours stratégiques de la ville et devant les principaux bâtiments publics, a-t-il encore ajouté.

Après de premiers affrontements qui s'étaient soldés samedi par la mort de deux manifestants selon le ministère de l'Intérieur, quatre de sources syndicales, de nouveaux heurts ont éclaté dimanche au Kef.

L'immeuble abritant le siège de la police, déjà en partie incendié samedi par des manifestants qui exigeaient le départ du chef de la police locale, a été à nouveau pris pour cible dimanche, cette fois par des bandes de jeunes qui se sont ensuite livrés à des pillages à travers la ville.

Ces bandes ont aussi tenté d'attaquer la prison du Kef pour libérer des détenus et ont été repoussés par l'armée, ont déclaré à l'AFP Raouf Hadaoui et un autre syndicaliste, Abdelatif Bouguera.

Tous deux ont affirmé que les jeunes, organisés en bandes mobiles, étaient payés ou encadrés payés par le Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti au pouvoir sous Zine El Abidine Ben Ali, "pour semer le trouble".

Dans la journée, ils avaient décrit le ballet des ambulances autour de l'immeuble en flammes de la police, tandis qu'un hélicoptère militaire survolait la ville.

"On ne sait pas combien de personnes ont été blessées", a déclaré M. Hadaoui, précisant avoir vu un homme "avec une fracture à une jambe".

Dimanche, le gouvernement est resté silencieux sur ces violences.

Une source autorisée au ministère de l'Intérieur a simplement donné à l'AFP un bilan des affrontements de la veille, parlant de deux morts et 13 blessés, dont quatre policiers.

(©AFP / 06 février 2011 18h52)

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gIuG5As6W2SZGm1TZghUaTOBcwMQ?docId=CNG.cf4ad604630883724865bd2a10f4511d.631>

Tunisie: Le Kef, une ville au bord de la crise de nerfs

De Hassen JOUINI (AFP) – Il y a 1 jour

LE KEF — La ville montagneuse du Kef, dans le nord-ouest de la Tunisie, n'est plus qu'une boule de nerfs. Ses habitants viennent de vivre un week-end de violences qui ont fait deux morts, sur fond de pillages et d'incendies.

Ils n'en peuvent plus d'avoir été contraints au silence pendant 23 ans sous Ben Ali. "Dites-leur! Mais dites-leur ce qui se passe! On a tellement besoin de parler", lance un vieil homme à un journaliste de l'AFP.

Autour, 200 à 300 personnes se sont agglutinées avec un seul et même message: "Qu'on nous entende!".

La police a totalement disparu de la ville mais les militaires postés alentour, nerveux eux aussi, regardent d'un mauvais oeil cet attroupement. La veille, à quelques rues de là, l'immeuble abritant le siège de la police a totalement brûlé. Des carcasses de voitures calcinées gisent au pied du bâtiment noirci jusqu'au toit.

"Il ne faut pas nous en vouloir après 23 ans de silence et de frustration", poursuit le vieil Abdallah agrippé à sa pauvre carriole de fruits, comme s'il s'excusait.

Lundi, écoles et commerces restaient fermés, mais le calme semblait revenu dans la ville qui a enterré la veille deux habitants abattus samedi par le chef de la police locale.

Tout avait commencé pacifiquement. Des centaines d'habitants réclamaient le départ du commissaire Khaled Ghazouani, accusé d'abus de pouvoir. Tout a basculé quand le gradé a giflé une manifestante, raconte Jalal, le frère de Fathi Laaläi, un coiffeur de 49 ans tué samedi.

Conspué par la foule, le commissaire a sorti son arme et tiré sur un jeune homme de 17 ans, Ahmed Khammassi, qui prenait des photos avec son téléphone portable. "Mon frère Fathi s'est précipité pour prendre le jeune dans ses bras", explique Jalal Laaläi. "Quand il a vu qu'il ne respirait plus, il est devenu fou de colère et s'est jeté sur le commissaire en l'insultant. Et le commissaire a tiré à nouveau".

La gifle de trop au Kef, comme à Sidi Bouzid, plus au sud, pour Mohamed Bouazizi dont le suicide par le feu le 17 décembre avait déclenché la révolte qui a chassé du pouvoir Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier. Mais l'ex-président a laissé derrière lui sa police et son parti, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

"Au diable le RCD", crie une personne dans la foule. D'autres embrayent immédiatement.

"Ils (le RCD) sont allés chercher des ivrognes dans certains quartiers de marginaux et ils les ont payés pour s'attaquer aux biens des gens", assure Kaef, un enseignant du primaire.

Tard dimanche soir, quelques commerces et maisons ont encore été attaqués. "Les milices du RCD!", accuse un habitant.

Ces deux jours de violence ont fait deux morts et une quarantaine de blessés, dont un homme gravement brûlé dans l'incendie du siège de la police.

Alors qu'à Tunis, le gouvernement a annoncé dimanche soir la "suspension" et à terme la dissolution du RCD, les gens du Kef n'en démordent pas et voient la main du parti-Etat derrière tous leurs malheurs.

"Même si on le dissout, ses affidés, ses milices sont toujours là", affirme l'enseignant.

"Relayez-ça, s'il vous plaît: je lance un appel au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Défense: ramenez la sécurité!", dit à l'AFP Aida Ayari, une experte comptable de 25 ans.

"Il y a trop de chômage ici, trop de problèmes, mais avant tout on veut que toutes ces attaques arrêtent, on veut une vie normale!"

<http://www.kapitalis.com/fokus/62-national/2591-tunisie-six-morts-dans-des-incidents-a-sidi-bouzid-et-au-kef.html>

Tunisie. Six morts dans des incidents à Sidi Bouzid et au Kef

Dimanche, 06 Février 2011 11:08

La vie a repris son cours dans tout le pays ces derniers jours, mais des tensions persistent. Des incidents violents ont été enregistrés vendredi et samedi, à Sidi Bouzid et au Kef.

Vendredi 4 février, deux jeunes sont morts dans l'incendie d'un commissariat à Sidi Bouzid où ils étaient en garde à vue pour des faits liés à leur état d'ébriété, selon l'agence de presse

Tap. Leur décès pourrait être l'œuvre de partisans de l'ancien régime du président Ben Ali, affirmé le ministre de l'Intérieur qui appelle toute personne disposant d'informations à témoigner.

Quatre policiers ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la mort des deux jeunes hommes, a annoncé hier soir le ministère de l'Intérieur. Mais à Sidi Bouzid, ville-symbole de la «révolution tunisienne» qui a balayé le régime de Ben Ali, les avocats ont fait circuler une liste d'une dizaine de personnes potentiellement impliquées dans le crime.

Samedi 5 février, des manifestants rassemblés devant la préfecture de la ville de Kef demandaient le limogeage du chef de la police accusé d'abus de pouvoir. Le commissaire concerné, Khaled Ghazouani était présent.

Selon des témoins il aurait giflé une manifestante et c'est là que tout aurait dérapé. La foule a alors tenté de rentrer dans le poste de police et les forces de l'ordre ont répliqué par des armes à feu. Deux manifestants sont morts sur le champ et deux autres ont succombé à leurs blessures dans la soirée.

Les forces de l'ordre affirment avoir tiré parce qu'elles n'avaient plus de grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants qui jetaient des pierres et des cocktails Molotov, malgré les tirs de sommation.

Le chef du commissariat de Kef a cependant été arrêté et conduit au siège du ministère pour interrogatoire.

http://www.ouest-france.fr/ofdernmin_-Tunisie.-Plus-de-quarante-blesses-dans-l-incendie-d-un-commissariat-au-Kef_6346-1684415-fils-tous_filDMA.Htm

Tunisie. Plus de quarante blessés dans l'incendie d'un commissariat au Kef

Faits divers lundi 07 février 2011

Plus de 40 personnes ont été blessées dimanche lors de l'incendie du siège de la police, par des pillards, dans la ville du Kef (nord-ouest de la Tunisie). « **Presque tous les blessés ont été admis pour des cas d'asphyxies légères et des difficultés respiratoires. Il y a aussi quelques cas de fractures. Ils ont tous pu quitter l'hôpital dimanche soir** », a déclaré un porte-parole de l'hôpital local.

Lundi matin, la situation était « calme » au Kef, où l'armée est toujours déployée aux carrefours stratégiques de la ville et devant les principaux bâtiments publics. L'activité n'avait toutefois pas repris, les écoles et de nombreux commerces étaient encore fermés vers 10 h. Tout le week-end, cette ville d'environ 50 000 habitants a été secouée par de violents affrontements et la proie de pillards. L'immeuble de la police avait déjà été en partie incendié samedi par des manifestants qui exigeaient le départ du chef de la police locale, accusé d'abus de pouvoir.

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/regain-violence-en-tunisie-71044.html>

Troubles en Tunisie
7 février 2011, 13h49

Regain de violence en Tunisie

En pleine période de transition, la Tunisie a connu de nouveaux affrontements samedi qui se sont soldés par la mort de deux personnes et 147 blessés.



Face à la révolte, le gouvernement a annoncé la suspension du RCD (photo d'illustration) SIPA

On pensait ces scènes de guérilla urbaine définitivement rangées dans le passé de la Tunisie mais la transition du pays a donné lieu à de nouveaux affrontements violents. Incendies de bâtiments publics, jets de pierres et ripostes à balles réelles des forces de l'ordre ont planté le décor, samedi, d'une Tunisie toujours secouée par le changement de régime. Deux personnes ont péri dans les affrontements selon le ministère de l'Intérieur, quatre de sources syndicales.

Des tirs à balles réelles

Dans le sud du pays, à Kébili, des groupes de manifestants ont tenté d'attaquer des postes de la garde nationale avant d'assiéger la résidence du gouverneur. Face à ces offensives, la police a riposté par des tirs de grenades lacrymogènes qui ont causé la mort d'une personne touchée au visage.

Le nord-ouest du pays a également été marqué par de violents incidents, notamment à Kef où le siège de la police a été incendié par des manifestants. Pour rétablir le calme, l'armée est intervenue par des tirs à balles réelles en direction de la foule.

Le parti de Ben Ali dissolu

Pour expliquer ces débordements, deux théories s'affrontent. Celle du gouvernement pour qui ces violences sont le résultat d'« un complot » des partisans de Ben Ali, allant même jusqu'à accuser le RCD (parti du président déchu) d'avoir payé des jeunes pour semer le trouble. En revanche pour le parti d'opposition, Ettajdid, ces révoltes sont une juste réponse à la politique mise en place par le nouveau gouvernement. Le parti reproche notamment la désignation « sans concertation » de gouverneurs « issus pour la plupart du RCD ».

En réponse à ces accusations et face à la révolte populaire, le gouvernement a annoncé, dimanche soir, la suspension du RCD en vue d'une prochaine dissolution.

Publié le 07/02/2011 | 13:07

Tensions, violences et geste politique

Par Anne BRIGAUDEAU

Le siège de la police a été incendié dimanche à Kef, au lendemain de violences qui ont fait 4 morts

A Kebili, à 400 km au sud de Tunis, un jeune homme a été tué par une grenade lacrymogène lors d'une manifestation. Dans le bassin minier de Gafsa, le nouveau gouverneur a été contraint dimanche de quitter ses bureaux, sous la pression de nombreux manifestants.

Dimanche, le gouvernement annonçait la suspension du parti de l'ex président Ben Ali.

Le RCD suspendu

Le ministère tunisien de l'Intérieur a annoncé dimanche soir la "suspension" des activités du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir sous le président Ben Ali, en prévision de sa dissolution, dans un communiqué lu à la télévision nationale.

"Dans le souci de préserver l'intérêt suprême de la nation et d'éviter toute violation de la loi, le ministre de l'intérieur a décidé de suspendre toutes les activités du RCD, d'interdire toutes réunions ou rassemblements organisés par ses membres et de fermer tous les locaux appartenant à ce parti ou gérés par lui", précise le communiqué du ministère.

La répression d'une manif a fait 4 morts samedi à Kef

Samedi, le Kef a été le théâtre d'affrontements violents entre policiers et manifestants venus réclamer le départ du chef de la police locale, accusé "d'abus de pouvoir dans l'exercice de ses fonctions".

La manifestation a dégénéré en affrontements lorsque ce dernier, le commissaire **Khaled Ghazouani**, a giflé une manifestante, provoquant la colère de la foule.

Des centaines d'habitants avaient "incendié le commissariat" et "saccagé" le siège local du RCD (ex-parti au pouvoir) ainsi que la résidence du commissaire Ghazouani, qui avait été le premier à tirer sur les manifestants, selon plusieurs témoins joints par l'AFP.

La police a répliqué en tirant sur la foule et deux manifestants, âgés de 19 ans et 49 ans, ont été tués sur le coup, selon des sources syndicales. Trois autres manifestants avaient été grièvement blessés avant que deux d'entre-eux ne meurent.

Samedi soir, alors que le calme était revenu à Kef, **Khaled Ghazouani** a été "placé en état d'arrestation".

Manifestation à Sidi Bouzid vendredi

La veille, vendredi, plusieurs centaines de personnes avaient manifesté devant un poste de police de **Sidi Bouzid**, berceau de la révolution tunisienne dans le centre du pays, après la

mort de deux personnes qui y étaient détenues.

Le ministre de l'Intérieur, **Farhat Rajhi**, a confirmé leur mort, affirmant qu'il s'agissait d'un crime qui pourrait être l'oeuvre de partisans de l'ancien régime du président Ben Ali, qui a fui le pays le 14 janvier.